

De nombreuses victimes selon Bucarest

## Transylvanie : sanglants affrontements entre Roumains et Magyars

Un conflit millénaire

Le virus du nationalisme vient de tuer en Transylvanie. Les autorités de Bucarest, déjà, parlent de « pogroms » anti-Magyars.

L'affaire a ne date pas d'il y a une ou deux semaines, elle date d'il y a mille ans, a observé un médecin roumain en constatant la mort d'une des six personnes tuées mardi 20 mars à Tîrgu-Mures, peuplée pour moitié de Hongrois et pour moitié de Roumains. Depuis plusieurs jours, un à deux milliers de nationalistes roumains ont ensanglanté Tîrgu-Mures, mis à sac le siège de l'Union démocratique magyare de Roumanie (UDMR), saccagé les boutiques hongroises. Le sort infligé au vice-président de l'UDMR, l'écrivain Andras Süti, transporté par avion militaire à Bucarest avec un œil crevé, a choqué toute la Hongrie. Les relations hungaro-roumaines sont de nouveau au plus bas.

SOUmise par les Hongrois du onzième au seizième siècle, puis indépendante pendant près de cent cinquante ans, la Transylvanie tomba sous la domination des Habsbourg d'Autriche en 1691. Le traité de Trianon, après la première guerre mondiale, la détacha de la Hongrie pour la donner à la Roumanie ; en remerciement de la collaboration de la Hongrie avec Hitler, l'amiral Horthy en récupéra une partie entre 1940 et 1945, qui fut rendue à la Roumanie dès la guerre finie. L'instauration de régimes communistes tant à Bucarest qu'à Budapest fit oublier un moment le problème de la Transylvanie, où vivaient quelque deux millions de Magyars. Jusqu'à ce que la politique d'assimilation forcée menée par Ceausescu souleva l'indignation de Budapest. La Hongrie devint ainsi le premier pays du pacte de Varsovie à accueillir des réfugiés politiques d'un « pays frère ».

La chute de Ceausescu allait-elle tout arranger ? C'est ce que pensa, un peu hâtivement, le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, en se rendant à Bucarest fin décembre. Mais la faiblesse du nouveau régime roumain, le chaos régnant dans tout le pays et l'exaspération des Roumains face à l'assurance retrouvée de la minorité magyare libérée du tyran devaient le démentir rapidement.

Paradoxalement, la communauté hongroise souffre de séquelles moins profondes de la dictature que les Roumains, s'étant montrée plus soudée face à l'oppression. Aujourd'hui, elle relève la tête et revendique ses droits. Elle n'ignore pas non plus que, de l'autre côté de la frontière, la Hongrie est en pleine campagne électorale - le premier tour des élections législatives libres a lieu dimanche 25 mars - et que la défense de son sort est du pain béni pour les partis politiques de tous bords.

Lire nos informations page 5

M 0147 - 3220 - 4,50 F



Le gouvernement roumain a lancé, mercredi 21 mars, un nouvel appel au calme après les sanglants affrontements survenus la veille entre les communautés roumaine et de souche hongroise à Tîrgu-Mures, en Transylvanie. On confirme, à Bucarest, que six personnes ont été tuées et trois cents autres blessées. Une vive tension régnait encore mercredi dans cette ville, malgré l'intervention des blindés. Ces violents incidents inter-ethniques se produisant à quelques jours des premières élections législatives libres, qui ont lieu dimanche en Hongrie.

## Hongrie : les choix infinis des électeurs

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Comment en vouloir à ceux qui croient que l'ère est l'un des quarante-huit partis politiques en lice pour les élections libres du 25 mars ? Le géant suédois de l'ameublement, qui ouvre cette semaine une succursale à Budapest, a fait irruption dans la campagne en lançant des affiches publicitaires en forme de slogans électoraux, ajoutant à la confusion déjà créée dans l'esprit des électeurs hongrois par un multipartisme échevelé.

Un premier écrémage, il est vrai, s'est fait au niveau des listes nationales, que « seuls » douze de ces quarante-huit partis sont parvenus à constituer - les autres ne présentant des candidats que localement. Mais même parmi ces douze,

il est difficile de s'y retrouver : où est la gauche, où est la droite ? Qui est conservateur, qui est libéral, qui est social-démocrate ? Comment discerner les bons et les méchants ? Les politiciens eux-mêmes laissent volontiers planer les ambiguïtés et préfèrent finalement se déterminer par rapport à une cible commune : les « communistes » et l'« ancien régime ».

A quatre jours des premières élections législatives libres depuis 1945, nul ne peut encore dire lequel, des trois plus grandes parties d'opposition (Forum démocratique, Alliance des démocrates libres et Parti des petits propriétaires), arrivera en tête.

SYLVIE KAUFFMANN  
Lire la suite page 7

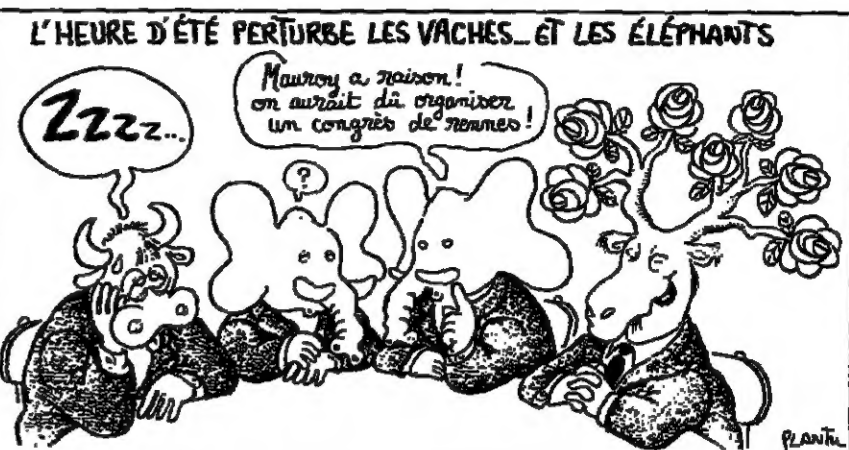
Les suites du congrès de Rennes

## Une synthèse a été obtenue au PS sous la pression de M. Mitterrand

Les dirigeants socialistes sont parvenus dans la nuit du 20 au 21 mars à un accord sur la répartition des postes à la direction du Parti socialiste, et sur un texte politique commun appelant le gouvernement à engager une nouvelle étape sociale. Cette synthèse, obtenue sous la

pression de M. François Mitterrand, a été acquise au prix de quelques concessions faites par MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius.

Le comité directeur devrait se réunir mercredi 21 mars pour procéder à l'élection du premier secrétaire du parti.



■ La nuit des retrouvailles ■ Le texte de l'accord ■ Le poids de M. François Mitterrand, par Patrick Jarreau ■ Vieilles querelles et renaissance de l'Europe, par Alain Vernholes ..... pages 9 et 11

## Un pour un et le deutschemark pour tous

L'union monétaire allemande qui devrait intervenir avant l'été ne suscite pas d'inquiétude chez les experts de Bonn

A compter de lundi, le deutschemark remplace le mark-Est en RDA. A partir de ce jour, les détenteurs de billets et pièces de monnaie peuvent se rendre dans toutes les agences de la Staatsbank pour y procéder à l'échange de leurs disponibilités monétaires sur la base de 1 deutschemark de la RFA pour 1 mark de la RDA. Le communiqué est prêt, ou à peu près. La Bundesbank, la banque centrale de la RFA, devrait le publier très prochainement. Un dimanche, et par surprise.

L'union monétaire entre les États allemands sera réalisée avant l'été, plusieurs conseillers du chancelier Kohl l'ont confirmé, et mardi le gouvernement ouest-allemand a indiqué

qu'un accord serait signé à ce sujet avant la fin du mois d'avril. La victoire des amis politiques de M. Kohl en RDA, dimanche, aux élections, va ainsi précipiter le mouvement. Ses experts sont convaincus que, sous réserve de quelques précautions, l'unification monétaire ne devrait pas rencontrer de difficultés majeures.

La perspective d'une union monétaire précipitée soulève généralement deux craintes. A l'Ouest, certains financiers estiment qu'elle pourrait provoquer une flambée inflationniste en RFA. A l'Est, les dirigeants politiques affirment que l'industrie de la RDA ne pourra pas

supporter le choc, et que les conséquences sociales (chômage, pertes d'avantages sociaux...) seront importantes. Les conseillers de M. Kohl sont désormais convaincus que ces craintes sont injustifiées. La promesse politique d'« 1 deutschemark pour 1 mark de l'Est », au centre des discussions électorales, sera tenue.

Première question : en acceptant d'ouvrir « aux petits épargnants » la possibilité d'échanger leurs économies actuelles libellées en marks est-allemands, en deutschemarks, au taux de « 1 pour 1 », M. Kohl va-t-il enclencher une spirale inflationniste en RFA ? Les dépôts des citoyens de la RDA dans les caisses d'épargne s'élèvent

actuellement à environ 177 milliards de marks-Est. Transformée du jour au lendemain en un pouvoir d'achat réel, cette épargne pourrait devenir une demande immédiate, à laquelle l'offre disponible ne pourrait pas suffire. Conséquence de ce déséquilibre, on assisterait à une flambée des prix. Les experts de Bonn contestent ce raisonnement. La victoire politique incontestable des alliés du chancelier les renforcent dans leur conviction. Ils invoquent trois arguments : la confiance, l'insécurité et certaines précautions.

ERIK IZRAELWICZ  
Lire la suite page 37 - section D

### La crise en Israël

M. Pérès chargé de former un gouvernement

page 4

### La réforme des PTT

M. Quilès présente son projet au conseil des ministres : la poste sera séparée des télécommunications

page 35 - section D

### Dépannage routier

M. Georges Serré veut créer un service national avec l'ensemble des professionnels

page 48 - section D

### M. Chirac prône l'offensive

Le président du RPR appelle à la lutte contre un pouvoir « minoritaire et médiocre »

page 12

### CAMPUS

Les aventuriers des grandes écoles  
Des élèves des grandes écoles lancent des projets qui allient la haute technologie et les risques de l'aventure  
La désertion des lycées parisiens  
Un projet de prêt aux étudiants divise les Britanniques

pages 15 à 18 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D

## PANTHÈRE CALINE DE FRED

Broche Panthère or et émail : ses yeux en émeraude et diamants vous la feront aimer pour la vie.



Prix : 29000 F  
"Baby" Panthère : 17450 F

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - 42.60.30.65  
Le Claridge, 74, Champs-Élysées.  
Hôtel Mériotel - Espace "Galerie Lafayette", Paris.  
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Carle, Deuil-la-Croix.  
21, bd de la Croixette, Cannes - Hôtel Lemaire, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston.

Sida : la polémique sur la découverte du virus

## Un entretien avec le professeur Montagnier

Après les récentes révélations du *Chicago Tribune* sur l'existence d'un document confidentiel jusqu'alors dissimulé par les autorités américaines, la polémique sur la paternité de la découverte du virus du sida rebondit brutalement. Rien, aujourd'hui, ne permet de dire que l'accord conclu le 31 mars 1987 par l'Institut Pasteur et le département américain de la Santé, rendu public le même jour par le président Ronald Reagan et M. Jacques Chirac, alors premier ministre, ne sera pas remis en cause. Dans un entretien accordé au Monde, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) lance un « appel » au professeur Robert Gallo pour qu'il se rende enfin à l'évidence, et qu'il accepte de reconnaître officiellement que le virus qu'il dit avoir découvert dans son laboratoire n'est en réalité que la conséquence d'une erreur de manipulation et la redécouverte d'une souche de virus isolée plusieurs mois auparavant à l'Institut Pasteur.

Le chercheur français, qui, avec son équipe, est à l'origine, début 1983, de la découverte du virus, juge, d'autre part, « tout à fait immoral » que les détenteurs du brevet américain, dont la découverte est aujourd'hui contestée, puissent percevoir d'importantes royalties - environ 100 000 dollars environ chacun par an - alors que les Français n'ont à ce jour rien touché. Evoquant ses relations avec le professeur Gallo, il se refuse à considérer son collègue américain comme coupable, estimant que, s'il y a dans toute cette affaire une fraude, c'est à l'enquête américaine en cours de la démontrer.

Lire page 13 - section B  
Entretien de JEAN-YVES NAU avec le professeur MONTAGNIER



## DÉBATS

La crise du PS

## Les champs ouverts au socialisme...

par Jean-Denis Bredin

I. - Qu'est-ce que le socialisme français aujourd'hui ? Ce qu'il reste d'une doctrine importée par l'Histoire, balayée avec le système qui prétendait l'incarner ? Un idéal de tradition politique ? L'expression sociale de l'esprit de justice ? Une sensibilité ? Une exigence de la conscience morale ? Un regard optimiste sur l'avenir de l'homme qui s'opposerait au pessimisme de la pensée de droite ? Serait-il tout cela à la fois ? Ou ne serait-il plus qu'un lieu de rencontres et d'affrontements, le passage obligé, à gauche, des ambitions politiques, un discours gonflé de vent, juste destiné à porter, à masquer des appétits ?

II. - Nous voyons, chaque jour mieux, ce que le socialisme n'est plus. Encore au congrès de Tours, en 1920, Léon Blum rappelait les dogmes fondamentaux : « Le socialisme est un mouvement d'idée et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété. La révolution, cela signifie pour le socialisme français traditionnel la transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective. » Longtemps le discours socialiste a dit les mêmes choses, de plus en plus doucement, de plus en plus vaguement : que l'appropriation collective, même ralentie, restait le chemin du socialisme, que le bouleversement de la société ne se ferait pas sans une grande secousse, sans un « grand soir ». En 1972 le programme commun de la gauche proclamait que des changements profonds de la société française étaient nécessaires « pour ouvrir la voie au socialisme », il revendiquait la nationalisation de tout le secteur bancaire et financier, il exigeait un service public unique et laïque de tout l'enseignement, comme de toute l'information radio-télévisée. Encore en 1980 le projet socialiste assurait : « Il ne s'agit pas d'aménager le système capitaliste, mais de lui en substituer un autre. »

Mais le temps, les combats perdus, la gestion des affaires, ont appris au socialisme français que le vingtième siècle ne répétait pas le dix-neuvième, que le prolétariat allait se réduisant et non se renforçant, que l'avenir des démocraties était dans le développement d'une vaste classe moyenne, accédant à l'éducation et à la propriété, que la propriété privée restait étrangement, irréductiblement, liée à la liberté individuelle, et aussi à la liberté économique française, prise dans un système mondial, ne se transformerait plus au gré des doctrines ou des programmes, qu'il n'y aurait pas de grand soir, mais une longue, une lente mutation. « Le fond de la pensée réformatrice que nous rejoignons », disait encore Léon Blum, « c'est que la transformation sociale peut être obtenue sans une crise préalable du pouvoir politique. » Les socialistes le croyaient-ils encore en 1936 ? En 1945 ? En 1981 ? Ils ont appris peu à peu qu'il n'y aurait pas de « crise préalable » du pouvoir politique, pas d'avènement brutal, qu'ils n'auraient d'action que sur la marge étroite que tolèrent les contraintes d'un système où l'économie française était irrémédiablement arriérée, que le socialisme devenait un effort ingrat, un progrès difficile de tous les jours. Bref, ils sont devenus réformistes.

III. - Il ne s'agit pas pour autant de renier les combats passés, ni d'ignorer ce que la société française doit aux efforts qu'a inspirés, pendant près d'un siècle, la doctrine socialiste. Celle-ci a pu, de l'autre côté du mur, servir d'idéologie, et de caution aux plus effrayantes servitudes... Il reste que, dans notre démocratie, elle a donné unité et vigueur aux luttes qu'ont menées les syndicats et les

partis de gauche. Dressé contre la société bourgeoise, le socialisme a permis la plupart des grandes conquêtes sociales.

La France d'aujourd'hui n'est pas du tout ce par produit de l'économie de marché qu'exaltaient certains discours. Et si le taux des prélèvements obligatoires s'est stabilisé, depuis 1988, à près de 45 % du produit intérieur brut, il éclaire l'importance, dans notre société, des transferts de revenus, et le niveau de protection sociale auquel les combats du socialisme ont tant contribué. Que d'autres pays aient atteint, par d'autres voies, un niveau comparable, ne retire rien à cette évidence : la redistribution forcée des revenus, en France, les progrès de l'égalité qu'elle a assurés sont, pour une large part, des victoires d'un socialisme nourri par le marxisme, porté par lui.

Aujourd'hui que le marxisme agonise, infirmé par l'Histoire, discrédité par les systèmes totalitaires auxquels il a fourni l'aliment, la gauche française peut reconnaître ce qu'elle a reçu de lui. Demande-t-elle à se reconstruire ? Sans doute la droite pourrait-elle aussi concéder ce qu'elle doit au socialisme : ce qu'elle lui a pris, bon gré, mal gré, dans ses réformes, mais aussi le long service rendu... La menace soviétique, l'ombre portée du communisme sur la gauche, ont longtemps conforté la droite : il suffisait que la gauche fût indigne de gouverner pour que la droite gouvernât. Ainsi, quand s'évanouissent les promesses et les menaces du marxisme, la droite et la gauche françaises se retrouvent orphelines. Obligées de se réinventer.

## Prudence et modestie

IV. - Constatons que le socialisme ne vit plus, ne peut plus vivre des vestiges d'une idéologie du dix-neuvième siècle, ce n'est pas consentir en réalité l'abdication de l'intelligence. Il ajoutait : « Quand vous aurez renoncé à vous construire votre doctrine, vous-même, il y aura, de l'autre côté de la route, des doctrines toutes faites qui vous offriront leur art. »

Certes nous avons appris, depuis cinquante ans à nous méfier des doctrines totales, immuables. Nous sommes mieux avertis, et plus lucides, que nos aînés. Nous avons vu s'épanouir, et s'écrouler, la dictature nazie, puis la dictature communiste. Nous avons cru à la fatalité des guerres mondiales, et nous entretenons, à l'approche du troisième millénaire, l'espoir raisonnable de leur disparition. Nous avons cru que la servitude était le destin fatal d'une partie du monde, et voyez que la liberté gagne, par contagion, tous les continents. Nous avons cru aux bienfaits indéfinis du progrès scientifique, de la production, de la croissance, et nous en avons subi, en destructions et en menaces, les terribles retombées. Nous avons cru l'Europe de l'Ouest trop grande, et nous la découvrons trop petite. Tant de bouleversements, sur un tel rythme, obligent à la prudence. Et aussi à la modestie. Le socialisme ne peut plus être une religion. Il ne peut pour autant devenir une école d'empirisme.

V. - Le socialisme français a pris racine dans l'héritage de 1789, dans cette idéologie inspirée des Lumières, transformée par nos révolutions, que quelques-uns, de Jean-Jaures à François Mitterrand, ont réussi à fonder, par la force de l'imagination et du verbe, aux

théories et aux traditions des générations successives du socialisme. « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit », dit la Déclaration de 1789. La révolution de 1848 a ajouté la fraternité à ce qui est devenu la trilogie nationale. Si l'on ne se contente pas de célébrer des formules, ces mots posent des exigences.

Des hommes et des femmes libres ? On objectera que la liberté est un projet commun à la gauche et à la droite qui ne cessent pas de se renvoyer, pour s'excommuni-ner, le spectre du nazisme et celui du communisme. Et il est vrai que la revendication de liberté ne singularise nullement, en France, le socialisme : du moins si l'on oppose la liberté à la servitude, la démocratie à l'Etat totalitaire. Cette forme première, vitale de la liberté - n'être pas esclave, pouvoir parler, écrire, circuler - elle

ne l'est pas. Longtemps le socialisme les a dénoncées. Elles refaçaient les classes sociales. Elles étaient les plus voyantes, les plus insupportables. Mais cette condamnation est devenue, depuis quelques années, de plus en plus timide. Le déclin du marxisme, la crise économique, l'exaltation progressive du marché, l'utilité sociale du profit, n'ont cessé de légitimer la richesse et ses symboles, et de discréditer la pauvreté, signe d'échec ou d'inutilité. Les gagnants, les vainqueurs, sont devenus des modèles, soutiens efficaces de la prospérité générale des champions aussi, symboles de chance et de réussite, tandis que les exclus, les ratés, les pauvres, ont pris le vilain visage des vaincus, de ceux qui ne servent à rien, et ne peuvent rien. Et les socialistes eux-mêmes, découvrant les séductions du capitalisme, travaillant à le gérer intelligemment,

sance par le discours. La société française mesurera dans vingt ans le désastre créé par les inégalités de la force intellectuelle et de la culture qu'elle aura nourries, à force de conservatisme ou de maladresse. Voici un champ ouvert au socialisme, ou qui lui eût été ouvert.

VII. - Faut-il regarder du côté des privilèges abolis il y a deux siècles ? La société française n'a cessé d'en inventer, et l'air du temps les invite à s'épanouir. Statuts particuliers, droits exorbitants, hiérarchie des fonctions, des places, des signes, grandes et petites faveurs : toute occasion paraît bonne en France pour inventer un privilège. Passer devant, passer avant, être mieux vu, mieux considéré, voici les ambitions que l'économie, pour s'épanouir, et les marchands, pour séduire, ne cessent de nous proposer. Ceux mêmes qui détiennent le pouvoir politique - et le pouvoir socialiste ressemble à tout autre - nous signifient, de mille manières, que le pouvoir est d'abord un privilège, qu'il est riche de passe-droits et de faveurs prérogatives.

Douces caresses du privilège : il est à la fois faveur et exclusion. Il se propose de nous combler, et surtout d'empêcher que les autres ne le soient. Et sans doute nous ne rêverons pas de l'avènement d'une égalité parfaite, cependant respectueuse des différences, aboutissement idéal d'un socialisme qui serait sans défaut. Mais quel champ serait ouvert à un socialisme moderne s'il voulait devenir une pédagogie de l'égalité vraie ? Traquer toutes les hiérarchies intiles, les signes de prééminence, les faveurs, les passe-droits, qui étouffent et ridiculisent notre société, en tout cas s'appliquer à les réduire ? Respecter les différences, en pourchassant les inégalités ? Ne pas substituer le projet d'une société égale à celui d'une société uniforme ? Pénétrer dans nos basiliques d'aujourd'hui, le statut de la fonction publique, l'ensemble des statuts protégés, notre système fiscal, notre système d'enseignement, notre sécurité sociale ? Changer la manière dont l'Etat Roi et ses administrations, et sa police, traitent le tiers Etat ?... On se prend à rêver !

## Propédeutique de la fraternité

VIII. - De la fraternité, le discours socialiste parle peu. Il préfère la solidarité qui s'arroge la force objective d'un devoir social. La fraternité serait-elle un sentiment nauséux, une utopie romantique, ou ressemblerait-elle trop à une vertu chrétienne ? Pourtant, seule la fraternité, expression de l'amour ou de la sympathie, est capable de donner vie, et vigueur, au devoir de solidarité. Il n'est pas besoin de regarder de près nos démocraties modernes pour apercevoir qu'elles deviennent des sociétés glacées et que le socialisme ne combat pas cette sinistre évolution. Le déclin des religions, et des doctrines qui parlent de justice et d'amour, la dilution du sentiment national, l'effacement des communautés syndicales et politiques, l'enfermement et la fatigue des vies

n'ont pas échappé à cette mode qui couvre les inégalités de l'argent d'un manteau de vertu et de bonté. Les inégalités du savoir et du pouvoir ? Il n'est personne, à gauche comme à droite, pour les contester. Tous savent que l'école ni le lycée n'ont plus les moyens de les corriger, tous observent que les grandes écoles, les grands concours, consolident la domination d'une caste étroite, et que se creuse, chaque année davantage, le fossé entre un enseignement de masse et l'éducation des privilégiés, nos maîtres de demain, nul n'ignore que la télévision est, pour beaucoup d'enfants, la seconde école, et parfois la première, que l'avenir de la télévision à aujourd'hui, pour nos descendants, l'importance qu'avait pour nos parents l'avenir de l'école à la fin du siècle passé. La gauche le sait, elle soupire, elle manque d'argent, d'écrit, elle manque de la passion. Laurent Fabius finit ses jours dans un couvent comme Fabrice, ou périr sur l'échafaud comme Julien ? Peut-être rappelle-t-il davantage Lucien Leuwen, mais on se souvient que ce roman posthume est resté inachevé.

JEAN-PIERRE COLIN  
Professeur  
à l'université de Reims



est comme la respiration de l'homme : ce que nous rappelle, à nous les enfants gâtés de la liberté, ce soulèvement des peuples écrasés auxquels nous assistons.

Mais au-delà ? Au-delà nous observons que la liberté n'est pas seulement la faculté d'aller et venir, de passer les frontières, de dire ce que l'on veut, de choisir son député, qu'il ne suffit pas d'être libre en droit pour être libre en fait. Le marxisme peut s'enfoncer dans l'Histoire, la distinction des libertés formelles et des libertés réelles garde sa vigueur : sauf que Marx incitait à choisir quand nous voudrions cesser d'être libres. Nous croyons que n'est pas libre celui qui a faim, qui a froid, celui qu'écrase son travail, celui qui est condamné au non-travail. Ici peut commencer à se singulariser le projet socialiste. Il dit qu'un exclu social, même comblé de libertés n'est pas libre. Il dit de même qu'il n'y a pas de liberté de l'esprit sans connaissances, sans réflexion, sans apprentissage du libre choix.

L'utopie révolutionnaire - abolissant la société des ordres - proclamait que l'homme est un être libre. Libre en droit. Mais l'avenir humain n'est pas fait d'une liberté donnée, acquise, dont il se sert, elle est celle d'une libération progressive, d'une lutte infatigable contre toutes les servitudes, celles de la dictature et de l'appartenance, bien sûr, aussi celles de la misère, celles de l'ignorance, celles de la solitude, celles de la fatigue, celles du déséquilibre. Voici le champ ouvert au projet socialiste, projet économique, social, culturel. Tant qu'existeront des femmes et des hommes écrasés par un destin dur, appauvris, libérés et cependant courbés, le socialisme ne pourra se reposer. Et bien sûr il ne se reposera jamais.

## Richesse et pauvreté

VI. - Des hommes libres, et égaux ! Ici la gauche et la droite semblent se séparer, ici le socialisme se sépare de la droite, il semble tous ses discours, toutes ses traditions, l'idéal révolutionnaire, le projet marxiste, le syndicalisme ouvrier, et même l'anarchisme, et le spontanéisme quand il parle d'égalité. Et ce message est bien celui que les Français préfèrent.

Mais l'originalité d'un socialisme moderne pourrait être de nous aider aujourd'hui à regarder de plus près ce que cache notre vieille passion égalitaire, que le marxisme a nourrie, et qui nous tient à si forte distance d'une vraie requête d'égalité. Les inégalités de l'ar-

## Laurent Fabius stendhalien... ou balzacien

Selon votre collaborateur, Patrick Jarreau, Laurent Fabius s'apparenterait au héros stendhalien. Je ne connais pas personnellement Laurent Fabius et je me garderais bien de porter une appréciation sur lui, mais le personnage auquel songerait Patrick Jarreau en écrivant son article me semble plus proche d'un héros balzacien, Rastignac, injustement décrié, et qui, lors de sa première apparition dans le *Père Goriot*, est lui-même très séduisant. Quant au héros stendhalien, il est certes plein d'énergie et de confiance en soi - ce dont Laurent Fabius ne semble pas manquer - mais il est avant tout à la recherche du bonheur, lequel n'est pas concevable à ses yeux sans la perfection de la beauté et l'abolition de la passion. Imagine-t-on, au demeurant, Laurent Fabius finir ses jours dans un couvent comme Fabrice, ou périr sur l'échafaud comme Julien ? Peut-être rappelle-t-il davantage Lucien Leuwen, mais on se souvient que ce roman posthume est resté inachevé.

JEAN-PIERRE COLIN  
Professeur  
à l'université de Reims

## AU COURRIER DU Monde

## Une décennie perdue pour le développement

Après avoir été baptisées « la troisième décennie pour le développement » tout le monde s'accorde aujourd'hui pour constater que les années 80 ont été plutôt néfastes pour le tiers-monde (mis à part quelques petits pays du Sud-Est asiatique), notamment pour l'Afrique, continent en voie de sous-développement.

Pourquoi cette décennie perdue ? Deux faits majeurs expliquent l'évolution générale : la crise économique mondiale et le triomphe de l'ultra-libéralisme. La crise a réduit la générosité et l'intérêt des pays industrialisés envers le tiers-monde (plus de dix ans après sa proclamation, l'objectif de consacrer 1 % du PNB à l'aide au développement est loin d'être atteint) et elle a conduit à la limitation des importations et à la recherche de « sous-prix » pour les matières premières afin de compenser les « surplus » pétroliers.

Face à ces effets dramatiques pour le tiers-monde, le libéralisme a imposé la non-intervention des pays riches au niveau international pour ne surtout pas porter atteinte aux sacro-saintes lois du marché, prônées notamment par les Etats-

urbains, tout cela, qui est à la fois effet et cause, enseigne aux peuples libres l'isolement et la méfiance.

Au bout du chemin, la famille - et parfois la communauté de travail et d'entreprise - risque de nourrir les dernières formes de sociabilité. La radio, la télévision, les vacances ne changent rien à cet enfermement : il ne s'agit que de le distraire, ou de le transporter. Tel est sans doute l'avenir que nous proposons aux peuples qui se libèrent de la servitude.

Le socialisme ne sera pas grand-chose, s'il ne sait pas devenir une propédeutique de la fraternité, s'il ne se bat pas, avec ferveur, pour exclure toutes les formes d'exclusion, et d'abord peut-être cette sinistre exclusion de la vieillesse qui caractérise nos sociétés ivres des images de la beauté et des rêves d'efficacité, s'il ne défriche pas sans cesse l'imagination pour encourager les initiatives fraternelles, et aussi pour nous porter vers les solidarités universelles. Mais cette requête de fraternité, elle obligerait à un renouveau du politique lui-même. Rien de fraternel dans la vie politique d'aujourd'hui, et c'est l'une des raisons pour lesquelles une jeunesse qui n'a pas encore appris l'indifférence s'est tant éloignée d'elle. Que le langage politique, le comportement politique, soient attention, dialogue, sympathie, main tendue, et le socialisme aura commencé de faire son travail.

IX. - Les Français méprisent-ils la politique, ou sont-ils méprisés par elle ? Ne prennent-ils pas au sérieux une activité qui ne les prend pas au sérieux ? Ce qui est sûr c'est que sont de plus en plus nombreux, en France, ceux qui se tiennent à distance de toute vie collective, si même ils votent aux échéances rituelles, parce que la politique ne leur propose aucun supplément d'âme, ceux qui n'attendent plus que du couple, de la famille, d'étroites communautés, ou de leur aventure individuelle, les raisons de vivre et les chances du bonheur. Sont-ils à gauche plutôt qu'à droite ? Cette ligne de partage passe sans doute en chacun d'entre nous. Nous balançons, selon les circonstances, selon les rencontres et les saisons de la vie, entre le rêve et l'intérêt, entre la peur et l'audace, entre le repliement sur soi et la recherche de solidarités. Souvent nous servons la part frileuse, étreinte, de nous. Parfois notre sort d'aimer. Si les socialistes étaient capables d'être plus intelligents, et plus généreux, pour tenter de nous rendre tels, s'ils étaient capables de solliciter, chez chacun de nous, l'esprit libre et l'élan fraternel, s'ils portaient au plus haut les dures exigences de la vérité, vérité du discours, vérité de l'action, ils ne feraient pas qu'être fidèles à leur morale, et bien servir la dignité, la liberté de l'homme. Il est probable que le succès leur ouvrirait un bel avenir.

► Jean-Denis Bredin est avocat. Il est notamment l'auteur de *Sisyphes*. (Ed. de Fallois.)

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutas

Directeur de la rédaction : Daniel Vernot  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05  
Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-51 ; Telex 650572 F MONDPAF

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-80-30-00  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



cialisme...

# ÉTRANGER

## NAMIBIE : la naissance du cent soixantième Etat membre de l'ONU

### Un climat de concorde générale a présidé aux fêtes de l'indépendance

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Il s'en est fallu de dix-sept minutes que le drapeau sud-africain soit amené aux deux coups de minuit, mercredi 21 mars, et que la Namibie soit proclamée indépendante à l'heure dite. Alors qu'environ vingt mille personnes avaient pris place devant le stade de Windhoek, les quelques centaines d'invités étrangers, parmi lesquels quinze chefs d'Etat, qui sortaient tous d'un dîner d'adieu offert par l'administrateur général sud-africain en Namibie, M. Louis Pienaar, se firent attendre et gagnèrent leurs sièges dans une joyeuse pagaille.

On vit ainsi les gardes du corps de M. Yasser Arafat, le chef de l'Olp, qui soit dit en passant est de toutes les fêtes - et de M. José Eduardo Dos Santos, le président angolais, jouer dangereusement des coudes pour ouvrir la voie à leur patron. Quant à Nelson et Winnie Mandela, dont le public guettait l'apparition, et qui leur fit une ovation, ils se présentèrent en bons derniers à la tribune d'honneur. Assis juste derrière M. Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, ils en profitèrent pour faire connaissance.

Tous les pays membres de l'ONU avaient été invités aux fêtes de l'indépendance, sauf Israël, tenu à distance par les nouveaux dirigeants namibiens à cause de sa politique dans les territoires occupés. Dans la tribune officielle, les costumes de ville se mêlaient aux boubous, aux djellabas et aux saris. Il s'y présenta même un évêque en chasuble violette, mitre en tête et crosse à la main, bies que le programme des réjouissances n'eût prévu aucune bénédiction particulière.

Il y avait là, servis sur quelques traverses, les grands noms du combat humanitaire, comme Mgr Desmond Tutu, archevêque anglican du Cap, et le pasteur américain Jesse Jackson, qui avait lui aussi fait le voyage de Windhoek, des capitaines d'industrie qui dans la région font un peu la pluie et le beau temps : M. Tiny Rowland, le patron de la Louro, et Ogilvie Thompson, le nouveau PDG de l'Anglo-American, le consortium sud-africain. Manquait à l'appel, à la surprise générale, un voisin, M. Robert Mugabe, le président zimbabwéen, peut-être pas mécontent de pouvoir dissimuler sa défiance derrière des arguments de campagne électorale en cours pour ne pas avoir à serrer la main de M. De Klerk.

#### « La mission la plus complexe »

Le protocole avait été réduit au minimum, et le service d'ordre était assuré par quelques policiers namibiens plutôt déboussolés, en uniforme gris comme par le passé. Sur une estrade et sous un ciel bleu, des groupes folkloriques et des chorales scolaires entonnaient l'hymne national et associaient dans des compositions de circonstance les noms de Sam Nujoma et de Nelson Mandela, comme si ces deux « combattants de la liberté » avaient un destin commun.

Après avoir passé en revue sur la pelouse du stade un détachement d'une centaine d'hommes qui formaient la future armée namibienne et écouté le nouvel hymne national, M. Nujoma, le sourire figé, prit place à la tribune officielle, entre M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, à sa droite et M. Frederik de Klerk, le chef de l'Etat sud-africain, à sa gauche. C'était maintenant entre ces trois hommes que la partie allait se jouer.

Dans une intervention longue et monotone, M. De Klerk rendit hommage au travail du personnel civil et militaire des Nations unies, engagé ici dans « une mission » qui, selon lui, « fut logiquement et politiquement la plus complexe que l'ONU ait jamais conduite ». Il émit l'espoir que l'« expérience namibienne puisse ouvrir la voie à des solutions pacifiques et démocratiques aux problèmes de l'Afrique australe », et se félicita de voir ainsi « triompher les règles du droit international ». Bref et convaincant, M. De Klerk, qui lui succéda au micro sur trouver les mots justes pour prouver à ceux qui l'écoutaient qu'il tournait la page sans arrière-pensées sinon sans amertume. Il se présenta d'abord de lui comme « l'auteur de la paix », affirmant que « la violence a fait son temps en Afrique australe », qu'une « nouvelle ère » s'ouvrait dans la région et qu'une politique de bon voisinage est « de l'intérêt de tous ». S'exprimant en anglais - désormais la langue officielle du pays - il répéta ce message en afrikaans, pour être bien compris d'un auditoire plus familier avec cette langue.

Un athlète namibien courut alors allumer dans une vasque, au son-

met des gradins, la « flamme de la liberté ». Puis au son des battements de tambours, le drapeau sud-africain fut descendu de son mât. Certains dans la foule criaient : « Down / Down / », tandis que M. De Klerk debout, la main droite posée sur le cœur, suivait la scène d'un air digne et grave.

Devant le secrétaire général de l'ONU, pris comme témoin, M. Nujoma presta notamment serment de « respecter la nouvelle Constitution », de « protéger l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays », et d'« assurer la justice à tous ses habitants ». Le chef de l'Etat prononça alors un discours d'investiture conciliant, sans remuer le passé plus qu'il ne fallait.

Se tournant vers M. De Klerk, M. Nujoma salua sa « stature d'homme d'Etat », et souhaita qu'« une solution pacifique soit aussi trouvée en Afrique du Sud », sans pour autant plus avant sur le sujet, alors qu'il y aurait beaucoup à dire. La date de l'indépendance de la Namibie ne correspond-elle pas à dessein à celle des émeutes de Sharpeville où soixante-neuf Noirs trouvèrent la mort en 1960 ?

#### Un feu d'artifice offert par la France

Pendant le tir d'un feu d'artifice offert par la France, l'attention se relâcha dans la tribune d'honneur. Avant de se retirer M. Arafat avait salué, avec la chaleur qu'on lui connaît, M. Nujoma et Perez de Cuellar. Peu avant de ces gestes, il se profita même, au passage, pour serrer la main de M. De Klerk qui lui tendait. M. Nelson Mandela, pour sa part, distribuait alentour quelques autographes et prenait langue avec M. Rajiv Gandhi, l'ancien premier ministre indien.

Restait à entendre la prestation de serment de M. Hage Geingob, le premier ministre namibien, et à suivre le défilé un peu bruyant des enfants des écoles qui s'époumonaient à crier : « Nujoma ! », et, pour couronner le tout, comme à l'issue d'une cérémonie familiale, un serrement de mains. Le nouveau chef de l'Etat recevait, sans aucun formalisme, sur la pelouse du stade les félicitations de ses invités. Dès son arrivée à Windhoek, M. Chevardnadze avait averti que, pour la Namibie, les choses sérieuses allaient commencer, que le plus dur restait à faire, car « le combat pour le développement sera plus difficile que le combat pour la liberté ».

Dès jeudi, M. Louis Pienaar, reprendra le chemin de Pretoria. Quant à M. Marcel Abishe, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, il quittera le pays le 28 mars. Les divers contingents des « casques bleus » sont en train, eux aussi, de plier bagages. M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, a récemment demandé la prolongation de trois mois de la mission des Nations unies sur place.

mais il n'a guère de chances d'être entendu par ceux qui seraient appelés à en supporter le coût, notamment les Etats-Unis. Faut-il de mieux les autorités locales qui ont besoin de délai pour former la police et les militaires négociant avec certains états qui étaient engagés dans cette opération, comme le Kenya, la possibilité d'étaler le rapatriement de leurs hommes.

La Namibie, qui est devenue mercredi le cent soixantième Etat membre de l'ONU et le cinquante et unième pays membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), va-t-elle nouer des relations diplomatiques avec son ancienne « métropole » ou se mettre à l'unisson des autres pays du continent noir, à l'exception du Malawi ? En attendant d'y voir plus clair, le régime de Pretoria vient d'ouvrir à Windhoek un « bureau de liaison » qui fera office d'ambassade. Le sort de l'enclave sud-africaine de Walvis Bay, dont M. De Klerk n'a pas soufflé mot dans son discours, peut être un élément de base dans les négociations à venir.

M. De Klerk n'a en tout cas pas perdu son temps à Windhoek, soucieux qu'il est de prouver à ses pairs africains qu'il est l'un des leurs, et pas forcément le moins fréquentable. Alors que d'aucuns, comme le Congrès national africain (ANC), prêchent l'isolement diplomatique de son pays, il s'est retrouvé pour la première fois au milieu d'un aréopage de chefs d'Etat du continent noir. Deux heures reconstitues d'une heure et demie chacune avec M. Joaquim Chissano, son homologue mozambicain, et surtout avec M. Dos Santos, dont il faisait la connaissance, ont montré la nécessité de dialoguer avec le régime de Pretoria pour résoudre en commun les conflits qui déchirent l'Afrique australe.

Après la Namibie, sera-t-il possible d'arriver enfin à un heureux dénouement en Angola ? Le régime de paix, et notamment l'idée d'un cessez-le-feu préalable ont été évoqués lors des conversations qu'a eues M. Dos Santos avec M. De Klerk et Baker, et que ce dernier a eues avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, qui se serait montré très optimiste, à l'indiquer la politique de coopération de son pays ne reposait plus sur aucun a priori idéologique.

Tout au long de cette « nuit de l'indépendance » au stade de Windhoek, rien n'a laissé penser que, dans cette affaire namibienne, un camp venait de l'emporter sur l'autre, si ce n'est celui du bon sens et du courage.

JACQUES DE BARRIN

## ALGERIE

### La presse proteste contre le nouveau code de l'information

Dans son édition du mardi 20 mars, le quotidien *El Moudjahid*, pourtant proche du pouvoir, commente sévèrement le nouveau code de l'information (le troisième en huit ans) adopté, lundi 19 mars, par l'Assemblée populaire nationale, composée entièrement de députés du FLN élus avant le vent de réformes.

Véritable « code pénal bis », selon les journalistes, cette loi, qui résulte d'amendements à un projet gouvernemental déjà peu satisfaisant, introduit une vingtaine de dispositions prévoyant des peines de cinq à dix ans de prison pour les diffuseurs d'« informations » erronées ou tendancieuses, de nature à porter atteinte à la « sûreté de l'Etat » et à l'« unité nationale ».

Tous journalistes qui « offense par écrits, sons, images, dessins ou tout autre moyen, l'islam et les autres religions » est passible de six mois à trois ans d'incarcération. Le secret professionnel ne peut être opposé à l'autorité judiciaire, notamment en matière de défense nationale et de « secret économique stratégique ».

S'agissant de la délicate question du partage entre l'arabe et le français, un article stipule que « les périodiques d'information générale créés à compter de la promulgation de la présente loi sont édités en langue arabe ». Toutefois, « les publications périodiques destinées à la diffusion nationale ou internationale et

les publications périodiques spécialisées peuvent être éditées en langues étrangères après avis du Conseil supérieur de l'information », un organe de douze membres nommés par décret.

« La consternation se lit sur les visages des journalistes lors de la présentation des amendements et leur colère était à peine contenue durant le briefing organisé à leur attention à la fin du vote », écrit *El Moudjahid*, qui parle de « faux pas de la démocratie ».

#### Nouvelle loi électorale

Les députés de l'ancien parti unique ont aussi adopté lundi une nouvelle loi électorale qui remplace le scrutin de liste majoritaire par la proportionnelle à un tour « avec prime à la majorité ». Au cas où aucune liste n'obtient la majorité absolue, celle arrivée en tête se voit attribuer la moitié des sièges, l'autre moitié étant répartie entre les listes ayant obtenu au moins 7 % des suffrages exprimés.

Cette disposition tient compte des demandes de l'opposition, divisée actuellement en une trentaine de partis. Mais en fixant assez bas la barre pour être représenté au Parlement, elle risque de rendre difficile la formation d'une majorité gouvernementale cohérente.

J. DE LA G.

### Sam Nujoma ou la longue patience récompensée

Pourquoi Sam Nujoma affiche-t-il souvent un large sourire ? Des yeux qui se plissent de rousiement, un sourire qui découvre des dents éclatantes au-dessus d'une large barbe blanche. Certains assurent que c'est parce qu'il a toujours été convaincu, depuis le début de son combat, qu'il aurait finalement le dernier mot sur l'occupant boer. D'autres affirment, en revanche, que ce sourire permet de dissimuler une raideur naturelle, celle d'un révolutionnaire qui, pendant trente ans, a parcouru le monde en tous sens pour plaider la cause de son pays.

Il est vrai que depuis son départ pour l'exil, le 1<sup>er</sup> mars 1980, Samuel Shafiahuna Nujoma fut un pèlerin infatigable. Avocat de l'indépendance de la Namibie, à la fois mobilisateur la communauté internationale en faveur de la dernière colonie d'Afrique. Un domaine où il a eu plus de succès que sur le terrain, les combattants reprochant d'ailleurs souvent à la direction du mouvement nationaliste de se presser dans les palaces en gaspillant les fonds de soutien. Les choses lui ont cependant été énormément facilitées par les Nations unies qui, en 1975, reconnurent le SWAPO comme « le seul et authentique représentant du peuple namibien ».

Ce fut un sérieux coup de pouce pour cet Ovambo (la principale ethnie), né le 12 mai 1929 dans une famille rurale, et qui, avec Andimba Toivo ya Toivo, fut à l'origine du mouvement de résistance. Les deux hommes s'étaient rencontrés alors que Nujoma était steward dans les chemins de fer. Il devint le président de l'OPO (Organisation du peuple d'Ovamboland) rebaptisée SWAPO en 1960. Licencié pour ses activités syndicales, il sera tour à tour employé à la municipalité puis dans un maga-

sin, avant d'être contraint de quitter le pays après avoir organisé un mouvement de résistance contre la tentative de déplacement forcé de la township noire de Windhoek. Cette action coûta la vie à treize manifestants, tués par la police le 10 décembre 1959.



Six ans plus tard, en 1966, cet homme qui, avec l'aide notamment de Kwame Nkrumah, le chef de l'Etat ghanéen, s'est efforcé de populariser la cause namibienne, tenta un retour sur le sol natal. Les autorités sud-africaines le refoulèrent. Quelques mois plus tard, le SWAPO décida de prendre les armes. La guérilla fera officiellement près de 12 000 victimes dans les rangs du mouvement de libération sans que jamais un pouce de terrain ne soit conquis contre la puissante armée de Pretoria.

Cet échec militaire n'empêcha pas « le héros conquérant » d'affirmer, lors de son retour d'exil, le 14 septembre dernier, que la SWAPO avait gagné la guerre. « Père du combat pour la liberté » ou « Combattant

suprême », Sam Nujoma incarne, qu'on le veuille ou non, la résistance namibienne. Il a été l'unique et permanent président de l'organisation depuis sa création.

« Le vieil homme », comme on le surnomme affectueusement, a su déjouer les appétits de ses rivaux potentiels, ce qui, pour certains, témoigne d'un bon instinct politique. Il s'est maintenu à la direction en dépit de dérapages verbaux plutôt malheureux et d'une dérive totalitaire qui a conduit le mouvement à emprisonner ses propres fils. La femme de Nujoma elle-même a été emprisonnée, victime de cette paranoïa de l'espionnage qui a laissé des traces profondes au sein de la SWAPO.

Il n'empêche qu'après son retour triomphal, cet homme qui avait déclaré : « Je ne suis pas un démocrate, je suis un révolutionnaire », a mis beaucoup d'eau dans son vin. En dépit d'un faible niveau d'éducation, de talents oratoires médiocres et d'une inaptitude à sortir des schémas fabriqués et des phrases toutes faites, le premier président de la Namibie s'est fait l'artisan de la réconciliation nationale. Il a multiplié les discours apaisants, abandonnant la rhétorique marxiste. A tel point qu'il a été élu, à l'unanimité, président du nouvel Etat, le 16 février. Ce consensus démontre que les profonds déchirements nés de la guerre se cicatrisent. Il reste à Sam Nujoma à apprendre à gouverner pour ne pas rouver ces plaies.

MICHEL BOLE-RICHARD

## A TRAVERS LE MONDE

### ETATS-UNIS

#### M. Bush demande au Congrès d'accroître les pressions sur Cuba

Le président George Bush a accusé, mardi 20 mars, M. Fidel Castro de consolider le totalitarisme à Cuba et a demandé au Congrès américain de renforcer les pressions pour contraindre la Havane à changer de politique.

S'adressant aux chefs des groupes parlementaires invités à la Maison blanche, M. Bush a estimé que le régime cubain était de plus en plus isolé depuis la défaite électorale des sandinistes au Nicaragua, en février, et l'invasion américaine du Panama, en décembre.

« Je suis terriblement déçu de voir que Castro semble durcir son attitude totalitaire au lieu de choisir la voie des élections libres et équitables », a dit M. Bush, en estimant que si les Etats-Unis aident « le Nicaragua et le Panama, cela renforcera la pression en faveur d'un changement dans cette file merveilleuse qu'est Cuba », le pré-

sident américain cherche actuellement à convaincre le Congrès de voter rapidement une aide de 500 millions de dollars au Panama et de 300 millions de dollars au Nicaragua. (Reuters).

### TAIWAN

#### M. Lee Teng-hui a été élu chef de l'Etat

L'Assemblée nationale de Taïwan a accordé, mercredi 21 mars, un mandat présidentiel de six ans à M. Lee Teng-hui. Le chef de l'Etat sortant, qui avait succédé à Y. K. Chiang Ching-kuo (le Monde du 21 mars), a obtenu 641 voix sur 688 suffrages exprimés, avec vingt-sept bulletins nuls. Plusieurs membres de l'Assemblée, qui compte 752 sièges, n'ont pas pris part au vote.

Les députés se sont réunis alors que plusieurs centaines d'opposants manifestaient à proximité, tentant de bloquer la route menant au lieu du vote. L'opposition dénonce le manque de représentativité d'une Assemblée élue - sur le continent chinois - en 1947 et au sein de laquelle la population taïwanaise n'est représentée que par quatre-vingt-quatre élus. Elle réclame aussi l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel.

Mardi, alors que des milliers d'étudiants manifestaient dans la rue, M. Lee avait fait une concession importante en chargeant quatre dirigeants de premier plan d'organiser une table ronde sur l'avenir politique de l'île. Selon des responsables du parti d'opposition DPP (Parti démocratique progressiste), cette conférence se réunira en mai ou en juin. (AFP, AP, Reuters).

الرجل تحافة هادفة واعلامية  
**LE MONDE** لوموند  
diplomatique دبلوماسية

Désormais en vente en Europe

Le Monde diplomatique en arabe est désormais en vente en Europe chez les distributeurs spécialisés des principales villes (prix au numéro : 15 francs en France ; 1,5 livre au Royaume-Uni ; 5 francs suisses en Suisse ; 110 francs belges en Belgique). Chaque mois, l'édition arabe du Monde diplomatique présente la traduction de la plupart des articles de notre mensuel. Une section spéciale, élaborée sous la direction de MM. Alain Bittar et Riad Ben Fadil, est consacrée aux problèmes du monde arabe afin de mieux saisir, grâce à la participation de journalistes et de chercheurs spécialisés, les évolutions en cours dans la région.

Abonnez-vous اشتريكو

Prix de l'abonnement (1 an, 12 numéros)

- Maghreb, Egypte, Liban, Soudan, Syrie : 45 francs suisses ou équivalent.
- Autres pays arabes, Afrique, Europe, Amérique du Sud : 60 francs suisses ou équivalent.
- Australie, Amérique du Nord : 70 francs suisses ou équivalent.
- Asie : 65 francs suisses ou équivalent.

Paieement

- Par mandat postal : à l'ordre de SONIMA S.A. - 5, rue de Fribourg - 1201 Genève, Suisse - Tél. : 7322531 - Fax : 7318280. Téléc. : 28576.
- Par chèque : à l'ordre de SONIMA S.A.
- Par virement bancaire : sur le compte 219775 (Arab Bank, Genève) ou sur le compte 0451.290.00 J (UBS, Genève).







## EUROPE

### URSS

#### M. Chevardnadze assure M. Baker que « la force ne sera pas la solution » en Lituanie

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a « très clairement » assuré que « la force ne sera pas la solution au problème » de la sécession de la Lituanie, a affirmé, mardi 20 mars, le secrétaire d'Etat américain, M. James A. Baker, à l'issue d'une entrevue entre les deux hommes à Windhoek, où ils assistaient aux cérémonies de proclamation de l'indépendance de la Namibie. « Ils [les Soviétiques] ont l'espoir que les questions concernant la Lituanie seront traitées par la voie du dialogue », a ajouté M. Baker, qui s'exprimait ayant à ses côtés son collègue soviétique.

Mardi également, à Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a de nouveau indiqué que les Etats-Unis avaient des informations sur des mouvements de troupes soviétiques au cours des dernières vingt-quatre heures en Lituanie (le Monde du 21 mars). Mais il a affirmé ne pas en connaître les motivations ni le but. « Les activités et les déclarations du gouvernement soviétique au cours des derniers jours sont une source de préoccupation », a-t-il déclaré, soulignant que Washington suivait la situation en Lituanie avec attention.

Le porte-parole américain a révoqué l'appel des Etats-Unis à un « dialogue constructif » entre Moscou et Vilnius. Un tel dialogue, a-t-il dit, « serait compliqué par une atmosphère d'intimidation et de tension croissante ». Moins de deux heures cependant avant les

déclarations de M. Fitzwater, le président George Bush, interrogé sur une possible action de Moscou, s'était déclaré « heureux » que les dirigeants soviétiques « continuent de parler de changements pacifiques ». M. Fitzwater, qui lisait un communiqué, a souligné que les dirigeants soviétiques avaient affirmé que « les négociations, et non la force, était le moyen adéquat » pour régler la question lituanienne.

#### M. Gorbatchev repoit des délégations lettone et estonienne

A Paris, interrogé par Europe 1, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé mardi que les mesures annoncées par M. Gorbatchev pour affirmer l'autorité soviétique sur la Lituanie (le Monde du 21 mars) « font partie de la négociation engagée entre Moscou et la Lituanie ». « Il n'y aura pas d'emploi de la force », a-t-il ajouté, précisant que, dans cette éventualité, « la France le désapprouverait ».

A Moscou, M. Gorbatchev a reçu mardi une délégation de la République de Lettonie, a annoncé l'agence Tass. La délégation était notamment composée du président du Soviet suprême, M. Anatoly Gorbounov, du premier secrétaire du Parti communiste de Lettonie, M. Yan Vagris, et du chef du gouvernement letton, M. Vilnis-Edvins Bresis. Au cours des entretiens, ont été examinées « les questions liées au développement de la fédération, aux principes du traité de l'Union », a ajouté l'agence.

Landi, Mikhail Gorbatchev avait eu un entretien de quatre heures avec une délégation estonienne.

Cette rencontre préférait la tenue à Tallinn, vendredi, du congrès du Parti communiste estonien qui se prépare à se déclarer indépendant de Moscou, une évolution que le président soviétique aurait voulu éviter. Les nationalistes baltes ont connu d'importants succès dimanche aux élections en Estonie et en Lettonie.

Ces discussions avec les Estoniens ont été citées en exemple de la voie à suivre pour les républiques baltes par un conseiller du président, M. Ivan Frolov, rédacteur en chef de la Pravda, à l'opposé de la « voie sans issue » suivie par les Lituanais. — (AFP)

#### Inquiétude à Vilnius

De Vilnius, le premier ministre lituanien, M. Kazimiera Prunskienė, a fait part dans un message aux dirigeants de l'URSS de la « profonde inquiétude » des Lituanais à la suite des manœuvres des troupes soviétiques ces derniers jours. Le premier ministre lituanien relève également dans son message que « le gouvernement lituanien n'a pas été informé du début de ces manœuvres ni de la date de leur achèvement ».

Quoi qu'il en soit, poursuit le télégramme, « la situation est stable et aucune menace n'affecte les habitants de Lituanie ».

« Le gouvernement, conclut toutefois M. Prunskienė, est convaincu qu'il existe une base pour parvenir à une compréhension mutuelle et pour discuter des questions d'intérêt communs d'une manière calme et rationnelle ».

### ROUMANIE : six morts et plusieurs centaines de blessés

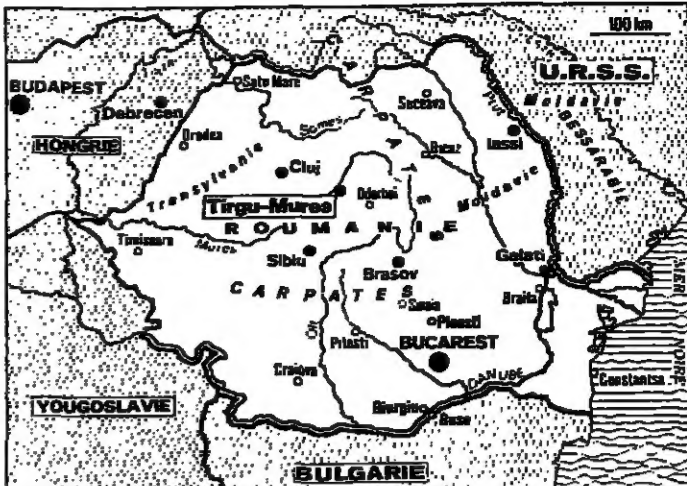
#### Sanglants affrontements interethniques en Transylvanie

Six morts et environ trois cents blessés. Tel est le bilan des violents affrontements qui se sont produits, mardi 20 mars à Tirgu-Mures en Transylvanie, entre nationalistes roumains et hongrois de souche. Des unités de blindés de l'armée roumaine sont intervenues dans la journée pour tenter de mettre fin aux troubles. Mercredi matin, elles avaient pris position autour de la ville et en contrôlaient les accès. L'origine ethnique des victimes n'a pas été communiquée. Tirgu-Mures compte environ 90 000 habitants, dont 53 % sont de souche hongroise. Il y a vingt ans, ils représentaient 92 % de la population.

Les heurts ont commencé lors d'une manifestation pacifique de quelque cinq mille Roumains de souche hongroise qui avaient occupé le grand place et l'hôtel de ville. Deux mille nationalistes roumains, armés de faux et de gourdin, les auraient alors agressés. A la tombée de la nuit, sept véhicules blindés sont intervenus pour séparer les deux groupes. Plusieurs magasins et un hôtel auraient été incendiés.

Après trois mois de tensions interethniques, les affrontements avaient débuté vendredi dernier dans cette ville située à quatre cent cinquante kilomètres au nord-ouest de Bucarest. « On ne sait pas les Roumains », selon certains témoignages, cette pancarte apparue à la vitrine d'une pharmacie de Tirgu-Mures aurait provoqué la flamme de violence. Mais des représentants de la communauté de souche hongroise accusent le mouvement nationaliste roumain « Vatra Romanesca » (Coeur roumain), fondé le 25 décembre dernier, d'être à l'origine des troubles.

Un des écrivains les plus célèbres du pays, Andras Suto, de



souche hongroise, a été gravement blessé. Il a perdu un oeil et a été transporté par avion militaire d'abord à Bucarest, puis à Budapest pour y subir une opération. Il a eu plusieurs côtes cassées au cours des affrontements.

#### Protestation à Budapest

La Hongrie a exigé mardi une intervention immédiate du gouvernement roumain et des Nations Unies pour mettre un terme aux « graves atrocités » commises par les nationalistes roumains. A Budapest, vingt mille personnes ont manifesté mardi soir sur la place des héros pour protester contre les violences. Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, a déclaré à la radio qu'il avait convoqué l'ambassadeur de Roumanie pour dénoncer ces incidents qu'il a comparés à des pogroms. Il lui a remis un message du premier ministre, M. Miklos Nemeth, destiné au chef du gouvernement roumain, M. Petre Roman, réclamant un arrêt des violences. « Si les autori-

tés roumaines, a-t-il dit, n'interviennent pas immédiatement et efficacement, la situation pourrait devenir très grave ».

A Bucarest, le président roumain, M. Ion Iliescu, avait lancé dès lundi un appel au calme et présenté des excuses pour « les excès regrettables (...) de certains ressortissants roumains ». Il a convoqué d'urgence le Conseil provisoire d'unité nationale (CPUN) pour examiner ce conflit interethnique. A l'issue de cette réunion, le CPUN a mis en garde contre « les activités extrémistes, chauvinistes et nationalistes » qui pourraient déstabiliser le pays et imputer aux deux communautés la responsabilité des affrontements. M. Iliescu a décidé d'envoyer une commission d'enquête sur place.

Au cours des troubles, les sièges locaux des partis national paysan et libéral auraient été attaqués. Selon la radio roumaine, la situation restait tendue mercredi matin 21 mars à Tirgu-Mures, où des manifestants se regroupaient dans certaines rues de la ville.

### Fin de la visite de M. Havel à Paris

#### Retrouvailles franco-tchécoslovaques

Le président Vaclav Havel a achevé mardi 20 mars par une soirée privée une visite d'Etat de deux jours en France qui s'est déroulée dans une atmosphère des plus chaleureuses. MM. Havel et Mitterrand ont d'ailleurs, plutôt deux fois qu'une, au cours d'une conférence de presse commune à l'Elysée, souligné le caractère amical et harmonieux de ces rencontres franco-tchécoslovaques.

Le président français a tenu à dire combien il était « honoré » de la visite de M. Vaclav Havel, l'homme qui « remet son pays à la place qu'il n'aurait jamais dû quitter ». De son côté, le président tchécoslovaque a paru sincèrement « touché de l'accueil extrêmement

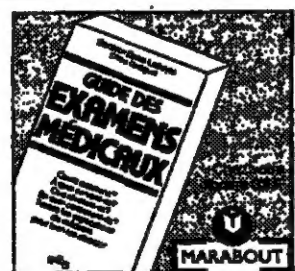
chaleureux et amical » reçu à Paris, ajoutant : « Nous nous sommes compris de façon excellente avec tous nos interlocuteurs ». Français et Tchécoslovaques sont notamment d'accord sur la construction européenne, cadre à l'intérieur duquel doit se faire, selon eux, l'unification allemande.

Interrogé sur les ventes d'armes de son pays à travers le monde, M. Havel a affirmé que Prague « arrête les ventes d'armes aux régimes dictatoriaux et totalitaires. Mais, a-t-il ajouté, en rappelant que son pays avait traditionnellement, même avant guerre, une industrie militaire importante, ne nous en voulons pas si, pendant un certain temps encore, on continue de vendre des armes aux pays démocratiques ».

Hôte à déjeuner du premier ministre, M. Michel Rocard, M. Vaclav Havel a rendu hom-

mage « à la France démocratique, dont l'expérience » est si utile. Dans la matinée, il avait été reçu par M. Chirac à l'Hôtel de Ville. Plus tard dans l'après-midi, il a été longuement ovationné au cours de sa visite aux comédiens français qui ont interprété, ces dernières années, ses pièces de théâtre en France. Enfin, dans la soirée, M. Jack Lang, le ministre de la culture, avait organisé une fête prestigieuse pour recevoir le président-dramaturge, avec sept cents bougies sur les balustrades du Palais-Royal et une myriade d'artistes et d'écrivains. Une seule absence a fait jaser : celle de Milan Kundera, l'écrivain d'origine tchèque qui vit à Paris.

Le président Vaclav Havel et sa délégation — qui ne comprend aucun ministre — se sont envolés mercredi matin pour une autre visite d'Etat, à Londres cette fois.



(Publicité)  
Pour vous qui cherchez une idée originale de cadeaux,  
**la boutique Belauri**  
vient de lancer une ligne de petites tables costumées sur 5 thèmes à côté d'une gamme d'objets luxueux dont une collection de jeux, voitures, statuettes, verreries, lampes, et sa fameuse machine à café en cuivre et laiton, raffinement d'un design exclusif roken.  
28, rue d'Odessa - 75014 PARIS  
Tél. : 43-28-33-18.

L'ouvrage en français  
Toutes les données linguistiques pour les professionnels des médias et des échanges internationaux  
**GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ECRIT**  
Christiane TRICOT  
auteur-traductrice en chef  
membre de l'Association of Science Editors (ASE)  
280 F chez l'éditeur 320 F par correspondance et franc de port  
à l'ordre des Editions François-Robert  
COFORMA et Editions François-Robert  
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS  
Tél. : 40-80-06-01 Télécopie : 46-57-29-41

**VOTRE ASSURANCE AUTO TROP CHERE ?**  
  
**3615 REFLEX**  
ou Tél. : (1) 40 21 10 10  
SOCIÉTÉ OCCIDENTALE D'ASSURANCES  
116, rue de Valenciennes - 75015 Paris  
Compagnie agréée par le Collège des Assurances

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde DES LIVRES**

« Comment font-ils, chez KLM, pour s'occuper de passagers dont le nombre s'accroît sans cesse ? »

« Un par un. Tout simplement. »

Bien qu'il n'y ait pas deux passagers identiques, chacun d'entre eux a une chose en commun : le désir de se voir offrir un service accueillant, personnalisé. Pour pouvoir assurer un tel service dans les meilleures conditions possibles, le personnel de bord de tous les longcourriers KLM parle couramment les langues étrangères. Du japonais au chinois en passant par le coréen, l'espagnol, le portugais, l'allemand et l'anglais. KLM vous offre même des programmes vidéo en langues étrangères. Bien sûr, cela ne signifie pas que chez KLM, seuls les mots aient une importance... Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: **KLM**  
Royal Dutch Airlines



## EUROPE

RFA : pour tenter de mettre fin à l'exode

Bonn veut supprimer l'aide aux réfugiés de la RDA à compter du 1<sup>er</sup> juillet

Selon la police fédérale des frontières, le nombre d'Allemands de l'Est qui s'installent en RFA a diminué depuis les élections du 18 mars. Lundi, environ 1 500 citoyens est-allemands (contre plus de 2 700 le lundi précédent) se sont présentés dans les centres d'accueil. Depuis le début de l'année, près de 150 000 Allemands de l'Est sont venus s'établir en République fédérale. Pour enrayer cet exode, Bonn a décidé de prendre une série de mesures à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

BONN

de notre correspondant

Le ministre ouest-allemand de l'intérieur, M. Wolfgang Schäuble, a fait adopter, mardi 22 mars, par le conseil des ministres, un projet de loi supprimant les aides automatiquement accordées par l'Etat fédéral aux réfugiés venus de RDA. Il s'agit d'une allocation d'accueil de 200 deutschemarks, et de prêts bonifiés pour l'achat de meubles. Les nouveaux arrivants devraient conserver cependant les allocations d'intégration, qui font office d'assurance-chômage pendant un an pour les réfugiés qui n'ont pas trouvé de travail.

Ce projet de loi a été adopté sous la pression des élus régionaux et municipaux de toutes tendances qui avaient manifesté, vendredi dernier, leur irritation lors de la session du Bundestag, la deuxième chambre de RFA, où les Länder sont représentés. Cette offensive contre le maintien de mesures jugées incitatives à l'émigration a été menée par les Länder dirigés par le SPD, mais elle a aussi été soutenue par la Basse-Saxe et la Bavière où la droite est majoritaire.

Le texte adopté par le conseil des ministres ne satisfait pas les autori-

tés régionales et locales, qui auraient souhaité qu'il soit immédiatement applicable. Celles-ci font valoir que tout le poids va maintenant retomber sur les communes, qui doivent prendre en charge les nouveaux arrivants, ce qui grève leur budget d'aide sociale.

A Brême et en Sarre, régions dirigées par le SPD, les gouvernements ont décidé de refuser toute nouvelle installation de réfugiés de RDA sur leur territoire. Ceux qui viendraient en dépit de ces mesures dissuasives se verraient offrir une seule nuit d'accueil dans un foyer et un billet de retour vers la RDA.

Le flot s'est ralenti

Ces phénomènes de rejet envers des réfugiés réduisent l'attraction de plus en plus grande d'une population qui admettait, à la rigueur, l'exercice de la solidarité vis-à-vis des gens qui fuyaient la dictature, mais qui les considère aujourd'hui, après la démocratisation de la RDA, comme des personnes à la recherche d'une meilleure situation économique.

Le choix du 1<sup>er</sup> juillet comme date butoir coïncide avec les plans élaborés au sein de la coalition au pouvoir à Bonn : le ministre à la Chancellerie, M. Rudolf Seiters, considère en effet « le début de l'été » comme une échéance réaliste pour l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire entre les deux Etats allemands.

Le flot des réfugiés s'est quelque peu ralenti après les élections du 18 mars : 1 500 personnes se sont présentées dimanche soir dans les centres d'accueil, alors que 2 500 quittaient quotidiennement la RDA dans les semaines précédentes.

Les camps de réfugiés établis depuis les grandes vagues de l'été ne seront pas tous fermés : il reste à accueillir les émigrés de souche allemande venus de Pologne,

d'URSS et maintenant de Roumanie dont le nombre reste important. Cette catégorie de réfugiés pose des problèmes d'intégration sensiblement plus difficiles que pour les arrivants de RDA : beaucoup ne connaissent en effet ni la langue, ni les usages du pays où ils arrivent.

Gouvernement de coalition à Berlin-Est

A Bonn, on craint les conséquences d'une trop rapide libéralisation en URSS du droit au voyage qui léverait les derniers obstacles à une arrivée massive des Soviétiques de souche allemande.

L'union monétaire, qui signifie l'accès au deutschemark pour l'ensemble des citoyens de la RDA surfin-elle à tarir cette migration Est-Ouest ? Les opposants au chancelier Kohl en doutent : les différences de niveau de vie entre les deux parties de l'Allemagne n'en seront pas abolies pour autant, et la montée du chômage qui découlera de la rationalisation des entreprises est-allemandes va inciter les nouveaux sans-emploi à venir chercher du travail dans des régions plus prospères à l'Ouest.

L'introduction du deutschemark en RDA est également de nature à favoriser un phénomène déjà pré-occupant à Berlin-Ouest : l'afflux de Polonais qui viennent chercher, par le travail au noir ou le petit commerce illégal, les devises fortes qui leur permettent de survivre chez eux.

A Berlin-Est, les tractations continuent pour la formation d'un nouveau gouvernement. On se dirige vers la formation d'une coalition à l'image de celle qui est au pouvoir à Bonn, composée des chrétiens-démocrates et des libéraux. Elle disposerait de 214 des 400 sièges de la Chambre du peuple.

Le SPD a définitivement repoussé les offres de coalition de M. Lothar de Maizière, et a

demandé à son groupe parlementaire de rester dans l'opposition. Mercredi, les dirigeants des partis de l'« Alliance pour l'Allemagne » (CDU, DSU, et Renouveau démocratique) sont arrivés à Bonn pour discuter avec le chancelier de la marche à suivre.

Il sera notamment question du destin de M. Elmar Pjeroth, ancien sénateur chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, présenté par M. Lothar de Maizière pour le poste de ministre de l'économie de la RDA. M. Pjeroth est actuellement en détresse avec la justice de son Land d'origine, la Rhénanie-Palatinat, la firme de commerce de vins qu'il dirige étant impliquée dans une affaire de vins frelatés.

Tout ne va pas pour le mieux entre la CDU et la DSU soutenue par les bavarois de la CSU : les partisans du pasteur Hans Wilhelm Ebeling, président de la DSU, ont décidé de présenter des listes autonomes pour les élections municipales du 6 mai.

LUC ROSENZWEIG

IRLANDE DU NORD : un mort à Belfast. - Un homme de quarante-trois ans a été tué par balles mardi soir 20 mars dans son appartement situé dans un quartier protestant de Belfast. L'Organisation de libération du peuple irlandais (groupuscule dissident du mouvement républicain) a revendiqué l'attentat. Selon la police, Billy McClure a été assassiné sous les yeux de sa femme, par deux hommes masqués qui ont réussi à prendre la fuite. La victime avait été condamnée en 1974 pour détention illégale d'armes mais la police ignore si l'homme avait maintenu des liens avec des groupes paramilitaires protestants. Les attentats commis en Irlande du Nord ont fait treize morts depuis le début de l'année. - (AFP)

## PUBLICATION JUDICIAIRE

JURISPRUDENCE DÉCLARATIVE D'INCOMPÉTENCE  
Par jugement du 30-1-1990 et rectifié le 13-02-1990, le tribunal de grande instance de NANTERRE a « déclaré l'absence de Bruno MAGNANT, né le 5-2-1944 à ALES (Gard) qui a disparu depuis plus de vingt ans de son dernier domicile à SCEAUX (92) 23, av. Jean Racine - Pour extrait.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA CULTURE EN QUESTION

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en indiquant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

MAG

PH.DOROSZ  
GUIDE PRATIQUE DES MÉDICAMENTS

1990  
6500 médicaments  
16000 entrées / 1600 pages  
250,00 FF

En vente chez votre libraire habituel  
27, RUE DE L'ÉCOLE MÉDICALE  
75006 PARIS - TÉL. : 43.25.60.45

TURQUIE : sur fond d'instabilité politique

## Recrudescence de la violence à Istanbul

Depuis quelques semaines, le cycle de la violence s'accroît en Turquie, où l'on craint une reprise du terrorisme. Ce climat d'instabilité est alourdi par les luttes politiques au sein du pouvoir.

ISTANBUL

correspondance

Il y avait des milliers, vendredi 9 mars, dans les rues qui mènent au Grand Bazar d'Istanbul, à être venus assister aux obsèques du journaliste Cetin Emec et de son chauffeur Sinan Ercan, abattus quelques jours plus tôt par des hommes masqués. Pour une fois, les boutiques ne haranguaient pas les touristes pour leur vendre des tapis ou des vêtements de cuir. Ils avaient tous l'air grave et se tenaient devant leurs échoppes fermées pour voir passer le cortège funèbre. C'était le quatrième attentat politique depuis le début de l'année.

L'inquiétude est désormais évidente dans une population qui se souvient des années meurtrières qui précéderont le coup d'Etat de septembre 1980. Cinq mille morts... « Chaque jour, deux ou trois personnes étaient assassinées. C'était effrayant. Nous n'osions plus sortir de chez nous », explique un professeur aujourd'hui à la retraite.

Depuis quelques semaines, le cycle de la violence s'accroît. Samedi 10 mars, un commissaire de police a été tué et deux de ses collègues ont été blessés au cours d'une fusillade avec un commando se réclamant de l'Union des forces armées de la jeunesse révolutionnaire communiste. Deux des trois agresseurs étaient arrêtés sur-le-champ, mais un quatrième parvint à s'échapper et ne fut capturé qu'après une prise d'otages qui dura près de dix-sept heures. Ce groupe aurait été entraîné au Liban dans un camp du Front populaire pour la libération de la Palestine de Georges Habache.

Le climat d'instabilité causé par ces événements est alourdi par le « vide » ressenti par beaucoup au niveau du pouvoir. Le gouvernement, qui semble avoir peu d'emprise sur la situation, a perdu beaucoup de sa crédibilité. La faute en revient en grande partie au président Turgut Ozal. Sa conception plutôt interventionniste du rôle de chef de l'Etat lui a fait choisir comme premier ministre M. Yildirim Akbulut, un avocat au parler lent et laborieux, qui est rapidement devenu la vedette favorite de nombreuses plaisanteries.

Lutte pour le pouvoir au sein de l'ANAP

La récente démission du ministre des affaires étrangères, M. Yilmaz, illustre la lutte interne en cours au sein du Parti de la mère patrie (ANAP). Cet homme plutôt libéral, va probablement tenter de prendre la tête du parti dans les mois à venir. M. Hasan Celal Güzel, un ancien bureaucrate, conservateur, brigue également ce poste. Un autre courant influent est représenté par M. Mehmet Kocociler, connu pour sa dévotion à l'islam.

Le président Ozal est en principe à l'abri des turbulences politiques jusqu'en 1995, terme de son mandat. Mais il n'en va pas de même pour son ancien parti, si divisé que sa survie est menacée. Bien que l'ANAP soit théoriquement au pouvoir jusqu'en 1992, les appels aux élections générales anticipées se font de plus en plus pressants, notamment à la suite des récentes attentats.

« Une date doit être rapidement fixée afin de ne pas mettre la démocratie sous pression », déclare M. Cem Boyner, le président de la TUSYAD,

une association d'hommes d'affaires. La question est désormais de savoir quel homme, ou quel parti, pourrait redonner à la Turquie le « sens de l'orientation » qui lui manque actuellement et entreprendre le travail de Titan que représente la révision de la Constitution, nécessaire pour adapter le pays aux normes de la démocratie européenne.

Pendant ce temps, la « guerre civile » avec la guérilla kurde du PKK continue à faire rage dans le sud-est du pays. Malgré les fréquents affrontements entre l'armée et les Kurdes, le problème reste un des grands tabous de la Turquie. M. Tunca Aslan, un journaliste du magazine de gauche Vers l'an 2000, vient d'être arrêté ; il est accusé de « propagande séparatiste » pour avoir publié un article proposant une solution fédérale et le droit à l'autodétermination pour résoudre la question kurde.

La liberté d'expression, dans les domaines politique et religieux, est encore loin d'être satisfaisante. Les articles 141 et 142 du code pénal, qui concernent les communistes, et l'article 163, qui a trait aux groupements religieux, sont des obstacles majeurs à l'avènement d'une Turquie vraiment libre.

Au moment où les partis communistes d'Europe de l'Est sont démantelés, les communistes turcs, eux, luttent toujours pour le droit d'exister et de s'exprimer. Le gouvernement a promis à maintes reprises de réviser le code pénal, mais les résultats se font attendre. Lors d'un récent débat organisé par un groupe parlementaire de l'ANAP sur ces articles controversés, seuls trente-sept députés étaient présents...

Les mêmes politiciens depuis trop longtemps...

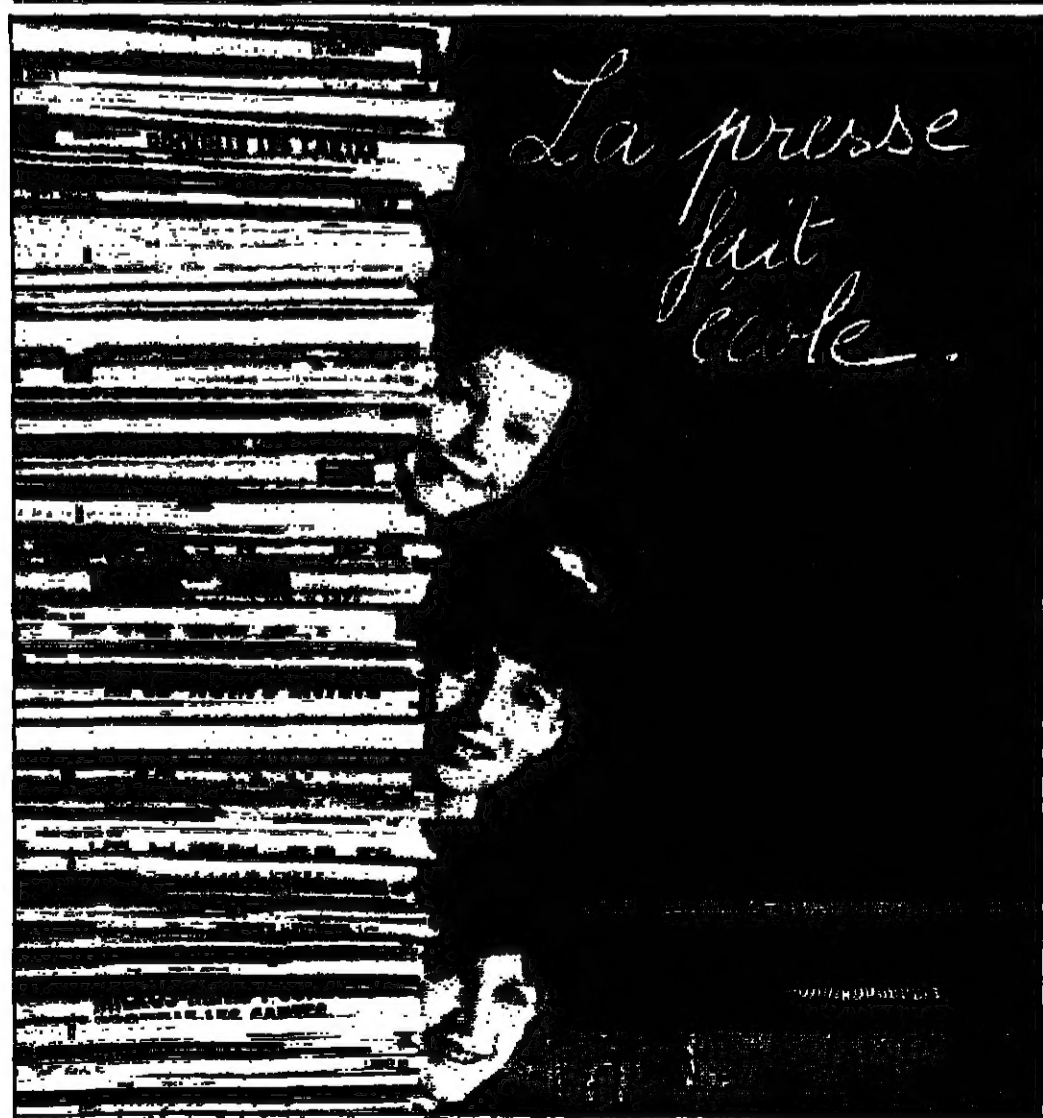
L'ANAP peut difficilement obtenir une aide politique indispensable à la réalisation des réformes promises depuis des mois, et si les partis de l'opposition, que ce soit le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu, qui est en tête des sondages, ou le Parti de la juste voie (DIP) de M. Demirel, sont bien décidés à détrôner l'ANAP, ils ne semblent pas prêts à coopérer. Tous deux promettent de changer les lois après leur accession au pouvoir mais n'ont aucun programme précis.

De nouveaux partis apparaissent mais n'offrent pas d'idéologie nouvelle. « Nous sommes tout à fait contre l'influence de l'islam au sein du gouvernement », affirme M. Bedrettin Dalan, l'ancien maire d'Istanbul, dont la nouvelle formation veut défendre le sécularisme de l'Etat, sujet très discuté en Turquie, où le mouvement islamique a pris de l'ampleur.

M. Dalan reste cependant très vague sur les réformes et ne semble souhaiter qu'une « nouvelle version » d'une ANAP amputée de sa fraction islamique. A gauche, on attend aussi que des mouvements jeunes viennent insuffler un peu d'air frais sur la scène politique turque, où les mêmes acteurs se font face depuis trop longtemps.

Les récents événements semblent au moins avoir eu pour conséquence une prise de conscience des politiciens, lesquels, oubliant pour un moment leurs querelles et leurs ambitions personnelles, ont réalisé que le pays était en danger. « Le scénario est identique. Nous avons déjà vu ce film et nous ne pourrions pas supporter de le voir encore une fois », a déclaré M. Suleiman Demirel, qui était premier ministre au moment du coup d'Etat de 1980.

NICOLE POPE



DU 26 MARS AU 2 AVRIL

## SEMAINE DE LA PRESSE DANS L'ECOLE

MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA COMMUNICATION, 3614 code EDUTE.

Le Monde

et ses publications seront présents dans tous les établissements qui participent à la « Semaine de la presse dans l'école »



EUROPE

Hongrie : les élections du 25 mars

Suite de la première page

En revanche, tout le monde est d'accord pour désigner les perdants : ce sont les héritiers de l'ancien parti communiste au pouvoir, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH). Eux-mêmes y sont totalement résignés, espérant seulement sortir de cette délicate épreuve avec suffisamment de sièges au Parlement pour reconstruire, une gauche dont on osera enfin prononcer le nom sans se couvrir de honte.

Le sceau de l'infamie

M. Csaba Tabajdi, qui vit ses derniers jours au gouvernement comme secrétaire d'Etat aux minorités nationales, en criant presque à l'injustice. « Nous allons être humiliés », prédit, la voix blanche d'émotion, cet homme brillant qui fut l'an dernier à la pointe du combat réformateur au sein du PSOH. « Quand je pense que c'est nous qui nous sommes battus pour vivre les conservateurs du parti ! Aujourd'hui, les gens nous disent qu'ils voteraient bien pour nous si nous n'étions pas au Parti socialiste... Et voilà, à brève échéance, ma carrière politique est finie. » Impossible s'il l'avait voulu - de se présenter aux élections sous une autre bannière : pour les autres partis, « nous sommes toujours des communistes », dit M. Tabajdi, pourtant d'accord « pratiquement sur tout » avec son adversaire de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) dans son département, M. Tamas Bauer.

Car la transformation, en octobre dernier, du vieux PSOH en Parti socialiste hongrois (PSIH) n'a trompé personne, et le sceau de l'infamie frappe autant les responsables du PSH, « successeur juridique du PSOH », dans lequel sont

regroupés les chefs de file du mouvement réformateur comme MM. Imre Pozsgay, Rezső Nyers, Miklós Nemeth et Gyula Horn, que le PSOH reconstitué en décembre par les orthodoxes de l'ancien parti, sous la houlette de l'ex-secrétaire général, M. Karoly Grosz, qui succéda à Imre Kadar en mai 1988. Des 720 000 membres de l'ancien PSOH, seuls 50 000 ont rejoint les rangs du PSH, tandis que le « nouveau » PSOH en revendique 80 000. Ironie de l'histoire, les réformateurs hongrois vont être emportés par le tourbillon de l'Europe centrale qu'ils ont eux-mêmes lancé en ouvrant leurs frontières, l'été dernier, aux dizaines de milliers de réfugiés est-allemands. Après avoir organisé la chute de Kadar, « les réformateurs ont suivi le seul scénario possible, celui de la politique des petits pas », souligne le porte-parole du PSH, M. Viktor Polgar, diplomate de carrière dont le style occidental ne dépareillerait pas dans un état-major de parti américain. « L'Union soviétique était ce qu'elle était, les autres pays socialistes étaient hostiles à notre processus. Mais lorsque ces pays sont tombés, le scénario des réformateurs hongrois a aussi fait faillite : en un clin d'œil, l'Europe centrale a dépassé la Hongrie. »

« Revenez me voir dans cinq ans »

Comble du paradoxe, la RDA, qui, si l'on suit ce raisonnement, devait tout à la Hongrie, finit par lui ravir la vedette en organisant ses élections libres une semaine avant les hongroises ! « Nous qui devions être les premiers », se lamenta-t-on à Budapest...

Les « socialistes » hongrois se préparent donc à une longue traversée du désert en attendant des jours meilleurs qui, escomptent-ils, devraient venir avec le chômage et

les plans d'austérité. « Revenez me voir dans cinq ans », répond M. Karoly Grosz lorsqu'on lui demande si son PSOH est vraiment un parti d'avenir, alors que les sondages ne lui garantissent même pas d'atteindre la barre des 4 % nécessaires pour être représenté au Parlement.

Les réformateurs du PSH, eux, tentent de faire campagne sur le seul thème dont ils puissent se vanter. « C'est nous qui avons démantelé le rideau de fer », martèle M. Rezső Nyers, le président du PSH, dans ses meetings électionnaires, devant des auditoires d'âge respectable. D'autres, comme M. Imre Pozsgay - dont la cote de popularité est en chute libre - ou M. Pal Vitanyi, lancent aux électeurs des mises en garde contre la « tentation de l'absolutisme » qui risque, selon eux, d'attirer les partis d'opposition en cas de victoire écrasante. Nous sommes bien placés, précisent-ils avec un humour involontaire, pour savoir de quoi il en retourne ! Le score du PSH, d'après les sondages, devrait se situer autour de 10 %.

Se dire de gauche n'est donc pas, dans un tel contexte, le meilleur argument électoral, et les hommes politiques hongrois évitent soigneusement ce piège. Pour mettre leurs rivaux dans l'embarras, certains n'hésitent pas à les qualifier publiquement de partis de gauche, comme le fait le président du Forum démocratique (MDF), M. József Antall, à l'égard de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) - M. Antall lui-même se définissant comme « centre-droite ». Le qualificatif de « social-démocrate » est beaucoup mieux porté, encore que très ambigu puisqu'au moins trois partis se réclament, partiellement ou dans leur totalité, de la social-démocratie : le Parti social-démocrate hongrois (PSDH), le PSH et le SZDSZ. Résultat : la confusion entre la gauche et la droite est totale dans les esprits, comme l'a montré un sondage publié le 7 mars par le quotidien Magyar Hirlap : 21 % des personnes interrogées situaient le MDF à gauche et 22 % à droite, tandis que 19 % situaient le SZDSZ à gauche et 26 % à droite. Il s'en trouvait même 15 % pour considérer le PSOH comme un parti de droite.

Selon toute probabilité, aucun parti ne pourra gouverner seul, et

une coalition devra donc se former avec au moins deux des trois favoris (MDF, SZDSZ et PPP, Parti des petits propriétaires). La spectaculaire ascension, ces derniers mois, du Parti des petits propriétaires, dont l'anticommunisme n'a d'égal que la simplicité de son programme - restitution des terres collectivisées et lutte contre l'avortement - accrédite l'hypothèse d'une coalition populiste de droite MDF-PPP, avec un appoint éventuel de petits partis, comme celui des chrétiens-démocrates.

Instabilité gouvernementale

Il est très possible aussi que le SZDSZ et le MDF soient amenés à gouverner ensemble, ce qui ne sera pas aisé. Les deux mouvements échangent de plus en plus de propos acrimonieux, les jeunes et souvent brillants intellectuels, très

occidentalisés, du SZDSZ taxant le MDF de nationalisme, et le MDF accusant leurs rivaux de bolchevisme. L'assurance et le dynamisme du SZDSZ, passé en quelque mois d'un groupe de dissidents isolés à un parti capable de rivaliser avec le MDF, agace prodigieusement les autres états-majors. « Nous savons, nous osons, nous agissons », proclament les affiches du SZDSZ, qui a su soulever quelques jolis scandales au moment opportun. Pourtant, sur le fond, les programmes de ces deux partis ne sont pas opposés. « Nous avons deux axes de différenciation, explique M. János Kis, opposant de longue date et président du SZDSZ. D'abord, l'attitude à l'égard de l'ancien régime : nous, nous avons rejeté dès le début l'hypothèse d'un gouvernement avec les communistes, nous voulons un vrai changement politique et économique, alors que le MDF, qui accepterait au gouvernement certaines personnalités de l'ex-PSOH, est plus ambigu sur la rupture avec l'ancien régime.

L'autre axe, c'est l'attitude vis-à-vis de la démocratie libérale et l'économie de marché de type occidental : nous sommes plus engagés dans les valeurs de libéralisme, de tolérance, de rationalisme et de modernité. »

Quelle que soit la coalition qui prévaudra, beaucoup prévoient déjà une période d'instabilité gouvernementale avec des coalitions paralysées par des marchandages permanents. « Il y aura trois ou quatre remaniements gouvernementaux dès le début de la législature, et il faudra convoquer de nouvelles élections », prédit le politologue Mihály Bihari. Est-ce la crainte de lendemains qui déchaînent ? La lassitude, déjà, d'une démocratie promise depuis trop longtemps et qui se révèle si confuse ? La campagne électorale, en tous cas, ne passionne pas les Hongrois. Les meetings sont clairsemés, et, à une semaine du scrutin, 40 % des électeurs ne savaient toujours pas s'ils se donneraient la peine d'aller voter.

SYLVIE KAUFFMANN

Douze partis

Douze partis politiques hongrois présentent des listes nationales aux élections législatives du 25 mars (premier tour) et 8 avril (second tour) :

- Forum démocratique hongrois (MDF) : premier mouvement d'opposition à se constituer fin 1987, il a fûrt avec les chefs de file réformateurs du Parti communiste, il revendique 25 000 adhérents et trois grandes tendances : populistes-nationales, nationale-libérale et chrétienne-démocrate.
- Alliance des Démocrates libres (SZDSZ) : issu de l'opposition démocratique des années 70 ; ses dirigeants sont liés avec ceux de Solidarité en Pologne et de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, aujourd'hui au pouvoir. Il revendique 17 000 membres et une tendance sociale-libérale aux côtés d'une tendance social-démocrate.
- Parti des petits propriétaires (PPP) : reconstitué en 1988, ce parti historique avait recueilli 57 % des voix en 1945. Il revendique 70 000 membres.
- Parti socialiste hongrois (PSH) : successeur « juridique,

mais pas idéologique » de l'ancien parti unique au pouvoir. Créé en octobre 1988, 50 000 à 60 000 membres.

- Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) : mouvement de jeunes radicaux proche du SZDSZ, 5 000 membres.
- Parti social-démocrate de Hongrie (PSDH) : parti historique reconstitué en 1988, puis très affaibli par de multiples scissions. Membre de l'Internationale socialiste, il bénéficie d'une importante aide financière étrangère, mais, sans base populaire, ne dépasse guère 5 % dans les sondages. Sa présidente, M<sup>me</sup> Anna Petrasovits, m-passionaria mi-dame de fer, mène une campagne très personnelle.
- Parti des chrétiens-démocrates : parti défendant les valeurs chrétiennes, sans position tranchée en matière économique. Président : M. Sándor Keresztes.
- Parti populaire : successeur du parti historique national paysan, aujourd'hui très proche du MDF ; son président, M. Gyula Fekete, est un ancien membre de la direction du MDF.

- Coalition électorale patriotique : de tendance plutôt socialiste ; son président, M. Kálmán Kulcsár, ministre de la justice, était le président de l'ancien Front populaire patriotique, qui rassemblait le Parti communiste et toutes les « organisations de masse ».

- Alliance agrarienne : émanation de l'ancien parti communiste, à vocation rurale.
  - Parti des entrepreneurs : proche de l'ancienne nomenklatura.
  - Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) : parti des communistes qui ont refusé la transformation de l'ancien PSOH en parti socialiste et ont décidé de le reconstituer en décembre 1989. Son président, M. Gyula Thürmer, était un conseiller de l'ancien numéro un, M. Karoly Grosz.
- Certains experts politiques hongrois dégagent trois tendances de ces partis : la famille libérale-radical (SZDSZ, FIDESZ), les partis défendant les valeurs chrétiennes et nationales (MDF, PPP) et les partis de gauche (PSH, PSDH).

TIENS ! UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a l'esprit libre. Stockage, un nouveau service Alphapage, conserve durant 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Les doigts du nouveau communicant lui servent à taper 3614 code Alphapage sur son Minitel pour tout connaître sur les différents services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il a inscrit son numéro d'appel Alphapage sur sa carte de visite et peut ainsi être joint 24 h sur 24.

Sans être près de ses sous, le nouveau communicant ne déteste pas que les messages qu'il reçoit sur son Alphapage soient payés par celui qui les envoie par Minitel.

Chaque nouveau communicant a 2 pattes arrière. Au total, cela fait déjà plus de 70 000 pattes arrière réparties dans toute la France (soit 35 000 récepteurs Alphapage).

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

RENDRE-VOUS 18H

TELECOM SYSTEMES MOBILES filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

Siquier Courtois

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES





## AMÉRIQUES

CANADA : dans un livre très critique à l'égard du Québec et de M. Mulroney

## M. Trudeau attise le feu dans le débat constitutionnel

Un Canada avec ou sans le Québec ? A une certaine date de la date limite pour la ratification de l'accord permettant à la province francophone d'adhérer à la constitution canadienne, les esprits s'échauffent et les invectives fusent de toutes parts. Récemment sorti de la retraite politique qu'il s'est imposée en 1984, l'ancien premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, vient de jeter de l'huile sur le feu de ce débat avec le lancement, mardi 20 mars à Montréal, d'un ouvrage collectif rédigé sous sa direction et intitulé : « Les années Trudeau - la recherche d'une société juste ».

MONTREAL

de notre correspondante

« Nous avons autant besoin du français dans ce pays que du SIDA ». Cette phrase assassine d'un militant de l'AFPEC (Alliance pour la préservation de l'anglais au Canada) est loin d'être un cas isolé. Il ne se passe pas une journée sans que les francophones, québécois surtout, fassent l'objet de violentes attaques d'un bout à l'autre du pays. Forte d'un moins 30 000 membres, cette alliance a convaincu une cinquantaine de municipalités de l'Ontario de se proclamer « officiellement unilatérales anglaises », en réaction à la possibilité nouvellement offerte aux 500 000 francophones de cette province d'obtenir des services administratifs dans leur langue.

Dans l'Ouest du Canada surtout, d'autres groupes intensifient leurs campagnes contre la politique fédérale de bilinguisme, imposée par le libéral Pierre Elliott Trudeau en 1969 et réaffirmée vingt ans plus tard par son successeur, M. Brian Mulroney, actuel premier ministre conservateur du Canada. Ils dénoncent « cet excès de coquetterie et de perfectionnisme », et vont souvent jusqu'à inviter le Québec à rompre ses liens avec le Canada. Ils soutiennent tous les gouvernements du Manitoba et du Nouveau-Brunswick dans leur refus de ratifier l'accord de 1987, dit du Lac Meech, aux termes duquel le Québec pourrait réunir le giron constitutionnel canadien en obtenant un vague statut de « société distincte ».

## « Un minimum acceptable »

Cette dernière clause, dont on ignore toujours la portée réelle, est considérée comme une concession exorbitante par les deux provinces récalcitrantes, qui viennent de gagner un nouvel allié. Terre-Neuve, qui avait déjà ratifié l'accord sous un gouvernement conservateur, veut revenir sur cette décision, ardemment dénoncée par le nouveau premier ministre libéral. Surpris par l'ampleur de cette cam-

pagne, le gouvernement québécois de M. Robert Bourassa « s'interroge sur la place du Québec dans ce pays » et refuse de renégocier l'accord du Lac Meech considéré comme « un minimum acceptable ».

Prénant le relais des milieux intellectuels, culturels et syndicalistes qui avaient autrefois porté très haut le flambeau de l'indépendance, les grands banquiers, industriels et hommes d'affaires de la province ne ratent plus une occasion de proclamer que le Québec a maintenant tous les outils économiques nécessaires pour faire cavalier seul.

Dans ce contexte, M. Trudeau, ne pouvait guère surprendre en écrivant - avec une dizaine d'anciens ministres ou collaborateurs qui l'entouraient au gouvernement de 1968 à 1984 - que le « Canada n'a jamais été aussi divisé ». L'analyse qu'il présente « toutes les chances, en revanche, de polariser davantage le débat ».

Celui qui s'était passé de l'aval du Québec, pour rapatrier de Londres, en 1982, la constitution du Canada et lui adjoindre une nouvelle Charte des droits et libertés, estime que la Belle Province ne doit pas isolément qu'à l'intransigeance de ses positions. Le Québec n'aurait pas approuvé son paraphe au bas du nouveau texte « mais il était néanmoins lié par lui (...) et l'opinion publique semblait avoir endossé l'affaire », écrit l'ancien premier ministre. A ses yeux, il ne fallait pas se préoccuper si vite de

« réconcilier » le Québec avec le reste du Canada, comme l'a souhaité M. Mulroney, dont la plus grave des erreurs aura été de conclure cet accord du Lac Meech qui « a risqué de démanteler le pays » et « de créer exactement la sorte de dualisme dont rêvent les séparatistes : un Canada exclusivement anglophone d'un côté et un Québec exclusivement francophone ».

Selon M. Trudeau, point de salut pour le Canada en dehors du « fédéralisme fort » et centralisé qu'il a pratiqué, au prix de querelles incessantes avec les provinces, au prix aussi d'une politique de bilinguisme imposée de force - vingt ans après son entrée en vigueur, seulement dix pour cent des Canadiens non québécois affirment parler les deux langues.

Avec son pari de « ramener, dans l'honneur et l'enthousiasme, le Québec » au sein d'une confédération souple où Ottawa propose plus qu'il n'impose, M. Mulroney, accusé par M. Trudeau d'avoir cédé aux demandes « nationalistes » du Québec, se retrouve bien seul. Ce n'est pas faute d'avoir multiplié les démarches auprès du Nouveau-Brunswick notamment, province apparemment la moins obstinée dans son refus de ratifier l'accord du Lac Meech. Si la « patrie » des Acadiens finit par donner son aval avant le 23 juin prochain, le Manitoba, voire Terre-Neuve, se retrouveraient alors dans une position plus difficile, d'autant qu'elles sont peu peuplées.

MARTINE JACOT

## ARGENTINE

## Difficile succession à la tête des armées

L'agonie du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Isidor Caseres qui se trouve dans un état de « coma profond », attise de nouveau l'attention sur la politique du président Carlos Menem à l'égard des militaires, difficulté sur laquelle avait déjà buté son prédécesseur, M. Raul Alfonsín.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Victime d'un accident cardiaque, la semaine dernière, le général Caseres, cinquante-cinq ans, ne pourra plus assumer ses fonctions. Il s'agit pour le président Menem d'une succession difficile, le chef d'état-major de l'armée ayant réussi depuis sa nomination à éviter tout débordement des « carapintadas » (figures peintes, référence au camouflage des commandos) qui s'étaient illustrés par plusieurs mutineries pendant le mandat du président Alfonsín. Le général Caseres a aussi remis un peu d'ordre dans une armée notoirement indisciplinée. Il n'avait du faire face à aucune crise majeure et avait même obtenu le départ du colonel Seinfeld et du lieutenant-colonel Rico, les principaux dirigeants des révoltes de 1987 et 1988. Le premier a été rayé des cadres, le second mis à la retraite.

Si la continuité prévaut, comme semblent le souhaiter tant le pouvoir exécutif que le haut-commandement, le général de division Martin Bonnet, actuel numéro deux, sera l'homme de la situation. Il est issu du même moule que le général Caseres.

Sept ans après le retour à la démocratie, les affaires de l'armée ne cessent de faire la « une » de la presse argentine. Les divisions persistent au sein de l'appareil mili-

taire et l'exécutif doit toujours compter avec les carapintadas. Leurs partisans, nombreux parmi les officiers subalternes et les sous-officiers, pourraient profiter de la relève à la tête des forces armées pour revenir sur l'avant-scène.

« Cet épisode révèle la grande faiblesse des carapintadas », affirme toutefois un spécialiste des questions militaires. Pour des hommes qui s'étaient fait une habitude de prendre d'assaut des casernes, ils se sont en effet contents de faire circuler une lettre parmi les cercles politiques. Celle-ci propose, pour régler la succession du général Caseres, de faire appel au général le plus jeune dans le grade, ce qui impliquerait, selon la tradition argentine, la mise à la retraite de tous les autres. Pas plus les généraux que la présidence ne souhaitent décapiter ainsi l'armée.

Ce que MM. Seinfeld et Rico ont perdu dans la hiérarchie militaire, ils l'ont cependant récupéré parmi la population civile. Les deux hommes et leurs sympathisants manient le nationalisme et le catholicisme intégriste auprès des plus déshérités, cherchant à occuper l'extrême-droite du péronisme. Ils sont en pleine campagne, tant en province que dans les quartiers pauvres de Buenos-Aires. La gravité de la crise économique leur fournit des adeptes, particulièrement parmi ceux que M. Menem a déjà et qui sont en quête d'un autre Messie.

Les risques latents de débordements sociaux ont, par ailleurs, amené l'exécutif à autoriser récemment par décret l'intervention des forces armées dans des tâches de maintien de l'ordre. Cette décision a ravivé de douloureux souvenirs pour les Argentins qui se souviennent qu'au moins 9 000 personnes ont « disparu » dans les années 70, lorsque l'armée avait pris les choses en main.

EDITH CORON

## DIPLOMATIE

## Un appel de M. François-Poncet en faveur de l'union politique européenne

M. Jean François-Poncet, qui vient de succéder à M. Louis Leprince-Ringuet à la tête de l'organisation française du Mouvement européen, a lancé un appel au nom de l'organisation, mardi 20 mars, en faveur de l'union politique européenne.

« Si on laisse passer deux à trois ans, nous verrons un autre ordre européen occuper le terrain », s'est exclamé l'ancien ministre des affaires étrangères, après avoir souhaité qu'une décision annonçant une initiative politique des Douze soit arrêtée lors du prochain conseil européen de Dublin (28 avril).

Estimant que les élections en RDA « marquent un carrefour dans l'histoire de l'Europe » et que l'unification de l'Allemagne « représente une étape nouvelle », M. François-Poncet a affirmé que « le moment est venu d'aller plus loin vers l'union politique, en direction d'une fédération européenne ». « Il ne faut plus avoir peur d'employer ce mot », a-t-il ajouté.

La branche française du Mouvement européen (présidé au niveau des Douze par M. Valéry Giscard d'Estaing), qui fédère une vingtaine d'organisations, vient d'être restructurée : M. Jean François-Poncet est assisté d'un président du bureau exécutif, M. Jean-Pierre Spitzer, et de deux vice-présidents délégués, tous deux anciens secrétaires d'Etat aux affaires européennes, M. Bernard Bosson et M. Catherine Lalumière.

## EN BREF

□ Visite de M. Mazowiecki à Washington. - Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, est arrivé mardi 20 mars à Washington pour une visite de trois jours, lors de laquelle il doit notamment tenter d'obtenir du président George Bush qu'il soutienne les demandes formulées à Varsovie à propos de la réunification allemande. Les Etats-Unis ont décidé, mardi, de fournir à la Pologne une nouvelle aide alimentaire de 200 000 tonnes de blé. - (AFP)

□ Le premier ministre portugais à Paris. - M. Anibal Cavaco Silva, premier ministre du Portugal, est attendu à Paris jeudi 22 mars en visite officielle, à l'invitation de M. Michel Rocard. Il sera reçu, vendredi 23 mars, par M. Mitterrand.

## Aux Nations unies

## L'affrontement entre pays du Nord et du Sud s'est durci au sein de la Commission des droits de l'homme

La quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, qui a récemment terminé ses travaux, restera avant tout comme celle où cette institution des Nations unies, chargée de promouvoir la cause des droits et libertés, a refusé de se prononcer sur les deux cas de violations les plus flagrants (Chine et Irak) soumis à son jugement. Celle, aussi, où les Etats-Unis, condamnés pour leur intervention au Panama, auront réussi à épingler Cuba ; où l'Iran aura bénéficié d'un rapport mitigé et où l'URSS et les pays de l'Est auront pratiquement quitté le banc des accusés pour celui des procureurs (le Monde du 9 mars).

## GENÈVE

de notre envoyé spécial

Une polarisation se confirme, dont les avatars chinois et irakiens sont à la fois la cause et les effets. Ce phénomène, s'il perdure, risque fort de bloquer les principaux mécanismes de la Commission des droits de l'homme, et d'en faire le champ clos d'affrontements manichéens, comme aux plus beaux jours de la guerre froide. Mais cette fois s'opposent un Nord regroupant l'Ouest et l'Est autour de valeurs communes et un Sud disparate devenu soudain orphelin de l'Est.

Les pays du Sud étaient arrivés à Genève « sur la défensive », car le tournant historique pris dans les pays de l'Est remettait brutalement en question la solidarité quasi-automatique de ces derniers en leur faveur.

## Bataille de procédure

Pis : la Pologne et la Tchécoslovaquie co-parrainaient cette année la résolution américaine contre Cuba, et Moscou entonnait à son tour le credo des droits de l'homme. Le tiers-monde a compris qu'il allait devoir se défendre contre les critiques du « Grand Nord » (1). Déjà l'Irak, Cuba, l'Iran et la Chine, pourtant l'un des cinq grands, étaient traités au banc des accusés. Demain, à qui le tour ?

Les groupes régionaux, déjà très solidaires, ont alors resserré les rangs. D'autant que ces bouleversements venaient s'ajouter à des griefs anciens : domination de la Commission par l'Occident,

conception restrictive des droits de l'homme, etc.

La contre-offensive a été lancée sur le terrain de la procédure, avec pour cheval de bataille une demande de réajustement de la Commission en faveur du Sud, nettement sous-représenté (2). Pour éviter une « dérive quantitative », les Occidentaux ont proposé, en contrepartie, de renforcer l'efficacité de la Commission en matière de droits de l'homme.

A Genève, sous la conduite d'un trio dur (Inde, Pakistan, Cuba), les pays du Sud ont refusé cette proposition. « Pour eux le couplage d'ajustement et d'efficacité était inacceptable », indique-t-on de source proche de la Commission. Pour la première fois dans cette enceinte, ces pays ont choisi de s'opposer en tant que groupe des non-alignés. Les réactions de solidarité régionale en furent renforcées. Les modérés (Yougoslavie, Egypte, Argentine, Sénégal) n'ont pas pu, ou pas voulu, infléchir le cours des choses.

Cette logique de bloc, tout en souffrant des exceptions, particulièrement lors du vote sur Cuba, a joué comme jamais en faveur de pays coupables de graves violations. En outre, elle s'est traduite par des propositions de réformes particulièrement négatives visant au renforcement - si l'on ose dire - des moyens de la Commission.

Dans un projet de résolution (dont l'adoption a été renvoyée à l'an prochain), les pays du tiers-monde demandent : une réévaluation du mandat des rapporteurs spéciaux pour certaines questions ; une restriction du pouvoir des experts de la sous-commission ; une limitation du rôle des organisations non gouvernementales (ONG) ; un recours plus systématique à la procédure confidentielle. Pour les ONG, l'heure est d'autant plus grave qu'elles sont déjà dans le collimateur. Or ce sont elles, non les gouvernements, qui révèlent la quasi-totalité des violations des droits de l'homme devant la Commission.

Pour M. Adrien Zoller, directeur du Service international pour les droits de l'homme, « les propositions des pays du Sud constituent un véritable jeu de massacre. Elles tendraient à affaiblir la plupart des mécanismes mis en place par la Commission pour contrôler le respect des droits de l'homme dans le monde ».

Selon M. Adama Dieng, secrétaire exécutif de la Commission internationale des juristes, « les Occidentaux se sont pigés eux-mêmes au jeu de la politisation des droits de l'homme. eux aussi votent

en bloc ». Pour son collègue Reed Brody, les Etats-Unis ont abusé d'une approche « qui date des années 50 ». Il en veut pour preuve la débauche de moyens mis en oeuvre par les Américains pour faire condamner Cuba contrastant avec le peu d'efforts déployés pour faire condamner les crimes de la Chine, de l'Irak et de bien d'autres pays. Ce qui, selon M. Brody, donne l'impression que Washington utilise en matière de droits de l'homme deux poids et deux mesures. « Les Etats-Unis prennent les bons exemples mais ignorent qu'ils ne peuvent pas les autres à les prendre », estime-t-il.

## La « bonne cause » a subi un revers

Du côté de la Commission et des délégations occidentales, la déception et l'inquiétude sont perceptibles, mais on évite de dramatiser. Tout, dit-on, n'a pas été négatif dans cette 46<sup>e</sup> session : la « bonne cause » a subi un revers mais pas perdu la bataille ; le bloc des non-alignés n'est pas monolithique ; les droits de l'homme sont une réalité désormais impossible à ignorer. On admet que la plupart des textes critiques (sur Cuba, l'Iran, la Birmanie, le Guatemala, etc.) n'ont pu passer qu'après avoir été édulcorés. Mais ces demi-échecs sont aussi des demi-victoires.

La Chine, qui avait, paraît-il, envoyé « quarante diplomates de haut rang », aurait en recours à toutes sortes de promesses, pressions et menaces pour éviter le vote d'une résolution. La rumeur de Genève veut qu'à la veille du scrutin le délégué d'un petit Etat africain ait reçu dans sa chambre d'hôtel la visite inopinée, mais décisive, d'une dizaine de diplomates de Pékin. Le lendemain, la résolution était enterrée grâce à deux petites voix d'écart.

En outre, estime-t-on, l'absence de résolution sur l'Irak n'a pu que conforter le régime de Bagdad dans sa « politique systématique de mépris des droits de l'homme ». Le renforcement numérique, qui pourrait intervenir en mai prochain, devrait modifier notablement le rapport des forces au sein de la Commission, et amener « sans doute un durcissement » entre le Nord et le Sud.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Les cibles ne manquent pas : selon Amnesty, plus d'une centaine de pays violent régulièrement les droits de l'homme.  
(2) Sur 43 membres, les Occidentaux et les pays de l'Est en comptent plus de 10. Seuls 10 pays africains sur plus de 40 sont représentés. Le Sud devrait obtenir bientôt dix sièges supplémentaires.

## VENEZUELA : après plusieurs mois de négociations

## Caracas signe un accord de réduction de sa dette extérieure

A peine plus d'un an après les émeutes qui avaient provoqué des centaines de morts à Caracas, le Venezuela a signé, le mardi 20 mars à New-York, un accord de principe sur la réduction de sa dette avec le comité représentatif de quelque quatre cent banques créditrices. Cet accord, conclu dans le cadre de l'initiative en faveur de l'allègement de la dette, lancée en mars 1989 par le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady fait suite à deux conclusions au cours des derniers mois par le Mexique, les Philippines, et le Costa-Rica.

Il prévoit cependant d'accorder aux banques un plus grand nombre d'options pour la réalisation de la réduction de la dette bancaire (qui s'élève à 21 milliards de dollars, soit 120 milliards de francs environ) que lors des précédents accords.

Les établissements bancaires pourrout au choix échanger leurs créances contre des obligations à trente ans à valeur faciale diminuée ou à taux d'intérêt réduit ou encore contre du liquide, accorder une période de grâce partielle de cinq ans pour le remboursement des intérêts, ou consentir des prêts

nouveaux.

Cet accord revêt une importance particulière car la quasi-totalité de la dette du Venezuela a été contractée auprès de sources privées, et les relations entre le pays et les banquiers sont loin d'être au beau fixe. Une majorité de ces derniers estime en effet que le Venezuela dégage suffisamment de richesses, grâce à ses revenus pétroliers, pour être exclu de la liste des pays prioritaires en matière de réduction de dette. L'une des conditions posées par les banques à la signature de l'accord est le versement de 800 millions de dollars d'arrérages d'intérêts.

En référence aux difficultés rencontrées par le Mexique pour obtenir de l'argent frais de la part des banques, M. Robert Murphy, vice-président de la Chase Manhattan Bank, qui dirigeait les négociations, a estimé que, dans le cas du Venezuela, « cette option a été présentée d'une façon qui soit attractive pour une partie des banques ».

## EN BREF

□ CHILI : ouverture de la première session du Parlement. - Après plus de seize ans de suspension de leurs activités, les deux Chambres du Parlement chilien ont ouvert, mardi 20 mars, leur première session, dans les nouveaux locaux du Congrès, à Valparaíso (100 km à l'ouest de Santiago). Les 120 membres de la Chambre des députés élus le 14 décembre dernier et les 47 sénateurs ont entamé les débats sur les premières propositions de loi du gouvernement de M. Patricio Aylwin, notamment l'abolition de la peine de mort. - (AFP)

□ CUBA : nouvelle escalade dans la « guerre du Havane ». - La Cubatabaco, société cubaine chargée de la fabrication et de la commercialisation des cigares de La Havane, vient d'annoncer son intention de poursuivre la distribution de « ses cigares Davidoff » dans le monde entier. Dans un communiqué publié mardi 20 mars à Paris, la Cubatabaco rappelle qu'elle est « la propriétaire légale de la marque Davidoff » et qu'elle continuera à les fabriquer à l'exception de la série des « châteaux ». Cette décision intervient cinq jours après celle de M. Zino Davidoff annonçant qu'il n'utiliserait plus du tabac cubain pour ses cigares. - (AFP)



# POLITIQUE

Les débats au sein du Parti socialiste après le congrès de Rennes

## La nuit des retrouvailles

M. Laurent Fabius a réduit ses exigences sur les postes de direction afin de parvenir à un accord avec M. Lionel Jospin

Après une nouvelle nuit blanche, les principaux dirigeants du PS, réunis à Paris, ont abouti à un accord général, mercredi matin 21 mars. Cet accord porte à la fois sur la rédaction d'un texte commun, sur la répartition des postes de la direction nationale entre les différentes fédérations socialistes dans les départements.

Afin de parvenir à un accord, M. Laurent Fabius a réduit ses exigences pour la composition de la direction. Le numéro deux du PS sera fabiusien mais n'aura pas la responsabilité de la trésorerie. Pour le moment au moins, M. Fabius n'obtient pas la présidence des élus socialistes, qu'il revendiquait.

La rédaction de la partie du texte énonçant la politique économique a donné lieu à une laborieuse négociation entre MM. Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement. Dans ce document intitulé « Rassembler à gauche », le PS souhaite notamment que la politique gouvernementale fasse « passer dans les faits (ses) ambitions socialistes ».

Les chefs de file des cinq courants, ponctuels, arrivent au siège du PS, rue de Solferino, aux alentours de 17 heures. Pour la motion 1, M. Pierre Mauroy est accompagné par M. Louis Mezard et M. Lionel Jospin, ainsi que par MM. Henri Emmanuelli, Claude Allègre, Daniel Vaillant et Jean-Jack Queyranne (jospinistes), Bernard Roman (mauroyiste) et André Laignel. Pour la motion 2, M. Jean-Popren est entouré de MM. Jean-Marie Ayrault, Philippe Bassinet, Claude Dupont et Jean-Louis Gentile. Pour la motion 3, M. Gérard Lindeberg, coordinateur national du courant rocardien, est accompagné par MM. Jean-Claude Boulard, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Jean-Pierre Joseph et Jean-Claude Petitdemange. Pour la motion 5, M. Laurent Fabius est venu avec MM. Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe, Jack Lang, Marcel Lebeaupied, Daniel Percheron et Jean-Marcel Richat. Pour la motion 7, M. Jean-Pierre Chevènement est accompagné par MM. Michel Charzat, Max Grallio, Pierre Guindon, Jean-Paul Planchon et Annie Solo.

A l'ouverture de la séance, M. Mauroy déclare que, « compte tenu de ce qui s'est passé à Rennes », les dirigeants socialistes doivent « prendre leurs responsabilités et travailler sérieusement ». Le premier secrétaire souligne que l'on parvient à une méthode de travail sereine, afin de « rechercher la synthèse générale ». Il énonce des propositions sur un texte de résolution, la répartition des postes de direction et celle des fédérations. S'agissant du secrétariat national, M. Mauroy propose que, lui-même restant premier secrétaire, quatre postes soient attribués à la motion 1, quatre autres à la motion 5, trois à la motion 3, un à la motion 2 et un à la motion 7. Les fabusiens disposeraient, notamment, de la coordination, tandis que la trésorerie resterait aux jospinistes ; ces deux responsabilités étaient détenues, dans le secrétariat sortant, par M. Emmanuelli, avec le titre de numéro deux.

M. Mauroy propose, pour les fédérations, qu'elles soient choisies en tenant compte de la motion

arrivée en tête dans chacune d'entre elles, mais qu'une négociation ait lieu lorsque l'écart entre la motion arrivée première et la suivante est faible. M. Poporen demande, alors, qu'il soit tenu compte du score obtenu nationalement par chaque motion, ce dont tous conviennent. Enfin, le texte de base proposé par M. Mauroy pour l'élaboration d'une résolution est, avec quelques modifications, celui que les dirigeants de la motion 1 avaient mis au point, à Rennes, dans la nuit du 15 au 16 mars, avec M. Chevènement et ses amis.

### « L'homme nouveau »

M. Poporen se déclare d'accord avec la méthode proposée, dès lors que la recherche d'une résolution politique est menée de pair avec celle d'un accord sur les responsabilités. M. Fabius prend alors la parole pour se déclarer désireux de parvenir à une synthèse générale « au nom de l'unité du parti ». « Nécessaire à Rennes », dit le président de l'Assemblée nationale, la synthèse est devenue indispensable après Rennes. Il suffit que, autour d'un texte, la volonté politique existe et que chaque motion accorde aux responsabilités nationales et départementales qui lui reviennent selon les choix qu'ont exprimés les militants. » M. Fabius indique que ses amis et lui-même ont cette volonté. Il souligne que « le Parti socialiste ne doit pas passer l'époque, mais au contraire, l'exprimer ». Il verse au débat sur la résolution un projet de texte élaboré par son courant avec les responsables des motions 4 (M. Julien Dray) et 6 (Mme Marie-Noëlle Lécumieux), qui l'avaient rejoint à Rennes, et exprime, enfin et surtout, une « première réaction favorable » aux propositions de M. Mauroy.

M. Emmanuelli observe que l'on a déplacé plusieurs milliers de personnes à Rennes, dépensé des millions de francs, et mobilisé les médias, tout cela pour changer le

titulaire du poste de numéro deux. « Je suis étonné par la responsabilité qui pèse sur mes épaules », ironise le député des Landes. Alors que les dirigeants se séparent pour que se réunissent deux groupes de travail, l'un sur le texte, l'autre sur les fédérations, les amis de M. Chevènement distribuent un communiqué dans lequel ils demandent la désignation d'un premier secrétaire « qui doit être un homme nouveau ». Ils proposent la création d'un poste de président du parti, qu'ils destinent, sous le dire explicite, à M. Mauroy. Ils souhaitent, enfin, la mise en place d'un « comité de coordination restreint » autour du premier secrétaire. Cette démarche provoque des interrogations, qui tournent autour de l'hypothèse d'un « axe » Jospin-Rocard-Chevènement, susceptible de constituer une majorité contre M. Fabius et sans M. Mauroy.

Les principaux dirigeants des courants, sauf M. Mauroy, quittent la rue de Solferino pendant que leurs représentants discutent dans les deux groupes de travail. Ils se retrouvent à 23 heures, pour conclure la discussion. Le texte mis au point soulève des difficultés sur deux chapitres : celui de la défense et celui de la politique économique. Sur le premier point, on parvient rapidement à un accord, mais le deuxième donne lieu à un affrontement entre M. Chevènement et M. Bérégovoy. La séance est suspendue pendant que les deux ministres, accompagnés par M. Jean Le Garrec (mauroyiste), puis rejoignent par M. Joxe, tentent de parvenir à une rédaction qui les satisfasse. L'après-midi dure une demi-heure, au cours de laquelle M. Bérégovoy et M. Chevènement envisagent, l'un et l'autre, de quitter le gouvernement. L'atmosphère, toutefois, n'est pas au drame, puisque M. Bérégovoy conseille même à M. Chevènement de conserver son portefeuille. « Tu es plus jeune que moi, dit le ministre de l'économie à celui de la défense. Il vaut mieux que ce soit moi qui donne ma démission ».

Les fabusiens, cependant, parlent de nouveau, dans les couloirs, de « logique d'exclusion » de la

part des jospinistes, des rocardiens et des amis de M. Chevènement. Ils en voient un signe dans le fait que vingt-deux fédérations soient en litige et, aussi, dans le débat sur la politique économique. L'attitude des jospinistes et des rocardiens paraît incertaine. M. Joseph, chez les rocardiens, est en contact téléphonique permanent avec M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet du premier ministre. Le député du Gers profite, même, de ce qu'il est peu connu des journalistes pour s'échapper discrètement de la Rue de Solferino afin d'aller s'entretenir avec M. Rocard, de retour de Dankeberg. M. Joseph s'était entretenu une première fois avec le chef du gouvernement vers 20 h 30, avant que M. Rocard n'aille soutenir M. Michel Delebarre (avec une heure et demie de retard sur l'horaire prévu) dans sa campagne municipale (Lire par ailleurs).

Le premier secrétaire, un peu épuisé après cette nouvelle nuit blanche, inscrit de sa main sur un exemplaire incomplet la conclusion de l'accord sur le fameux « engagement de solidarité » qui permettra l'« élan » des socialistes. M. Mauroy souligne que, dans la répartition des postes au secrétariat national, c'est l'application d'une « stricte proportionnalité » qui permet à chacun d'obtenir « son dû exact ».

Le dernier acte de la nuit sera certainement surréaliste. Il est 6 h 10. M. Fabius a décidé qu'il partirait sans donner aucun « son » aux radios ni aucune image aux télévisions et aux photographes. La meute de cameramen et de reporters, fatigués et exaspérés par douze heures d'attente sur le trottoir, ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. Le président de l'Assemblée nationale essaye de sortir par la porte principale, rue de Solferino. Il y renonce, devant les projecteurs qui l'attendent. On craint alors qu'il ne tente une sortie par une porte dérobée, rue de l'Université. Une quarantaine de damas du reportage, alourdis de caméras et de magnétophones, glissent à perdre haleine, avec une énergie désespérée, d'une porte à l'autre. Une voiture de patrouille de policiers visiblement ignorants de l'événement, se retrouve au milieu de cette foule hurlante et de visages hostiles, inquiétude, hésitation. La voiture repart, s'arrête, refait un tour.

M. Fabius finit par sortir par la rue de Solferino. Entouré d'une nuée de flashes et de micros, muet, M. Fabius regagne sa R25. Sur le trottoir, il ne reste plus que quelques bouteilles de vin et des papiers-gélat.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PATRICK JARREAU

## Le texte de l'accord « Rassembler à gauche »

Le texte élaboré par les dirigeants socialistes dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 s'intitule : « Rassembler à gauche ».

Ce texte souligne d'emblée que la France « est en pleine mutation ». Si l'action menée par le gouvernement de M. Michel Rocard commence à produire des « effets positifs dans toute une série de secteurs », le PS note que « l'attente des salariés demeure encore profonde ». Malgré « un premier recul », le chômage « demeure à un niveau élevé » ; « après des années de nécessaire rigueur, les aspirations salariales sont fortes » ; enfin, les « inégalités (...) sont de plus en plus mal supportées ».

D'après le texte, ces facteurs expliquent « à l'occasion des élections partielles les abstentions de gauche et la montée de l'extrême droite », et « pour inverser ce mouvement la gauche doit affirmer ses valeurs, celles du socialisme démocratique et de la République ». Le PS juge qu'il faut « rendre toute leur force » à la laïcité, qui « demeure un pilier de la cohésion nationale » et à la citoyenneté, qui est « au cœur du processus démocratique » et « est le meilleur rempart contre les idées d'exclusion de l'extrême droite ».

« Il nous faut affirmer nos valeurs, continue le texte de syn-

thèse. Il nous faut aussi faire passer dans les faits nos ambitions socialistes : assurer la solidarité entre tous les Français, réussir l'intégration des immigrés. Cela ne se fera pas sans une réhabilitation de l'Etat. Il convient donc d'intensifier les efforts de rénovation des grands services publics : éducation nationale, formation professionnelle, santé, justice, sécurité.

« Solidarité, égalité des chances, rénovation de l'Etat, partage, démocratie politique : telle est bien la trame de fond d'une République sociale vivante (...).

« On attend des socialistes (...) qu'ils mettent en œuvre pour les années à venir une politique cohérente, efficace, juste, susceptible de corriger les effets du libéralisme économique et financier, en engageant dès à présent une nouvelle étape de la politique économique et sociale, en renforçant une Europe indépendante à partir d'une France forte. » Il s'agit des « principaux enjeux de la période ».

A propos des échéances électorales, le texte affirme notamment : « Les socialistes se trouvent à la croisée des chemins. Pour gagner en 1993, il leur faudra mobiliser à gauche, toutes les réserves de la gauche, créer un élan majoritaire. » Cela exige « le rassemblement des socialistes au sein d'un parti populaire, un parti de débats et d'idées,

### La monnaie au service de l'économie

Le PS souhaite « une politique économique et sociale volontaire ». Le texte détaille les « résultats indéniables » obtenus et les problèmes non résolus, avant d'indiquer : « L'effort de modernisation réclame, tant des structures productives que des rapports sociaux, doit être amplifié : c'est le sens d'une politique de croissance sociale pour réduire les inégalités. » La politique économique doit donc être « orientée vers l'obtention de la plus grande croissance possible, car sans croissance forte nous ne pourrions ni combattre le chômage ni réduire les inégalités ».

Suit la définition de la politique économique souhaitée : « Une politique de croissance sociale vise à mettre la monnaie au service de l'économie. Il est impératif de desserrer la contrainte extérieure et de dégager un solide commercial positif. Il s'agit là (...) d'un objectif stratégique (...). Il faut encourager l'investissement par une politique monétaire qui favorise la baisse des taux d'intérêt tout en consolidant le franc, en tirant parti des marges de manœuvre permises par les résultats des politiques de désinflation que nous avons menées. Cette politique doit être résolument offensive, dégagée de tout dogme et de tout modélisme (1) ».

Lire la suite page 11

(1) Le texte rédigé en commun au congrès de Rennes par les motions 1 (Mauroy-Jospin) et 7 (Chevènement) et relayé par MM. Rocard et Delors, notamment à cause des options qu'il développait en matière de politique économique et de construction européenne, affirmait, à propos de la politique économique : « Une politique de croissance sociale vise à mettre la monnaie au service de l'économie, à faire baisser les taux d'intérêt, à desserrer la contrainte extérieure et à dégager un solide commercial positif. Cette politique doit être résolument offensive et dégagée de tout dogme. Sans croissance forte, nous ne pourrions combattre le chômage ni réduire les inégalités ».

## Le poids de M. Mitterrand

« Le problème, ce n'est plus François Mitterrand, c'est le président de la République », l'accord auquel sont parvenus les dirigeants socialistes mercredi 21 mars au petit matin ne doit rien à l'esprit de synthèse, qui avait assuré jusqu'alors l'unité du parti et qui s'était perdu à Rennes. Il la doit tout aux institutions, qui interdisent que le chef de l'Etat puisse se retrouver par procuration, à travers M. Laurent Fabius, en mineur dans son propre parti. La pression exercée par M. Mitterrand, en vain, dans la nuit du 17 au 18 mars lorsque la commission des résolutions du congrès était réunie à l'Hôtel-de-Ville de Rennes, a fini par opérer trois jours plus tard. Entre temps, les dirigeants socialistes avaient pris la mesure du désastre provoqué dans l'opinion par leur incapacité à s'entendre.

M. Mitterrand l'a dit lundi et mardi à ses interlocuteurs : à ses yeux, la situation créée à Rennes signifiait l'échec certain des socialistes aux élections législatives de 1993. Au-delà, c'est toute la construction politique à laquelle le chef de l'Etat avait œuvré pendant quinze ans qui se trouvait menacée. Pour le président de la République, les responsables de cet état de choses étaient inconscients : ils ne se rendaient pas compte qu'ils se condamnaient eux-mêmes à l'opposition pour quinze ans au moins. M. Mitterrand estimait de surcroît qu'un parti contrôlé par une alliance Jospin-Rocard face à un groupe parlementaire largement fabusien conduirait le gouvernement Rocard tout droit à une crise constitutionnelle.

Sévère vis-à-vis de M. Fabius, auquel il reprochait d'avoir à Rennes mis des conditions excessives à la conclusion d'un accord, M. Mitterrand comptait, d'autre part, sur certains de ses fidèles, partisans de M. Jospin, pour convaincre le ministre de l'éducation nationale de faire à son adversaire la place à laquelle le vote des militants lui donnait droit. Le président a envoyé des émissaires à M. Jospin. M. Fabius, lui, a vite compris que la seule attitude possible était de se déclarer partisan de la synthèse à tout prix, ou presque.

M. Mitterrand a dû cependant mettre lui-même la main à la pâte. Revenant à Paris, le 17 mars, il a élaboré avec le premier

secrétaire les lignes d'un compromis possible sur la direction du parti. Ce sont celles que M. Mauroy a présentées en fin d'après-midi, à l'ouverture de la réunion des chefs de courants. M. Mitterrand estimait que M. Fabius avait particulièrement exagéré en revendiquant la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), faisant ainsi redoubler autour la formation d'une sorte de parti-bis autour de l'Hôtel de Lassay et de l'organisme de coordination des élus.

### Un coup de badigeon

Le président de l'Assemblée nationale a dû accepter que la présidence de la FNESR soit retirée de la négociation et que la question de son attribution soit renvoyée au congrès de cette organisation elle-même, qui doit se réunir en mai. « Il n'y a pour ce poste ni exclusivité ni exclusive », commentait M. Fabius, mercredi matin. A titre de consolation, le député de la Seine-Maritime a obtenu que l'un des siens soit titulaire, au secrétariat national, du secteur des collectivités locales auquel est attachée la première vice-présidence de la fédération des élus. Ce n'est pas la seule concession faite par M. Fabius : il a accepté aussi que le titre de numéro deux du parti soit associé à la seule responsabilité de la coordination, tandis que la trésorerie, les fédérations et le poste de porte-parole du parti restent aux mains des jospinistes. Enfin, la formule d'un « comité de coordination », qui réduit encore le poids du numéro deux, et que M. Fabius avait refusée à Rennes, a été imposée à Paris. Siégeront dans ce comité un représentant, au secrétariat national, de chacune des cinq motions associées à la synthèse.

M. Jospin et ses amis peuvent estimer que le compromis ne leur est pas défavorable dans la mesure où ils conservent les postes-clés du parti. Cependant, la pilule est amère pour M. Emmanuelli qui, s'il garde la trésorerie, perd le titre de numéro deux. « On a donc fait un congrès que pour cela », a ironisé le député des Landes. Les partisans de M. Jospin étaient nombreux à penser que « cela », c'était beaucoup et même trop. Ils ont

compté un temps sur l'appui des rocardiens pour refuser cette satisfaction à M. Fabius. Après avoir manifesté pendant heures le premier ministre a finalement donné pour consigne aux siens de céder. Les rocardiens se sont bornés à faire comprendre qu'ils ne pouvaient pas voir M. Claude Bartolone, lieutenant de M. Fabius et bête noire des autres courants, accéder à ce poste. « Vous voulez quelque chose de convivial », a dit M. Fabius dans un sourire. Ce sera M. Marcel Debarge, sénateur de la Seine-Saint-Denis, responsable des élections dans le secrétariat sortant.

Vainqueur potentiel du congrès de Rennes, M. Rocard a été empêché de pousser son avantage. La contre-offensive présidentielle a fini par l'emporter, du moins pour l'instant. La synthèse générale s'est imposée mais, comme le disait mardi matin M. Emmanuelli, les jospinistes, les amis de M. Chevènement et les rocardiens sont décidés à hâter la construction d'un nouvel axe majoritaire. Un coup de badigeon a été donné sur la façade, mais les fondations sont à refaire.

PATRICK JARREAU

## La répartition des postes

L'accord auquel sont parvenus les chefs de courant (sous réserve de l'approbation définitive de M. Jean-Pierre Chevènement) prévoit la répartition des postes suivants au secrétariat national :

— Pour la motion 1 : le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, et quatre secrétaires : la trésorerie, les fédérations, la communication (porte-parole) et les études ;

— Pour la motion 2 (Poporen) : les affaires sociales, avec, en outre, un poste de secrétaire

adjoint aux entreprises et à la fonction publique ;

— Pour la motion 3 (Rocard) : les élections, la formation et les questions européennes ;

— Pour la motion 5 (Fabius) : la coordination, assortie du titre de numéro deux, attribuée à M. Marcel Debarge, les droits des femmes, les collectivités locales (avec l'urbanisme et l'environnement) et les relations extérieures ;

— Pour la motion 7 (Chevènement) : les relations internationales, avec, en outre, un poste de secrétaire adjoint.

## Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de : Yvette ROUDY, Sébastien ROYAL, Benoîte GROLLET, Elisabeth BADINTER, Colette AUDRY.

Envoyer 80 F (francs) à 2 F ou chaque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Louis, 75014 Paris. Spécifier le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (100 F de décompte, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).



# Le Monde

## DOSSIERS & DOCUMENTS

MARS 1990 — 8 F

### PREMIER DOSSIER



Le « mal-vivre » de la région parisienne vient de faire l'objet d'un Livre blanc. Pour mieux comprendre le débat qui s'ouvre, le Monde dossiers et documents présente et analyse les enjeux de l'aménagement de l'Île-de-France :

- La complexité du processus de décision d'aménagement.
- D'ouest en est : la course à l'immobilier de bureaux.
- La pénurie de logements sociaux.
- Les difficultés de traitement des ordures ménagères.
- Les transports à Paris et dans sa région.

### SECOND DOSSIER

## L'IRAN SANS KHOMEINY

Neuf mois après la disparition du guide de la révolution islamique, le Monde dossiers et documents évalue le chemin parcouru par l'Iran :

- La revanche des religieux.
- Les difficultés de l'après-guerre.
- Les aléas de la reconstruction économique.
- L'évolution politique et sociale.
- La difficile normalisation de la politique extérieure.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مركز من الامم



## POLITIQUE

### Les débats au sein du Parti socialiste après le congrès de Rennes

#### Vieilles querelles et renaissance de l'Europe

Il y a quelque chose d'un peu désolant dans les débats qui agitent encore le Parti socialiste sur la nécessité de changer de politique économique pour mieux servir la justice sociale.

Les discussions qui ont opposé mardi soir — lors de la tentative de synthèse des différents courants du parti — MM. Chevènement et Bérégovoy sur la nécessité ou la nocivité d'une politique de franc fort, sont en grande partie dépeçées. Non pas que les deux hommes d'intérêt que pratique la France soient sans dommage pour notre économie : malgré des résultats qui s'améliorent d'année en année, les entreprises voient leur épargne laminée par le coût très élevé de l'argent. Leurs investissements — dont dépend la puissance ou l'effacement de notre économie dans l'Europe et le monde de demain — leurs investissements donc, en sont ralentis, même si les chiffres montrent que le pays accomplit un remarquable effort d'équipement. Il y a donc bien nécessité de réduire les taux d'intérêt.

Mais cette baisse souhaitable ne dépend pas seulement du gouvernement français. Elle est l'affaire de tous les grands pays industrialisés, de leur capacité à s'entendre. Et l'on peut être sûr que dans le grand concert international où chacun a tendance à jouer d'abord ses propres intérêts, la France perdrait son crédit et affaiblirait ses positions si sa monnaie était discutée, stakée, ou pis encore, dévaluée.

#### Des marges de manœuvre étroites

Ce que M. Bérégovoy — profitant de l'effort d'assainissement de l'économie française entamée dès 1982-1983 — a bien réussi depuis son retour au ministère de l'économie et des finances, c'est d'avoir accredité l'idée que le franc était une monnaie forte, dont la parité ne serait jamais modifiée par rapport à celle du deutschemark. Une position qui a d'abord paru intenable à la plupart des observateurs français et étrangers, puis a peu à peu été prise au sérieux comme en témoignent différents articles élogieux parus dans la presse anglo-saxonne, une presse généralement peu tendre en matière de changes.

Le ministre de l'économie et des finances répète, et n'a pas tort de le faire, que nous n'avons pas le choix. Un franc fort est la condition nécessaire de la désinflation, et paradoxalement de la compétitivité de nos produits sur les marchés étrangers. Donc de la création d'emplois. Ce qui est moins souvent dit, et c'est dommage, est que les efforts faits par un pays pour faire reconnaître sa monnaie, sont des efforts de très longue haleine, qui se comptent en années. On n'entre pas facilement dans le club des gens réputés sérieux et il faut accepter d'en payer le prix. La moindre défaillance, c'est-à-dire le moindre signe donnant à penser que la France pourrait par exemple ne pas suivre la RFA dans une hausse de ses taux d'intérêt, serait interprétée comme un relâchement. C'est la raison pour laquelle les mois à venir vont être difficiles, si la RFA est amenée à remonter ses taux pour calmer une surchauffe qui se dessine déjà avec l'intégration de la RDA.

M. Bérégovoy a réussi à faire admettre par le Parti socialiste la nécessité d'une politique de franc fort. Il a échoué dans sa demande d'un rappel des exigences de l'appartenance de notre monnaie au système monétaire européen (SME). Là est pourtant toute une partie du problème. Si tous les socialistes ne sont pas convaincus par l'Europe, il leur aurait fallu le dire fin 1985 lorsque M. Mitterrand négociait l'Acte unique, sorte de traité de Rome numéro deux. Le dire pour s'opposer à ce qui était en train de se faire.

Il est bien tard maintenant pour découvrir que l'Europe en train de se faire exige des disciplines nouvelles, un alignement sur les pratiques en usage à l'étranger et finalement quelques abandons. Les socialistes ne devraient pourtant pas se désespérer : l'Europe en train de se faire va créer beaucoup de prospérité en même temps que beaucoup de désordres et d'injustices. Et le gouvernement de Michel Rocard a montré que l'on pouvait créer un revenu minimum d'insertion en même temps qu'on alourdissait un impôt sur les fortunes pour combattre les inégalités.

Les marges de manœuvre sont étroites. Mais elles existent...

ALAIN VERNHOLE

#### L'élection municipale de Dunkerque

#### Le premier ministre prête main-forte à M. Michel Delebarre

##### DUNKERQUE

de notre correspondant

Dans la course à la reconquête de la mairie de Dunkerque qui l'opposera, dimanche 25 mars, à l'ancien maire, M. Claude Prouvovoyeur, sénateur (CNI), et au candidat du Front national, M. Philippe Eymery, M. Michel Delebarre, dont l'élection de mars 1989 a été invalidée par le Conseil d'Etat, a reçu un soutien de poids. Mardi 20 mars, il a accueilli le premier ministre M. Michel Rocard. Ce dernier était déjà venu l'an passé à la même époque, dans les mêmes circonstances, prêter main-forte à son ministre de l'équipement.

Comme l'an dernier, aucune invitation officielle n'avait été lancée, et pourtant l'hôtel communal où était organisée la réunion publique était plein à craquer. M. Delebarre a, d'entrée, fustigé son principal adversaire M. Prouvovoyeur, « qui n'a pas démissionné comme il s'y était engagé lorsque le gouvernement Chirac a fermé le chantier naval, mais qui, battu l'an

passé, a refusé de siéger au conseil municipal ». Il a mis en garde contre une possible alliance entre le RPR, l'UDF et le Front national au second tour, le 1<sup>er</sup> avril.

Dans son intervention, M. Rocard a longuement commenté le congrès de Rennes où, a-t-il dit, « le Parti socialiste ne s'est pas montré sous son meilleur jour ». Ce n'est pas faute d'un large accord politique sur l'engagement fondamental qui rassemble les socialistes, sur le soutien au président de la République et à l'action du gouvernement, sur une nouvelle étape sociale pour gagner les législatures de 1993, a-t-il ajouté. Ce discours, selon M. Rocard, a été occulté par des rivalités internes.

En venant soutenir M. Delebarre, M. Rocard a véritablement donné le coup d'éclat d'une campagne municipale qui, après un départ tonitruant au début de la semaine dernière, donnait l'impression de sombrer dans une sorte de léthargie. M. Prouvovoyeur ne tiendra pas de meeting cette semaine. La liste du Front national organisera le sien jeudi 22 mars, avec M. Jean-Marie Le Pen.

G. L.

Le CRIF proteste contre la venue à Lyon du chef du Parti républicain de RFA. — La section lyonnaise du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a dénoncé, mardi 20 mars, « le caractère provocateur et outrageant de la présence à Lyon, le lundi 26 mars 1990, de l'ancien SS Franz Schönhuber, député et chef du Parti républicain, formation d'extrême droite allemande, des nostalgiques du nazisme, invité par le Front national ». M. Schönhuber

est convié par M. Bruno Gollnisch — tous deux sont membres du groupe technique des droits européens au Parlement de Strasbourg — à une visite de la Foire de Lyon et à un meeting dans une salle du centre-ville. La communauté israélienne demande à M. Michel Noir, député RPR et maire de Lyon, et aux élus régionaux et locaux « d'interdire à ce personnage toute manifestation publique pour respecter la mémoire des victimes du nazisme ».

Suite de la page 9

Selon les socialistes, la poignée publique « doit jouer un rôle d'orientation à long terme grâce à un plan rénové, sélectif, et à une politique industrielle scellant un équilibre dynamique entre secteur public et secteur privé ». Un « grand secteur public concurrentiel (...) est plus que jamais nécessaire ». Le texte prône « des actions spécifiques et ciblées » qui devront être développées à la fois pour « combler nos handicaps » et pour « valoriser nos atouts ».

Le PS réaffirme son attachement à l'économie mixte et refuse le discours de l'« Etat minimum » ainsi que la « paupérisation des services publics ». « Nous ne pouvons accepter, continue le texte, de diminution des ressources de l'Etat au nom de l'Europe qui ne serait pas justifiée par de réelles avancées sociales. (...) Au total, l'Etat doit prendre sa juste place.

« Un plus juste partage des richesses dans un contexte de croissance retrouvée, répond à l'aspiration à combler nos handicaps ».

Le nouveau compromis devrait être un « contrat entre le progrès économique et la cohésion du corps social par la justice sociale, idée maîtresse de la Lettre à tous les Français de François Mitterrand. (...) La proposition de pacte de croissance s'inscrit dans cette perspective ». C'est aux socialistes de « donner l'exemple ».

« Gouvernement et Parti socialiste peuvent et doivent réussir, ensemble, unis et complémentaires dans l'action et la réflexion », résume le texte. Les socialistes « en appellent au monde du travail ». Ils veulent que « ce contrat de justice sociale » rende « sa part équitable au revenu salarial ». C'est le « grand dessein » que le PS veut réussir avec le monde du travail les deux prochaines années.

« Il convient d'abord, continue le document, de redonner aux salaires une évolution plus dynamique que celle des autres revenus. Surtout lorsque ces derniers ne sont pas orientés vers l'investissement. Le relèvement des bas salaires dans le public et le privé, prioritaire. L'augmentation réelle des salaires, contenue dans la limite des gains de productivité, pourra être fixée en tenant compte des résultats des entreprises dans le secteur privé ou parapublic, ou de la croissance dans le secteur public. De plus, il devrait être fait une place plus large à l'extension du salaire différé, notamment par le recours aux fonds salariaux. »

#### Emploi et croissance

La création d'emplois demeure la « priorité ». Elle ne peut résulter, pour beaucoup, que d'un rythme soutenu de la croissance économique, mais « la réduction et la réorganisation du temps de travail peuvent néanmoins concourir réellement à la diminution du chômage ». C'est pourquoi « dans ce sens une nouvelle étape significative doit s'envisager ».

Le PS veut encore « mettre en œuvre une réforme d'ensemble de [la] fiscalité susceptible à la fois d'accroître l'efficacité économique et d'améliorer la redistribution des revenus ». La nature des prélèvements locaux et sociaux, « archaïques, injustes et inadaptés », n'est « plus acceptable » et « l'examen d'une nouvelle fiscalité du patrimoine doit être entreprise ». Enfin, il faut poser le problème de la sécurité sociale en combattant la « logique libérale ».

Les socialistes souhaitent « pousser plus loin la démarche des lois Auroux et Roudy de façon à assurer la représentation des travailleurs dans toutes les instances de décision des entreprises de plus de 200 salariés ». Ils ont l'intention de « favoriser » le renforcement des syndicats.

Le document préconise ensuite

M. Julien Dray : « un Yalta des délégués ». M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne qui avait présenté sa propre motion au congrès de Rennes avant de se rallier à M. Laurent Fabius, a réagi mercredi matin, sur RMC, à l'accord conclu entre les principaux dirigeants socialistes en estimant qu'il fallait un Yalta des délégués, car il fallait que la machine continue d'exister. « On ne sait plus bien ce qu'est être socialiste en 1990, on a l'impression que les socialistes se contentent de gérer la rente de la croissance », a ajouté M. Dray qui s'est déclaré « frustré d'un débat ». « Dans les mois à venir, il faudra bien que les socialistes se posent les questions (...), sinon ils seront battus aux élections », a ajouté M. Dray.

#### Le texte de l'accord

« une action résolue des socialistes » contre « toutes les manifestations de racisme ». Pour « faire barrage à l'extrême droite », le texte veut faire « barrage à la désyndicalisation, à l'absentéisme ou à la dépolitisation, faire barrage (...) à la misère ou à la désespérance quotidienne, c'est la tâche du gouvernement et du parti ». « Nous devons, continue le document, prendre l'initiative d'une puissante campagne de mobilisation et d'explication politiques contre le Front national et pour les valeurs de la démocratie. L'axe de cette campagne sera notre refus du racisme, la défense et l'illustration de notre idée de la France ».

Le document de synthèse propose ensuite « une grande ambition internationale pour la France » en soulignant notamment : « Nous devons faire la preuve que la seule réponse historique à l'évolution des sociétés modernes n'est pas, à l'Est, le retour au capitalisme, ni à l'Ouest, son accentuation, mais le socialisme démocratique ».

Déjà, François Mitterrand a tracé la voie en souhaitant le renforcement de la communauté des Douze et la création d'une confédération européenne... Le renforcement de la Communauté doit permettre de mieux affirmer un modèle économique, social et politique original. Il ne peut se réaliser qu'à travers des politiques communes qui demeurent insuffisantes. Nous devons, de ce point de vue, lier les transferts de compétences envisagées à des progrès effectifs en matière sociale et politique, aux avancées européennes nécessaires à l'approfondissement des droits des travailleurs dans le respect de l'identité des nations et des peuples. Le PS a le souci d'équilibrer les forces du marché par des institutions démocratiquement contrôlées et une action communautaire forte. Enfin, « la remise en cause des inégalités à l'échelle internationale est un enjeu décisif ».

A propos des questions militaires, le texte affirme :

« Le bouleversement de la carte de l'Europe implique qu'un nou-

veau système de sécurité remplace les anciens... Or il n'y a pas de sécurité durable sans équilibre : un vide stratégique au centre de l'Europe pourrait être source de nouvelles tensions (...). Pour que l'Europe soit un continent de paix, nous devons faire en sorte que les réductions de forces, qui interviendront lors des accords de désarmement, aboutissent à une sécurité accrue. La France en prendra sa part. Si, comme nous le souhaitons, des progrès effectifs sont réalisés sur la voie du désarmement négocié, la France peut envisager une diminution de la part des dépenses militaires en proportion du PIB. Mais nous devons faire en sorte que soit maintenu un équilibre de sécurité stable à travers des dissuasions minimales à l'Est et à l'Ouest, dont M. Gorbatchev lui-même a reconnu le bien-fondé.

La France, notamment grâce à sa force de dissuasion, peut apporter une contribution importante à une identité ouest-européenne de défense, au sein d'un système de sécurité collective conçu à l'échelle de l'Europe tout entière.

Dans l'immédiat, la priorité est à la réduction des armements conventionnels et à la correction des asymétries. Il faut également réduire l'armement nucléaire des puissances surarmées. Nous devons construire la paix pour les générations futures. Ayons conscience des responsabilités particulières qui en découlent pour la France.

Le PS abordera ces questions lors de sa convention nationale sur le projet qui se tiendra en 1990.

#### Un parti fort et réuni

Enfin, le texte de synthèse indique que la stratégie de « rassemblement à gauche » implique de « nobilitier » ni l'existence du Parti communiste ni celle d'une sensibilité communiste. Il ajoute : « Dans le même temps, nous devons dialoguer avec tous ceux qui donnent priorité à la justice sociale, aux droits de l'homme, à la tolérance, qui veulent travailler dans la

majorité présidentielle, qui se reconnaissent dans les grandes lignes de la politique de croissance et de progrès social que nous souhaitons (...) avec tous ceux qui militent prioritairement dans les associations et dont les buts sont proches des nôtres, avec tous ceux qui s'étaient éloignés du Parti communiste et qui ne nous ont pas encore rejoints.

« Ainsi, toute une campagne de multiples rencontres dans tout le pays », avec aussi « des syndicalistes, des militants coopératifs », préparera, « sur les deux ans à venir, les États généraux de la gauche et des forces de progrès ». Il serait en effet « fécond que la gauche française se remette en question, qu'elle actualise ses perspectives, ses structures et ses méthodes ».

Le PS veut aussi « faire de l'écologie un axe central de réflexion et d'action ». Les socialistes, « au gouvernement, dans les régions, dans les départements, dans les communes doivent être les premiers écologistes de France (...), [doivent] renforcer la législation, recruter un corps bien formé de contrôleurs, promouvoir une fiscalité favorable à l'écologie, opposer la « croissance propre » au « laisser-faire, laisser-polluer » du libéralisme (...).

En s'appuyant sur sa nouvelle déclaration de principe, le PS devra « élaborer un projet pour la France de l'An 2000, en associant de manière ouverte toutes les forces vives du pays ». Une convention nationale devra fixer les bases de la plateforme du PS pour les élections législatives de 1993. Le document souhaite encore que le PS réunisse une autre convention nationale, consacrée à sa rénovation et à son fonctionnement, et conclut : « Le Parti socialiste doit demeurer un parti populaire, un parti de militants capable de formuler collectivement un projet de transformation sociale et de le faire passer dans la réalité (...). Pour le PS un nouvel élan est nécessaire. Il est voulu par les militants, souhaité par nos électeurs (...). Cet élan ne sera possible que si une volonté claire et sincère de respecter en commun un véritable engagement de solidarité dans l'action nous unit dans l'avenir. »

## CLERMONT POLE POSITION!

11 décembre 1989. Paris - Clermont par autoroute : 3 H 30 / 25 mars 1990. Mise en service de la 6<sup>ème</sup> liaison quotidienne aérienne avec Paris / 25 mars 1990. Achèvement de l'électrification de la ligne ferroviaire Paris/Clermont-Ferrand : Clermont à 3 H 30 de Paris. / Septembre 1990. Mise en service d'une liaison ferroviaire directe, Clermont-Ferrand/Paris en 3 H 08.



Contact : Ville de Clermont-Ferrand - Tél. 73.42.63.63  
Tél. 990 475 F Clerma - Téléfax 73.42.63.39



## POLITIQUE

## Immigration et intégration

Le PS et les Beurs :  
des relations d'utilité réciproque

Le congrès de Rennes a plus été l'occasion de débats d'idées. Confrontés à leurs divisions, les socialistes ont estimé, dans bien des domaines, qu'il était urgent d'attendre, quelle que soit l'actualité des problèmes. Ainsi en a-t-il été de l'immigration et de l'intégration. Sur la fond, les textes des différentes motions témoignaient pourtant d'analyses et de projets sensiblement différents, sinon divergents.

Qu'il y ait-il de commun entre les revendications de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon en faveur de la création d'un « ministère de l'intégration », ou celles de M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann « pour établir un rapport de forces dans la société qui rende possible le droit de vote des immigrés aux élections locales », et « la politique massive, rapide, de naturalisation » que propose M. Jean-Pierre Chevènement ? Le constat fait, par exemple, par les signataires de la motion de M. Laurent Fabius — « les immigrés (...) ont des problèmes d'emploi, de logement, de formation professionnelle (...) de pauvreté... qui sont de même nature que ceux que connaissent certains Français appartenant à des couches sociales défavorisées. Ces problèmes doivent donc être traités pour les uns et les autres » — va à l'encontre de toute mesure spécifique. Il en est de même avec le texte de M. Rocard dans lequel il est dit que « les mesures pour l'intégration ne concernent pas uniquement les immigrés mais s'adressent à tous ceux qui (...) connaissent l'échec et l'exclusion », et que « le droit de vote des immigrés ne peut être conçu comme un préalable mais comme la conséquence, à terme, d'une intégration réussie ».

Il est vrai que la position du Parti socialiste sur ces problèmes n'est pas dépourvue d'ambiguïté.

Entre un discours assez engagé, comme sur la question du droit de vote des immigrés aux élections locales, et une gestion consensuelle de l'immigration fondée sur un accord tacite avec l'UDF et le RPR, sur une « règle du jeu » : contrôle des frontières et exclusion de toute entrée nouvelle à l'exception des réfugiés, des familles et de catégories particulières, stabilisation des immigrés en situation régulière, aide au retour pour ceux qui le désirent. On retrouve d'ailleurs cette même ambiguïté dans l'utilisation faite par le chef de l'Etat du discours sur le droit de vote en dépit des obstacles politiques et constitutionnels qu'il présenterait. A croire que l'immigration est devenue le dernier domaine où le PS puisse « se gâcher ».

Chutes  
et chapelles

« Depuis la fin du dix-neuvième siècle, écrit M. Remy Leveau, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris (1), « les partis de masse ont contribué à intégrer à la société française des couches successives d'immigrants ». De par son discours, le PS est particulièrement attractif pour les Franco-Maghrébins. Dans les faits, remarque M. Leveau, « il est cependant loin d'accepter toutes les conséquences de ce qui peut déjà apparaître comme une structure communautaire », par exemple, à l'occasion des marches « beurs » du début des années 80 ou, aujourd'hui, dans le discours d'une militante socialiste comme M<sup>me</sup> Sultana Cheurfa (2). C'est d'ailleurs ce que résume la motion proposée par M. Jean Poperen. « Pour réussir l'intégration, privilégions la ressemblance (...) ; privilégions la « différence ». C'est l'intégration — choisie la ségrégation. Et au bout de la ségrégation, il y a le ghetto ».

Cette gêne devant les revendications culturelles des Franco-Ma-

ghrébins a poussé le PS à « diluer ce qui pourrait apparaître comme un mouvement particulariste dans un ensemble plus vaste (...) au nom de principes généraux et de solidarités plus vastes comme SOS-Racisme », ajoute M. Leveau. Le dossier a encore gagné en complexité lorsque les Franco-Maghrébins sont devenus un enjeu électoral, surtout dans la perspective des élections municipales de 1989. Les instances dirigeantes, longtemps rétives, se sont alors précipitées au-devant d'un électoral qui avait fait montre d'une relative homogénéité en faveur de la gauche à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988.

Le PS, par la diversité de ses courants et de ses sensibilités, est devenu un terrain idéal pour les Franco-Maghrébins, mais la représentation d'une population spécifique va être « émietlée en avalant des chapelles », constate sans plaisir M. Georges Morin, député national du PS chargé des Français originaires du Maghreb. SOS-Racisme est ainsi réputé fabuliste, tandis que le club Emergence, qui regroupe depuis peu des militants socialistes, se revendique clairement du courant animé par M. Lionel Jospin (3).

Les rapports entre les Franco-Maghrébins et le Parti socialiste peuvent être alors vus sous l'angle d'une stricte relation d'utilité réciproque : le PS donne une image « ouverte » pour tout ce qui touche à l'immigration ; les Franco-Maghrébins jouent au mieux des rivalités au sein du parti pour « mousser » au prix fort leur engagement.

G. Pa.

(1) « Les partis et l'intégration des « beurs », in Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Mélanges Georges Lemaire, Presses de la FNSP, Paris, 1989.

(2) Dans un Appel de socialistes de culture musulmane, des élus municipaux, demandent « le respect de la personnalité culturelle et communautaire des musulmans de France (...) sans lequel l'égalité économique, sociale et juridique ne saurait être réelle ».

(3) Le club Emergence s'est d'ailleurs montré déçu de ce que le Haut Conseil à l'Intégration ait en place par le gouvernement un comité « aucune personnalité issue de l'immigration ».

## En organisant leurs premiers états généraux

Les Français musulmans tentent  
de créer un mouvement unitaire

Vingt-huit ans après la fin de la guerre d'Algérie, les rapatriés de confession islamique vont-ils enfin parvenir à se regrouper à l'intérieur d'un mouvement qui soit vraiment représentatif de leur communauté et capable aussi, au-delà des problèmes spécifiques des familles d'anciens harkis, de parler au nom de tous les Français musulmans ?

C'est le pari du comité national qui a décidé d'organiser, samedi 24 et dimanche 25 mars, à Lyon, les premiers états généraux de la communauté des Français musulmans. Plus de quatre-vingt-dix associations, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont uni leurs efforts dans cette entreprise soutenue par des personnalités de tous les horizons politiques et encouragée par le député aux rapatriés, M. Maurice Benassy, demandeur d'un rassemblement des organisations représentatives.

Dans l'esprit de ses promoteurs, il s'agit, au moment où les pouvoirs publics manifestent la volonté politique de donner un cadre institutionnel à l'expression de la communauté musulmane française, d'essayer de constituer, au sein de celle-ci, une structure qui devienne l'équivalent de ce que représente le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) pour la communauté israélienne. Mais une structure qui soit civile et donc complémentaire du Conseil de réflexion sur l'islam en France institué le 6 mars par le ministre de l'intérieur pour les besoins de la lutte contre les groupements intégristes. Ce qui fait déjà dire à certains qu'il s'agit d'une initiative visant à contrecarrer l'action de M. Pierre Joxe. Parmi les organisateurs de ces états généraux figurent notamment, pourtant, des hommes comme MM. Mohamed Haddouchi et Small Bouffal, dont l'engagement aux côtés de la gauche n'est pas un

secret en Normandie, et comme M. Moussa Abdellatif, un commerçant d'Amiens de sensibilité centriste qui milite surtout sur le terrain socio-culturel.

« Nous voulons favoriser l'expression unitaire de notre communauté, souligne celui-ci, en dehors de toutes considérations politiques et en devenant un vecteur de la laïcité républicaine. Au moment où l'on constate tant de manifestations de racisme, nous voulons aussi dire à ceux de nos frères qui, dans les familles des rapatriés, se laissent parfois bernés par Le Pen qu'ils ne doivent pas écouter l'extrême droite et qu'ils peuvent nous rejoindre pour que nous mettions ensemble au point un projet social dans lequel nous exprimerons notre propre point de vue sur la question de l'immigration ».

Le responsable de la communication, dans la préparation de cette manifestation, M. Michel Arab, ajoute : « Face à l'affaire Rushdie, aux foudrards islamiques, aux crimes racistes, à la justice à deux vitesses, nous tenons à assumer nos responsabilités et à exprimer notre détermination à participer activement aux débats. Qui, plus que nous, peut sur ces questions, porter un regard qui comprend le sens réel de ces interpellations ? Nous voulons récupérer l'espace trop longtemps abandonné à d'autres qui, se réclamant de nos voix, nous condamnaient au silence ».

Le rassemblement de Lyon donnera lieu, par le canal de quatre commissions de travail, à l'exposé des doléances des Français d'origine musulmane et, si les débats aboutissent à la constitution d'un mouvement unitaire assez large pour que celui-ci parle avec autorité au nom de cette communauté, il s'agira bel et bien, comme le dit M. Arab d'un « véritable événement ».

A. R.

□ Le mystérieux Jean Fabien reprend « l'offensive » contre la direction du PCF. — « Jean Fabien », pseudonyme utilisé par un contestataire du PCF, dit-il, parler au nom d'un fantomatique collectif dans les années 1984-1985, est « décidé à reprendre l'offensive » face à la direction du PCF qui « continue de camper au milieu des ruines ». Déjà auteur de

deux ouvrages sur le même sujet, il a fait annoncer, lundi 19 mars, la publication prochaine d'un nouveau livre. « Au-delà de nouvelles révélations sur la direction faillie du PCF, ce livre permettra de comprendre ce qui attend le mouvement en France et en Europe, car la victoire sur M. Marchais et les siens est possible », a déclaré Jean Fabien dans un communiqué.

## Les journées parlementaires du RPR

M. Chirac appelle ses partisans à l'« offensive »  
contre « un pouvoir minoritaire et médiocre »

ARLES

de notre envoyé spécial

« L'heure de l'offensive a sonné », a répété M. Chirac à plusieurs reprises, dans son discours d'ouverture des journées parlementaires du RPR, mercredi 21 mars, à Arles. Le président du mouvement, qui a assigné aux cent trente députés du groupe parlementaire l'objectif de se retrouver à deux cent soixante-dix ou deux cents lors des prochaines élections, a prononcé un discours qui se voulait mobilisateur pour l'opposition tout entière, à laquelle il a proposé une « stratégie d'union raisonnable et pragmatique », mais d'abord pour le RPR, dont il n'a à aucun moment évoqué les difficultés et les divisions, les considérant comme secondaires, voire dépassées. Il a invité également ses partisans à être « optimistes ».

Pour justifier cette sorte d'euphorie, qu'il veut communicative, et entraîner l'adhésion, M. Chirac s'est montré particulièrement critique à l'égard du Parti socialiste, du gouvernement et de M. Mitterrand. Sur un ton à la fois calme et déterminé qu'il n'avait pas utilisé depuis quelque temps, il a ainsi dénoncé, dans les dirigeants actuels du pays, « des hommes qui donnent de la France une image frileuse, anesthésiée, repliée sur elle-même et sans ambition ».

Il a souligné que les élections partielles récentes montrent : « l'échec du socialisme » et, assuré que le Parti socialiste apparaît « déchiré et démodé, sans espoir sérieux de gagner les prochaines élections législatives », car « le socialisme perd sa crédibilité dans le monde où nos valeurs triomphent », il faut donc, a-t-il dit, M. Chirac, « lancer une offensive contre un pouvoir politique minoritaire, médiocre, donnant une image fléchissante et qui ne résout pas les problèmes de la France ».

Pour lui, en quelques mots, « le passif s'exporte largement sur l'océan ». Et M. Chirac fait une critique argumentée de la politique économique avec, notamment, le maintien du chômage à un niveau inacceptable ; il reproche au gouvernement

de n'avoir pas préparé les échéances inévitables. Il fait également le procès de la politique d'éducation, d'une politique sociale « archaïque », sans dialogue véritable, sans prévision des retraites, sans réforme hospitalière, sans volonté d'insertion réelle des plus démunis. Il dénonce les carences concernant la justice, l'immigration, la sécurité, l'environnement, puis, dans tous ces domaines, la politique du gouvernement est « caractérisée par le manque d'imagination ».

« Double  
ou triple langage »

Il s'en prend directement à M. Mitterrand en ce qui concerne la politique étrangère, et notamment à l'égard de l'Allemagne puisque le président français a soutenu M. Helmut Kohl « pour démontrer que la RDA existait encore ». Ainsi, selon lui, « la France, en s'abaissant au petit jeu du double ou triple langage, aura perdu sur tous les tableaux (...) ». La diplomatie française a donné l'impression d'être paniquée et sans influence.

Pour gagner l'alternance politique en France, M. Chirac expose la stratégie de reconquête avec la désignation d'un candidat commun de l'opposition pour l'élection présidentielle. Puis il ajoute : « Une fois adoptée, cette décision aura pour conséquence une stratégie de candidature commune aux élections législatives. Les négociations diplomatiques dans ce dernier domaine devront être conduites par nous avec une fermeté qui justifie la place du RPR dans l'actuelle opposition, place qui est, tout le monde aujourd'hui, la plus importante ».

Par cette allusion, mais sans préciser davantage, M. Chirac s'est-il voulu dire que le RPR ne se contenterait pas d'une simple reconduction de ses députés sortants pour les prochaines élections législatives ? L'ancien premier ministre a estimé indispensable d'en finir « avec notre incapacité de répondre, de façon cohérente et coordonnée, aux initiatives et aux déclarations du gouvernement », annonçant ainsi la désignation pro-

chaine des porte-parole de l'opposition.

Enfin, en ce qui concerne l'organisation elle-même de l'union de l'opposition, il estime que celle-ci « pourrait évoluer vers la mise au point d'un système de nature confédérale, c'est-à-dire où l'identité de chacun est respectée et où la place de chacun est équitable et conforme à ce qu'il représente réellement dans le pays ». Ainsi, pour M. Chirac, la confédération ne doit pas être égalitaire entre toutes les formations de l'opposition mais correspondre au poids spécifique de chacune d'entre elles, ce qui, naturellement, en l'état actuel des choses, accorderait au RPR une place prépondérante.

ANDRÉ PASSERON

La « Force unie »  
prépare  
la convention nationale  
de l'opposition

Les animateurs de la « Force unie », lancée par MM. Michel Noir et François Léotard, ont annoncé, mardi 20 mars à Paris, leur intention de réunir, fin avril ou début mai, tous les élus qui ont adhéré à leur initiative afin de préparer la convention nationale des élus de l'opposition organisée par la commission de coordination de l'opposition. Le texte mis au point et voté par cette réunion d'élus sera ensuite proposé à cette convention.

M<sup>me</sup> Michèle Barzach, MM. Noir, Léotard, Pierre-André Wiltzer, Patrick Devedjian, Gérard Longuet, Claude Malhuret et Jean-Louis Bourlanges ont annoncé qu'une centaine de parlementaires et plus de 3 000 élus avaient déjà adhéré à leur démarche. Quant aux citoyens, ils ont été de 10 000 à 20 000 à répondre aux bulletins d'adhésion publiés dans les journaux. Les maires, selon eux, représentent 58,50 % des élus sympathisants (19 % sont RPR, et près de 26 % sont UDF). La « Force unie », ça marche, a estimé M<sup>me</sup> Barzach.

En exigeant « l'ouverture du collège des élus, de l'ordre du jour et du comité de préparation » de la convention, les partisans de la « Force unie » ne cachent pas qu'ils espèrent « éviter le verrouillage de la convention par les états-majors politiques ».

## En Nouvelle-Calédonie

M. Burck (FLNKS) :  
« Ce sont toujours  
les mêmes qui font  
des affaires »

Le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), principal mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, tiendra, samedi 24 mars, une convention pour élire son président en remplacement de Jean-Marie Tjibaou, assassiné en mai 1989. Cette élection, initialement prévue en janvier, doit en principe départager M. Paul Néaoutyane, maire de Pindimé, numéro un du PALIKA (Parti de libération kanak), soutenu par l'Union progressiste mélanésienne (UPM) et le candidat de l'Union calédonienne (UC), M. Rock Wamytan, conseiller de la province sud du territoire.

Dans un entretien diffusé, mardi 21 mars, par l'AFP, le président de l'UC, M. François Burck, réaffirme que, personnellement, il ne brigue pas la présidence du FLNKS et il s'élève contre les critiques qui affirment que, « sur le terrain, les indépendantistes ne font rien » tout en reconnaissant que « tout ne va pas aussi bien qu'il le faudrait ». « Avant les accords de Matignon, dit-il, les indépendantistes ne possédaient rien. Ça n'a pas changé. Le climat de confiance retrouvé a permis une reprise des affaires. Mais ce sont toujours les mêmes qui en font. En aucun cas les indépendantistes », M. Burck dénonce également « ceux qui essaient de faire croire qu'il suffit de planter un arbre aujourd'hui et de venir chercher les fruits le lendemain ». — (AFP)

# ENFIN ! PARIS-JO'BURG “NON STOP”

Tous les mardis  
dès le 27 mars.

Orly-Sud. Mardi 19 h 25. Décollage du Boeing 747 Super B de South African Airways. D'un seul coup d'aile, vous êtes à Johannesburg à 08 h 50, frais et dispos après une nuit de repos ininterrompue.

SAA, c'est l'Afrique du Sud en tout confort : un service de repas comprenant un choix entre plusieurs plats chauds (même en classe économique !), les privilèges de la Carte Prestige réservés aux passagers réguliers et les avantages exclusifs offerts en Afrique du Sud aux passagers internationaux de SAA.

Et SAA vous propose toujours son deuxième vol direct le dimanche (19 h 15-10 h 15), ainsi que le plus grand nombre de liaisons quotidiennes sans escale au départ d'Europe.

L'Afrique du Sud avec SAA. Le Plaisir sur Toute La Ligne.

**SAA**  
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 42.61.57.87.  
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.03.03.

صباحنا من الامم



19. Les procès de l'immigration  
20. La démission du Syndicat de la magistrature

21. Une enquête sur la drogue compromise  
par une bavure informatique

22. Orson Welles aux enchères  
Une chaîne d'information européenne en projet

## La polémique sur la découverte du sida

« La science ne doit pas se transformer en une jungle ou en un western »  
nous déclare le professeur Luc Montagnier

Dans un entretien accordé au Monde, le professeur Luc Montagnier de l'Institut Pasteur de Paris lance un « appel » au professeur Robert Gallo du National Cancer Institute de Bethesda (Maryland) pour qu'il admette publiquement que le virus du sida qu'il dit avoir découvert n'est en réalité que le résultat d'une contamination de laboratoire. Le professeur Montagnier qui se refuse pour l'instant à envisager l'hypothèse d'une « fraude », n'admet pas que les révélations du Chicago Tribune, si elles étaient exactes, puissent remettre en cause les termes de l'accord franco-américain de mars 1987.

« Quelles sont les grandes lignes du contentieux qui vous oppose au professeur Robert Gallo ? »

En mai 1983, nous avons publié, pour la première fois, dans l'hebdomadaire américain Science, l'isolement du virus du sida à partir de travaux qui avaient été démontrés dans notre laboratoire de l'Institut Pasteur de Paris, en janvier de la même année. A cette époque, bien sûr, nous n'avions pas encore la preuve qu'il s'agissait du virus responsable du sida. En revanche, nous avions bel et bien la preuve qu'il s'agissait d'un virus nouveau, d'un virus très différent de ceux de la famille des virus HTLV décrits auparavant par Robert Gallo.

La deuxième étape de notre travail a alors consisté à établir, en 1983, des résultats d'isolement de virus retrouvés chez des malades appartenant à des groupes à risques pour le sida, puis à obtenir la première démonstration sérologique que les personnes infectées avaient des anticorps contre certaines protéines du virus que nous avions mis en évidence. Nous avons ensuite, toujours en 1983, mis au point, pour la première fois, un test de type Elisa - permettant de retrouver les anticorps chez de nombreuses personnes potentiellement contaminées par le virus.

Ces résultats, ainsi que la morphologie de notre virus observé en microscopie électronique, démontraient que ce dernier était tout à fait différent de ceux composant la famille HTLV. Toutes ces données furent exposées en septembre 1983 à un congrès scientifique américain particulièrement renommé, celui de Cold Spring Harbour. Elles furent alors la cible d'une critique scientifique très vive de Gallo et de ses collègues.

Avant vous, à cette époque, décidé de rompre votre collaboration avec l'équipe américaine du professeur Gallo ?

En aucune façon. Nous avions adressé un échantillon de notre virus en juillet, puis en septembre 1983, à nos collègues américains. Les choses commencèrent sérieusement à se gâter au printemps 1984, lorsque Gallo fit éclater sa « bombe » en baptisant ce virus HTLV 3. On commença alors à comparer les deux isolats viraux, la biologie moléculaire montrant très vite qu'ils étaient très proches. La chose fut absolument confirmée en janvier 1985 avec la comparaison des deux séquences génétiques virales, montrant une identité presque totale. Les nouvelles données dont nous disposons aujourd'hui ont pleinement confirmé l'identité

de structure entre le HTLV 3 B de Gallo et notre « souche » LAV. Il s'agit là d'un résultat très troublant, supposant très fortement la contamination de laboratoire.

Qu'entendez-vous précisément par « contamination de laboratoire » ?

Il est difficile de trop entrer dans les détails. Disons simplement que le virus contenu dans un flacon a pu contaminer d'autres cultures virales du laboratoire et être ensuite identifié comme un nouveau virus.

Une « contamination de laboratoire »

S'agit-il d'une manière poétique ou diplomatique d'évoquer d'autres hypothèses ?

Pour ma part, je m'en tiens à l'hypothèse de la contamination de laboratoire. S'il y a une fraude, c'est à l'enquête américaine en cours de le montrer et à Gallo de se défendre. Je n'ai pas à priori à considérer l'un de mes collègues comme étant coupable. L'accusation est très grave et, pour l'instant, je ne refuse à la porter. Je pense aussi, et je l'ai dit plusieurs fois au docteur Gallo, qu'il devait reconnaître qu'il y avait eu contamination. Cette hypothèse est non seulement pour moi, mais aussi pour l'ensemble de la communauté scientifique, tout à fait évidente. C'est d'autant plus vrai que les derniers résultats obtenus, notamment à Cambridge, en Angleterre, ont pleinement confirmé l'identité des deux virus.

Si Gallo pouvait prouver - c'est d'ailleurs le sens de sa défense actuelle, très alambiquée, - que le malade chez lequel il avait identifié ce virus avait été en contact sexuel à New-York dans les années 80 avec le nôtre, l'hypothèse d'une contamination de deux virus pourrait être vraisemblable. Mais, à mon avis, ce contact sexuel est très improbable.

Je pense, pour tout dire, que Gallo devrait enfin se rendre à l'évidence. Je fais publiquement un nouvel appel en ce sens et si j'en suis prêt à saluer son courage s'il s'y rendait. Bien sûr, il aurait dû le faire plus tôt, vu la situation très difficile dans laquelle il se trouve aujourd'hui ; il n'y aurait pour lui aucun déshonneur à reconnaître une contamination de laboratoire. Il y a eu dans l'histoire des précédents.

A quel moment avez-vous eu l'impression que les Américains tentaient de « réécrire l'histoire » ?

A partir du moment où Robert Gallo a refusé de reconnaître notre apport. Il aurait dû, dans la première publication d'avril 1984, répondre à la question qui lui fut ensuite posée : celle de savoir si son virus était le même que le nôtre. Or il n'a pas, alors, voulu répondre. C'était pourtant à lui, le second, de faire la comparaison entre les deux virus. Il y avait déjà là une entorse à l'éthique que je regrette et que Gallo, je crois, regrette aussi aujourd'hui.

En juin 1985, il y eut à nouveau un coup de tonnerre lorsque l'Office des brevets américain accorda un brevet à Gallo et à son équipe. Nous pouvons dire aujourd'hui que nous avons eu alors la sensation douloureuse d'être dupés et il y eut un vrai mouvement de colère à l'Institut Pasteur de Paris, puisque nous avions, pour notre part, déposé un brevet en septembre 1984. Gallo ne l'avait déposé, lui, qu'en août 1984, et ce



Luc Montagnier

fut sa demande qui fut acceptée la première.

Lors d'une visite aux Etats-Unis, le professeur Raymond Dedonder, alors directeur de l'Institut Pasteur, souligna l'identité des deux virus et la possibilité d'une contamination de laboratoire, hypothèse jugée extrêmement outragieuse côté américain. Cette accusation déclencha une enquête interne faite par le NIH, mais la réponse qui fut donnée en octobre 1985 expliquait qu'une telle hypothèse n'était, en aucune façon, fondée.

Officiellement, on devait en rester là. Jusqu'à l'accord franco-américain établi en 1987...

Début 1987, nous dûmes trouver un accord à la fois scientifique et juridique. Sur ce dernier point, le brevet français fut accepté avec des contreparties américaines ; j'insiste sur ce point. Il faut bien comprendre que l'accord franco-américain ne portait pas sur l'identité des découvreurs du virus du sida. Le brevet porte sur les applications diagnostiques de cette découverte. Pour l'aspect scientifique, Gallo et moi, après consultation de nos principaux collaborateurs, avons rédigé un historique de la découverte.

8 millions de francs par an

Faute de pouvoir trouver un accord, nous nous sommes bornés au rapport des communications les plus importantes des uns et des autres. Il y eut alors une discussion extrêmement serrée, très difficile, entre nous. Ce point aussi est important, puisque certains nous ont accusés d'avoir fait collusion pour avoir le prix Nobel. Je peux dire aujourd'hui que, à l'époque, nous étions poussés par nos directeurs respectifs et par les deux gouvernements.

Il a fallu une dernière réunion la semaine dans un hôtel de Francfort un dimanche, veille de l'accord officiel, pour que nous parvenions à nous mettre d'accord sur cet historique qui, j'insiste, n'implique pas le problème de la paternité de la découverte. Pour notre part, nous avions auparavant évoqué l'idée d'une poursuite judiciaire, arguant du fait que les deux virus étaient identiques, mais nous n'avions pas les preuves indispensables. Il n'y a eu fait que les intéressés eux-mêmes qui peuvent dire s'il y a ou non une contamination de laboratoire.

Regrettez-vous aujourd'hui les termes du compromis de 1987 ?

Non, je ne le regrette pas. Pour le moment, nous attendons

d'avoir et d'analyser le rapport dont parle le Chicago Tribune. Cela dit, nous n'excluons pas le fait de remettre en cause les termes de l'accord franco-américain à la lumière des nouveaux éléments qui pourraient survenir. J'ajoute que le document évoqué par le Chicago Tribune n'a jamais été transmis à nos avocats, ce qui est en contradiction absolue avec la législation américaine sur le Freedom of Information qui impose dans ce cadre une communication de l'ensemble des documents à la partie adverse.

Où en est-on d'un point de vue financier ? Qui aujourd'hui reçoit les royalties de la découverte du virus du sida ?

Il m'est difficile de vous donner des chiffres précis. Je pense que ces royalties pour l'Institut Pasteur sont de l'ordre de 8 millions de francs par an. Mais, ce qui me paraît tout à fait immoral, c'est que les détenteurs du brevet américain touchent, je crois, environ 100 000 dollars par an chacun sur leur part des royalties, alors que les douze signataires du brevet français n'ont rien touché, ces sommes ayant pour l'instant servi à payer les frais judiciaires de l'affaire.

Nous étions presque seuls

Estimez-vous avoir toujours bénéficié d'un soutien suffisant du côté français ?

Tout dépend en fait du moment. Au début de l'affaire, en 1983 et 1984, nous étions presque seuls. Il n'y avait pas grand monde en France pour nous soutenir. Après, bien entendu, les choses ont évolué. Paradoxalement, cette évolution a commencé quand Gallo et ses collègues ont fait publiquement parler d'eux. Nous avons alors bénéficié de ce courant, situation qui n'est pas dénuée d'ironie. En France, et en Europe d'une manière générale, on est trop fréquemment résigné. On croit, du moins dans la recherche en biologie, que les découvertes importantes proviennent toujours des Etats-Unis. Il faut s'insurger contre cet état de fait.

Quelles conclusions tirez-vous aujourd'hui de cette affaire ?

Il faut replacer tout cela dans son contexte. Sept ans ont passé depuis le début de cette affaire et il convient, je pense, de prendre du recul, mais aussi de la hauteur. Bien sûr, toute cette affaire est importante. Elle vient fort utilement nous rappeler que les scientifiques doivent respecter une certaine règle éthique, nous rappeler aussi que la science ne doit pas se transformer en une jungle ou en un western. Les enjeux sont importants pour l'égo et le prestige des scientifiques. Ils peuvent aussi apparaître importants en termes financiers, sans parler de la médiatisation de la pression de l'opinion et des malades.

L'essentiel, malgré tout, est que les scientifiques gardent la tête froide et continuent leurs recherches. L'isolement du virus du sida ne répond pas à toutes les questions que pose cette épidémie à l'heure actuelle. Elle a certes permis de mettre au point des tests de dépistage, de déceler une politique de prévention, de commencer les premiers traitements anti-viraux. Mais on est encore très loin du compte final.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Attente anxieuse à Montchanin (Saône-et-Loire)

## Une décharge empoisonnante

On devrait connaître, vendredi 23 mars, le résultat des analyses effectuées sur les déchets de la décharge industrielle de Montchanin (Saône-et-Loire), fermée le 18 juin 1988. Des fouilles ont, en effet, été entreprises, à la demande du ministère de l'environnement, à la suite des plaintes des riverains, qui soupçonnent l'ancien exploitant de la décharge d'avoir enfoui toutes sortes de déchets non autorisés. Un casse-tête pour les élus, l'administration et les habitants de Montchanin, aujourd'hui décidés à en finir.

MONTCHANIN

de notre envoyé spécial

Une véritable peste. La décharge de Montchanin, pourtant fermée depuis neuf mois, est en train de rendre tout le monde malade. Les riverains, dont les fenêtres plongent sur le trou béant, ne supportent plus aujourd'hui l'idée même de ces déchets enfouis pendant dix ans sous leur nez. « Mes trois brebis ont perdu leurs agneaux, sauf un, qui est né de la brebis », constate Stanislas Trzciński, un solide ouvrier de Creusot-Loire aujourd'hui en pré-retraite. « Moi-même, j'ai 17 de tension et j'ai eu deux malaises en m'occupant du jardin ». Un voisin, concierge d'usine retraité, a perdu dix-huit arbres, noyés sous les eaux de la décharge malencontreusement dévêtues par le creusement d'alcôves supplémentaires. Il a fallu que l'exploitant du site remblaye son terrain avec 1 000 mètres cubes d'argile tassée sur plus de 3 mètres d'épaisseur ! Quant à Daniel Noury, qui a passé vingt-sept ans aux aciéries de Creusot-Loire, sans accident de santé, le voici aujourd'hui malade du foie et allergique aux émanations de la décharge. Son beau-père a eu un œdème pendant plusieurs mois, après avoir ouvert sa fenêtre le jour où il ne fallait pas. Et il affirme connaître neuf cas mortels de cancer du pancréas « rien que dans le quartier de la gare ».

Un professionnel « douteux »

Fantasmes, illusion collective ou affections bien réelles ? Pour en avoir le cœur net, les autorités ont fait procéder, en septembre dernier, à une analyse de l'air et des jus de la décharge par un professeur de médecine de Rouen, Jean-Michel Jouany. Dans un rapport de huit cents pages, celui-ci constate que la toxicité à l'intérieur des alcôves est « très importante », mais il avoue qu'« il est difficile de faire une relation entre les concentrations nocives et les manifestations pathologiques ».

Son confrère en exercice à Montchanin, Dominique Foucault, signale, pour sa part, une nette recrudescence des cas de conjonctivites, de sinusites, de maux de tête et de toutes les affections qui provoquent l'irritation des voies respiratoires. Mais il faudra attendre les résultats de « l'enquête longitudinale rétrospective », menée par la Caisse d'assurance-maladie, pour pouvoir chiffrer et identifier ces affections.

Chez les élus, l'embarras est extrême. L'ancien maire socialiste de Montchanin, Pierre Forest, qui a négocié la location de ce terrain

en pleine ville pour en faire une décharge et qui s'est obstiné à la défendre pendant dix ans, ne veut plus rien dire. Son successeur depuis 1989, Pierre Cornetoup, conseiller général RPR, reproche à son prédécesseur d'avoir passé un marché avec un « professionnel douteux », en l'occurrence M. Luc Laferrière, homme d'affaires lyonnais, plusieurs fois failli, qui avait confié à son épouse, sœur d'un membre du cabinet de M. d'Ornano - alors ministre de l'environnement - la présidence de sa société Déblais-Services... Mais M. Cornetoup ne sait comment se débarrasser de la décharge, dont il vient d'hériter.

Le député de la circonscription, Didier Mathus, ancien suppléant de Pierre Joxe - qui a fait fermer la décharge - n'a découvert le problème qu'il y a un an. « Ça sentait mauvais ; mes amis socialistes prétendaient le contraire ». Il souhaite la justice, aujourd'hui saisie, « aille jusqu'au bout », y compris en s'en prenant aux hauts fonctionnaires qui ont laissé faire.

Le confinement sous condition

L'administration, elle aussi, s'en remet à la justice, afin de savoir si elle doit poursuivre les fouilles ou non. Mais elle s'attache surtout à « renouer le dialogue », comme dit Michel Moussel, le directeur de la prévention des pollutions. Un dialogue pratiquement impossible aujourd'hui, tant la confiance est ébranlée. Les Montchaninois, à qui on a tant vanté cette « décharge modèle », ne veulent plus entendre parler de l'une chose : l'enlèvement immédiat des déchets.

La société Elipol (filiale d'Elf-Aquitaine), qui a malencontreusement racheté la décharge juste avant sa fermeture, affirme que l'enlèvement des déchets (entre 500 000 tonnes et 1,2 million de tonnes, selon les estimations) prendrait plusieurs années, en admettant qu'on trouve un repreneur. « Il faut procéder sans attendre au confinement du site », explique René Grossmann, son directeur général. Sinon, nous ne pourrions pas contrôler les eaux de ruissellement l'hiver prochain. « Le confinement à une seule condition, réplique l'animateur de l'Association de défense de l'environnement de Montchanin (ADEM). Pierre Barreton, qui se bat depuis dix ans contre la décharge, c'est qu'on puisse en garantir l'étanchéité. Or je constate que le fond de la décharge repose sur trois puits de mine, deux galeries et une faille géologique, ce qui rend son étanchéité problématique ».

En attendant une décision, on s'occupe des eaux résiduaires de la décharge. Les jus concentrés sont recueillis dans des cuves de stockage, puis expédiés à grands frais dans une usine de traitement de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Un technicien chimiste effectue des prélèvements dans le bassin de rétention qui vient d'être creusé, cependant que son compagnon, conducteur de travaux, dessine un projet de déchetterie pour la ville voisine de Gueugnon... Les ordures, ramassées à la surface lors de la dernière campagne de fouilles, ont été aspergées de chaux pour ne pas trop empuantir. Et le trou laissé par les fouilles a été hâtivement bouché par les pompiers pour éviter la prolifération des insectes.

ROGER CANE

L'Institut Pasteur n'exclut pas une remise en cause de l'accord de mars 1987

Le professeur Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur de Paris, a déclaré mardi 20 mars que l'accord franco-américain de mars 1987 sur le virus du sida pourrait être remis en cause « si les révélations du Chicago Tribune étaient exactes. Mais « avant de prendre toute décision », la direction de l'Institut « cherche à se procurer le rapport », précisant que ce dernier, contrairement à ce qui est souvent dit, « n'a jamais reconnu au professeur Gallo le titre de découvreur ou de codécouvreur du virus du sida ».

MICHAEL DOUGLAS KATHLEEN TURNER DANNY DEVITO

Oliver et Barbara Rose pour le meilleur et pour le pire !

# LA GUERRE DES ROSE

THE WAR OF THE ROSES



## SOCIÉTÉ

Le procès des auteurs de l'incendie du cinéma Saint-Michel à Paris

## Les croisés de l'intolérance

Cinq catholiques intégristes ont comparu, le mardi 20 mars, devant la dixième chambre du tribunal correctionnel de Paris. Ils étaient notamment poursuivis pour avoir participé à l'incendie du cinéma Saint-Michel à Paris, où était projeté, le 22 octobre 1988, le film de Martin Scorsese *La Dernière Tentation du Christ*. Treize personnes avaient été blessées, dont quatre gravement intoxiquées.

Ces croisés-là sont fatigués. Ils sont cinq, cinq chrétiens intégristes, plus ou moins proches de toutes les chapelles de la contre-Réforme. Ardents petits soldats, en octobre 1988, du Collectif contre le blasphème, ce carrefour de toutes les exaspérations traditionalistes et lepénocatholiques suscitées par la sortie, à Paris du film de Martin Scorsese, *La Dernière Tentation du Christ*.

Ils avaient été de toute l'agressive campagne d'hostilité menée par les amis de Mgr Lefebvre ou ceux de Saint-Nicolas-Chardonnat, bref par toutes les officines nostalgiques d'une France à la foi pure et dure, pour empêcher la mise en place de cette œuvre cinématographique au pays de la liberté d'expression. D'autres jeunes gens, ou eux-mêmes, avaient manifesté le 28 septembre, menacé par tous les moyens de l'inquisition, le « bombe » des façades, les coups de téléphone anonymes, les bagarres, les bris de vitrines... Tout tenté, tout réitéré — au total plus d'une quarantaine de délits mineurs — pour dissuader les spectateurs et les distributeurs de voir ou de laisser voir le Christ revêtu d'une scène d'amour avec Marie-Madeleine.

Ces cinq-là, au plus fort de cet automne de l'intolérance, s'étaient même crus autorisés à passer à l'acte de manière plus tranchée. Leur refus du Démon pouvait se nourrir de l'incendie volontaire : dans la nuit du 22 au 23 octobre, ils étaient allés mettre le feu au cinéma Saint-Michel. Treize blessés, dont quatre gravement intoxiqués. Un spectateur anglais plongé deux jours dans un coma profond. Leur Christ était vengé de cette « tentation ».

## Prêches dans une cellule

Ils sont cinq à l'audience de la dixième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, mardi 20 mars, si mal à l'aise, étroits de nuque et de mise, si différents de leur méchant croisé. Emmanuel Doussau, vingt-quatre ans, considéré comme l'instigateur et le coordinateur des actions incendiaires, a le visage angélique d'un jeune curé. Thomas Lagourgue, vingt-six ans, et Georges Le Roux, vingt-neuf ans, ressemblent aux moines rigides du monastère de Sainte-Madeleine du Barroux (Vaucluse), qui les accueillent régulièrement, comme il reçoit Jean-Marie Le Pen à l'occasion des retraites du chef de file du Front national.

Ils se présentent comme des communistes au peu exaltés, rayonnants de leurs convictions jusqu'à l'exagération, mais qui n'auraient jamais pu imaginer ainsi les conséquences de leur « humiliation ». Ils participent au pèlerinage de Chartres et fréquentent le Centre Henri et André Charlier, animé par Bernard Antony — alias Romain Marie, — député européen du Front national et inspirateur de plusieurs associations intégristes.

Traditionalistes assurément, mais bons garçons. L'un d'eux, au soir de sa mise sous écrou, ne s'était-il pas jeté à terre, en prière, au milieu de sa cellule ?

Rien, à suivre ce procès minime, comme en réduction, d'un commando d'irréductibles. Leur faute, s'ils concèdent ce terme, est le fruit de leur haine de ces fornications sur grand écran, des circonstances, et peut-être de leur jeunesse. Emmanuel Doussau, qui a préparé le mélange explosif, assure ne pas avoir connu ses compagnons de justice nocturne avant la sortie du film maudit. S'il s'est retrouvé seul animateur de quatre associations activistes,

c'est simplement parce que ses amis — jusqu'à Romain Marie — s'étaient séparés devant la tournure prise par les événements.

C'est lui, et lui seul, qui avait contacté Thomas Lagourgue et lui avait proposé une première opération, le 11 octobre, au cinéma Gaumont-Opéra. Christophe Revellard, vingt-six ans, avait tout bêtement lu un tract du collectif, à la sortie du film. Scandalisé, il avait téléphoné. Hubert Pillot aurait presque pu venir, à l'entendre, à la place de son frère, inconscient, comme les autres, des dangers encourus.

## Les actes et les âmes

Bien sûr, ils regrettent, du bout des lèvres, pressés par leurs avocats, Emmanuel Doussau s'était « laissé entraîner par [son] élan ». Thomas Lagourgue croyait sincèrement avoir pris soin, au cinéma Gaumont, avant d'écraser son ampoule, de laver de l'outrage une salle vide de spectateurs. Au Saint-Michel, ils ne pouvaient prévoir que le mélange s'enflammerait aussi vite. Au Ciné-Beaubourg, le 10 octobre, Christophe Revellard n'avait pas osé lâcher l'acide sulfurique. L'engin n'avait pris feu qu'un matin, dans une poubelle.

Ces croisés démolis expliquent, à voix basse, que leur vengeance ne s'exécute qu'en générique de fin de la dernière séance, dans des salles voisines de la diabolique projection. Au fond, c'étaient là brouilles, empressément de jeunes intégristes livrés à eux-mêmes. Curieusement, le président du tribunal, M. Jean-François Périé, paraît se satisfaire de cette explication à la baisse. Il s'inquiète de leur naïveté, les trouve chanceliers, puisqu'il aurait pu y avoir des morts. Il ne veut surtout pas que soit soulevée dans son prétoire la polémique religieuse sur le film de Scorsese : « Nous ne sommes pas au Festival de Cannes ».

M. Périé s'étonne, en effet, que ces enfants du Christ-Roi aient pu jouer avec des allumettes sans plus de précaution. Au-dessus du Saint-Michel, six étages d'appartements. « Heureusement pour vous, note-t-il, les pompiers de Paris sont efficaces. » S'il les prend pour des nerfs, il n'en laisse rien paraître. Il comprend mal, simplement, que ces cinq-là, si peu familiers, se soient aussi vite entendus sur des opérations qui requièrent de l'entraînement.

Le plus bel acte de bravoure de la Restauration nationale et catholique se solde par un procès biaisé. Simple affaire d'incendie volontaire qui a mal tourné. Les jeunes gens étaient pourtant poursuivis pour association de malfaiteurs et pour une liste impressionnante de chefs d'accusation. Plus tard, les avocats des parties civiles oseront prononcer les mots de fanatisme et de terrorisme. Très déplacés, apparemment, dans cette enceinte.

Il y avait pourtant, ce mardi, de quoi replacer l'histoire du Saint-Michel dans son contexte. Le prêtre du monastère du Barroux, Dom Gérard Calvet, témoin de moralité des prévenus, tiendra même des propos qui, ailleurs, vaudraient une bonne inculpation pour incitation à la violence. « Peu importe la façon dont ils ont traduit leurs motivations, expliquera le saint homme. On ne s'intéresse pas aux actes mais aux âmes ».



SERGEY

Ce « peu importe » provoquera la colère des victimes présentes. Ce sera le seul écho d'une autre vérité de l'intégrisme violent. Procès banal. Banal incendie. Pour le plus responsable, Emmanuel Doussau, le substitut du procureur, M<sup>me</sup> Dominique Plaque, se contentera de requérir une peine de trois ans d'emprisonnement, incluant la détention provisoire, « le reste assorti du sursis ». Emmanuel Doussau a passé moins d'un mois et demi en prison.

La représentante du ministère public laisse entendre une explication. Relatant les faits, M<sup>me</sup> Plaque évoque les interrogatoires, en 1988, au cours de l'enquête, de plus gros bonnets du traditionalisme musclé : Jean Karyanakis, Pierre Soleil, Régis Foy et Michel Valadier, secrétaire général du Centre Charlier. Au domicile de certains d'entre eux, les policiers avaient retrouvé du matériel pouvant entrer dans la préparation d'attentats, une note confidentielle sur la fabrication de bombes lacrymogènes, des gants,

des poudres suspectes. Et un texte anonyme appelant à des opérations plus radicales contre le film de Scorsese.

Ces chrétiens seront remis en liberté et bénéficieront, plus tard d'un non-lieu. Tous déploreront sincèrement l'épargnement de leurs jeunes sympathisants, comme si le traditionalisme de ces derniers était décidément trop mal assimilé. « On peut regretter, en ce qui concerne Doussau, explique le substitut, que des gens ayant des responsabilités au sein de ces associations aient fidèles ces responsabilités ». Doussau et ses quatre compagnons de croisée isolée ne seraient donc que des lampistes, des exécutants lâchés par leurs chefs. La police, comme la justice, a manqué les intégristes de pointe, soupçonnés, au moins moralement, d'avoir inspiré cette grégarité de moines-soldats. Peut-être le procès du dépit.

Le jugement sera rendu le 3 avril.

PHILIPPE BOGGIO

Dénouant une « désacralisation » de la cathédrale

## Des traditionalistes s'opposent à la création d'un centre médiéval à Chartres

CHARTRES

de notre correspondant

Une vive polémique vient d'être déclenchée depuis le prieur de Chartres, près de Châteaudun, par une poignée de fidèles de Mgr Lefebvre. Tracts distribués dans la ville, article éhémère dans le journal d'extrême droite *Présent*, création de comités de défense : l'objet de ce courroux est le projet de centre médiéval lancé par le maire (PS), M. Georges Lemoine, accusé de brader la cathédrale au profit de la « culture business ».

Pour eux, « la cathédrale est menacée dans sa raison d'être par une municipalité iconoclaste ». « Sa désacralisation serait un véritable traumatisme culturel et moral pour la nation ». Dans une lettre adressée au président de la République, M. Bernard Antony, président du Centre Charlier (organisateur du pèlerinage de Pentecôte), va jusqu'à affirmer : « Vous n'ignorez pas qu'Hitler n'a pas osé toucher à Chartres » (haut lieu du catholicisme en Pologne).

Les traditionalistes tentent-ils une action de récupération, comme le pense le chanoine Herouet, curé de la cathédrale ? En tout cas, ils ne sont pas tous d'accord entre eux. M. Michel Valadier, délégué général de l'association Renaissance catholique, estime que, dans le projet incriminé, « il n'y a pas de quoi fonder un chat ». De fait, on ne voit pas très bien en quoi cette initiative peut porter atteinte au caractère sacré de la cathédrale.

Situé sur « les Champs-Élysées de la culture », qui vont du Louvre aux châteaux de la Loire en passant par Versailles, Chartres ambitionne de devenir un grand centre international du Moyen Âge. Elle veut attirer plus lon-

guement les touristes et valoriser son image. Le projet de M. Georges Lemoine prévoit l'aménagement, sous le parvis de la cathédrale, face à l'édifice, de 15 000 mètres carrés de sous-sol pour y installer un musée d'art religieux.

L'historien Georges Duby, spécialiste du Moyen Âge, s'est associé au projet. Le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, et M. Emile Biassini, secrétaire d'État chargé des grands travaux, soutiennent cette initiative. La Caisse des dépôts et consignations et les collectivités locales ont donné leur accord pour le financement. Une inscription du projet au titre des « grands travaux de l'État » est demandée. L'inauguration est espérée pour 1994, ce qui correspondrait au huitième centenaire de la cathédrale et au quatrième centenaire du couronnement d'Henri IV.

CHRISTIAN HOUISSE

## ÉDUCATION

A propos de l'inspection générale

M. Guy Bayet s'en prend à M. Jean-Claude Barreau

M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, a réclamar publiquement, samedi 17 mars à Strasbourg, la révocation d'un inspecteur général de l'éducation nationale, M. Jean-Claude Barreau, nommé au tour extérieur en 1986.

M. Bayet accuse M. Barreau (pompier, depuis, président de l'Office des migrations internationales et président du conseil d'administration de l'Institut national d'études démographiques) de s'être attribué une licence d'historien et une licence de droit qu'il n'aurait jamais obtenues. Ces titres, qui figuraient depuis 1977 dans sa biographie publiée au *Who's Who*, ont été supprimés dans l'édition de 1989. « Cet homme a manqué gravement à l'honneur en avançant des diplômes qu'il ne détenait pas », a souligné M. Bayet.

Pour M. Barreau, cette accusation constitue « une attaque ad hominem sans précédent. Il est évident, compte tenu de ma biographie, et je ne m'en suis jamais caché, que j'ai fait des études supérieures ecclésiastiques. Cela a créé l'équivoque, nous a-t-il déclaré. Mais je n'ai jamais excipé d'aucun diplôme devant aucun de mes employeurs publics ou privés. A cinquante-sept ans, ma vie passée et actuelle me qualifie, me semble-t-il, pour les différentes fonctions auxquelles j'ai été nommé au conseil des ministres ».

[On indique au ministère de l'éducation nationale que la fiche individuelle remplie sur les indications de M. Barreau lors de sa nomination porte mention d'une licence en théologie de la faculté catholique de Paris et d'un diplôme de droit (diplôme qui sanctionnait deux années d'études). Il s'agit, avant la réforme de l'inspection générale de novembre 1983, aucune exigence de titre ou de grade pour accéder à cette fonction. D'autre part, M. Barreau avait été nommé en application de la loi de 1984 sur l'inspection d'un tour extérieur dans les corps de contrôle de la fonction publique, dans laquelle la seule condition est l'âge minimum de quarante-cinq ans. La Société des agrégés a déposé un recours devant le Conseil d'État contre cette nomination, mais celui-ci n'a pas encore rendu son avis.]

Assemblée du calendrier scolaire. — Selon un décret publié au *Journal officiel* du 20 mars, les recteurs pourront désormais « adapter » le calendrier scolaire et les dates de vacances des établissements de leur académie (*le Monde* du 27 janvier). Ces ajustements locaux ne pourront modifier ni la durée totale ni l'alternance des périodes de travail et des périodes de congé. Ils permettront, en revanche, de mieux tenir compte d'événements particuliers (comme les fêtes locales), d'expérimentations pédagogiques ou de situations géographiques spécifiques comme en Corse, aux Antilles ou à la Réunion.

## L'autre catalogue

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS  
EN GRECE 2600 F\*  
A DJERBA 3620 F\*  
A TENERIFE 3640 F\*  
EN EGYPT 5130 F\*  
A LA MONTAGNE 1420 F\*\*

3615 Aquarius

\* Prix à partir de, départ à dates fixes, prix par personne, voir Paris-Paris, semaine au dimanche double, pension complète.  
\*\* Station-station.

Je désire recevoir gratuitement le brochure printemps-été 90

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

coupon réponse à renvoyer à :

club  
aquarius

113 avenue de Verdun  
92441 Issy-les-Moulineaux Cedex



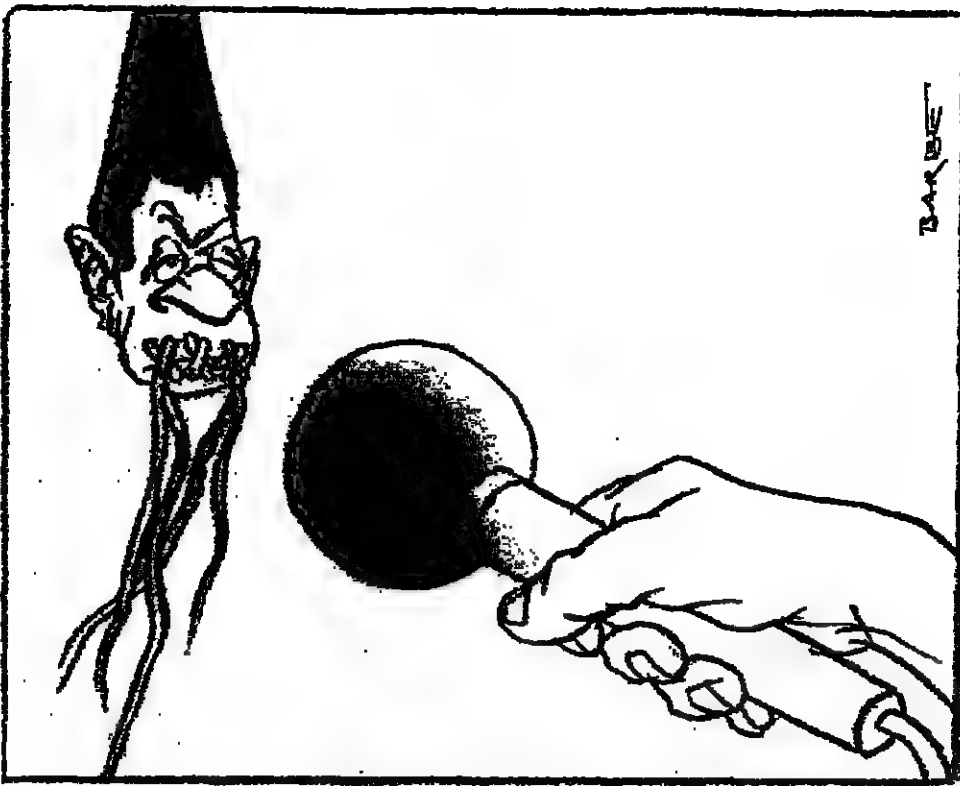
PRINTEMPS

صلى الله عليه وسلم



# Le Monde

## CAMPUS



### Les aventuriers des grandes écoles

Battre le record du monde de vitesse à la voile, rééditer l'exploit de l'aviateur Clément Ader, observer la planète en ULM... Autant de défis d'étudiants qui veulent marier aventure et haute technologie.

C'est peut-être dans les bureaux des grandes écoles que se trouve la nouvelle génération des aventuriers.

Ces étudiants à l'allure parfois trop sage, mais à la tête bien pleine, n'ont pas encore vingt-quatre ans pour la plupart. Leur univers scolaire : de longs couloirs et une entrée de portes qui cachent toutes la même décoration, des écrans d'ordinateur et l'atmosphère studieuse d'une séance de travaux pratiques.

Leurs rêves : métamorphoser courbes et abîmes en risques calculés et aventures vécues. Leurs défis : forment technologiques. Comme celui lancé à l'ENSTA (École nationale supérieure de techniques avancées) par un groupe d'étudiants de différentes promotions, pour tenter de battre le record du monde de vitesse à la voile. Baptisé « Techniques avancées », le voilier volant (un catamaran sur foils) devrait en prélude à la semaine internationale de vitesse de Brest, du 24 mars au 1<sup>er</sup> avril, passer la barre toute neuve (1<sup>er</sup> mars) de 42,91 nœuds, soit environ 80 km/h. Il serait alors le premier voilier à naviguer deux fois plus vite que le vent.

Un exploit qui réclame des connaissances scientifiques et technologiques de très haut niveau : des voiles classiques remplacées par deux ailes rigides d'acier, une coque bourrée de carbone et un simulateur pour prédire en chambre le comportement de l'engin. « Notre démarche est totalement aéronautique », explique l'un des assistants du skipper officiel, Laurent Bourgnon, présenté à l'âge de vingt-trois ans comme le nouveau Tabarly.

#### Sur les traces de Clément Ader

Une démarche soutenue par la direction générale pour l'armement, dont l'ENSTA dépend, qui finance la réalisation technique et le fonctionnement du projet à hauteur de 2,5 millions de francs, « plus suivant les prestations de services », confie un des membres de l'équipe.

Au total, trois années de préparation pour une douzaine d'étudiants, dont l'école a accepté que leur travail soit assimilé à l'obligatoire projet de fin d'études.

Se reportant cent ans en arrière, une vingtaine d'étudiants de l'École centrale de Paris ont choisi de partir sur les traces du pionnier français de l'aviation, Clément Ader. Le projet, baptisé Eole 90, a pour but de faire traverser la Manche dès cet été à une machine volante aux allures de chauve-souris. Lauréat du grand prix de l'Ad-

respatiale (200 000 francs), le projet, malgré des débuts difficiles, a ouvert en grand les portes de sponsors tels qu'EDF, dont la parenté avec l'aviation n'est pourtant pas évidente.

Un budget de 1 million de francs pour reconstruire, avec de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques, un avion qui, aujourd'hui, en coûterait trente fois plus tellement la complexité de la structure nécessite de travaux.

C'est Patrick Baudry qui s'installera au manche à balai. Le spationaute français survolera le Channel à la vitesse de croisière de 40 km/h. Un événement que les étudiants veulent très médiatique, au moment même où une commission interministérielle (défense, télécommunications et culture) s'approprie, à l'occasion du Salon de l'aéronautique du Bourget le 24 juin, à célébrer le centenaire de Clément Ader.

#### La Terre en trois dimensions

Au lieu de rendez-vous avec l'actualité en revanche pour les « jeunes explorateurs » - trois étudiants en géographie, économie et informatique - qui vont un an et demi durant, traverser vingt-sept pays et parcourir 160 000 kilomètres. Un tour du monde, au budget de 2,35 millions de francs, qui doit permettre de jeter un regard neuf sur la manière dont l'être humain a façonné son environnement. Dans la ventre de leur véhicule d'observation terrestre - un B 80 Renault 4x4, - les jeunes explorateurs ont glissé un ULM (ultra léger motorisé).

C'est à partir d'une altitude de 50 à 1 000 mètres que les frères Archambeau (Sorbonne) et Denis Gittard (École supérieure d'ingénieurs et d'électronique automatique) vont survoler les grandes constructions humaines et étudier les liens et les effets qu'ils produisent sur l'environnement d'une parcelle de terre ou de toute une région. La baie James au Canada, le barrage d'Itaipu au Brésil, les mines de cuivre au Chili ou la mosquée bleue d'Istanbul sont au programme de ces recherches, qui pourraient s'intituler « de la toupe à la jumelle », puisque les jeunes explorateurs se proposent à leur retour de « superposer » les photos satellitaires transmises par Spot II, les photos aériennes prises à partir de l'ULM et les photos prises sur le toit de leur camion.

Une image de la Terre en trois dimensions qui intrigue les chercheurs et passionne la fondation Kahn, qui y voit une manière originale de faire revivre les opérateurs photographes dépechés au siècle dernier par le financier et mécène Albert Kahn. Grâce à lui, près de soixante-douze mille autochromes (photos sur plaques de verre) sont aujourd'hui conservées à Boulogne.

Aventure en trois dimensions également, pour neuf étudiants de l'ISEP (Institut supérieur d'électronique de Paris) dont l'objectif était de relier, entre le 28 février et le 31 mars, la base

spatiale de Kourou, en Guyane française, en 4x4, en pirogue et à pied.

Pour les guider parmi la tribu des Seringueiros, les « salueurs d'hévéa », celle des Xalapi, perdue au fond de la forêt amazonienne, ou les protéger de la folie meurtrière d'Ola-poque, la ville far-west des orpailleurs, les étudiants parisiens se sont assurés les services de Pedro Ramos, le successeur direct au Conselho do Amapa, de Chico Mendes, récemment assassiné.

Pour le remerciement, il est prévu de lui offrir les deux 4 x 4 de l'expédition. L'un servira d'ambulance à la communauté des Walaipi et l'autre fera office de voiture de fonctions à leur mentor, défenseur de la forêt amazonienne et, pour cela, menacé de mort par les grands propriétaires. Ce n'est qu'après une semaine de navigation en pirogue et une longue et périlleuse traversée de la forêt en situation de survie que les futurs ingénieurs prendront possession d'une Range Rover transformée en véritable laboratoire de télécommunications. A l'aventure humaine se mêle en effet une aventure technologique. Il s'agit d'expérimenter, en liaison avec le CNES (Centre national d'études spatiales), un nouveau système de téléphone de voiture grâce à une liaison hertzienne directe via satellite.

Baptisé Sycomores, le projet a pour but de préparer l'horizon 1996, date à laquelle le lancement de trois satellites dits géosynchrones inclinés, permettront à l'importer quel automobile de téléphoner de n'importe quel endroit de l'Europe. Pour assurer une couverture médiatique de leur expédition, les étudiants de l'ISEP transmettront quotidiennement, du 26 au 31 mars, un compte rendu de leur journée qu'Europe 1 retransmettra au cours des pages d'actualité.

Grâce à un nouvel appareil de prise de vues (Canon 780) et d'un système de transmission mis au point par Kodak, les ingénieurs aventuriers expérimenteront un nouveau procédé de téléphoto magnétique. Ainsi une photo prise en pleine forêt d'Amazonie sera, trois minutes plus tard, à la rédaction de France-Soir, qui publiera, du 26 au 31 mars, une image événement de l'expédition.

Soul regret de l'équipe, maintes fois dissuadée de partir à cause des dangers que cela représenterait : ne pas avoir réussi à convaincre une seule des filles, qui pourtant composent le quart de l'effectif de l'école, de partir avec eux.

Un regret unanimement partagé dans les écoles où, même si l'aventure se vit collectivement, elle se décline le plus souvent au masculin.

JEAN-CLAUDE DULUC

## Le libre marché des lycées

A Paris, les familles ont désormais beaucoup plus de liberté dans le choix de leur lycée. Une enquête du sociologue Louis Bailion montre que les « meilleurs » établissements attirent les meilleurs élèves

CHOISIR son collège ou son lycée. Choisir le meilleur établissement possible pour ses enfants. Ce luxe n'est plus réservé aux parents d'élèves de l'enseignement privé. 3059 collèges de l'éducation nationale, soit près d'un sur deux, ont été progressivement « désectorisés » depuis 1984. A l'entrée en sixième, les parents ont la possibilité, sous diverses conditions, de refuser d'inscrire leur enfant dans l'établissement du secteur et d'opter pour un autre. Depuis la rentrée de 1988, la déssectorisation touche aussi 252 lycées, dont la totalité des 46 lycées parisiens.

Mesure à combien populaire, l'assouplissement de la carte scolaire est, de surcroît, peu coûteuse. En effet, si 90 % des Français souhaitent avoir le choix de l'établissement, à peine plus de 10 % des familles des zones déssectorisées utilisent cette possibilité. Il n'y aurait donc pas d'obstacle à la généralisation du système. Toutefois, lors d'une enquête menée en trois vagues depuis 1984 à la demande du ministère de l'éducation nationale, M. Robert Bailion, chercheur au laboratoire de l'école polytechnique-CNRS, avait repéré, derrière l'euphorie de la liberté retrouvée, des « effets marginaux graves » pour le système éducatif. Les élèves qui demandent à changer d'établissement sont certes peu nombreux, mais ce sont souvent les meilleurs. Leur défection peut affecter durablement le niveau de certains collèges et l'équilibre de l'offre éducative.

M. Bailion a averti le ministère du risque de voir s'accroître les disparités entre établissements : « Nous allons vers un parc éducatif dual, avec des établissements d'excellence et des établissements ghettos », dit-il. La destruction du mythe de l'école unique étant accentuée par la généralisation des projets d'établissements, il craint que les différences entre les établissements n'aboutissent à une aggravation de l'inégalité sociale des chances scolaires. Ces inquiétudes semblent confirmées par l'étude qu'il vient d'achever, à la demande de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère, sur les lycées parisiens (1). « Les effets prépondérants (...) semblent se répéter, voire s'amplifier pour les lycées », souligne le sociologue.

A l'entrée en seconde, il ne s'agit plus d'une simple dérogation. Les élèves n'ont pas d'établissement de rattachement, ils sont donc dans l'obligation de formuler un choix. A Paris, où les quarante-six lycées sont répartis en quatre secteurs géographiques, les parents ont la possibilité d'émettre trois vœux parmi les douze établissements de leur secteur, ainsi qu'un quatrième pour un lycée d'un autre secteur. Grâce à son enquête auprès des 517 familles du douzième arrondissement dont l'enfant entrerait en 1988-1989 en seconde option IES, M. Bailion souhaitait faire apparaître quels sont les critères de choix des familles et les répercussions de ce nouveau mode d'affectation des élèves sur les lycées du secteur.

#### Le critère géographique

Certes, les parents sont plus nombreux à profiter de cette liberté qu'à l'entrée au collège, mais 15,6 % d'entre eux limitent tout de même leur choix à un seul établissement, et une grande majorité (57 %) n'en cite que trois sur les quatre possibles. Le principal critère est géographique : sur les douze lycées du secteur, les quatre de l'arrondissement (Hélène-Boucher, Maurice-Ravel, Paul-Valéry et Arago) attirent 73 % des vœux. 90 % des premiers vœux sont exaucés, mais de façon différente en fonction de la capacité des établissements : ainsi, seulement 57,4 % des élèves ayant demandé Maurice-Ravel ont été admis alors que Paul-Valéry, qui offre 323 places dans ses classes de seconde n'a été choisi en premier lieu que par 251 élèves.

Confirmation de l'étude sur les lycées : chaque lycée attire une population scolaire bien typée. « Les élèves se trient eux-mêmes », dit Robert Bailion. Il y a de la part des familles un ajustement étroit de

la valeur scolaire de l'élève et de celle du lycée. Les bons élèves demandent massivement Hélène-Boucher. Cet établissement, symbole - avec Charlemagne - de l'excellence académique dans le quartier, ne reçoit que 6,7 % de demandes d'élèves en retard dans leur scolarité. A l'inverse, les élèves de niveau médiocre demandent spontanément Turgot ou Arago. Ce dernier établissement accueille 41 % d'élèves en retard.

« Souvent, les enfants calment les ambitions des parents », fait remarquer M. Bailion. C'est en effet par les élèves que circule l'information sur les lycées. Pour l'essentiel, une rumeur, une réputation, entretenue par les enseignants de troisième, colportée de parents à parents, rarement puisée auprès de l'établissement lui-même. Parmi les critères de choix, la majorité des familles avancent des raisons scolaires (taux de succès au bac, qualité de l'enseignement, discipline, etc.), 27 % évoquent la proximité, 15 % l'éventail des options. Néanmoins, l'image de marque reste prépondérante. Et elle a la vie dure. Ainsi, bien que son taux de réussite au bac soit passé en dix ans, de 50 % à 79,7 %, voire 87 % en série C, le lycée Turgot continue à être perçu par les familles comme une adresse à éviter (94 demandes pour 152 places en 1988).

#### Des réputations difficiles à changer

Seul élément d'évaluation pour certains lycées, la réussite au bac n'en a pas moins une opinion (2). Pour lui, la liberté de choix en tant que recours, comme à l'entrée au collège, est un bien, mais il ne voit pas l'intérêt d'obliger les familles à faire un choix pour le lycée. D'autre part, il milite pour la mise en place par les établissements d'une politique d'information directe à destination des parents. Enfin, il suggère de contrôler les dérapages du libéralisme sauvage, en instaurant une concertation entre les chefs d'établissement d'un même secteur. Ce serait, entre l'établissement et l'inspection d'académie, un maillon nouveau dans la hiérarchie de l'éducation nationale pour réguler par la concertation, comme cela se fait en Belgique, le phénomène du choix de l'établissement.

Comment lutter contre une réputation ? Robert Bailion et ses collaborateurs ont observé que « la demande tend à modeler l'offre ». A quoi bon montrer son aptitude à prendre en charge les élèves en difficulté par des pédagogies adaptées si cet effort doit renforcer l'image d'un établissement pour élèves en difficulté et faire fuir les autres vers la concurrence. Les spécificités des lycées sont encore accrues

par l'existence ou non de certaines filières. Hélène-Boucher, par exemple, qui cultive une image d'excellence littéraire n'a ni section F, ni section G. Charlemagne, lui, n'a même pas de section B. En fonction de cela, de nouveaux tris d'élèves, très sélectifs, s'opèrent à l'entrée en première entre les différents établissements du secteur.

#### Publicité mensongère

La concurrence... Robert Bailion en avait déjà constaté certains excès, lors de ses enquêtes sur les lycées. Les chefs d'établissement, promus chefs d'entreprise, s'attachent à promouvoir la différence de leur produit à grand renfort de plaquettes. Robert Bailion a même surpris certains d'entre eux en flagrant délit de publicité mensongère. Comment un collège peut-il garantir, sur son dépliant à destination des parents, l'inscription en seconde dans l'établissement de leur choix ? « Cette concurrence fait bon marché du service public, estime M. Bailion. Elle est dévoyée, puisqu'elle révèle que pour avoir de bons résultats, la stratégie la plus payante est de recruter de bons élèves et d'orienter les autres. »

Dans l'immédiat, 71 % des familles se disent satisfaites de la forme actuelle de la déssectorisation. C'est sans doute pourquoi, M. Bailion n'a pas assorti son étude sur les lycées parisiens de recommandations. Prudence de sociologue, qui souhaite s'appuyer sur la durée avant de poser un diagnostic et de porter un jugement. Il n'en a pas moins une opinion (2). Pour lui, la liberté de choix en tant que recours, comme à l'entrée au collège, est un bien, mais il ne voit pas l'intérêt d'obliger les familles à faire un choix pour le lycée. D'autre part, il milite pour la mise en place par les établissements d'une politique d'information directe à destination des parents. Enfin, il suggère de contrôler les dérapages du libéralisme sauvage, en instaurant une concertation entre les chefs d'établissement d'un même secteur. Ce serait, entre l'établissement et l'inspection d'académie, un maillon nouveau dans la hiérarchie de l'éducation nationale pour réguler par la concertation, comme cela se fait en Belgique, le phénomène du choix de l'établissement.

JEAN-JACQUES BOZONNET

(1) « Le choix du lycée », par Robert Bailion et Françoise Evraud, laboratoire d'économie de l'École polytechnique-CNRS, décembre 1989.  
(2) A paraître dans le Monde de l'éducation, numéro d'avril 1990.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**MS  
E S C P**

**MASTERE SPECIALISE  
MANAGEMENT DES SYSTEMES  
D'INFORMATION**

Spécialisation de haut niveau en un an, pour acquérir les compétences de consultant ou de chef de grand projet (informatique, réseaux) en maîtrisant les aspects stratégiques, organisationnels et techniques des systèmes d'information de l'entreprise.

Niveau de recrutement - BAC + 5  
(Grandes Ecoles, DEA, DESS ou équivalent)  
Dossier de candidature et renseignements  
auprès d'Annick Chabardes.

**ESCP**

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS  
73, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11  
TEL. 43 55 39 08



INFORMATIQUE : L'EXERCICE UN, SOUS-SYSTÈME CYC  
QUI CHANGE UN PEU LES DONNÉES DU PROBLÈME



INIG 100%

Accrédité aux étudiants Bac + 4 et aux Cadres (l'entreprise INIG forme au sein de l'Université de systèmes informatiques de Gestion. De plus, par son système d'option accrédité, INIG permet aux étudiants Bac + 4 en informatique ou Cadres informatiques de bénéficier au sein de l'entreprise d'un stage de 100% d'encadrement en 1990.

INIG, c'est 100% de réussite de diplômés.

INIG, c'est 100% de satisfaction des clients.

INIG, c'est 100% de confiance de la part des partenaires.

INIG, c'est 100% de réussite de diplômés.

INIG, c'est 100% de satisfaction des clients.

INIG, c'est 100% de confiance de la part des partenaires.

LA VALEUR AJOUTÉE ABSOLUE

## IUT, DEUG DEUST, BTS... PRÉPAREZ 1993 !

Les Sup de Co  
de la Méditerranée  
vous offrent 80 places en 1990  
au titre de l'admission directe

### 1 CONCOURS : 3 GRANDES ÉCOLES

Sup de Co Marseille  
Tél. : 91-26-98-00  
Sup de Co Montpellier  
Tél. : 67-40-42-43  
Sup de Co Nice-CERAM  
Tél. : 93-95-45-45.

"Cet Européen avant l'heure  
nous invite à réfléchir et  
à écrire autrement l'histoire."



Philippe Husser né français en 1862,  
meurt français en 1951, après avoir changé  
quatre fois de nationalité.

## CAMPUS

### La Bourse aux stages 1990

Sup de Co Toulouse et les Arts et Métiers  
ont été les grands triomphateurs de l'année

CENT QUATRE-VINGT-CINQ étudiants venus de toute la France se sont réunis, mercredi 14 mars, à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, à l'invitation du Monde, bien décidés à disputer chèrement leur chance de remporter l'un des stages internationaux offerts pour la troisième année consécutive par la Bourse aux stages de « Campus ». Ayant victorieusement franchi les éliminatoires — qui consistaient à répondre les vingt-trois énigmes parues dans le Monde du 20 au 29 novembre dernier, — il leur restait à rencontrer, pour des entretiens approfondis, les représentants des entreprises offrant les stages. Ceux-ci ayant fait leur choix, une confrontation générale entre candidats et employeurs, dans le grand amphithéâtre de l'ESCP, a permis aux uns et aux autres de conclure leur affaire.

Près d'une centaine de stages ont ainsi été attribués — les candidats malchanceux pouvaient se consoler avec un abonnement de six mois au Monde et un poste de radio offert par Europe 1, associé à cette opération. Les offres ne se limitaient pas, comme les deux années précédentes, au cadre européen, et d'heureux finalistes ont gagné leurs billets pour les Etats-Unis, le Chili, l'Inde ou le Kenya.

#### Liste des gagnants

- AGFA-GEVAERT. — Service marketing : Catherine Raffin (université Lyon) ; Division médicale : Didier Gaudry (université Paris-Sud) ; Service marketing photo : un stage non attribué.
- BEFS Technologies. — Service commercial : Benoît Buel (INSA Toulouse) ; Service marketing : Mathieu Seguin (ESC Le Havre-Caen).
- BICS. — Dpt international : François Moutiez (ESC Toulouse).
- BRED. — Dir. relations internationales : Sabine Brocker (ESCP).
- CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES. — Dpt international : Gilles Berard (ESC Toulouse).
- CAISSE NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE. — Espagne : Claudine Bord (CESEM Reims) ; Bertrand Bonache (Nancy-II).
- CREDIT LYONNAIS. — Argentine : Jean-Philippe Castillon (ESC Toulouse) ; Italie : Florence Faussat (Lyon-II).
- ESSO SAF. — Service exportation : Cinq stages non attribués.
- FOUGEROLLE. — Groupe Maurice Delens : Frédéric Peigne (ESTP) ; Filiale Astaldi SPA : un stage non attribué.
- LAFARGE COPPEE. — Espagne : Eric Auriant (ESC Reims) ; Direction de l'audit : Vincent Salomon (ESC Tours) ; Italie : un stage non attribué.
- MUST SOFTWARE INTERNATIONAL. — Service marketing Europe : Christine Vial (ESC Tours) ; Service planning Europe : Géraldine Pelloux (Paris-XII).
- NEURONES ASSOCIÉS. — Belgique : Laurence Roguet (CELSA) ; RFA : Anne-Catherine Muller (Paris-II) ; Grande-Bretagne : London : Anne Dancy (CELSA) ; Cyril Chantier (EDHEC) ; Grande-Bretagne : Manchester : Marie-Laure Halle (Paris-X).
- ORKEM. — Belgique : Karla De Martino (Inst. Management international de Paris) ; Direction aff. commerciales : Samy Mokdad (ESC Tours) ; Dpt matériaux polymères : Eric Boquillon (ESC Toulouse) ; Direction technique : Olivier Nivellet (INSA Toulouse).
- PHOCÉENNE DE MÉTALLURGIE. — Division internationale : Stéphane Brenot (ISG) ; Service export : un stage non attribué.
- QUILLÉ. — Adjoint directeur commercial : Fr. Xavier Vincent (IDN) ; Thierry Moricet (ENSAM), quatre stages non attribués ; BTP études de marché : Pierre Lansonneur (ESC Montpellier) ; Sylvie Noguier (ENSAM) ; Michel Dupuy (ESC Toulouse), un stage non attribué.
- RENAULT. — Espagne : Thierry Bisiaux (IAE Aix) ; Pierre Maréchal (IAE Aix), un stage non attribué.
- RHONE-POULENC. — Etats-Unis : Olivier Mouti (HEC) ; Espagne : Christine Guiraud (ESC Toulouse).
- SANOFI. — Grande-Bretagne : Christophe Perrin (Faculté pharmacie de Dijon) ; RFA : Alexandre Chabert (CESEM Reims) ; Bio Industrie : Dominique Varinier (Lille-I) ; Direction des recherches : un stage non attribué.
- SCHLUMBERGER. — Dowell : Philippe Moreno (ENSAM) ; Grande-Bretagne : Hervé Marzio (SUPELEC) ; Autriche : Guillaume Tourres (UTC Compiègne) ; Services techniques pétroliers : Jean-Louis Potier (ENSAM).
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. — Service marketing : Christophe Muller (ESC Montpellier) ; Espagne : Olivier Brignon (Université Poitiers).
- SODICAM. — Espagne : Emmanuel Guzman (ESC Toulouse) ; Ressources humaines : Patrick Bouilloux (ESC Montpellier) ; Contrôle de gestion : un stage non attribué.
- SONDIER ALLIBERT. — Etudes marketing : Christophe Rotier (ESC Toulouse) ; RFA : Laurent Schiopetto (ESC Pau) ; Italie : un stage non attribué.
- SPIE RATIGNOLLES-CLECIM. — USA : Brigitte Lelièvre (ESC Toulouse) ; Chili : Alexandre Rata (CELSA) ; Kenya : Philippe Moutier (ENSAM) ; Génie civil : Olivier Chambon (IAE Aix) ; Projet STPP : Lionel Girs (ENSAM).
- TECHNIP. — Belgique : Nicolas Constantinidis (ESIEE) ; Inde : Philippe Wind (CEMME Lyon) ; Qatar : P. Emmanuel Costes (ENSAM) ; Espagne : Axel Lambert (ESC Toulouse) ; Suède : Sophie Dubois (Paris-XII).
- VALEO. — Service marketing : David Ais (ESC Tours) ; Brigitte Deleite-Faustin (ESC Brest) ; Espagne : François Daurand (ENSAM) ; Jean-Marc Penelon (ENSAM) ; Grande-Bretagne : Jean-Pierre Le Goffier (ENSAM Nantes) ; Italie : deux stages non attribués.

### Les écoles de gestion face à l'Europe

par Jean Castarède

EN trois mois, les trois premières écoles de gestion françaises (les trois parisiennes comme on les appelle) ont changé de responsable. Au-delà des raisons conjoncturelles propres à chacune d'elles, je voudrais apporter à ce débat la modeste contribution que justifie une courte expérience.

1. — Les écoles de gestion en général bénéficient d'une aura de la part des étudiants et des chefs d'entreprise qui les place au sommet de tous les choix et de toutes les carrières. Les meilleures d'entre elles ont même accédé aux niveaux les plus prestigieux, comme Normale Sup, l'X ou l'ENA.

2. — Cela est confirmé par des offres d'emplois pour les étudiants à la sortie de ces écoles qui dépassent souvent quatre à cinq fois leurs possibilités. Cela commence d'ailleurs à poser des problèmes à des entreprises qui cherchent désespérément des cadres de haute valeur et consacrent en moyenne 50 000 francs par an à ces recrutements de premier emploi.

3. — Mais à côté de ces élèves privilégiés qui se voient offrir à la sortie quatre ou cinq emplois, leurs camarades moins chanceux, qui ont suivi des filières moins nobles, risquent de rester longtemps en attente de travail. Cette inégalité et ce gaspillage sont nuisibles pour notre pays. Peut-on greffer les bonnes méthodes de l'enseignement privé sur certaines universités qui, à l'image de Dauphine par exemple et de quelques autres, ont pleinement réussi dans ce domaine et se sont hissées pour certaines de leurs formations au niveau des grandes écoles ?

4. — Paradoxalement, cette réussite nationale ne s'accompagne pas de la même renommée à l'étranger. Les étudiants sont ainsi incités à compléter leur cursus par des formations aux Etats-Unis par exemple. Dans le dernier classement des cinquante meilleures écoles de gestion européennes, établi par The Economist, les trois premières françaises ne figuraient pas. A la fin de leur scolarité les étudiants n'ont pas l'équivalence du sacro-saint MBA. Il suffirait pourtant de démarches concertées pour l'obtenir et de prévoir dans les cursus un cursus complet que l'on pourrait suivre. Voilà qui serait de nature à attirer des étudiants étrangers en France.

5. — A l'enthousiasme des années 70 pour enseigner dans ces écoles, fait place de nos jours un certain désenchantement qui se traduit par une difficulté à recruter des professeurs. Le phénomène est d'ailleurs mondial. Les « docteurs en management » sont en effet de plus en plus demandés dans les entreprises et abandonnent de ce

fait l'enseignement dont les perspectives de carrière sont moins « excitantes ». Cela explique certaines de leurs revendications financières notamment, même s'ils peuvent compléter leur traitement par du conseil en entreprise grâce à ce « cinquième jour » qui leur est octroyé en toute liberté.

6. — La recherche en gestion fait l'objet d'interrogations. Son niveau n'est peut-être pas à quel-ques exceptions près, notamment pour des techniques pointues comme la finance) à la hauteur des ambitions des professeurs, des chefs d'entreprise, ou des étudiants. La commission Pineau-Valencienne de la FNEGE fera des propositions sur cet important problème.

7. — Le contenu des études est lui-même périodiquement mis en cause, avec des interrogations sur les valeurs respectives de la méthode des cas, des formules mathématiques, sur le rôle des petits groupes et des cours magistraux. La conférence des grandes écoles vient d'établir un excellent rapport à ce sujet. Il y a un an, le gouvernement américain avait chargé des professeurs du MIT d'un rapport équivalent. Tout cela mériterait aujourd'hui qu'on en fasse la synthèse.

8. — Enfin, cet enseignement est coûteux, de l'ordre de 60 000 à 100 000 francs par élève. A une exception près (celle de l'INSEAD), ces prix ne sont pas payés par les étudiants ou les familles, car ils ne sont pas à leur portée. La scolarité payée par les élèves est comprise entre 20 000 francs et 30 000 francs. Il faut donc trouver la différence. La taxe d'apprentissage n'y suffit plus. Une réflexion sur la prise en charge par d'autres (entreprises ou collectivités) devrait être menée. La diminution des coûts en changeant certaines formes d'enseignement est-elle à notre portée ?

Neos nous trouvons donc devant un paradoxe. C'est au moment de leur plus grande réussite, qui doit s'accompagner d'une reconnaissance internationale, que les écoles de gestion posent le plus de questions. Au moment où, à juste titre, on parle, au sommet européen, d'une Fondation pour la formation des cadres de l'Est, ce serait un comble de buter sur ces obstacles.

Pour trouver des solutions, qui existent, il faut mettre dans ce débat plus de réalisme et plus de coopération et moins de passion aveugle ou de revendication corporatiste. Enfin, il faut créer les conditions d'une meilleure collaboration dans le cadre européen. Ce serait une tâche exaltante de la Communauté de Bruxelles.

► Jean Castarède est ancien directeur général de l'ESSEC.

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer  
LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AVIATION CIVILE

#### RECRUTE PAR CONCOURS

##### 46 ELECTRONICIENS DE LA SECURITE AERIEENNE

- Destinées à assurer l'installation, le contrôle, l'entretien des équipements mis en œuvre pour la sécurité de la navigation aérienne (radars, balises, systèmes d'atterrissage automatisés etc...).
- Corps de catégorie A de la fonction publique.
- Recrutement sur concours : 2, 3 et 4 Mai 1990.
- Clôture des inscriptions : 31 Mars 1990.
- Ouvert aux titulaires de B.T.S. (électronique, électrotechnique) ; D.U.T. (génie électrique, mesures physiques) ; D.E.U.S.T. (équivalents) ; D.E.U.G. A et aux élèves des classes de Mathématiques Spéciales.
- Durée de la scolarité : 30 mois.
- Etudes gratuites et rémunérées : 8000 F/mois.

POUR VOTRE INFORMATION  
Par téléphone : 61.55.80.20  
(Jusqu'à 23.03.1990 tous les jours ouvrables de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h)

ou par écrit à :

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE  
Dépt. "Examens et Concours" ORLY Fret n° 723 - 94389 ORLY-AEROGARES Cedex

##### 51 CONTROLEURS DE LA CIRCULATION AERIEENNE

- Destinées à assurer le contrôle et la gestion du trafic aérien.
- Corps de catégorie A. de la fonction publique.
- Recrutement sur concours : 6, 7 et 8 Juin 1990.
- Clôture des inscriptions : 20 Avril 1990.
- Ouvert aux titulaires de D.E.U.G. A ; B.T.S. (transport, informatique) ; D.U.T. (informatique) et aux élèves des classes de Mathématiques Spéciales.
- Durée de la scolarité : 30 mois.
- Etudes gratuites et rémunérées : 9000 F/mois.

POUR VOTRE INFORMATION  
Par téléphone : 61.55.80.30  
(Jusqu'à 17.04.1990 tous les jours ouvrables de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h)



## CAMPUS

# Les prêts aux étudiants divisent l'Angleterre

Le Parlement britannique devrait bientôt adopter un système de prêts aux étudiants qui soulève une vive opposition chez les universitaires, l'opposition travailliste... et les banques

Un projet de loi très controversé instituant des prêts aux étudiants devrait être adopté, très prochainement, par le Parlement britannique. Il représente un bouleversement par rapport au système actuel d'aide financière aux étudiants, l'un des plus généreux du monde. En effet, les études sont gratuites en Grande-Bretagne et environ 75 % des quelque 400 000 étudiants reçoivent une bourse, dont le montant dépend des ressources familiales.

Peu d'étudiants choisissent une université dans leur propre ville, car ils sont traditionnellement encouragés à mener une vie indépendante dès le début de leurs études. En conséquence, les parents considèrent que l'état doit contribuer largement à leurs frais de logement, de nourriture ou de livres.

Mais au fil des années, les bourses ont diminué, et presque la moitié des étudiants terminent l'année avec un compte dans le rouge. Conscient de la nécessité d'augmenter le nombre des étudiants - faible par rapport à d'autres pays, comme le

France et l'Allemagne, - le gouvernement se trouve dans l'impossibilité d'accorder aux étudiants l'augmentation importante d'aide financière qu'ils réclament. C'est pourquoi il propose un système de prêts d'un montant de 420 livres par an, remboursables sans intérêt, quand l'étudiant aura un salaire équivalent à 85 % au moins du salaire moyen national.

Les prêts compléteront les bourses, qui seront gelées à partir de septembre, à des taux légèrement plus élevés que cette année, avec un maximum de 2 865 livres par an.

Selon John McGregor, ministre de l'éducation, l'argent qui aurait servi à augmenter les bourses sera ainsi libéré pour financer l'expansion universitaire, tout en réduisant les charges familiales. Il y voit un autre avantage : « Mis à contribution, les jeunes seront plus exigeants quant à la qualité des études offertes. » M<sup>me</sup> Margaret Thatcher ne serait évidemment pas fâchée de voir les universités soumises à la loi du marché.

L'opposition travailliste, s'appuyant sur l'avis des économistes,

soutient qu'au contraire le gouvernement perdrait une somme considérable avant de faire des économies et trouve le projet « mal ficelé, injuste, inapplicable et coûteux ». Promettant qu'un gouvernement travailliste aura vite fait de l'abolir, M. Jack Straw, porte-parole pour l'éducation, assure que les prêts ne bénéficieront ni aux étudiants ni à leurs familles. « On paiera plus d'impôts, mais les étudiants auront moins de ressources - et non davantage. »

Selon lui, le gouvernement s'apprête à « prendre l'argent des pauvres pour le donner aux riches », car les étudiants de familles aisées pourront profiter de prêts sans intérêt, tandis que les plus démunis auront peur de s'endetter et iront travailler au lieu de poursuivre leurs études.

### Les banques se retirent

La réaction des étudiants, farouchement hostiles à ce que des prêts remplacent, même partiellement, les bourses, a fait fuir la plupart des banques. Elles ont refusé de financer le projet.

Le National Union of Students (NUS) a menacé de boycotter les dix banques sur lesquelles le gouvernement comptait pour l'enregistrement des prêts, le suivi des remboursements et la poursuite des mauvais payeurs.

Craignant de perdre leur clientèle étudiante, les banques se sont brusquement retirées, laissant le gouvernement dans un embarras extrême. Elles justifient leur décision par l'absence de tout gain financier et par l'hostilité générale des étudiants, du Parti travailliste, des présidents d'université et d'une bonne partie de l'opinion publique.

M. McGregor essaie toutefois de minimiser les conséquences de ce retrait, en assurant que « le projet n'en sera guère affecté car le rôle des banques était purement administratif ».

Le gouvernement devra donc en assurer lui-même l'administration à l'aide de la Student Loans Company, société créée spécialement à Glasgow l'année dernière, rapidement nationalisée après le retrait des banques et qui sera vraisemblablement privatisée très bientôt. Privé du concours des ban-

ques, le gouvernement pourrait avoir recours aux universités pour gérer le projet - tout au moins pour fournir un certificat d'inscription aux étudiants candidats à un prêt.

Mais le Committee of Vice-Chancellors and Principals (CVCP), puissante institution qui regroupe les présidents d'université, a prévenu M. McGregor que ceux-ci ne feront rien pour aider le gouvernement à réaliser un projet qu'ils désapprouvent, car ils craignent qu'il ne décourage les jeunes de milieux modestes. Il a proposé un système alternatif prévoyant que les remboursements seraient prélevés à la source et calculés en fonction du salaire du diplômé. Propositions qui ont été rejetées par M. McGregor, qui menace d'amender le projet de loi pour obliger les universités à coopérer.

Sir Maurice Shock, recteur de Lincoln College à l'université d'Oxford et ancien président du CVCP, pense que le projet de M<sup>me</sup> Thatcher aboutira. « Il a tout pour plaire aux électeurs traditionnels de son parti », affirme-t-il.

MARY FOLLAIN

## Erasmus à Erasme

Dix-huit étudiants européens bénéficient d'une bourse Erasmus à l'hôpital Erasme de Bruxelles. Une greffe expérimentale...

### BRUXELLES

de notre correspondant

Le programme Erasmus, arrêté en mai 1987 par le conseil des ministres des Douze, permet aux étudiants de la CEE d'effectuer une partie de leurs études dans un autre Etat membre. En médecine, le projet a été lancé en février 1989. Le montant moyen de la prime à la mobilité, qui s'ajoute aux bourses nationales, atteint deux mille écus (14 000 francs), pour des périodes allant de trois mois à un an.

L'hôpital Erasme, le bien nommé, est situé à une dizaine de kilomètres du centre-ville. Charles Toussaint, néphrologue, à la retraite depuis l'année dernière, a été chargé par l'Université libre de Bruxelles (ULB) de coordonner la formation des dix-huit étudiants européens (dont trois Français) accueillis par la faculté de médecine.

Le professeur Toussaint, véritable « nonum » - il intervient pour obtenir les photocopies de ses collègues, pour trouver des logements... - décrit avec enthousiasme le projet : « qui doit apporter sa pierre à la libre circulation des diplômés universitaires dans la Communauté ». Mais il ajoute, avec réalisme : « Il s'agit d'un projet pilote. Nous n'avons pas encore d'expérience. Ce n'est qu'après leur retour dans leur faculté d'origine que les étudiants pourront formuler un jugement. »

La structure d'accueil est des plus légères. Mais ce côté artisanal ne gêne pas Charles Toussaint : « C'est mieux ainsi. Une gestion souple permet de mieux faire face aux difficultés rencontrées par les étudiants. »

De la souplesse et de la débrouillardise, il en faut. Isabelle, étudiante strasbourgeoise de quatrième année, est à Erasme pour un an, avec une bourse de 19 000 francs. Très prise par son service en gynécologie, elle n'a pas le temps de suivre les cours, dispensés au centre-ville. Alors, elle est le plus souvent à la recherche de photocopies de cours.

Comme l'Europe n'a pas encore tout harmonisé, le cursus à Bruxelles n'est pas le même qu'à Strasbourg. Elle doit se procurer des photocopies de sa faculté d'origine pour apprendre les matières qui ne sont pas enseignées en quatrième année à l'ULB. Ces inconvénients ne l'empêchent pas de dresser un bilan positif : « Je suis parfaitement intégrée même si les gardes sont fatigantes ; mais elles sont indispensables pour être dans le coup. »

Belén, une Espagnole d'Oviedo, venue faire sa cinquième année à Bruxelles, est tout aussi positive. Elle aussi pourtant pâtit de l'éloignement d'Erasme, qui n'est pas desservi par le métro. Elle regrette également que le cycle des études diffère et que, surtout, la pratique des cours écrits soit peu répandue à l'ULB. Aussi doit-elle se débrouiller pour sa pédiatrie, qui n'est pas une matière de cinquième année à Bruxelles.

Georg, étudiant de Hambourg,

de quatrième année, est à Erasme pour six mois. Son premier choix était Bristol, mais sa candidature n'a pas été retenue. Ce qui ne l'empêche pas d'être serin. Pour lui, l'essentiel est d'être intégré dans une équipe soignante : « En Allemagne, cela arrive plus tard dans les études. Mais, je préfère le système belge. » Lui n'a pas de problème de cours. « Le matin je vais à l'hôpital et l'après-midi à la faculté. »

Zissimos, étudiant de sixième année à Salonique (la dernière en Grèce), semble comme un poisson dans l'eau à Erasme. Il y est venu, pour trois mois, parce que cet hôpital est réputé en neurochirurgie : « Pour moi c'est parfait, je travaille beaucoup, je ne fais que de la pratique, c'est ce que je voulais. » Il précise : « En salle d'opération, j'assiste le chirurgien comme n'importe quel étudiant belge d'un niveau comparable au mien. »

### « On verra au retour »

Une chose cependant l'inquiète : le prix de sa chambre (1 500 francs, par mois). Les places sont rares en cité universitaire. Reste donc la location en ville. Georg a changé plusieurs fois de résidence. « Maintenant, dit-il, avec un brin de malice, j'ai une chambre à l'école des infirmières. »

Reste la grande question : les résultats obtenus à Bruxelles seront-ils validés par les facultés d'origine ? A Strasbourg, on a déjà dit à Isabelle qu'on verra au retour. Qu'est-ce à dire ? « Certainement qu'on examinera de près les notes et peut-être même qu'il sera procédé à des vérifications », estime l'étudiante française. Pierre Rocmans, professeur de chirurgie, confirme : « Il est certain que chacun va intégrer à sa manière les

examens passés ici. Le chirurgien belge doit faire subir une série d'épreuves à Zissimos. « Je prendrai la précaution d'accompagner les notes d'un commentaire détaillé », affirme-t-il.

Il faut espérer que tous les examinateurs auront les mêmes scrupules. Encore que les étudiants qui sont envoyés par les facultés dans les autres pays européens ont de bons dossiers. « En règle générale, considère le professeur de l'ULB, ce sont des jeunes qui en veulent. Il serait étonnant qu'ils aient des difficultés en rentrant chez eux. »

Arnaud, lui, n'en a éprouvé aucune. Etudiant de septième année, il a été envoyé à Leiden, connue pour son service de néphrologie. « Il est vrai qu'il est très bon », admet Charles Toussaint. Impressionné par « la pratique médicale très stricte des Néerlandais », Arnaud est revenu enchanté de son séjour aux Pays-Bas. « Là-bas, précise-t-il, on prend au sérieux Erasmus. Ils prévoient même de mettre en place un système d'accueil beaucoup plus structuré. »

Comme pour la plupart de ceux qui bénéficient du programme de la CEE, l'intérêt pour lui était aussi d'avoir des échanges avec des étudiants d'autres nationalités. Sur ce point, il hésite à répondre. A-t-il eu des difficultés avec ses hôtes ? Pas du tout. Intrigué par le Japon et sa culture, il a tenté en vain de nouer un dialogue étoffé avec un étudiant de Tokyo. « Avec le temps, déplore-t-il, les malentendus se sont aggravés alors qu'avec un Yougoslave les entretiens se sont enrichis au fil des semaines. » Et il conclut : « Les Japonais sont vraiment trop loin de nous. »

Après tout, peut-être que l'Europe existe !

MARCEL SCOTTO

## LIVRES

### Le dissident et l'institution

par Maryvonne David-Jougne

D'Antigone à Sakharov, la dissidence bante la société occidentale sous des formes et avec des enjeux qui changent selon les époques et les structures sociales.

Philosophe et sociologue, l'auteur a limité son étude à la société française contemporaine, s'attachant à reconstruire le « scénario » de la « dissidence institutionnelle », à partir de trois « affaires » intervenues dans le cadre d'institutions différentes : l'affaire Papadakis dans l'éducation nationale, l'affaire Bidalou dans la Justice et celle d'un « père clandestin » à la charnière entre famille et justice.

« L'Harmattan, collection « Logiques sociales », 255 p., 130 F. »

### Marketing en exercices

par Jérôme Bon, Renaud de Maricourt et Elisabeth Tissier-Desbordes

Marketing, 1. Méthodologie, 2. Etudes de cas

par Marc Pointet

Deux ouvrages destinés aux étudiants des enseignements supérieurs de gestion.

Le premier réunit des tests de connaissances, des exercices d'application et des cas d'étude. (Les corrigés figurent en revanche, avec des plans types de cours, dans le Manuel de l'enseignant, directement disponible auprès des auteurs de l'ESCP.) Le second ouvrage est consacré à des études approfondies de cas, corrigées, et précédées d'éléments de méthodologie.

« PUF, collection « Gestion », 284 p., 115 F. Eyrolles, 154 p., 155 F. »

### Dictionnaire multimédia : presse, radio, télévision, publicité...

par Christine Letenieur, en collaboration avec Françoise Laugée

D'« Abonnement » à « Zoom », avec 1 700 entrées, ce dictionnaire apporte des définitions succinctes au vocabulaire « minimal » de la communication - technique, sociologique, économique ou juridique - et des indications sur les grands organismes socioprofessionnels de ce secteur.

Des données statistiques, sous forme de tableaux, donnent une image de l'état de la presse, de la radio, de la télévision et de la publicité dans les pays de la CEE.

« Eyrolles, collection « Communication », 121 p., 169 F. »

### Les régimes politiques de l'Europe des Douze

par Pierre-Henri Chalvidan et Hervé Tmk

Cet ouvrage, signé par deux spécialistes du droit constitutionnel, enseignants à l'université Paris-Vallée-Marne, se veut « une initiation aux régimes politiques des Douze, dont la diversité est transcendue par une référence partagée aux droits de l'homme et à la démocratie parlementaire ». Après un rappel des grandes dates, des institutions de la CEE et des contours de l'identité culturelle commune, il retrace l'histoire de l'invention du modèle parlementaire (moniste en Grande-Bretagne, dualiste en France), et expose ses applications dans les différents Etats européens.

« Eyrolles Université, collection « Droit et sciences humaines », 149 p., 140 F. »

## La littérature aux PUF.

Précis de littérature française du XIX<sup>e</sup> siècle, sous la direction de Madeleine Ambrière, collection « Précis », 672 pages - 195 F.

Essai sur l'émerveillement, par Jean Onimus, collection « Ecriture », 232 pages - 148 F.

Alain Fournier et la naissance du récit, par Claudie Husson, collection « Ecritures », 384 pages - 180 F.

Balzac au pluriel, par Nicole Mozet, collection « Ecritures », 320 pages - 165 F.

La pensée indéterminée. III : De Bergson à nos jours, par Georges Poulet, collection « Ecriture », 296 pages - 145 F.

Le chouan romanesque. Balzac, Barbey D'Aureville, Hugo, par Claudie Bernard, collection « Ecriture », 328 pages - 180 F.

Jean Cocteau ou de la claudication considérée comme l'un des beaux-arts, par Clément Borgal, collection « Ecritures », 232 pages - 148 F.

Le futurisme russe, par Agnès Sola, collection « Ecriture », 256 pages - 145 F.

pufl

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

APPRENEZ UNE LANGUE AVEC  
**Avant-Garde Learning**  
PERFORMANCE et RELAXATION

Après son très vif succès en P.F.A.,  
**Avant-Garde Learning** arrive en France.

Les méthodes traditionnelles sont dépassées !  
Choisissez d'apprendre une langue avec  
**Avant-Garde Learning** qui associe  
rapacité, quantité et plaisir.

Découvrez l'efficacité d'  
**Avant-Garde Learning** tout en entrant  
dans un univers de relaxation, de musique et de jeux.

A chaque son **Avant-Garde Learning** : en coffret individuel  
ou - Caméraman ou en séminaire.

Pour une communication efficace dans votre vie professionnelle ou vos voyages,  
renvoyez le coupon-réponse ci-dessous.

Présent au Salon EXPOLANGUES 90 Vu sur TF1

Envoyez m'envoyer votre  
carte postale concernant : 11, avenue du Hoggar  
Z.A. Courbaouet  
91852 LES ULIS Cedex  
Tél. : (1) 69-07-25-26

INFO ► NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE/VILLE \_\_\_\_\_

**EURO SKILL**

**ISMIC**

**Institut Supérieur de Management Culturel**  
créé par Claude Mollard

3<sup>ème</sup> cycle de spécialisation sur une année  
aux métiers de la culture :  
producteur - administrateur - programmeur  
ingénieur culturel.

Candidatures sur concours : Grandes écoles, IEP, ESC,  
ESCP, ESCAE, ESSEC, INSEEC, ESG, Gestion, Droit  
Sciences économiques, ou expérience professionnelle.  
Dépôt des dossiers : jusqu'au 30 mai 1990.

Renseignements : ISMC/Bertrand Hourez  
3, rue Danville. 75014 Paris - Tél. : 43.20.73.73



## CAMPUS

## COURRIER

## L'accueil à la française

Lorsqu'un professeur est invité dans une université d'Europe, des États-Unis, même de certains pays du tiers-monde, les formalités de paiement sont simples. Le prix du voyage, les autres frais et d'éventuels honoraires sont réglés séance tenante en espèces ou par chèque, que l'on peut encaisser sur place ou dans son pays.

En France, il en va différemment. Il convient, selon les cas, de remplir un formulaire détaillé indiquant jours et heures de départ et de retour. Le titre de transport est à envoyer après usage avec, innovation récente, une attestation certifiant que ce n'est pas l'université dudit professeur invité qui a payé le voyage.

A cette délicate marque de confiance s'ajoute la plus désarmante indiscretion : vous devez remettre une seconde attestation indiquant le montant de votre salaire dans votre pays...

Et lorsque toutes ces formalités sont remplies, vous attendez trois à six mois, sinon plus, pour être payé, avec un chèque en général encaissable uniquement en France, ce qui vous oblige à y ouvrir un compte.

Les professeurs indigènes invités dans une autre université française sont, bien sûr, soumis à ces mêmes brimades. Libre à eux de s'y soumettre.

Mais que dire de l'effet de ces pratiques sur l'image de la France à l'étranger ?

GILBERT ETIENNE  
professeur à l'Institut des hautes études internationales de Genève

## La philosophie et les IUFM

En 1794 avec Lakanal et en 1882 avec Paul Bert, quand il s'agissait de fonder ou de refonder une formation des maîtres, le législateur s'est toujours tourné vers un projet politique et philosophique précis pour en penser la finalité et les contenus.

Cette référence fondatrice me paraît absente dans le projet des IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) proposé par le rapport Bancol.

Deux faits en particulier viennent alimenter une certaine inquiétude :

- 1) L'oubli de toute allusion à la philosophie en tant que telle dans les contenus et les programmes annoncés ;
- 2) La contractualisation généralisée des enseignants recrutés dans les IUFM. Cette contractualisation

ne privera-t-elle pas les enseignants de toute autonomie intellectuelle dans un domaine particulièrement perméable aux modes pédagogiques (ainsi tout le monde parle aujourd'hui de « pédagogie différenciée » ou de « projet » sans toujours définir ces termes) ?

La sécurité professionnelle, mais aussi l'autonomie intellectuelle des enseignants, sont des garanties d'une formation de qualité. Il serait fâcheux de brader ainsi le patrimoine laïque et républicain des écoles normales.

Lakanal, en 1794, invitait les écoles normales à « soumettre la démocratie à la raison... » Il serait catastrophique, au nom d'une volonté d'« impliquer » les collègues et les stagiaires, de vouloir soumettre la raison... à la démocratie.

Il y a une tradition socialiste qui consiste à dire que par l'Ecole la Démocratie, règne du nombre, devient République, règne du droit et des Lumières.

Les difficultés à enseigner, à écouter les élèves dans leur faillibilité et leurs erreurs, imposent des institutions de formation sereines, amies des sciences, des Lumières et de la laïcité (donc, ouvertes à la philosophie comme recherche indéfinie des présupposés).

Cet outil actuel de tout cadre politique (démocratique et/ou républicain) vise-t-il à remplacer la logique de l'institution républicaine - définie comme service public - par la logique de l'entreprise - comme jeu de l'offre et de la demande ?

CHARLES COUTEL  
professeur de philosophie à l'école normale d'Arras

## Actualiser les soutenances

M. J.-H. Faillie nous adresse les réflexions suivantes à la suite de la lettre de M. J. Cluzel, « pourquoi faut-il qu'une thèse soit réhabilitée ? » publiée dans « Le Monde Campus » du 22 février.

La soutenance de thèse pourrait être actualisée... Il serait utile que le rapport de chacun des membres du jury soit communiqué au candidat au moins deux semaines avant la date fixée pour la soutenance, afin qu'au jour dit, après réflexion, il puisse préciser sa pensée ainsi qu'à sa démarche scientifique et répondre aux critiques ou aux questions.

Ensuite un débat intéressant pourrait s'ouvrir publiquement entre : les membres du jury, le candidat et éventuellement quelques chercheurs compétents dans la matière, susceptibles de participer utilement à la discussion et après par le jury. Des questions importantes pourraient être évoquées et des directions de recherche ébauchées.

La soutenance telle qu'elle est vécue actuellement n'apporte rien à l'assistance et particulièrement aux étudiants qui espèrent en tirer un élargissement de leurs connaissances et l'orientation de leurs propres travaux.

J.-H. FAILLIE  
Frumus

## Les chiffres d'Assimil

Le chiffre des ventes des ouvrages de la méthode Assimil donné dans « Campus » du 22 février, 12 millions d'exemplaires depuis 1929, est en effet impressionnant. Mais il reflète davantage le désir d'apprendre une langue étrangère que l'efficacité de la méthode. C'est pourquoi je propose à l'auteur de l'article « Le secret d'Assimil » de compléter notre information par une autre statistique : le nombre d'autodidactes qui parlent et comprennent une langue étrangère grâce à une méthode, Assimil ou autre, qui « utilise la faculté qu'a le cerveau d'acquiescer des connaissances sans effort et sans le savoir ».

JEAN ILLASERA  
Ville-d'Avray

## Le Monde CAMPUS

## LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

## Des stages en entreprises pour les étudiants

« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

## GESTION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 6 mois. Ind : 4 000 F/mois. Profil : bac + 1 ou 2. Mission : intégration dans une équipe d'agents bancaires, accueil clientèle et divers travaux administratifs. 11 605.

Lieu : Les Ulis. Date : avril. Durée : 4 à 6 mois. Profil : bac + 1. Ind : 5 000 F/mois. Mission : contrôle de gestion. Participer à l'élaboration d'un plan annuel chez un très grand constructeur informatique. 11 612.

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 2 à 5. Mission : analyse de la gestion comptable et financière. 11 611.

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind : SMIC. Profil : bac + 5. Mission : mise en place d'un système d'information technique à partir du processus organisationnel d'une entreprise de 500 salariés et 45 implantations. 11 610.

Lieu : Reims. Date : juin. Durée : 3 mois avec embauche éventuelle. Ind : très intéressante. Mission : gestion d'un centre de profil. Une expérience dans l'animation d'équipe est vivement souhaitée. 11 609.

## MARKETING

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois. Profil : bac + 2. Ind : frais et rémunération selon résultats. Mission : Etude et développement d'outils marketing. 14 689.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind : à définir. Mission : établir un plan de développement et de promotion du bureau d'études. 14 694.

Lieu : Saint-Maur. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : marketing sur matériel grand public pour la protection contre le vol. 14 693.

Lieu : Montrouge. Date : juin - juillet. Durée : 2 mois. Ind : 1 500 F/mois + gratifications. Profil : bac + 2. Mission : mise au point d'un outil marketing. Démarche d'inventaire. 14 692.

Lieu : Les Mureaux (78). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : 1 500 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : mesurer la disponibilité des pièces de rechange chez un grand constructeur automobile. 14 680.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : 1 500 F/mois. Profil : bac + 1. Mission : recherche de clientèle au lancement de nouveaux

produits de propreté. 14 690.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Profil : bac. Ind : SMIC. Mission : Participation à une base de données dans l'automobile. Réalisation des fiches descriptives de véhicules. 14 685.

Lieu : Maisons-Alfort ou Rueil. Date : avril. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac. Ind : à convenir. Mission : Etudes de marchés - études quantitatives. 14 685.

## VENTE

Lieu : Paris et RP. Date : immédiat. Durée : 4 mois avec embauche éventuelle. Profil : bac + 2. Ind : commission sur ventes. Mission : vente de produits dans l'imprimerie. 16 625.

Lieu : Sud ou Nord de la France. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois. Profil : bac + 2. Ind : 10 000 F/mois + %. Mission : présenter nouvelles collections dans la maroquinerie. 16 634.

## INFORMATIQUE

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiat. Durée : 2 à 4 mois. Ind : 4 000 F/mois selon résultats. Profil : bac + 4 ou 5. Mission : étude d'opportunité de mise en œuvre de nouvelles applications et technologies. 17 703.

Lieu : Saint-Cloud. Date : immédiat. Durée : 6 mois + embauche éventuelle. Ind : 4 000 F + %. Mission : vente de produits péri-informatiques professionnels aux SSII. 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration de micro-ordinateurs. CAO/DAO. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : réalisation d'un fichier informatique. 17 732.

Lieu : Rillieux-la-Pape (69). Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : développement d'applications sous micro. 17 731.

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 2 mois et +. Ind : 3 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : mettre en place un programme informatique en remplacement de tâches manuelles. 17 730.

## COMMUNICATION

Lieu : Paris-La Défense. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 3 à 4. Mission : accueil et animation d'une vitrine permanente de la recherche informatique. 18 674.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind : 1 400 F/mois. Profil : bac + 3. Mis-

sion : mettre en place la fonction relations publiques de la société. 18 666.

Lieu : Neuilly. Date : juin. Durée : 2 à 3 mois. Ind : 2 000 F. Profil : bac + 1. Mission : communication du groupe Etudes sur sujets pointus. 18 679.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 3. Mission : conception et réalisation d'annuaire anciens étudiants. 18 678.

## ÉLECTRONIQUE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : 2 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : rédaction d'articles pour publication spécialisée en télécommunications spatiales. 20 631.

Lieu : Afrique du Sud. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 5. Mission : stage en électronique lourde, domaine onduleur, chargeur, variateur de vitesse, technique hacheur (PWM). 20 634.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 2. Mission : mise au point de systèmes prédéfinis par l'entreprise. 20 633.

## PHYSIQUE

Lieu : Meaux. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 3. Mission : développement des méthodes de courtoisie sur l'appareil NIRA (proche infrarouge). Expérience sur micro-ordinateur souhaitée. 22 536.

## SECRÉTARIAT

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 1 mois à 1 mois 1/2. Ind : à définir. Profil : bac + 1. Mission : travailler sur PC et Macintosh. Bonne frappe, bonne orthographe. 24 608.

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : secourir un secrétaire de direction au niveau des missions de recrutement et de la coordination commerciale. 24 603.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind : à définir. Profil : bac + 1. Mission : Travaux de traitement de texte. Formation téléphonique.

Et de nombreux autres stages

36 15 JOBSTAGE

ou au 47-35-43-43

CDE

110, av. A.-Brizard,

92120 MONTROUGE

merci de bien vouloir insérer la fiche

profil étudiante que nous joignons à la

saite.

**ÉCOLE DE PUB**

**UNIVERSITÉ DE COMMUNICATION**

RSCG Campus aborde tous les domaines de la communication et s'appuie sur un solide programme de culture contemporaine.

- Formation en 3 ans après le baccalauréat ou en 2 ans après BAC + 2.
- Stages européens dès la 2<sup>e</sup> année.
- Enseignement optionnel en 3<sup>e</sup> année : politique, management, média, communication.

**DEMANDE DE DOCUMENTATION**

Je souhaite recevoir la documentation RSCG Campus et le dossier d'inscription au concours d'entrée (épreuves écrites le samedi 19 mai 1990). Date limite d'inscription : le 30 avril 1990. Vous pouvez aussi demander notre documentation sur minitel : 3615 code RSCGCAMPUS.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Bulletin à retourner à  
RSCG Campus  
26, avenue Jean Monnet  
92130 Issy-les-Moulineaux.

**RSCG CAMPUS**

LA PREMIÈRE UNIVERSITÉ DE COMMUNICATION EUROPÉENNE

Cours par correspondance  
cours oraux et conférences à Paris  
Sessions de formation

**ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE**

ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1953  
Contrôle de l'Éducation Nationale  
8, 3 - Dpt. LM  
12, rue Saint-Pierre  
94220 CHARENTON  
Tél. : (1) 43-78-72-01

Préparation à la profession de psychologue  
Conventions de formation continues  
Inscriptions reçues toute l'année  
Documentation gratuite  
(11) Consultation l'ensemble des cours  
Analyse, synthèse, bilan de personnalité

**BAC 1990**

**STAGES INTENSIFS DE PRÉPARATION**

- nombreuses formules
- BAC FRANÇAIS 1<sup>er</sup>
- BACS B, C et D

**TERMINALE B "PILOTE"**

- orientée Sciences-Po
- orientée HEC

enseignement privé  
secondaire et supérieur  
23 rue Cortambert  
75016 Paris  
☎ (1) 45 03 01 66

**le monde contemporain**

**LE TIERS MONDE**

1989, 2<sup>e</sup> édition, 132 pages, 29 F

**LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

1989, 2<sup>e</sup> édition, 136 pages, 136 F

**ARMAND COLIN**



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Au Palais de justice de Paris

### Une enquête sur la drogue compromise par une « bavure » informatique

L'émotion est grande au Palais de justice de Paris après une « bavure » informatique. La conception et le mode d'accès au fichier du bureau d'ordre pénal (BOP), informatisé depuis quelques années, ont, en effet, permis à un suspect d'apprendre qu'il était l'objet de discrètes investigations dans le cadre d'une importante affaire de blanchiment d'argent provenant du trafic de stupéfiants.

Depuis quelques semaines, deux cents policiers, douaniers et agents du fisc ainsi qu'un juge d'instruction parisiens peinent contre les fichiers informatisés. Non pas contre le secret qui les entoure mais contre la transparence qui les fragilise. A cause d'elle, en effet, une enquête très prometteuse menée en France sur le blanchiment d'argent provenant du trafic de drogue est aujourd'hui compromise. L'affaire est grave, au point d'avoir suscité, le 15 mars, autour du procureur de la République de Paris, M. Pierre Bezaud, une réunion de tous les responsables du parquet parisien.

Le coupable se nomme le BOP, autrement dit le bureau d'ordre pénal. Traditionnel, ce service est chargé de tenir à jour l'état des affaires en cours : dossiers ouverts, juges d'instruction désignés, incriminations prononcées, etc. Afin d'améliorer le fonctionnement de la justice ordinaire, dont le proverbiale lenteur est à juste titre critiquée, il fut décidé, il y a quelques années, d'informatiser le BOP dans les tribunaux les plus importants. En remplissant une fiche de renseignements, les avocats peuvent, par ce moyen, s'informer sur l'état d'avancement des procédures pénales.

En soumettant à l'ordinateur le nom de leur client, ils sauront à quoi s'en tenir sur sa situation judiciaire.

#### A partir d'un minitel...

C'est ainsi qu'a procédé, fin 1989, l'avocat d'une personne fichée au grand banditisme. A l'origine, il se préoccupait d'un contentieux opposant son client à un autre particulier. Quelle ne fut sa surprise de découvrir incidemment que son client était l'objet d'une autre procédure judiciaire portant sur une affaire de blanchiment d'argent de la drogue. Quelques jours plus tard, l'avocat put s'offrir le luxe de déposer au cabinet du juge d'instruction concerné, M. Georges Maman, une lettre l'avertissant qu'il était le défenseur de cette personne sur laquelle le magistrat croyait mener des investigations totalement confidentielles.

Persone, en effet, n'était encore inculpé dans cette instruction, dont le point de départ avait été fourni par la DEA américaine (Drug Enforcement Administration). Zèle ou maladresse, toujours est-il que les informations du BOP ne devaient pas contenir d'enregistrements de la date, la nature de l'infraction et le nom du magistrat concerné par cette information judiciaire extrêmement sensible. Ils y avaient ajouté, sous la rubrique « prévenus », les noms des principaux suspects visés par les investigations policières et dou-

nières. Pis encore - ainsi que le précise le *Canard enchaîné* du 21 mars - figurait au fichier informatique les références des bandes magnétiques d'écoute téléphonique versées au dossier.

Evidemment alertés par cette heureuse et fortuite découverte, les « suspects » furent désormais sur leurs gardes. Les écoutes téléphoniques ne donnaient plus rien. L'enquête discrète du juge d'instruction était totalement évanescée. Cette mésaventure devait inciter le parquet de Paris à plus de rigueur dans le tri des informations ainsi informatisées. Elle devrait aussi conduire à une réflexion sur les modalités d'accès à ce fichier. Il semble, en effet, que, par l'utilisation habile de codes d'accès et de connexion informatiques, le BOP soit consultable à partir d'un simple minitel...

## Une nouvelle épreuve pour le SM

### Le président du Syndicat de la magistrature démissionne de son poste et quitte l'organisation

Secoué depuis plusieurs mois par une crise sans précédent, le Syndicat de la magistrature (SM) vient de connaître une nouvelle épreuve : après les démissions en chaîne de son secrétaire général, des membres du bureau et du conseil syndical, c'est au tour du président du syndicat de démissionner.

Trois mois jour pour jour après avoir été élu, à la surprise générale, alors que la présidence sortante, M<sup>me</sup> Adeline Hazan - qui se représentait - avait été évincée (le Monde du 19 décembre 1989), M. Bernard Brunet, procureur de la République à Narbonne, a annoncé qu'il quittait non seulement la présidence mais aussi le syndicat où il militait depuis 1976.

Président-surprise et président-éclair, M. Brunet fait figure d'origi-

nal dans l'histoire du syndicalisme judiciaire. C'est au cours d'un conseil syndical réuni à l'Ecole nationale de la magistrature, à Bordeaux, les 17 et 18 mars, qu'il a annoncé sa décision. Personne n'a cherché à le convaincre de rester. M. Brunet a expliqué sa décision dans une longue lettre adressée au bureau du syndicat, où il ne ménage ni ses camarades, ni la base mais, officiellement, c'est le ministère de la justice qui serait à l'origine de cette démission. C'est du moins ce qu'explique M. Frédéric N'Guyen, secrétaire général adjoint : « Bernard Brunet a sûrement ses raisons personnelles. Mais la seule raison de son départ est que le ministère de la justice a refusé de lui accorder la décharge syndicale qu'il sollicitait. La question est de savoir si l'intérêt du service est supérieur aux droits syndicaux garantis par la Constitution... »

Le ministère de la justice, tout en se déclarant très attaché aux droits syndicaux, on reconnaît volontiers avoir refusé cette « décharge à plein temps ». Le magistrat qui l'obtient n'exerce plus, le temps de son mandat, son travail dans une juridiction pour se consacrer exclusivement au syndicalisme. Procureur de la République d'un petit tribunal à une chambre, donc chef de juridiction, M. Brunet, explique-t-on, aurait pu bénéficier d'autorisations spéciales d'absence. Mais on ne pouvait aller au-delà car les décharges ne sont accordées « que dans la mesure où les nécessités du service public le permettent ». Or, on a estimé que ce n'était pas le cas dans la mesure où il est difficile de faire fonctionner un tribunal sans procureur.

M. Brunet estime que, dans ces conditions, on ne lui a pas accordé les moyens matériels d'assurer sa fonction de président. Mais il évoque aussi « des problèmes internes et des problèmes de confiance » sur lesquels

il ne souhaite pas s'appesantir « pour ne pas porter atteinte publiquement aux intérêts du syndicat. La situation du SM est tellement tendue qu'il ne manque qu'une étincelle pour mettre le feu aux poudres. Je ne veux pas, dit-il, être cette étincelle ».

#### Reactions anticipées

Déjà perturbé par une grève symbolique du barreau de Narbonne qui n'avait pas du tout apprécié que le procureur de la République déclare en cours d'audience : « Il y a deux justices, une pour les pauvres, une pour les riches qui ont les moyens de se défendre », M. Brunet, en prenant la présidence du SM, a affronté une tourmente plus violente encore. Il avait choqué nombre de syndiqués en enregistrant des conversations avec un magistrat strasbourgeois, lui aussi syndiqué, et à l'insu de celui-ci. Au début du mois de février, la transcription de ces enregistrements diffusés auprès de certains membres du SM avait été utilisée pour accuser le magistrat « écouté » de pratiquer le « chantage politique ». Après les démissions en chaîne (huit membres du conseil sur seize) et des explications plus qu'orageuses, cette « écoute » n'avait pas apaisé les antagonismes.

M. Brunet s'est-il senti lâché par l'équipe qui l'avait mis en place ? Il ne souhaite pas le préciser. L'ex-président du SM dit seulement : « Je suis extrêmement gêné car je ne souhaite être ni dans un camp ni dans un autre. Je suis aujourd'hui plus que d'avant, plus que touché. » Le congrès du syndicat, qui a lieu traditionnellement à l'automne, a été avancé au mois de mai. On y procédera à des élections anticipées que la démission du président rendent aujourd'hui plus urgentes encore.

AGATHE LOGEART

## L'extrême droite et la dernière guerre

### Le Front national perd un procès en diffamation

Le tribunal correctionnel de Puy-en-Velay (Haute-Loire) a rendu, mardi 20 mars, M. Raymond Vacheron, militant d'extrême gauche poursuivi en diffamation par le Front national. Minitaire de la Ligue communiste révolutionnaire, de la CPDT et de SOS-Racisme, M. Vacheron conduisait aux élections municipales de mars 1989 une liste intitulée « à gauche vraiment ». Le Front national estimait diffamatoire une phrase de sa profession de foi : « Les idées du Front national ont conduit au massacre de 50 millions de personnes pendant la dernière guerre. Alors, plus jamais ça ! »

Le 6 mars dernier, l'audience du tribunal avait donné lieu à une manifestation de soutien à M. Vacheron. Le jugement rendait suite à l'argumentation de ses avocats, selon lesquels la phrase reprochée était « une phrase politique légitime dans un débat d'opinion ». « Le délit de diffamation, expliquent les magistrats dans leurs conclusions, se caractérise par l'allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne visée. (...) L'imputation d'un fait supposé être soit vrai, soit faux, compte du Front national un acte, un événement ou une parole suffi-

samment précis, caractérisé et situé dans le temps ou l'espace. (...) Tel n'est pas le cas en l'espèce. L'appréciation portée sur la doctrine politique du Front national ne peut être qualifiée d'imputation d'un fait, le domaine des idées et des opinions étant distinct par nature du domaine du fait tel qu'il est prévu (...) par la loi. »

Condamnation de deux élus du Front national. - M<sup>me</sup> Marie-France Stirbols, députée (FN) d'Eure-et-Loir, a été condamnée, mardi 20 mars, par le tribunal d'instance de Dreux à verser 1 franc de dommages et intérêts au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui l'avait poursuivie pour « injure » et « diffamation ». La veuve du dirigeant du Front national était accusée d'avoir commenté, en termes injurieux, selon le MRAP, une manifestation d'un millier d'enfants organisée à Dreux à l'occasion d'une fête internationale contre le racisme. Le tribunal a condamné de la même façon et pour les mêmes faits M. François Avon, conseiller municipal (FN) de Dreux. Tous deux devront également verser 2 000 francs au MRAP au titre des dépens.

## SPORTS

### TENNIS : Tournoi de Key Biscayne

#### Jean-Pierre Fleurian élimine Boris Becker

Le tennismen français Jean-Philippe Fleurian (46<sup>e</sup> joueur mondial) a provoqué la plus grosse surprise du tournoi de Key Biscayne (Floride) en éliminant au troisième

tour l'Allemand de l'Ouest Boris Becker (tête de série n° 2) 7-6 (7-3), 6-1. La partie, commencée lundi 19 mars, avait été interrompue par la pluie alors que Becker menait 3 jeux à 1. A la reprise, mardi, l'Allemand de l'Ouest avait en trois balles de set à 5-3 avant de s'effondrer dans le tie-break puis dans le deuxième set.

## FOOTBALL

### Monaco demi-finaliste européen

Pour la première fois de son histoire, l'Association sportive de Monaco s'est qualifiée, mardi 20 mars, pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupes de football. A l'issue d'une rencontre courtoise, comme deux semaines plus tôt en Espagne, sur un score nul et vierge (0-0), les Monégasques ont dû attendre la prolongation puis les coups de pied au but (3-1) pour éliminer le Real Valladolid.

Après un match de tout repos face à cette équipe espagnole regroupée en défense, le principal artisan de la qualification monégasque a été le gardien de but Jean-Luc Ettori qui a stoppé deux des six tirs au but espagnols alors qu'un troisième a échoué sur le poteau.

Volle : Vaudée globe challenge. - Philippe Jeantot (Crédit agricole) a pris, mardi 20 mars, la quatrième place de la course autour du monde en solitaire sans escale. Son retard sur le vainqueur, Titouan Lamazon (Ecurie d'Aquitaine), est de 4 jours et 15 heures.

## RÉSULTATS

### Simple messieurs (Troisième tour)

Lendl (Tch) bat Filippini (Uru), 6-0, 6-2 ; Stead (RFA) bat Curran (EU), 3-6, 6-3, 6-2 ; Sanchez (Esp) bat Skoff (Aut), 3-6, 6-3, 6-3 ; Sampras (EU) bat Forget (Fra), 6-1, 6-3 ; Berger (EU) bat Ivanisevic (You), 4-6, 6-3, 6-4.

### Simple dames (Quatrième de finale)

M. Seles (You) bat R. Fairbank (AFS), 6-3, 6-4 ; J. Wiesner (Aut), bat J. Novotna (Tch), 7-5, 6-7, 6-3 ; G. Sabatini (Arg) bat S. Stoen (EU), 6-2, 6-2 ; N. Tauziat (Fra) bat J. Halard (Fra), 6-4, 6-3 ; M. Melave (Sui) bat R. Reggi (Ital), 6-1, 3-6, 6-2 ; A. Martinez (Esp) bat G. Nagers (EU), 4-6, 7-5.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

### Le Monde DES LIVRES

## PRESSE

En association avec La Découverte

### « Le Monde » crée une filiale édition

Le Monde vient de créer une filiale pour l'édition de livres baptisée Le Monde-Editions, en partenariat avec les éditions La Découverte. Cette nouvelle société d'édition, dont le journal détient 51 % et La Découverte 49 %, sera administrée par six personnes et présidée par André Fontaine.

Cette création correspond à une nouvelle diversification des activités de l'entreprise et s'inscrit dans sa politique de développement. La Découverte, qui assure la fabrication et la diffusion des livres de la société Le Monde-Editions, est déjà un ancien partenaire du quotidien. Depuis 1983, les deux associés ont en effet coédité trente-quatre ouvrages, dont neuf albums de Plantu. D'autres livres (comme le *Journal de l'année*) ont

été publiés par le Monde et d'autres maisons d'édition (Larousse, Gallimard, notamment), mais ces ouvrages, dont la production n'est pas, dans l'immédiat, remise en cause, représentent des actions plus ponctuelles.

Soucieuse de défendre des livres de qualité, Le Monde-Editions souhaite devenir « la maison d'édition des journalistes », ceux du Monde bien sûr mais aussi des autres professionnels de la presse et des auteurs potentiels que le réseau des publications du Monde peut drainer. Le Monde-Editions comprendra trois collections principales : « Mémoire du monde », qui publiera des ouvrages résultant d'un événement ou une idée dans une perspective historique ; « Actualité », qui éditera des livres dont les sujets d'enquête seront liés à l'actualité plus immédiate et enfin une troisième collection publiant des livres de référence sur des thèmes divers allant de la philosophie à l'économie, du sport à la philatélie. Les auteurs de la quinzaine de livres à venir chaque année, dont les premiers titres paraîtront à l'automne, pourront le cas échéant utiliser les archives du quotidien.

D'autres collections spécifiques, « Le Monde de l'éducation » et « Le Monde diplomatique », verront aussi le jour, en écho aux publications du même nom. Le Monde-Editions envisage aussi d'éditer des « beaux livres ».

La direction de cette filiale a été confiée à Jacques Grall, qui sera assisté par un comité éditorial.

#### Claude Sales élu PDG de « Télérama »

Claude Sales, rédacteur en chef du Monde, a été nommé administrateur, puis élu PDG de Télérama, le 20 mars. Il prendra ses nouvelles fonctions à la mi-avril.

[Né le 21 juillet 1930 à Lubersac (Corrèze), Claude Sales est diplômé d'études supérieures de lettres. Il a commencé sa carrière à *Témoignage chrétien*, qu'il a poursuivi à *France-Soir*, avant de devenir directeur littéraire aux Editions de l'Epi. Il entre au *Point* en 1976, où il devient chef de service politique. Il est nommé en 1982 directeur de l'information de France-Inter, poste qu'il quitte en 1984 avant d'entrer au Monde en 1985 comme co-rédacteur en chef.]

## REPÈRES

### ESPACE Les Américains ont bien perdu un satellite espion

Le Pentagone a confirmé, mardi 20 mars, que le satellite de reconnaissance photographique et d'écoute des télécommunications adversees AFP-731, lancé le 28 février par la navette spatiale américaine était bien perdu (le Monde du 17 mars). De manières bien sibyllines, le département de l'Armée a indiqué, en effet, que la réussite de la mission ne dépendait que de la navette elle-même et non le satellite.

Les Soviétiques avaient fait savoir, dès la semaine dernière, que le satellite américain était en perdition. Mardi, le ministère soviétique de la défense précisait qu'un des morceaux du satellite s'était désintégré, lundi, en entrant dans les couches densées de l'atmosphère. Information que le Pentagone a confirmée en précisant qu'une deuxième pièce de cet engin de 16 tonnes avait également brûlé et que les autres morceaux suivraient dans les deux à sept prochaines semaines.

Au-delà de la perte financière - 1 milliard de dollars, - ce nouvel échec porte un coup au système de surveillance spatial que les Américains étaient, selon le *Washington Times*, en train de mettre en place pour le contrôle des missiles de portée intermédiaire dans le cadre des accords Start.

### NUCLÉAIRE Contrat soviétique pour EDF

EDF International a conclu, le 16 mars à Moscou, un contrat pour la fourniture d'un système informatisé d'évaluation de la sûreté nucléaire avec l'Institut soviétique de recherche sur l'exploitation des centrales nucléaires (VNIIE). Ce contrat d'une valeur de 12 millions de francs concrétise un protocole d'intention signé entre les deux parties en décembre 1989. Il porte sur la fourniture de différents logiciels développés par EDF, le Commissariat à l'énergie atomique et le constructeur de chaudières nucléaires Framatome.

Ces logiciels - Lesseps, Cathare et Escadre - permettent de prendre en compte l'influence du facteur humain dans la conduite des centrales, le comportement thermohydraulique d'un réacteur en cas d'accident et les risques

d'accident grave. Leur vente au VNIIEAS ne fait que renforcer la coopération nucléaire entre la France et l'Union soviétique, coopération qui s'était traduite récemment par la signature d'un autre contrat portant sur la fourniture d'un système de conception assistée par ordinateur pour la construction et l'étude de nouvelles centrales nucléaires.

### PARIS La souscription pour la restauration de l'Arc de triomphe a rapporté 11 millions de francs

M. Valéry Giscard d'Estaing a remis, mardi 20 mars, un chèque de 11 millions de francs à M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire. L'ancien président de la République versait ainsi le résultat de la souscription recueillie par l'Association nationale pour la restauration de l'Arc de triomphe, qu'il préside et qui, mission achevée, va se dissoudre.

En 1988, des travaux s'étaient révélés nécessaires et urgents pour consolider le monument et sauver ses sculptures éfratées et rongées par la pollution. L'Etat propriétaire de l'Arc de triomphe, a pris 25 millions de francs à sa charge sur les 36 qu'a coûtés l'opération. Parmi les souscripteurs : la Ville de Paris pour 2,5 millions de francs, de nombreux mécènes, des conseils généraux, soixante-dix communes et quatre mille donateurs privés.

### SCIENCES Naissance du premier veau-épreuve français

Gédon, 51,5 kilos, premier veau-épreuve français, est né mardi 20 mars vers 11 h 30 à Fraix-Marais, près de Douai dans le Nord. Cette naissance est le résultat des recherches menées par une petite équipe de cinq scientifiques de la société privée Gènes-Diffusion, à partir des travaux des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Jouy-en-Josas (le Monde du 13 janvier).

Les responsables de Gènes-Diffusion ont précisé que deux autres veaux devraient naître dans les prochaines semaines au terme de la même expérimentation.



## AGENDA

## AUTOMOBILE

## Mercedes-Benz France fête ses vingt ans

Mercedes-Benz France, qui fête ses vingt ans d'existence, baigne dans le bonheur. C'est du moins l'impression que donne Peter Koska, son président, qui, il est vrai, a des raisons de se réjouir d'un marché — français — qui ne cesse de laisser une place de plus en plus ensoleillée aux voitures classées « haut de gamme ».

Définies par un prix (plus de 218 000 francs) et une cylindrée (plus de 2 litres) avec des équipements complets, les Mercedes sont éminemment concernées. Les constructeurs français qui se sont installés dans le créneau avec la 605 de Peugeot, la XM de Citroën et certains modèles de Renault savent quelque chose.

Quoi qu'il en soit, Peter Koska a comme autre raison de réjouissance de se trouver deuxième importateur de la firme allemande derrière les États-Unis. Enfin pour la marque, le cap des cinquante mille véhicules distribués a été atteint en 1989 pour la France et 1990 est prometteur.

Il y a enfin un très beau motif de satisfaction supplémentaire qui concerne autant la maison mère que les filiales : les élections en RDA. Elles ouvrent bien des perspectives au moment où les premiers signes de surcapacité et

de saturation apparaissent sur les marchés des véhicules industriels. « Peut-être », dit Peter Koska, « avons-nous eu besoin de la chute du mur de Berlin pour mieux percevoir que nous vivons un temps de changements rapides sur tous les plans, ce qui contraint les industriels à se remettre en cause, à adapter leurs structures et à mieux prévoir. » En effet, et pas seulement dans la construction automobile.

Il reste pourtant quelques soucis, les uns ponctuels, les autres plus conjoncturels. Ainsi la nouvelle classe S, le « top niveau » de la gamme, dont on comptait l'apparition au Salon de Paris en octobre, ne sera pas là, tandis que les marques japonaises attaquent le secteur. Le Salon de Genève, qui a fermé ses portes, l'a prouvé.

Ainsi les défis de demain qui ne peuvent être tous maîtrisés d'avance et notamment... l'asphyxie routière et la « crise existentielle de l'industrie automobile américaine ». Vastes sujets dont l'un au moins intéresse toute la construction européenne et la condamne à exporter plus encore.

CLAUDE LAMOTTE

## Les transformations de l'annuaire électronique

## Le « 11 » à fond dans la pub

Créé en 1978 par France Télécom et destiné à remplacer à terme les annuaires téléphoniques papier, l'annuaire électronique amorce douze ans plus tard un virage important. L'ODA, régime-cadre de publicité de France Télécom, propose depuis quelques mois, aux entreprises, un service d'information et de communication individuel sur le « 11 ».

Dorénavant les sociétés, les administrations, ou tout autre abonné qui le souhaite, peut décider de faire de la publicité par minitel, moyennant un coût mensuel ou annuel selon les formules choisies : module, bandeau, fiche, pictogramme ou catalogue, nettement inférieur à ceux en vigueur sur le papier (1). Si la formule est

nouvelle et le support encore récent, M. Bloch, directeur général adjoint de l'ODA, estime que le marché offre des « perspectives considérables », plus de cinq millions de minitels étant actuellement distribués en France.

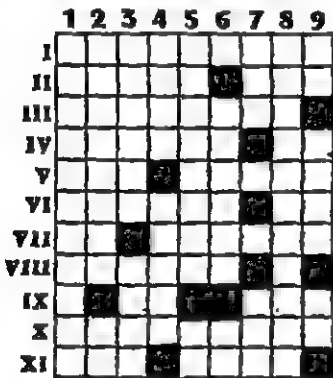
M. P.

(1) Forfait mensuel pour un bandeau publicitaire affiché en moyenne sept cent mille fois : 5 500 F.

ODA, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : (1) 46-24-12-12. A partir du 2 avril : 7, avenue de la Cristallerie, 92317 Sèvres Cedex. Tél. : (1) 46-23-30-00.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5222



## HORIZONTALEMENT

1. Utiles pour faire sauter les oignons. — II. Grimpe facilement. Qui peut faire rougir. — III. Propres à certains épidémies. — IV. Font prendre de mauvais pils. En France. — V. Fleur. Un impératif qui vaut mieux que deux futurs. — VI. Fit un cadeau empoisonné. Est souvent sur la planche. — VII. Conjonction. Une chose qu'on peut avoir à l'œil. — VIII. Éprouvée comme par un démon. — IX. D'un audiaire. Coude à l'étranger. — X. Un peu de génie, parfois. — XI. Cercule à l'étranger. Un Grec qui savait parler.

## VERTICALEMENT

1. N'ont que des petits pavillons mais beaucoup de clés. — 2. N'est vraiment pas de chance avec ses enfants. Pronom. — 3. Pas disposés à faire des courbettes. Qui n'a pas assez poussé. — 4. Qui n'a rien coûté. Laisse les gens vraiment assis. — 5. Noire, pour les as. Au bout du compte, parfois. — 6. C'est vraiment maigre. Un peu d'espoir. — 7. Geste gracieux. Qui pour annoncer qu'on va faire une pause. — 8. Qui ne supporterait pas d'être négligé. — 9. Symbole. Qui devraient être remplacés. Règle.

## Solution du problème n° 5221

Horizontalement  
I. Vitriers. — II. ONU. Opium. — III. Matz. Ivoire. — IV. Ipéca. — V. Sausisson. — VI. Sirène. RI. — VII. Es. Lépine. — VIII. Mène. Soir. — IX. Ere. Més. — X. Note. Air. — XI. Tu. Rouées.

Verticalement  
1. Vomissement. — 2. Inapaisé. Ou. — 3. Tuteur. Net. — 4. Accablé. — 5. Io. Alné. — 6. Epi. Sape. Au. — 7. Rives. Ions. — 8. Sur. Omiers. — 9. Moutiers.

GUY BROUTY

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 21 mars 1990 :

## UN ARRÊTÉ

du 19 janvier 1990 modifiant l'arrêté du 17 avril 1981 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire national et relatif à la commercialisation de certaines espèces de gibier de montagne.

## DES DÉCRETS

N° 90-245 du 14 mars 1990 portant publication du protocole

n° 8 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Vienne le 19 mars 1985 ;

N° 90-246 du 14 mars 1990 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le conseil fédéral suisse sur les échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques (ensemble un échange de lettres), signé à Berne le 30 novembre 1989.

## CARNET DU MONDE

## Mariages

## Marie-Noëlle HOLLEAUX.

Fille de M. André Holleaux, conseiller d'Etat, et de M<sup>me</sup> André Holleaux.

Jacques VUITTON, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, fils de M. Alx Vuitton, ingénieur en chef des travaux (R).

sont heureux de faire part de leur mariage, le 7 avril 1990.

## Décès

M. Lionel Bierge, son épouse, Eliane et Pierre Milza, leurs enfants et petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marguerite BIERGE, née de Chadenet,

surnivante le 18 mars 1990, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Tigy (Loiret).

12, rue Théophraste-Renaudot, 75015 Paris.

M<sup>me</sup> William Brunat, Le docteur et M. Bruno-Montigny, Le docteur et M. Blano-Brunat, et leurs enfants.

M. et M<sup>me</sup> William Brunat, et leurs enfants.

Le docteur et M<sup>me</sup> J.-C. Martin, et leurs enfants.

M<sup>me</sup> E. Mounier,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur William BRUNAT,

surnivante le 20 mars 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 22 mars, à 14 heures, en l'église réformée rue Lanterne, à Lyon.

103, rue de Croqui, 69006 Lyon.

M. Paul Chavoine, Michèle et Alain Chavoine, Marie-Hélène et François Nicolas, Céline, Sébastien, Guillaume et Bruno.

ont part du décès de

M<sup>me</sup> M<sup>me</sup> Madeleine CHANOINE, née Zimmernann,

surnivante le 19 mars 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 22 mars, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-d'Espérance, 4, rue du Commandant-Lamy, 75011 Paris.

30, rue Sedaine, 75011 Paris.

M. Michel Chouraki, M<sup>me</sup> Rachel Chouraki, M. et M<sup>me</sup> Philippe Chouraki, et leurs enfants Malou et Ruben, M. Bruno Chouraki,

M<sup>me</sup> veuve René Cohen, le docteur Félix Cohen et M<sup>me</sup> M. et M<sup>me</sup> Daniel Cohen, M. et M<sup>me</sup> Georges Cohen, M. Hubert Cohen,

M. et M<sup>me</sup> Labry André, M. et M<sup>me</sup> René Chouraki, Le docteur Lucien Chouraki et M<sup>me</sup>,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Era CHOURAKI, née Cohen.

Les obsèques ont lieu le mercredi 21 mars 1990. Réunion porte principale du cimetière de Pantin-parisien, à 14 h 45.

22, rue Duret, 75016 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Lucien Cohen et leurs enfants.

M<sup>me</sup> et M. Jean Sapir et leurs enfants.

M<sup>me</sup> Georges Cohen, M<sup>me</sup> et M. Salama, Les familles Godan, Barouk, Castro,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, sœur, parente et alliée,

M<sup>me</sup> Henriette COHEN, née Godan,

surnivante le 17 mars 1990, à l'hôpital Saint-Audré de Bordeaux.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 19 mars, à Bordeaux.

Cohen, 85, rue Herriot-Herriot 33110 Lormont.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde » : son prix de 10 francs est réduit de 5 francs pour les abonnés à ce journal.

M. et M<sup>me</sup> Piero Toso, Marina Toso et Alvin Toso,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> Lucienne COUVREUX, née Rouché, officier de la Légion d'honneur, officier d'Académie, commandeur de l'Ordre de la République italienne.

surnivante le 18 mars 1990, à Genève.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Milhouard, 75007 Paris, le vendredi 23 mars, à 10 h 30.

M<sup>me</sup> Mariel Toso, 30, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre DOLLOIS, ancien sous-officier, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre 1939-1945,

décédé dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont été célébrées le 16 mars 1990 dans l'intimité, en l'église de Saint-Germain-des-Bois (Essonne).

85, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris.

M<sup>me</sup> LISSITZINE, sa mère, ses frères et sœurs,

ont le regret de faire part du décès de

Thémistocle

surnivante le 18 mars 1990.

L'office funéraire sera célébré à Champovein (24000 Périgord), le vendredi 23 mars.

Cet avis tient lieu d'avis de faire-part.

Catherine, son épouse, Camille et Marion ses filles.

Ses parents, son frère et sa sœur, ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jean-Michel GROSCHURIN, ingénieur informaticien.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 17 mars 1990, à Divonne-les-Bains.

M<sup>me</sup> Jean Lejay

M. Sixte et Yves Lejay, M. et M<sup>me</sup> Jacques Vrain, ses frères et sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

Patrice LEJAY, docteur en sciences.

le 11 mars 1990 à Champigny (94).

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 19 mars à Arzon (56).

M. Ali Mehrgan-Ali, et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Robabeh MEHRGAN-Ali,

surnivante le 19 mars 1990.

L'inhumation aura lieu le vendredi 23 mars, à 14 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira.

Denis Cadoux, son ami, Marie-Claude Pingaud, sa mère, Bernard Pingaud, son père, et François Pingaud,

François Pingaud, son frère aîné, Joëlle, Fidé et Adèle Pingaud, Denis Pingaud, son frère cadet, Nathalie, Pierre Etienne et Lucie Pingaud,

ont le chagrin de faire part du décès de

André PINGAUD, mort du sida le 20 mars 1990, à l'âge de quarante ans.

L'enterrement aura lieu le vendredi 23 mars à 13 h 30 au cimetière du Père-Lachaise (rendez-vous à l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant).

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 19 mars, à Bordeaux.

Cohen, 85, rue Herriot-Herriot 33110 Lormont.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde » : son prix de 10 francs est réduit de 5 francs pour les abonnés à ce journal.

8 mars - 21 avril 1990

Tapies

Peintures et cartons

Galerie Lelong

13-14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

## La mise en place du service « Allo, météo »

## Le fil du temps

M. Michel Delabarre, ministre des transports let qui a donc la tutelle de la Météorologie nationale, a annoncé, le 20 mars, la mise en service du service téléphonique « Allo, météo » (3,65 francs par appel), qui permet aux usagers de connaître les prévisions à cinq jours pour leur département. Actuellement, « Allo, météo » couvre la région parisienne, les Pays de la Loire et la Bretagne. Fin avril, ce sera la tour des dix-huit départements d'Alsace, de Lorraine, de Bourgogne, de Franche-Comté et de Champagne-Ardenne. Les autres départements seront intégrés peu à peu dans le réseau « Allo, météo ». Les huit chiffres des numéros d'appel ne doivent jamais être précédés du 16.

Le système, à de rares exceptions près, obéit à une logique rigoureuse.

De tout le territoire national, le 36-65-00-00 donne les prévisions à cinq jours concernant la région d'où émane l'appel (mais pas celles de la région voisine). En revanche, le 36-65-01-01 donne les prévisions à cinq jours pour l'ensemble du territoire.

Pour chaque département, les prévisions à cinq jours sont obtenues en composant le 36-65-02 plus les deux chiffres du numéro minéralogique du département concerné.

Les prévisions spécialisées sont obtenues en composant le 36-65-04-04 pour la montagne et le 36-65-08-08 pour la mer. Pour quelques départements côtiers, on peut déjà avoir des informations marines plus locales en composant le 36-65-08 plus les deux chiffres du numéro minéralogique du département. Une exception illogique : le 36-65-08-09 donne les prévisions à cinq jours pour les plaisanciers naviguant dans le secteur Provence-Côte d'Azur-Corse.

En outre, le ministre a annoncé que toutes les cartes émanant de la Météorologie nationale seraient estampillées du logo « Météo-France » de façon à bien les différencier des cartes venant d'organismes privés.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 22 MARS

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 12 h 30, 1, rue de la Harpe, sous le Panthéon (Ars et centre).

« Le quartier du Palais-Royal, passages méconnus », 14 h 30, 6, rue Vivienne (Paris 1<sup>er</sup> district).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porche de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Sousgarde du Palais national).

« Histoire et légende de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Découverte du quartier Mazas/la Rapée », 14 h 45 : « L'autoparc, révélation de la vie au cimetière de l'ancien Henri-IV (V. de Langlade).

« L'opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

## CONFÉRENCES

30, avenue Cornavin-Carlier (Forum d'Explora), 15 heures : « Piloter un sous-marin à moins de 6 000 mètres », par le commandant Napoléon (La malle de la mer), à la Cité des sciences et de l'industrie.

11, avenue du Président-Wilson (petit auditorium), 19 heures : « L'art contemporain en Autriche : tendances et perspectives », table ronde. Entrée libre (Institut autrichien et Musée d'art moderne).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 19 heures : « Initiation aux sciences de la Terre ».

Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bélloc, 14 h 45 : « L'autoparc, révélation de la vie au cimetière de l'ancien Henri-IV (V. de Langlade).

9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « La Sicile grecque, Syracuse », par G. Sourcher (Antiquité vivante).

Institut catholique, 21, rue d'Assas (salle B.21), 18 h 30 : « La robe de la femme individuelle après quatre ans d'application de la loi Beldier », par A. Turc (Grandes conférences de Paris).

Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité de la SPH), 18 h 30 : « Décours sur la lecture, 1850-1980 ».

1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 18 h 30 : « Palestine : rencontre plurilingue, poétique, chorale et images », Rencontre avec les poètes palestiniens. Réclat Saphro et projection de son film sur les enfants de l'intifada (Institut du monde arabe).

Centre Georges-Pompidou (espace séminaire), 21 heures : « La communication : une interrogation philosophique », débat organisé par C. Descombes, avec P. Baud, J.-M. Baudry, A. Fage, P. Flaherty, P. Lévy, L. Quéré, A. Renard, etc. (Entrée libre).

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-86-03.

Les avis peuvent être traduits.

LE JOUR MÊME

« Le nouveau paravent avant 9 h au siège du journal. 7, rue du Faubourg, 75007 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 060 672 F. Télécopieur : 45-23-08-01.

Tarif de la ligne M.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Maximum 10 lignes.

صناعات الدراجة







## CULTURE

## VENTES

## Orson Welles aux enchères

Les Bravades, un livre pour enfants écrit et illustré par le cinéaste sera mis aux enchères dans une galerie de New-York

NEW-YORK  
correspondance

Le frontispice explose comme un générique : « Un portfolio d'images fait pour Rebecca Welles par son père ». Ce « livre », dont même les biographes et exégètes du cinéaste ignoraient l'existence, appartient à sa fille, ce fut son cadeau de Noël 1956, elle avait alors douze ans et vivait avec sa mère ; Rita Hayworth...

« Je ne l'ai pas redécouvert », nous dit-elle, de sa maison dans l'Etat de Washington où elle mène une vie discrète et retirée. « Il était rangé dans un placard, je le regardais de temps en temps, puis je le reposais sur l'étagère. J'ai pensé qu'il était temps de le partager avec les autres. On sait presque tout de mon père, sauf son talent de peintre... » Le livre peut être acquis par un collectionneur qui l'achètera dans son coffre-fort de Malibu ou de Tokyo, cela ne va-t-il pas à l'encontre de ce désir ? Je suis consciente du danger mais j'espère que ça ne sera pas le cas.

## Une enfance assez confuse

« J'ai vu beaucoup de fêtes, de fiestas et de festivals, écrit Orson Welles dans son introduction (...) mais rien qui égale la bravade de Saint-Tropez... J'ai eu la chance [d'y] être ces dernières vacances, et parce que je pensais à toi et que j'aurais aimé que tu puisses les voir, je t'ai préparé ce petit livre d'images pour t'en donner une idée. »

« J'ai eu une enfance assez confuse », poursuit Rebecca Welles. Je ne sais plus où je me

trouvais quand j'ai reçu ce livre. Je vivais à Cannes et à Nice, ma mère était mariée à Ali Khan. La lassitude de la vie trahit le lourd de l'héritage. On apprend à vivre avec. Bien obligé, le livre raconte, quelques pages non reliées ; il est constitué de dessins et tableaux - encres de Chine, gouaches, aquarelles ou stylo-bille - montés sur Canson noir.



Un des dessins d'Orson Welles retraçant à sa fille la bravade de Saint-Tropez

Le texte, manuscrit ou tapé à la machine sur papier à lettre gris, relate la célébration « méditerranéenne », depuis le quinzième siècle, honore chaque année le saint patron de la ville.

Le livre est littéralement « mis en scène ». Welles plante le décor (le port de Saint-Tropez), retrace l'origine du nom de la ville (« Saint Tropez mourut sous le règne du cruel empereur Néron. Il fut décapité à Pise, sa tête s'y trouve encore »), puis entre - travelling avant - dans la bravade, détaille les costumes, les musiciens et leurs instru-

ments, le ballet équestre sur chevaux de carton, le porte-drapeau, les fusiliers (« ils vous tirent même parfois dessus. L'effet est terrifiant », écrit-il sous le portrait d'un braveur au canon braqué sur le lecteur). Jusqu'au plan rapproché de « ma table sous l'aube », derrière la statue de Suffren d'où j'ai observé toute la bravade et fait la plupart de ces dessins. Enfin - travelling arrière - « le calme et une paix relative redescendent pour un an sur Saint-Tropez. » C'est ce dernier « plan » que Rebecca Welles préfère. « Et le fusilier qui vous tire dessus. Et le marin. Et aussi... » Et tout le livre y passe. Lui est-il difficile de s'en séparer ? « Un peu. C'est normal. » Est-ce une question d'argent ? « Absolument pas. Je mène une vie simple mais confortable. Ça va. » De santé fragile, elle n'assistera pas à la vente. Est-elle éditée en forme, serait-elle venue ? « Peut-être. Je ne sais pas. »

« C'est à ma connaissance la première fois qu'un manuscrit inédit est mis en vente avec les droits de publication », dit George Lowry, commissaire-priseur et président de la Swann Gallery (Welles n'étant ni « écrivain » ni « peintre » au sens légal du terme, il n'y eut pas d'excuseur littéraire ou artistique). En 1982, Rosebud, le traineau-luge de Citizen Kane, fut acquis par Steven Spielberg pour 55.000 dollars. Fin 1988, le manuscrit original définitif de la Guerre des mondes - l'émission de radio qui, en 1938, lança le jeune Orson Welles - partit pour 143.000 dollars. George Lowry pronostique que les Bravades rapporteront entre 25 000 et 50 000 dollars.

HENRI BÉNAR

## La veine fauve de la collection Bourdon

Quinze toiles de Dufy, Derain, Bonnard ou Van Dongen seront dispersées, dimanche 25 mars, à Drouot

Les spécialistes du marché de l'art suivront avec une attention toute particulière la vente d'œuvres impressionnistes et modernes de M<sup>me</sup> Bourdon, marchande de tableaux à Paris pendant plus d'un demi-siècle. C'est sans aucun doute la dispersion la plus importante à Paris depuis la vente Renard en novembre 1987 et qui avait totalisé près de 200 millions de francs (avec, il est vrai, deux fois moins de lots). Les musées français pourraient être au rendez-vous.

Plus de la moitié de ces œuvres proviennent de la collection de M<sup>me</sup> Bourdon, marchande de tableaux à Paris pendant plus d'un demi-siècle. C'est sans aucun doute la dispersion la plus importante à Paris depuis la vente Renard en novembre 1987 et qui avait totalisé près de 200 millions de francs (avec, il est vrai, deux fois moins de lots). Les musées français pourraient être au rendez-vous.

Les toiles fauves se distinguent par leur nombre (quinze) et par leur qualité. Raoul Dufy fête le 14 juillet au Havre de 1906 (7 millions de francs). Sa version de 1907 (12 millions) est à rapprocher de la Rue pavloise qui se trouve au Musée national d'art moderne à Paris. Le frémissement des fanions et drapeaux tricolores rappelle celui des toilettes de élégantes de Vlamincq, venues assister au Pesage (12 millions de francs). Tandis que le peintre continue d'exalter la douceur de vivre : Pêcheurs à Nanterre, (33 millions de francs), la vie quotidienne reprend ses droits avec le Pont de Chatou, de Derain (35 millions de francs). Le soir est tombé sur le Canal, la péniche, de Bonnard (2,5 millions de francs) où le bleu du ciel tirant sur le mauve se coule dans le vert de l'eau. Cette toile, exécutée vers 1899, a fait partie de la succession du peintre.

Toujours, dans une veine fauve, suit une série de portraits chapeautés : Le Clown qui veut être président de la République (10 millions de francs) de Van Dongen, et le Portrait de Jean Metzinger (6 millions de francs).

Le modèle Metzinger donne, à son tour, un Nu (1911) estimé 2 millions de francs. Deux ans plus

tard, Braque créait Verre et paquet de tabac. Estimé à 12 millions de francs, ce fusain, papier collé, faux bois et journal, appartenait à la galerie Kahnweiler et au collectionneur baïlois Raoul La Roche. Une autre grande composition abstraite de près de 2 mètres de haut et de large, Petite Urdie sera mise en vente dimanche après-midi. Fichbia est l'auteur et devrait partir à plus de 20 millions de francs. Elle est la plus petite d'une série de trois, que l'artiste exécuta dans les années 1913-1914. L'une, Urdie, jeune fille américaine, danse, se trouve depuis 1948 au Musée national d'art moderne de Paris. L'autre, Je reviens en souvenir ma chère Urdie, est aujourd'hui au Musée of Modern Art à New-York.

Soutire restera fidèle au figuratif avec l'Homme au foulard rouge de 1923-1924. L'expression du visage et des mains est admirablement rendue par l'enchevêtrement ordonné de tons chauds (12 mil-

lions de francs). Modigliani nous avait habitués aux formes longilignes. Le coq, le bœuf et les hanches de sa Belle Epicière de 1918 sont tout en rondeur (60 millions de francs). Tout comme la Femme tenant une fleur (1930) de Léger. Cette œuvre abstraite et désarticulée partage la vedette avec les Deux Seins, peintes un an plus tôt, et respectivement évaluées à 12 millions et 15 millions de francs. La vacation ne compte pas moins de neuf toiles de l'artiste. Picasso, quelque trente-cinq ans plus tard, reprendra les rondeurs d'une très belle et très grande Femme nue (8 millions de francs). Les couleurs se font encore plus chaudes, les formes encore plus arrondies dans le Printemps à Paris, de Max Ernst. On assiste à la naissance d'un être humain dans un monde féérique de fantômes et de limbes transparents (6 millions de francs).

ALICE SEDAR

► Drouot-Richelieu (14 h 30).

## 27 millions de francs pour « les Toits » de Van Gogh

L'aquarelle de Van Gogh les Toits a été adjugée 27 millions de francs mardi 20 mars à Drouot-Montaigne, à Paris. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, avait décidé d'interdire la sortie de France de cette œuvre réalisée en 1882 (Le Monde du 17 mars).

Boston : 1 million de dollars offerts pour récupérer les tableaux volés

La musée Isabella Stewart Gardner de Boston a offert, mardi 20 mars,

1 million de dollars (près de 6 millions de francs) en échange de la restitution des douze chefs-d'œuvre dérobés dimanche (Le Monde du 20 mars). La somme sera réunie par les salles de vente Sotheby et Christie. Aucune question ne sera posée à celui qui rapportera les tableaux... en bon état.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

## COMMUNICATION

Euronews concurrente de CNN

## Sept télévisions européennes préparent le lancement d'une chaîne d'information

Comment rivaliser avec CNN (Cable News Network) ? Comment concurrencer cette chaîne d'information en continu, créée début 1980 à Atlanta, aux Etats-Unis, et reprise aujourd'hui dans les grands hôtels ou sur les réseaux câblés du monde entier ? Lorsqu'il y a deux ans, les responsables de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) - l'Eurovision - tentent de répondre à ces questions, ils ont en mémoire l'échec cuisant, quelques années plus tôt, d'une première tentative. En effet, TV, ainsi que les polonaises qui alors les avaient pour le lancement d'Eurosport en association avec le magnat australo-américain de la télévision, Rupert Murdoch (Le Monde du 3 juin 1988).

Pourtant, leur constat de départ est le même. Dans cette bourse d'échanges de programmes que constitue l'UER, le volume des images d'actualité disponibles excède largement les besoins des télévisions adhérentes. Pourquoi ne pas les utiliser au profit d'une chaîne thématique, faite par des Européens pour des Européens, alors que CNN reflète fortement la politique et les intérêts d'outre-Atlantique ?

Les premières études sont positives et, le 20 juillet 1989, se met en place un groupe de travail « opérationnel ». Présidé par l'Espagnol Javier de Aracil, il rassemble sept télévisions publiques européennes - dont Antenne 2 et FR 3 - sous la houlette du responsable

de la division « actualité » de l'UER, M. Pierre Brunel-Lantenac (1).

Huit mois plus tard, le projet baptisé « Euronews » repose sur une idée-force : la « remise en forme » des images d'actualité transmittant par l'Eurovision ainsi que des magazines directement fournis par les télévisions partenaires. La future chaîne n'a besoin ni d'équipes de tournage, ni de studios. « Ce choix, explique M. Brunel-Lantenac, permet de limiter à 50 millions de francs l'investissement annuel, sans que la qualité du produit ait à en souffrir. » L'apport - gratuit - des partenaires est, il est vrai, estimé à 860 millions de francs.

## Mosaïque linguistique

A l'écran, les émissions seraient essentiellement bâties autour de flashs d'information tout en images et constamment renouvelés de bulletins météo européens ainsi que de magazines (sur la Bourse, les spectacles, etc.) pouvant être déprogrammés à tout instant pour faire place à l'événement. « Aujourd'hui, raconte Gérard Decq, responsable du dossier à FR 3, la visite de Gorbatchev en RFA ou celle d'Argel à Genève est diffusée mais non diffusée en direct par les télévisions européennes. Leurs images sont d'abord retransmises sur CNN. »

La mosaïque linguistique euro-

péenne serait, pour l'essentiel, respectée puisque l'utilisation d'un satellite Eutelsat de la deuxième génération autorise la diffusion simultanée d'un même commentaire en cinq langues (2). Quant au lieu d'implantation de la chaîne, son choix n'est pas définitivement arrêté. Bologne et Munich sont sur les rangs, mais la candidature de Lyon est, pour l'instant, la plus avancée.

Enfin, pour éviter que ne se répètent les erreurs commises avec Eurosport (la question échappe à ses promoteurs de l'UER), c'est à un consortium de chaînes publiques que reviendrait la maîtrise du projet. Mais celui-ci pourrait déléguer l'ensemble de la gestion et de la réalisation de la chaîne à une société ouverte à des capitaux privés. Financée par le parrainage et la publicité, Euronews doit, selon ses initiateurs, équilibrer ses comptes, et une étude de marché vient d'être commandée à une filiale de Canal TV. Au vu de ses résultats, l'UER devrait décider définitivement de son lancement, fin avril, pour un démarrage effectif début 1991.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) Outre ces deux chaînes françaises, la RAI (Italie), la RTVE (Espagne), l'ARD et la ZDF (RFA), la RTBF (Belgique).

(2) Allemand, anglais, espagnol, français et italien.

En voyage officiel à Ottawa et au Québec

M<sup>me</sup> Tasca découvre la réussite des quotas canadiens

Venue à Ottawa assurer les Canadiens de sa volonté d'intensifier les liens de coopération entre la France et le Canada dans l'audiovisuel, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, a dissipé les nuages qui obscurcissaient depuis quelques mois les relations entre les professionnels des deux pays.

OTTAWA

de notre envoyée spéciale

Un jour à Ottawa, le lendemain à Québec, le surlendemain à Montréal... Un discours très officiel dans la capitale canadienne surprise en pleine fonte des neiges, un dîner protocolaire dans la capitale québécoise encore figée sous la glace, des rencontres professionnelles multiples dans la ville de Charlebois adossée par la pluie... Pour son premier voyage officiel à l'étranger, M<sup>me</sup> Catherine Tasca s'est employée à rassurer les Canadiens et à séduire les Québécois. Car on revenait de loin.

Deux éléments récents ont bien failli ruiner les relations jusqu'alors idylliques entre les deux pays dans le domaine audiovisuel. D'abord la directive européenne « Télévisions sans frontières » et l'engagement du gouvernement français dans une politique stricte de quotas. Une tragédie, cette « préférence communautaire », pensait-on notamment à Québec, où l'on craignait de se voir rejeter dans le camp des Américains. Deuxième élément : la mise en rapport Decca sur la politique audiovisuelle extérieure. La chaîne francophone TV5, à laquelle le Canada est partie prenante depuis 1988, y était sévèrement jugée, et un abandon pur et simple clairement envisagé. Les Canadiens n'en revinrent pas. Et il a fallu du temps, du courrier, des rencontres et de longues explications de M. Alain Decca pour qu'ils acceptent de minimiser ce faux pas... Sur ces deux points, le discours de M<sup>me</sup> Tasca fut donc à la fois clair et apaisant. Il est vrai que le ministre avait pris soin d'apporter dans ses bagages l'arbitrage du Conseil supérieur de l'audiovisuel reconnaissant aux coproductions franco-canadiennes - auxquelles un accord de 1983 donnait automatiquement la nationalité française - un statut d'œuvres d'origine communautaire. Une qualification qui leur ouvre les antennes françaises en leur permettant de figurer dans le quota de diffusion obligatoire de 60 % d'œuvres européennes. Et comme pour confirmer la volonté française de « poursuivre cette coopération exemplaire engagée depuis bientôt sept ans », M<sup>me</sup> Tasca et M. Marcel Masse, son homologue canadien, ont aussitôt signé un « mini-traité » mettant en œuvre une aide spécifique aux coproductions en langue française d'un montant total de 6 millions de francs. Quant à la chaîne TV 5, que

M. Masse considère comme « l'un des produits les plus forts de la francophonie », elle devra, selon M<sup>me</sup> Tasca, « non seulement être maintenue, mais développée et améliorée ».

Mais ce voyage-marathon a permis aussi à M<sup>me</sup> Tasca de découvrir quelques particularités de l'industrie audiovisuelle de l'audiovisuel - public et privé - et d'établir quelques rapprochements frappants avec la situation française.

## « Canadianisation » des ondes

En premier lieu, le succès d'une « canadianisation » volontariste des ondes, grâce à l'application d'une politique de quotas. Une politique sévère, impulsée par le gouvernement, soutenue et appliquée par le (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), équivalent du CSA) et à laquelle les chaînes se peuvent déroger sans l'exposer à une suspension brutale ou à une diminution de leur autorisation. 60 % des programmes des chaînes publiques doivent être d'origine canadienne, 50 % pour les chaînes privées, 30 % pour les télévisions payantes. Contes à l'origine par des diffuseurs effrayés par la pénurie de programmes nationaux vu l'étroitesse du marché canadien et tentés de recourir à des achats massifs chez le puissant voisin américain, ces quotas ne sont plus aujourd'hui remis en cause. « C'est à eux que l'on doit la construction d'une industrie canadienne de l'image, affirme M. Keith Spicer, le nouveau président du CRTC. Mais il a fallu de la persévérance pour les imposer » et du temps pour que les investissements dans la production de programmes produisent leurs premiers effets. Aujourd'hui, les taux d'écoute des programmes canadiens sont fabuleux et tout le monde découvre, surpris, que la production canadienne est une activité rentable.

Aucun discours ne pouvait faire plus plaisir à M<sup>me</sup> Tasca. « C'est vrai, a-t-elle d'ailleurs reconnu plus tard. L'exemple canadien m'encourage dans mon entêtement et prouve qu'en garantissant des débouchés aux produits nationaux, la politique des quotas est la plus sûre façon d'amorcer la création d'une industrie de programmes... Que les diffuseurs privés trouvent rentable cette politique d'investissement témoigne pour moi d'une magnifique réconciliation entre logique économique et logique culturelle. »

Les producteurs québécois ne seraient mieux dire, qui, en moins d'une décennie, ont doté le Québec d'un secteur indépendant et performant, en amorçant avec succès un processus de séparation des fonctions de producteur et de diffuseur. De quoi étonner, là encore, le ministre français de la communication. Qu'on en juge, 6,5 millions d'habitants, 110 producteurs indépendants... et une production de fictions supérieure à celle de la France, de la Suisse et de la Belgique réunies.

Le Québec n'en finit pas d'intriguer par son dynamisme tous les professionnels de la télévision. Car quota ou pas, le public québécois fuit les programmes étrangers et préfère les produits provinciaux. En 1988, sur les cinquante-deux émissions les plus écoutées par les francophones de Montréal, toutes provenaient de stations francophones, et 79 % - dont les dix premières - étaient québécoises. Pas étonnant que les quotas soient pulvérisés et que les chaînes francophones diffusent plus de 80 % de programmes québécois.

Toutefois, l'essor de la production télévisuelle indépendante est là aussi le résultat d'une politique volontariste des gouvernements canadiens et québécois. Créé en 1983, Téléfilm Canada gère un fonds de développement d'émissions canadiennes comprenant de 20 à 30 millions de dollars annuels pour la production francophone et joue donc un rôle essentiel dans son financement (de 30 % à 40 %). Tout incite, d'autre part, les diffuseurs publics à recourir aux indépendants pour nombre de leurs programmes. Les autres, depuis la création de Téléfilm, se sont également engagés à accueillir leurs commandes extérieures. TV-Quatre Saisons, la dernière télévision apparue sur le marché, ayant recours aux indépendants pour plus de 60 % de son antenne ! Reste que, malgré son dynamisme et son essor, l'industrie québécoise reste fragile, qui dépend à 45 % des mécanismes publics de soutien à la production. Et l'on comprend mieux l'attachement des indépendants à la coproduction.

Enfin, une rapide visite à Radio Canada allait tout juste permettre à M<sup>me</sup> Tasca de sentir toute l'ambiguïté des problèmes posés aujourd'hui à la radio-télévision publique canadienne. Accusée par les chaînes privées de concourir de façon déloyale sur un marché publicitaire de plus en plus disputé, et contrainte par le gouvernement - qui a largement amputé son budget et causé 500 licenciements - de compenser en ressources commerciales les millions de dollars envolés... Attaquée dans la presse pour avoir recours aux ficelles des chaînes commerciales et céder aux formules de la télévision américaine... et dans le même temps dépendante des recettes commerciales (et des sondages) pour financer un contenu canadien plus élevé que chez ses concurrents... « Il est plus que temps qu'on redéfinisse son mandat et ses missions », affirmait un de ses responsables, un rien désabusé. M<sup>me</sup> Tasca était bien placée pour comprendre.

ANNICK COJEAN

PRÉCISION. - Le numéro de téléphone attribué au trimestriel Cirac-Médias (Le Monde du 20 mars) était erroné. Le numéro exact est : 16 (1) 43-59-46-50.



ARTS • SPECTACLES



« JEANNE DORÉ », FILM DE 1916 AVEC SARAH BERNHARDT, RETROUVE SA MUSIQUE ORIGINALE

Actrice lyrique, diva du muet

Certes, elle est passée par la Comédie Française et elle a joué *Phèdre* mais, pour autant qu'on sache, elle n'a pas dit les vers de Racine avec la simplicité tragique que leur avait rendue Rachel à l'époque romantique. Sarah Bernhardt n'a été « la grande Sarah » qu'à partir de 1872. Inséparable de cet « esprit fin de siècle » où le néo-romantisme décadent se mêle à « l'écriture artiste » des romanciers, (les frères Goncourt, Huysmans), aux paillettes de la poésie symboliste, à la peinture préraphaélite anglaise, aux toiles de Gustave Moreau, au goût des ornements orientaux, pompeux et pompéiens.

Reine de théâtre, Sarah Bernhardt joue Shakespeare (*Hamlet*) et Musset (*Lorenzaccio*), rôles travestis, en attendant *l'Aiglon* de son ami Edmond Rostand, qui a écrit pour elle la *Princesse Joïtaine* et la

*Samaritaine* montés, par ses propres soins, avec un grand luxe de décors et de costumes.

Il n'est que de voir les affiches « modern style » de Mucha, dans les années 1890, pour comprendre à quoi Sarah Bernhardt pouvait ressembler en scène : coiffée, parée comme une idole, femme-fleur et femme-liane, ses poses pâmées sont celles de nos actuelles cantatrices d'opéra. Et d'ailleurs, la *Dame aux camélias*, de Dumas fils, la *Tosca*, *Fédora*, *Gismonda* de Victorien Sardou – qu'elle avait à son répertoire – furent, aussi, des drames chantés.

Sarah Bernhardt aurait même joué, à Londres, la *Salomé*, d'Oscar Wilde, si le grand chambellan de la reine Victoria n'avait fait interdire cette représentation de « personnages bibliques ». Et les enregistrements sur cylindres de la « voix d'or » nous transmet-

tent, passée la première impression de technique rudimentaire et d'emphase, la fascination d'une voix chantante, étrange, comme allait être celle de Maria Callas plus tard, dans la *Tosca* et dans *Médée*, par exemple, rôles qu'elles assumèrent l'une et l'autre.

Les documents sur Sarah Bernhardt qui nous la restituent vivante sont postérieurs à 1895, c'est-à-dire à l'invention du cinéma. Elle n'était plus jeune, et cette actrice dont le verbe correspondait si bien aux attitudes n'a pu tourner que des films muets. Sarah sans la voix ! Elle a tenu la gageure et il nous plaît de penser que la musique d'accompagnement, fidèle à sa nature de diva du drame scénique, fut inventée pour elle. Car – prolongement de l'esprit fin de siècle, de ses paradoxes, de ses étrangetés –, on ne peut retrouver Sarah Bernhardt et apprécier son jeu à l'écran sans cette musique (*lire page 24*).

JACQUES SICLIER

THÉÂTRE  
Steven Berkoff  
à la Colline

29



Le théâtre français fréquente assez peu l'une des stars de la scène anglaise et américaine : l'auteur, acteur et metteur en scène Steven Berkoff. Jorge Lavelli a décidé de monter l'une de ses pièces, *Greek*, violemment provocatrice, anti-tchatchérienne et lyrique, un peu comme cet enfant des faubourgs de Londres.

DANSE  
Grande école  
pour futures étoiles

31



C'est à Nanterre, sous la houlette de Claude Bessy, que sont formés les meilleurs danseurs du monde. Comme chaque année, les meilleurs sujets de cette pépinière – l'école de l'Opéra de Paris, désormais décentralisée – s'exposent au palais Garnier.

ARTS  
Kees Van Dongen  
au Musée d'art moderne

33



L'un de ses nus fut jugé indécent au Salon d'automne de 1913. Ce *Hussard aux jambes torves* ne l'est pas moins. Apollinaire, lui-même, jugeait Kees Van Dongen trop obscène pour être considéré comme un peintre homme. Et s'il s'était trompé, non sur son inspiration, mais sur ses qualités ?



## CINÉMA

FILMS MUETS EN CONCERT

## Symphonie pour deux reines du mélo

Christian Belaygue veut faire redécouvrir le cinéma muet. Pas seulement les grands classiques chers aux historiens et aux cinéphiles, mais aussi les films qui étaient destinés au grand public et qu'on ne connaît plus aujourd'hui. Christian Belaygue, qui organise la programmation des Rencontres cinématographiques du Festival d'Avignon, est programmateur et conseiller artistique d'un cycle de cinéma muet en concert à l'Auditorium du Louvre (1) et du cycle « Les orchestres du cinéma muet » à Nanterre-Amandiers (2). Pièces rares : *Jeanne Doré*, de Louis Mercanton, tourné en 1916 avec Sarah Bernhardt ; *A travers l'orage* de David Wark Griffith, tourné en 1920, avec Lillian Gish.

Point commun entre ces deux films : la musique qui les accompagnait à leur sortie a été retrouvée, et restaurée par Gillian Anderson. Chef d'orchestre, musicologue, bibliothécaire de musique, productrice de radio, cette Américaine a déjà dirigé elle-même plusieurs partitions pour grand écran. Le 2 octobre 1989, au Festival du film de New-York, elle était à la tête de l'Orchestre philharmonique et du chœur de Brooklyn, pour accompagner la version restaurée d'*Intolérance*, de Griffith.

Gillian Anderson dirigera, à Nanterre-Amandiers, une formation de dix musiciens pour « recréer » la musique originale de William Frederick Peters et Louis Silvers (*A travers l'orage*). Elle sera, avec ses musiciens, à l'Auditorium du Louvre, pour diriger la musique originale de Max Winkler (*Jeanne Doré*).

J.S.

(1) Cycle organisé par Guillaume Monasse et Christian Belaygue, en collaboration avec la Cinémathèque française et avec la participation de la SACEM. Autre film présenté : *Le Roux, d'Abel Gance*, le 18 avril.

(2) Cycle organisé en collaboration avec le Musée d'art moderne de New-York et la Bibliothèque du Congrès de Washington, avec le soutien de la Fondation Gen pour le cinéma, et la CNC. Autres films présentés : *Intolérance*, de Griffith et *Octobre*, de S.M. Eisenstein, en avril.



Lillian Gish dans « A travers l'orage » de D.W. Griffith (1920) et Sarah Bernhardt dans « Jeanne Doré » de Louis Mercanton (1916).

Si le cinéma muet retrouve une certaine jeunesse, c'est à ses musiques qu'il le doit. Outre le fait qu'ils ont été « remusicalisés », *Jeanne Doré* et *A travers l'orage* ont pour point commun d'être deux mélodrames interprétés par des actrices fabuleuses, chacune en son genre. L'une, Sarah Bernhardt, monstre sacré du théâtre français ; l'autre, Lillian Gish, création de Griffith.

Sarah Bernhardt était née à Paris en 1844. Débutante sous le Second Empire, elle est en pleine gloire sous la III<sup>e</sup> République, parcourt l'Europe et l'Amérique, passe de la Comédie-Française à l'Ambigu, de la Porte-Saint-Martin à la Renaissance. Tumultueuse, extravagante, elle est, à la fin du siècle (l'autre) une légende vivante. Elle a joué le théâtre de Victorien Sardou ; osé, à cinquante-six ans, la création de *l'Aiglon* en travesti. Sa « voix d'or » subjugue les foules. De 1908 à 1912, elle s'est laissée tenter — elle avait toujours besoin d'argent — par le cinéma pour *Hamlet*, *la Dame aux camélias*, *Adrienne Lecouvreur*. *La Reine Elisabeth* lui valut une immense publicité et la conquête du marché américain. Edmond Rostand a dit qu'elle était « reine de l'intimité et princesse du geste ». Pour suppléer l'absence de sa voix, elle y va, devant la caméra, de toutes ses attitudes, de tous ses gestes.

En 1913, Sarah Bernhardt, qui a soixante-neuf ans, demande à Tristan Bernard de lui écrire une pièce. D'une de ses nouvelles, *la Dernière Visite*, il tire *Jeanne Doré*. Il y prévoit aussi un rôle pour son fils Raymond, grand jeune homme aux allures romantiques, brillant de faire une carrière d'acteur. C'est un succès et, trois ans plus tard, Louis Mercanton (coréalisateur de *la Reine Elisabeth*) en tire une version filmée, avec les mêmes interprètes principaux.

Entre-temps, Sarah Bernhardt a été amputée d'une jambe : elle joue presque toujours assise. Debout, elle s'appuie à un mur, un meuble, une porte, une barrière ; on ne la voit pas marcher avec cette jambe de bois que dissimulent les longues robes.

*Jeanne Doré* est un mélodrame éperdu. Le femme qui porte ce nom, bourgeoise aisée, est mariée à un joueur qui, dans un coup de folie, se ruine et se suicide. Il lui a demandé pardon et laissé un petit garçon de sept ans, Jacques. Mme Doré vend tout, paie les dettes, sauve l'homme et s'installe papetière dans une petite ville de province, grâce à l'aide d'un oncle. Douze ans plus tard, Jacques Doré s'éprend d'une femme mariée, Fanny (Mlle Costa, dont nous ne savons rien d'autre, joue le rôle avec une coquetterie pincée, un air d'indifférence hautaine) qui a besoin d'argent. Pour elle, il tue l'oncle riche mais il est pris, condamné à mort.

Très curieusement, on oublie l'âge de Sarah Bernhardt. Bourgeoise aux riches atours ou papetière en robe noire à son petit comptoir, elle a, dans un visage dont les traits se sont amollis, relâchés, deux grands yeux soulignés de fard, au regard fascinant. La bouche dit quand même les mots du texte. A ses mouvements, on devine les inflexions de la voix.

Aucun gros plan. Tout est filmé en plans d'ensemble, fixes, comme des scènes de théâtre. Réduite à peu de mouvements, Sarah Bernhardt — c'est vraiment une surprise quand on connaît ses films précédents — brûle d'un feu intérieur, stylise les gestes de ses longs bras, surtout dans la deuxième partie où l'héroïne accomplit son calvaire dans une suite de sacrifices dont le dernier, à la prison où Jacques attend d'être conduit à l'échafaud, est une superbe idée dramatique. Par comparaison, c'est Raymond Bernard qui charge trop son jeu. Il ne deviendra d'ailleurs pas acteur mais cinéaste, l'un des plus populaires du cinéma français, des années 20 aux années 50. Sarah Bernhardt s'éteindra en 1923. Sa légende dure toujours (1).

Sarah Bernhardt avait cinquante-quatre ans lorsque naquit, en 1896, Lillian de Guiche qui devint Lillian Gish et débuta, très jeune, au théâtre et au cinéma avec sa sœur Dorothy. Les sœurs Gish tiennent, dès 1912, de petits rôles dans les courts métrages de David Wark Griffith. Celui-ci va s'intéresser particulièrement à Lillian parce qu'elle correspond au type féminin qu'il privilégie : joli visage un peu rond, bouche en cœur, corps frêle, allure candide, beaux yeux capables de refléter toutes les émotions : une ingénue, une fille-fleur qui peut exprimer les joies et les souffrances de personnages voués aux épreuves.

Les sujets des films de Griffith sont, le plus souvent, mélodramatiques, dans le goût de l'époque. Mais, lui, invente le langage cinématographique, fait bouger la caméra, varie les plans, travaille le montage. Et dans cet univers qu'on peut bien dire de cinéma pur, toutes traces théâtrales effacées, Lillian Gish est un merveilleux instrument, sensible comme



un stradivarius, une créature de rêve aux aventures pathétiques. Faut-il rappeler *Naissance d'une nation* (1914), *les Cœurs du monde* (1918), *le Lys brisé* (1919), *le Pauvre Amour* (1919) ?

Voici, en 1920, *A travers l'orage*, un des sommets du pathétisme griffithien. A dix-sept ans, Anna Moore, que sa mère a élevée avec peine, est envoyée chez de riches cousines de Boston. Elle est séduite par un viveur, Lennox Sanderson (Lowell Sherman). Il l'abandonne lorsqu'il apprend qu'elle est enceinte. Anna s'enfuit, met au monde un enfant qui meurt peu après, puis est engagée comme servante à la ferme des Bartlett. Elle s'éprend du fils de la maison, David, qui l'aime également (Richard Barthelmess). Mais Sanderson reparaît, le secret d'Anna est découvert. Elle se sauve en pleine nuit, se jette sur les blocs de glace à la dérive du fleuve gelé. Mais David vient la sauver.

Victime d'un séducteur sans scrupules et du puritanisme d'une société villageoise que Griffith justifie, Lillian Gish montre, ici, dans le personnage d'Anna, une force de caractère qui en transcende la fragilité. Elle a vingt-quatre ans, une certaine maturité ; son jeu est un jeu de cinéma épuré, ce qui n'était pas courant, même dans les films américains de l'époque.

*A travers l'orage* revient, à Nanterre-Amandiers, dans une copie restaurée (avec les séquences teintes) et différente, en plusieurs points, de celle qu'on connaît, le Musée d'art moderne ayant retrouvé des copies qui permirent le remontage d'une version « authentique ». Il arrivait à Griffith de modifier ses films selon les circonstances. En tout cas, la fameuse scène de la débâcle des glaces (peut-être inspirée par la fuite de l'esclave Eliza dans *la Case de l'oncle Tom*) est bien là. Lillian Gish est âgée aujourd'hui de quatre-vingt-trois ans.

JACQUES SECLIER

(1) Il existe une version parlante de *Jeanne Doré*, un film italien de Mario Bonnard réalisé en 1938, sorti en France en 1941, sous le titre *le Roman d'une mère*. L'interprète de Jeanne Doré est Emma Gramatica, monstre sacré de la scène italienne (1875-1965).

\* *A travers l'orage*, de D.W. Griffith, les 23, 24 mars à 20 h 30, le 25, à 15 h, Théâtre des Amandiers, Nanterre. Tél. : 47-21-18-81.

\* *Jeanne Doré*, de Louis Mercanton, les 29 et 31 mars à 21 h, Auditorium du Louvre. Tél. : 40-20-52-25.

**Roger & Moi**

Le combat d'un seul homme face à un géant de l'industrie pour sauver sa ville natale.

**Aujourd'hui**

V.O. : GAUMONT OPERA - GAUMONT LES HALLES - 7 PARNASSIENS  
3 BALZAC - SAINT ANDRE DES ARTS - LA BASTILLE.

**AULNAY**

134, rue Anatole France, 48.60.00.22  
A 15 MN DU CHATELAIN PAR LE R.E.R.

Vendredi 23 mars 90 à 21h

**IL RE PASTORE**

Opéra de W.A. Mozart  
Livret de Pietro Metastasio  
mise en scène Françoise Guiguer  
direction musicale Christophe Davaerio

LOC : 48.60.00.22 • FNAC • 5015 COC THÉA

**atem**

APHORISMES  
PERILS

de Jacques Reboul  
avec Michael Lonsdale

29-30-31 Mars  
et 1<sup>er</sup> Avril

Réervations  
43 64 77 18 et 3 FNAC

**ABEL, ABETH**

de la  
**COMPAGNIE CHRISTINE BASTIN**

23 et 24 mars à 21 h  
25 mars à 17 h

CENTRE CULTUREL D'ORLY  
1, av. Marcel-Cochin, 94310 ORLY  
16 (1) 48.92.33.66 - p. 300

صبراً من الامل



# CINÉMA

GODARD, HALLYDAY, TRENTE ANS DÉJÀ

## Jean-Luc et Johnny sont dans le même bateau



Le cinéaste sur le tournage du « Mépris »

Petit soldat des Cahiers du cinéma, nourri des grands classiques comme des Pieds Nickelés, Jean-Luc Godard a-t-il mérité son étiquette d'idole des intellos ? Est-il donc sacrilège de signaler sa fraternité de fait avec Johnny Hallyday, le lionnet chantant, l'idole yé-yé ? Outre qu'ils ont accédé à la notoriété simultanément, et qu'ils firent plus que se croiser dans *Détective*, la nouvelle vague fut leur horizon commun, cette *Nouvelle vague* choisie comme titre du film que Godard tourne en ce moment. S'ils n'ont pas pris le même train — l'un est parti 48 heures avant l'autre —, ils se sont lancés sur le même quai : le même mois de la même année 1960, Johnny a sorti son premier 45 tours le 14 mars, et Jean-Luc a sorti *A bout de souffle* le 16 mars. Trente ans ont passé depuis comme une semaine. Ecran partagé. Colonne Johnny, colonne Jean-Luc, colonne Hallyday, colonne Godard.



Le chanteur à ses débuts

JOHNNY, le cheveu court et les jones creuses, n'a jamais autant ressemblé à ses débuts, Jean-Luc, derrière ses lunettes sales, n'a jamais autant ressemblé à un étudiant qui vient de passer la nuit dans un compartiment de seconde classe. Et le « détective » va essayer de démontrer que les deux hommes, s'ils n'avaient rien à voir ensemble, ne se sont jamais perdus de vue.

« *T'aimer follement* », chante l'un en ce mois de mars 1960. « *Si vous n'aimez pas...* », menace l'autre, à peine le film commencé. Si vous n'aimez pas follement Hallyday et Godard, allez vous faire voir.

L'un est un intellectuel qui écrivait dans les *Cahiers du cinéma*, l'autre un lionnet qui ne connaît pas le sol-fège. L'un va diviser les ciné-clubs bourrés d'étudiants qui n'écourent que du jazz, l'autre va déchirer les familles remplies d'adolescents qui n'écourent que « Salut les copains ». Ça se présente mal. Et pourtant, l'un et l'autre ont le même mot de passe : nouvelle vague. L'expression est utilisée aussi bien pour définir un mouvement cinématographique en rupture avec les metteurs en scène traditionnels que pour qualifier les premières œuvres : « *Une p'tite MG, trois compères...* », susurre Richard Anthony en 1960, dans une chanson qui s'appelle comme ça : *Nouvelle vague*. Comme le film de Jean-Luc, en cette année 1960 : *Nouvelle vague* (avec Delon).

1963. Le monde intellectuel découvre, bien obligé, le rock français. A l'occasion de la Nuit de la Nation organisée, par « Salut les copains », et marquée par le passage, sur ce podium en plein air, de Johnny Hallyday devant cent cinquante mille fans, traités de voyous par la presse sous prétexte que certains d'entre eux ont grimpé jusque dans les arbres et sur les toits pour mieux « le » voir. Nuit chaude de juin, qui fait beaucoup de bruit aux oreilles des sœurs. Bruit annonciateur d'autres secousses. D'autres printemps.

Le sociologue Edgar Morin invente dans *Le Monde* le terme « yé-yé ». Baptême assez condescendant... Y a-t-il du mépris dans cette manière d'examiner ? Jean-Luc tourne un film qui porte ce nom, avec Brigitte Bardot, l'autre idole. Johnny, BB... Il sera très vite, avec elle, le Français le plus photographié. Cinquante-cinq mille photos existantes en 1966.

1966. « Salut les copains » inspire à Godard un film avec Chantal Goya, *Masculin Féminin*. Les intuitions du cinéaste n'ont jamais été aussi proches des vibrations du chanteur. Deux univers se cherchent à tâtons. Mais qui a éteint la lumière ? C'est un film en noir et blanc, un an après les couleurs de *Pierrot le fou*. Noir et blanc qui tache les yeux comme un fait divers de France-Soir tache les mains. Fait divers ? Johnny a craqué. Il a avalé de l'eau de Cologne, des barbituriques, et s'est taillé les veines, deux ou trois jours après avoir gravé *Noir c'est noir*, chanson dont il ne voyait pas l'urgence, enregistrée à la sauvette, pour faire plaisir à sa maison de disques. Quelques semaines plus tard, il termine son nouvel album, *Génération perdue*, perdu dans le studio, les poignets encore bandés de blanc. Chansons en noir et blanc. Comme *Masculin Féminin*. Masculin : Johnny. Féminin : Sylvie. Orages dans le ménage, qui défraient la chronique. « *Je suis seul* », hurle-t-il. Jean-Luc, lui, va faire bon ménage, un instant, avec Anne Wiazemski,

petite-fille de François Mitterrand — et la chronique en sera encore plus « défrayée », — avant de tout plaquer pour mai 68.

1968 ? Pris en sandwich entre sa chanson « réac », *Cheveux longs, idées courtes*, et sa métamorphose hippie Johnny fait une tournée française avec une jambe dans le plâtre : il est tombé dans la fosse d'orchestre au cours d'un concert. Out, provisoirement.

Jean-Luc, lui, a pris les devants : il a tourné *La Chinoise* un an avant 1968. *La Chinoise* ou les débuts au cinéma du Petit Livre rouge de Mao. Mai 68 des 1967...

Toutefois, cette fameuse année-là, deux événements vont les rapprocher encore, lui et lui. Jean-Luc tourne *One + One* avec les Rolling Stones. Johnny tourne *5 + 1* de Guy Job, en covedette avec les mêmes Stones.

1968. Godard entre dans son exil militant. Johnny se « politise » quelque temps. A sa façon. Il fait dans le show antipollution en 1971, chante « Essayez » sur des paroles de Philippe Labro (qui avait également filé un coup de main à Jean-Luc dans *Made in USA* en 1966). Il assure en 1972 un gala au Golf Drouot au profit de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, et se produit bénévolement en 1974 au pénitencier de Bochuz, en Suisse, devant deux cents prisonniers. « *Les portes du pénitencier...* ». Jean-Luc, qui s'est emprisonné lui-même dans ses discours idéologiques, donne parfois de ses nouvelles, réapparaît puis disparaît, est « *ici et ailleurs* » comme il le dit sur les affiches de l'une de ses rares productions visibles. Johnny aussi : il est ailleurs, dans le désert américain qu'il traverse en Kawasaki 900, et il est ici, à Alençon,

où il s'effondre, épuisé. Circulant en moto, Jean-Luc est victime d'un grave accident en plein Paris. Cinq côtes fracturées, une blessure au genou, un traumatisme crânien. Les nécrs tombent sur les télé. Il filait à un rendez-vous pour le film qui devait marquer son retour. *Tout va bien*.

Les années 70 traînent en longueur. Emerge la nostalgie de la décennie précédente. A un an près, Johnny et Jean-Luc reviennent sur leurs pas. En 1975, Godard réalise un remake vidéo d'« *A bout de souffle* », qu'il appelle tout simplement *Numéro deux* ; en 1976, Hallyday reprend la plupart de ses anciens hits, au cours de son show *Johnny story*.

Arrivent enfin les années 80. *Savez qui peut (la vie)* est le véritable nouveau film de Jean-Luc Godard. Tout va mieux. Sauver qui ? L'amour du cinéma. Jean-Luc se remarie avec le cinéaste tandis que Johnny et Sylvie divorcent. Le 5 novembre 1980. Vie et mort : le cinéaste Godard est resuscité et monte au ciel dans *Passion* tandis que des bruits se font persistants sur la mort de Johnny Hallyday. Johnny répond par la vie, et Nathalie Baye donne naissance à Laura, leur fille.

Nathalie Baye tourne à Annemasse, petite ville triste de Haute-Savoie, dans le film de Bertrand Blier *Notre histoire*. Johnny l'a rejointe quelques jours. Ce samedi-là, Nathalie a rendez-vous avec Jean-Luc, quelque part entre Genève et Lausanne. A Drize exactement, pas loin de chez Godard. Johnny l'accompagne. Elle veut demander à Godard des explications sur ce projet, *Détective*, dans lequel elle doit tenir un rôle important dont elle ne sait rien. Elle voudrait que Godard s'engage enfin à raconter l'histoire qu'il a en tête.



Sur le tournage de *Détective* en octobre 1984.

Au cours du déjeuner, Jean-Luc est avec sa compagne, Anne-Marie Miéville. Johnny est assis à côté de Nathalie. Godard ne répond pas grand-chose à sa future actrice, qui a déjà joué dans *Savez qui peut*. Et ne dit rien à Johnny qui, lui, a aperçu à une autre table du restaurant des amis en train de fêter un anniversaire. Il les rejoint.

Partie remise. L'année suivante, un autre samedi, Jean-Luc tombe sur « Les enfants du rock » consacrés à Hallyday qui, à la fin de l'émission, fredonne *l'Idole des jeunes en grattant sur une guitare sèche dans une chambre d'hôtel, de Nashville celle-là*. « *Les gens m'appellent...* ». Image bleu nuit d'un héros solitaire et fatigué. Portrait de Johnny en loser. Johnny face B.

Flash dans la tête de Godard, qui a également recopié dans sa mémoire ce moment de l'interview où Johnny expliquait qu'il pourrait très bien, un jour, se faire sauter la cervelle. Comme Belmondo à la fin de *Pierrot le fou*. Les gens l'appellent... « *J'm'appelle pas Pierrot...* »

Quinze jours après cette soirée-télé, Godard appelle Hallyday : « Bonjour. J'ai pensé... Est-ce que vous voulez jouer dans *Détective* ? »

« C'est inattendu », dit Johnny. Il accepte tout de suite, sans vraiment réfléchir, sans penser au Zénith qu'il doit préparer.

Quand le tournage commence, on plutôt ne commence pas, quand Godard remet chaque jour au lendemain le premier tour de manivelle, enfilé avec tout le monde dans le Concorde-Saint-Lazare, huis-clos de *Détective*, Johnny tient le coup. Nathalie, qui en a vu d'autres, qui a dû faire quatre heures de vélo chaque matin pour quelques minutes de bicyclette dans *Savez qui peut (la vie)*, a préparé Johnny, l'a conditionné. De toute façon, le rocker a la même attitude avec ses musiciens quand il s'agit d'entrer en répétitions avant le spectacle. Il débarque à la dernière seconde, quelques jours seulement avant la première, quitte à se défoncer jour et nuit. « *Jim Hendrix, c'était la même chose*, affirme-t-il. Quand il n'avait pas envie de jouer, il ne le faisait pas. Eh bien, pour moi, Jean-Luc Godard, c'est comme Jimi Hendrix. Ils se ressemblent beaucoup. Le même goût de l'improvisation... »

Johnny est mort de trac. Premier jour de tournage. « *Je devais sortir une cigarette et l'allumer en frottant une allumette. Je tremblais tellement que je n'y arrivais pas. A ma grande surprise, Godard m'a rassuré d'une voix douce et calme*. » Le soir, il a accompagné Nathalie aux rushes. Il s'est trouvé moche, « à chier », avec son grand nez et des yeux tout petits. Nathalie lui a alors donné un conseil : « *Au cinéma, ne pense jamais à ton physique. Joue de l'intérieur*. »

Intérieur-extérieur. Il s'en est bien sorti, Johnny. Pour son dernier jour de tournage, il a fait un pot. Godard est venu et, en guise de savoir-faire, l'a embrassé en lui disant : « *Tu es mon acteur, et je t'aime beaucoup*. » Il paraît que ça ne s'était jamais vu.

MAURICE ACHARD

★ Maurice Achard est l'auteur de *Vous avez dit Godard* (Albin Michel, 1980) et du livre-album *Les Années 60 en noir et blanc* (éditions Anne-Marie Métailié, 1980).

### ACTUELLEMENT

MR2 DECOUVERTES

14 JUILLET ODEON

## POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ?

un film de BAE, YONG-KYUN

Leopard d'Or - Festival de Locarno 1989

Avec la Fondation Gan pour le Cinéma



## CINÉMA

SORTIE DE « ROGER ET MOI », DOCUMENTAIRE QUI FAIT SCANDALE AUX ÉTATS-UNIS

## 30 000 chômeurs privés d'Oscar

Un documentaire doit-il être objectif ? Encensé à sa sortie par la critique américaine, *Roger et moi*, de Michael Moore, déclenchait ensuite une violente polémique. Il met aujourd'hui en cause le processus même de la sélection aux Oscars.

**R**ÈGLE d'or : le documentaire, c'est le regard de Dieu. L'œil est partout, le narrateur nulle part, le ton est « objectif », sinon il relève de la propagande. Le matériau « doit parler de lui-même ».

Comme les « nouveaux journalistes » des années 60, les « nouveaux documentaristes » travaillent le matériau à la première personne du singulier. Errol Morris faisait du *Dossier Adams* un trip hallucinatoire. Avec *Roger et moi* (qui sort ce 21 mars à Paris), l'iconoclaste Michael Moore donne dans le psychodrame comique et affiche d'emblée son engagement personnel : il est le « moi » du titre.

Moore prend pour sujet sa ville natale, Flint, dans le Michigan, est l'exemple type de la *company town* : depuis presque toujours, la majeure partie de la population travaille à la General Motors. En 1986, Roger Smith, PDG de la GM (et le Roger du titre) décide de transférer la production au Mexique (main d'œuvre moins chère et non syndiquée), laissant trente mille chômeurs flintois sur le carreau. Moore brûle d'amener Smith à Flint pour lui faire constater en direct les conséquences catastrophiques de sa décision.

*Roger et moi* suit dès lors ses multiples (et vaines) tentatives pour déboucher le président du siège de la GM à l'Athletic Club de Detroit ou au Yachting Club de Grosse Pointe. Au passage, le film nous conduit au travers d'un Flint devenu capitale de l'absurde. Sur le *Wouldn't It Be Nice* ? des Beach Boys (*Ce serait-y pas sympa ?*), la caméra remonte une allée de pavillons en décrépitude. Au moment où, à la télévision, un chœur entonne *Viva l'ère Noë!* qui arrive, l'adjoint au shérif, le soir même du réveillon, expulse les ouvriers de leur maison (neveu des frères Marx - Groucho et Karl - Moore ne fait pas dans la dentelle).

L'humour du film provient précisément du contraste entre le caractère sinistre des problèmes qu'affrontent les chômeurs de Flint (les usines ferment, la criminalité augmente, la prison débordante, on en construit une autre, d'anciens ouvriers se recyclent en gélés) et les tentatives désespérément superficielles pour les pallier : grand bal de bienfaisance pour inaugurer la nouvelle prison où - pour 100 dollars à peine ! - le gratin passe une nuit en cellule ; une Miss Michigan (bientôt Miss Amérique) remonte, sublimement inconsciente, une avenue bordée de magasins condamnés ; le chanteur Pat Boone vient remonter le

moral des troupes ; téléprédicateur vedette, le révérend Robert Schuller accepte (contre un cachet de 20 000 dollars) de sermonner les licenciés : « Ce n'est pas parce qu'on a des problèmes qu'il ne faut pas être heureux » ; Ronald Reagan partage la pizza des chômeurs, leur suggérant (rapporté plus tard en cadre supérieur) d'émigrer au Texas. Pendant cette visite, la caisse enregistreuse de la pizzeria est dérobée. *Thés dansants sur le « Titanic »* - c'est le titre que Moore faillit donner à son film.

Difficile de trouver moins *yuppy* et plus « popu » que Michael Moore, avec son mètre quatre-vingt-dix pour cent kilos, ses chemises Pisu et sa casquette de baseball. Jusqu'à l'âge de deux ans, dit-il en ouverture du film, il ne rampait qu'à reculons, mais à six, il connaissait par cœur le discours inaugural de John F. Kennedy. Le soir, la famille regardait à la télévision locale les shows sponsorisés par la GM : « Pendant des années, j'ai cru que seules trois personnes travaillaient pour la General Motors : Pat Boone, Dinah Shore et papa » (son père y fut ouvrier pendant trente-trois ans). À dix-huit ans, Moore entre dans la vie civique en se faisant élire au bureau municipal de l'éducation. À vingt-deux, il lance son premier journal « alternatif », *The Flint Voice*, qu'il dirige pendant dix ans. En 1986, il part pour San Francisco « où tout le monde avait un job mais personne ne semblait travailler ». Il y dirige le mensuel de gauche *Mother*

Jones, qu'il quitte au bout de quatre mois, par suite d'une dispute avec le propriétaire du magazine qui refuse de mettre en couverture un chômeur de Flint. Déprimé, sans emploi, Moore passe sa vie au cinéma et finit par se dire : « Je ne pourrai jamais faire pire que ce que je vois ».

Pour financer son film (autour de 200 000 dollars), le réalisateur a vendu sa maison et tout ce qu'elle contenait (y compris son lit), il a animé les bingos du mardi soir au Carmen Plaza Hall de Flint. Toute l'équipe est d'ailleurs débutante : « Nous avons appris sur le tas - et ça se voit ». C'est Jesse Jackson qui leur apprendra comment fonctionne un magnétophone professionnel.

Très vite, des discordances viennent troubler le conte de fées répercuté par la presse. Dans le mensuel *Film Comment*, le journaliste Harlan Jacobson lève le lièvre : le film donne l'impression que tout s'est passé d'un seul coup - la décision du transfert de la GM, les trente mille chômeurs, la dévastation massive de toute une communauté, à laquelle le gouvernement local répond par des cantiers sur une jambe de bois. Et Jacobson de souligner les dérapages du « document ».

Michael Moore reconnaît qu'il n'avait nullement l'intention de jouer *fair-play*. Racontant toute une décennie en moins de deux heures, il agit, dit-il, comme fait tout journaliste : dans l'agencement même

de son « article », il manipule les choses et la succession des choses.

Comble d'ironie, le succès de *Roger et moi* l'enfoncé plus avant dans le système économique qu'il critique. Les grands distributeurs se le sont ardemment disputé, la Warner l'a remporté, pour 3 millions de dollars (presque un record), plus quatre maisons à acheter à l'intention de quatre familles de sans-abri et vingt mille billets gratuits destinés aux chômeurs flintois.

Autre réaction : celle exprimée par près de cinquante cinéastes - anciens nommés ou « oscarisés » - dans une *Lettre ouverte à la communauté du film* et adressée à l'Académie du cinéma.

Le groupe, au sein duquel on retrouve les noms de Louis Malle (*L'Inde fantôme*) et Mira Nair (*Salaam Bombay*), se dit « choqué et outragé que Roger et moi n'ait pas été nommé aux Oscars », alors que « le film a été tenu pour l'un des dix meilleurs de l'année et n'a pas suscité plus de critiques que n'importe quel autre en 1989 ».

Le deuxième point porte sur un conflit d'intérêts et met en cause le processus même des nominations. L'Académie est divisée en douze départements. Acteurs, réalisateurs, scénaristes, monteurs, etc., votent à l'intérieur de leur catégorie : on est nommé par ses pairs. Il n'existe pas de département « documentaire » ; aussi l'Académie nomme-t-elle les membres du comité (quarante environ), mais, selon le président de l'*International Documentary Association*, Harrison Engle, « peu d'entre eux sont des cinéastes de non-fiction ».

La polémique porte ici sur la présence (influyente), au sein du comité, d'un distributeur de documentaires et de courts-métrages, Mitchell Block, président de Direct Cinema qui (comme par hasard ?) détient les droits de trois des cinq documentaires nommés cette année.

Les cinéastes signataires reconnaissent que l'approche de Michael Moore est peut-être discutable - « mais on pourrait en dire autant de bien de nos propres documentaires ». Et signalent que la définition même du documentaire, aujourd'hui trop étroite, serait à revoir. « Depuis longtemps, indique M. Engle, le comité est plus enclin à privilégier le sujet que l'imagination cinématographique, ce qui tend à renforcer du documentaire l'image d'une discipline méritoire mais peu excitante ». Le comité ne tient compte que du regard et de son « objectivité », renâclant devant tout procédé généralement assimilé à la fiction. Une des raisons, sans doute, pour lesquelles *Chère Amérique : lettres du Vietnam* (lettres lues par des acteurs) ou le *Dossier Adams*, d'Errol Morris (reconstitutions), n'ont pas été nommés.

Les signataires de la pétition poussent à un *write-in*, vote-plebisite par correspondance massive ; l'Académie répond qu'on ne peut pas toujours contenter tout le monde. Résultat des courses : le 26 mars à la Nuit des Oscars.

HENRI BÉHAR



Michael Moore : le fils prodigue revient à Flint.

## Il n'y a que la mauvaise foi qui sauve

Et moi et moi, aurait peut-être fait un meilleur titre que *Roger et moi*. L'ego de Michael Moore ne jure pas avec sa bédouine, on le voit souvent pendant les quatre-vingt-dix minutes du film et, même hors champ, il ne se laisse jamais oublier. Après le bref autoportrait en vues fixes (extraits de l'album de famille) et super-8 (papa, maman, ma sœur...) qui ouvre le film, le piège est pris. Ce film n'est pas un documentaire social, c'est « règlement de comptes à Flint City ».

Du coup, *Roger et moi* passe à travers la controverse sur l'éthique du documentaire qu'il a lui-même provoquée (lire ci-dessus l'article d'Henri Béhar). Quand, dans *Film Comment*, Harlan Jacobson reproche à Moore d'avoir fait croire que les trente mille licenciements infligés par la General Motors à la population de Flint avaient été réalisés en deux ans (alors qu'ils ont débuté en 1974, lors du premier choc pétrolier), c'est un peu comme si on reprochait au cinéaste d'en vouloir à son père d'avoir glissé sa vie sur la chaîne de montage des bougies de la General Motors.

Moore déteste tout autant le Flint d'avant la crise - du temps des majorettes déguisées en bougies d'allumage, de l'élection de Mr and Mrs USA, les clients modèles de la GM, du consensus entre l'UAW, le syndicat de l'automobile, qui fut pourtant à la pointe de la rénovation du mouvement ouvrier pendant le New Deal, et le patro-

nat - que la cité en ruine à la fin des années 80.

Par instinct de survie, il a refusé d'être un pigeon, avec tout ce que ça suppose de rouspétisme. Il a plus de sympathie pour l'adjoint du shérif (un quinquagénaire à tête de bluesman, qu'il suit d'expulsion en expulsion au fur et à mesure que les licenciés n'arrivent plus à payer leur loyer), que pour les quatre ouvriers qui manifestent dérisoirement le jour de la fermeture de la dernière usine. Le shérif travaillait à la chaîne lui aussi, mais il est parti à temps, il a trouvé un autre boulot, du côté du manche, qu'il accomplit avec la terrible joie de vivre du croque-mort.

*Roger et moi* relève encore du documentaire parce qu'il ne recourt jamais aux acteurs, à la reconstitution. Mais sa manipulation de la chronologie, ses assertions mal étayées en font l'œuvre fondatrice d'un nouveau genre : le documentaire de mauvaise foi. Michael Moore entraîne ses victimes dans des situations intenses, tel le responsable du club de Detroit, auquel appartient Roger Smith, qui, en trente secondes et deux phrases (« Ceci est un lieu privé » et « Je n'en sais rien ») réussit à s'inscrire dans l'histoire du cinéma comme l'un des abrutis les plus suffisants qu'elle ait connus.

Et puis, il y a tous les moments pendant lesquels Moore n'a même pas besoin de forcer la note. L'intervention ahurissante de Miss Michigan, qui explique, après avoir

descendu la grand-rue de Flint, entre des foules de chômeurs assis devant des boutiques abandonnées, qu'elle ne peut pas prendre parti parce que, dans quinze jours, elle participe au concours de Miss Amérique. Ou le retour au pays de son fils le plus câblé, Bob Eubanks, animateur de *The Newtwoods Game* (en français *Les Mariés de l'A2*) qui a fait fortune à force de plaisanteries grasses et qui vient les commettre en public. Ou le sosie de J.R. Ewing, qui déclare, au beau milieu d'une réception champêtre, que le problème du chômage sera résolu le jour où les gens « se leveront le matin pour faire quelque chose ». Ou, encore plus fort, Anita Bryant, ex-chanteuse de country reconvenue dans le fondamentalisme protestant, l'homophobie militante et la promotion du jus d'orange de Floride, qui explique aux chômeurs locaux, dans l'atroce théâtre qui sert de centre culturel à Flint, comment reprendre leur vie en main.

La poursuite de Roger Smith n'est qu'un prétexte. À une exception près (le porte-parole local de la GM), Michael Moore évite les protagonistes directs de la destruction de Flint, direction et ouvriers. Il couvre dans les marges, cherchant sans cesse l'endroit où les États-Unis dérapent pour s'enfoncer dans l'irrationalité et la puérilité de masse. Et à chaque fois, après des détours qui le feraient renvoyer d'un tabloïd new-yorkais, il trappe juste.

THOMAS SOTINEL

**ATHÉNÉE**  
LOUIS JOUVET

Salle Louis Jovet

**L'AMIE DE LEURS FEMMES**  
**PIRANDELLO**

MISE EN SCÈNE  
JEAN-MICHEL RABEUX  
LE SCÉNARIO OUVRIER REDUZZI  
COSTUMES AGOSTINO CAVALCA  
LUMIÈRE DOMINIQUE BRUGUIÈRE

HELENE ALEXANDRIDIS, PHILIPPE BERTON  
LAURENCE BIEVENUE, MICHEL COMPTON, CLAUDE DEQUAYE  
FRANÇOISE GRANDCOLIN, MILCUD KHETIB  
LAURENCE MARTIN, ANNE ROTGER

Reproduction Cie J.-M. Rabeux ATN/MC Bourges, CAC Cergy/Fontaine.  
Avec la participation du JTN et le soutien de l'ADAMI.

Salle Christian Bérard

**FRANÇAIS, ENCORE UN EFFORT...  
SI VOUS VOULEZ ÊTRE REPUBLICAINS**

**SADE**

MISE EN SCÈNE CHARLES TORDJMAN  
DÉCOR ET LUMIÈRE GÉRARD POLI  
COSTUMES LILY KENDACA

FRANÇOIS CLAVIER - JEAN-LOUIS CHAUTEAUPES  
production Théâtre Populaire de Lorraine

47.42.67.27

Alpha Film

صكرا من الاجل



# CINÉMA

AU FESTIVAL DE FILMS DE FEMMES DE CRÉTEIL

## Les chroniques cubaines de Sara Gomez

Les réalisatrices latino-américaines sont à l'honneur au douzième Festival de films de femmes de Créteil. Une trentaine d'œuvres, documentaires, fictions et courts métrages, dressent un panorama non exhaustif d'un cinéma peu connu en Europe. Figure de proue, la réalisatrice cubaine Sara Gomez, avec sept de ses films.

**D**ELLE, on disait qu'elle était la langue la plus vipérine de Cuba. L'aura de Sara Gomez fut encore renforcée par sa mort précoce, en 1974, à trente et un ans.

Cet enfant de la révolution rejoint les rangs de l'ICAIC (Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographiques) en 1961, l'année du débarquement américain dans la baie des Cochons. Elle sera l'assistante de Tomas Gutierrez Alea, auteur d'un des plus drôles et des plus célèbres films cubains, *La Mort d'un bureaucrate* (1966). Près de dix ans plus tard, le maître terminera avec une sorte de déférence admirative le seul long métrage de fiction que son élève ait jamais tourné, *De cierta manera*, resté inachevé pour cause de mort subite (une crise d'asthme).

Sara Gomez était noire dans un pays où le mélange racial n'avait, et n'a toujours pas, effacé les différences de statut héritées des temps esclavagistes. Auditrice assidue des séminaires de l'ethnologue Fernando Ortiz, la jeune Sara jette un regard aigu sur les racines africaines de la société cubaine, à commencer par les siennes, celles de sa famille. Dès lors, à cause de leur subjectivité si forte, ses documentaires n'en sont plus tout à fait. Sans concession, ils se penchent sur une société qui s'est vu subitement assener une révolution attendue, mais où les mentalités — religion, machisme, préjugés raciaux — bougent à la vitesse d'une charrie. Sara Gomez s'aventure sur des terrains brûlants, sur comme des survivances du passé par les révolutionnaires de l'époque, une des plus dures de Cuba.

*Guantanamo: Cronica de mi familia* (1966), petit film de 14 minutes, le troisième de la réalisatrice, fut interdit par la censure et resta inédit jusqu'à sa toute récente présentation à Beaubourg dans le cadre de la rétrospective du cinéma cubain (1). Sara y présente sa famille, en quelques photos de petites Noires en robes et rubans éclatants de blancheur, enluminées de croix et de saintes Vierges, le tout accompagné de quelques interviews intimistes.

La jeune réalisatrice noire observe également le cinéma de son époque : le néoréalisme italien, le *cinema novo* brésilien, le « cinéma vérité » de Jean Rouch. Elle rencontre les Européens célèbres de passage à l'ICAIC : Joris Ivens, qui tourne en 1961 *Carnet de Viaje et Pueblo en armas*, Chris Marker (*Cuba Si!*, 1961), Agnès Varda dont elle fut l'assistante pour *Salut les Cubains* (1962) [lire encadré ci-dessous]. Sara Gomez n'emprunte pas, elle prend. On le voit dans *Cronica de mi familia*, qui contient toute la thématique de ses films : la musique (tous les hommes de sa famille étaient musiciens, elle-même était destinée à l'être et étudia, plusieurs années durant, le piano au conservatoire de La Havane avant d'opérer sa reconversion cinématographique avec la



Sara Gomez danse le cha-cha-cha !

révolution) ; les racines multiples (au hasard des images qui parsèment l'interview de sa grand-mère : une Vierge, la statue d'Hemingway, une étoile juive sur une tombe, un rite vaudou) ; la compréhension profonde de ceux qui dérapent, telle cette cousine qui aime trop la bière pour avoir « cherché à être libre et totalement noire », et dont Sara avoue sans fausse pudeur qu'elle est sa préférée. Appréciation personnelle qui lui vaudra les foudres des censeurs, plus habitués alors au documentaire politique au service de la révolution qu'à l'introspection.

1968 marque le début d'une trilogie consacrée à l'île des Pins, rebaptisée Ile de la Jeunesse par le régime castriste. Là, quelques centaines de jeunes « sans toit ni loi » pratiquent l'art de l'agriculture et de la réadaptation sociale. En pleine « Année du Guérillero héroïque » (le *Journal du Che* en Bolivie paraît, préfacé par Fidel Castro), Sara Gomez tourne *En la outra isla*, qu'elle dédie à la journaliste et critique de cinéma française Michèle Firk, morte au Guatemala. Foin des barrières et des conventions : on y voit un ancien séminariste parler de sa foi, de la violence et du sexe, une gamine dont le père a été arrêté comme agent de la CIA, un fan de théâtre, un chanteur d'opéra noir, et l'on se demande si l'on est en train de rêver, si Cuba est bien fait de ce bois-là. Un style d'investigation à la première personne, où la réalisatrice apparaît au même plan que l'interviewé. Sara Gomez a tourné dix documentaires avant de mourir d'épuisement alors qu'elle terminait *De cierta manera*, où la fiction s'entremêle au réel.

Qu'y a-t-il de commun entre Sara, l'irrévérencieuse Cubaine, Marilou Mallet, l'exilée chilienne, ou l'acérbe Mexicaine Mathilde Landetta ? Des 600 films répertoriés, des 300 visionnés et des 30 retenus par Norma Guevara, chargée de la section des

Latino-Américaines du douzième Festival de films de femmes de Créteil et du Val-de-Marne, peut-on tirer des constantes d'une écriture cinématographique propre aux femmes, aux Sud-Américaines ?

On peut noter que la majorité des réalisatrices représentées à Créteil ont le regard embué par la pensée lorsqu'il s'agit de filmer la réalité, mais font preuve d'un solide sens pratique quand elles passent à la fiction. Et l'on voyage allègrement de l'un à l'autre avec le même étonnement, dans ce mélange de poésie, de violence, de sensualité et de rigueur qui définit l'Amérique latine.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Sept films de Sara Gomez sont présentés à Créteil en collaboration avec le Festival du cinéma cubain de Beaubourg. A lire : *Le Cinéma cubain*, sous la direction de Paulo Antonio Paranaguá, Cinéma Puriel, Éditions du Centre Georges-Pompidou.

★ Festival du film de femmes de Créteil et du Val-de-Marne, du 23 mars au 1<sup>er</sup> avril, Maison des Arts, Créteil, tél. : 49-80-18-88.

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### La Campagne de Cécile

de Jacques Devila, avec Tonia Marshall, Sabine Huet, Jacques Bonaffé, Michel Gaudier, Judith Magre, Carlo Brandt, François (1 h 50).

Un jeune acteur, renvoyé de la pièce qu'il répétait, se voit chassé en observant un groupe d'amis réfugiés dans une maison de campagne. Après le très parisien *Qui trop embrasse, Jacques Devila ouvre sa caméra sur les champs.*

Forum Orient Express, bandicapa, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-68) ; Elysées Lincoln, 9<sup>e</sup> (43-68-38-14) ; Sept Paranaissiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

volet du *Décalogue* est la première version, plus poignante encore, de *Brève histoire d'amour*.

VO : Saint-André-des-Arts 8, 6<sup>e</sup> (43-26-80-25) ; Les Trois Balcons, 9<sup>e</sup> (45-61-10-80).

### Profond désir des dieux

de Shobai Inamura, avec Renshiro Mikami, Hideo Ohtsuka, Chochiro Kawarasaki, Kanjuro Arashi, Yasuko Matsui, Kazuo Kikunaga, Japonais (2 h 50).

Voir notre photo légendée page suivante

VO : Panthéon, bandicapa, 8<sup>e</sup> (43-54-15-04).

### Roger et moi

de Michael Moore, avec les habitants de la ville de Flint, Américain (1 h 31).

Documentaire subjectif. Roger, c'est Roger Smith, chef exécutif de la General Motors. Moi, c'est Michael Moore, journaliste, documentariste, maître de Flint, Michigan. Moore insiste pour que Roger vienne constater sur place les conséquences des trente mille licenciements infligés par la GM à Flint. (Lire nos articles page 26).

VO : Gaumont, Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (43-26-48-18) ; Les Trois Balcons, 9<sup>e</sup> (45-61-10-80) ; La Basilique, 11<sup>e</sup> (43-07-49-60) ; Sept Paranaissiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### Le Décalogue 5, tu ne tueras point

de Krzysztof Kieslowski, avec Miroslaw Baka, Krzysztof Glabaz, Jan Tausert, Polonais (57 min).

Un jeune homme assassine le chauffeur de taxi qui le mène dans les faubourgs. Il est condamné à la pendaison. « Ce film est né d'une nécessité de parler de la peine de mort. Cette face-là de la mort pèse sur nous et nous rend tous coupables », explique Krzysztof Kieslowski.

VO : Saint-André-des-Arts 8, 6<sup>e</sup> (43-26-80-25) ; Les Trois Balcons, 9<sup>e</sup> (45-61-10-80).

### Le Décalogue 6, tu ne seras pas luxurieux

de Krzysztof Kieslowski, avec Grzegorz Szuplowski, Chloé Lefebvre, Stanislas Imhoff, Polonais (88 min).

Tomek aime sa voisine Magda si fort qu'il l'observe à la longue vue. Lorsqu'il finit par vaincre sa timidité, c'est le fiasco. On connaît déjà l'histoire : ce sixième

### She-Devil

de Susan Seidelman, avec Roseanne Barr, Mary McCormack, Ed Begley Jr., Linda Hunt, Sylvie Miles, Elizabeth Harnett, Américain (1 h 44).

## Dans l'album d'Agnès Varda

Sara Gomez fut l'assistante d'Agnès Varda : la réalisatrice de *Cité de 5 à 7* parle de leur rencontre, et du Festival de Créteil.

« J'ai rencontré Sara Gomez lors de mon voyage à Cuba en 1962. Elle était une toute jeune documentariste de l'ICAIC. J'avais souhaité me rendre à Santiago-de-Cuba, dans le Sud. On m'a donné quelqu'un pour m'accompagner, par courtoisie, pour aller à la campagne, discuter avec les gens, rencontrer les paysans. J'ai vu arriver cette petite femme amusante, extrêmement vivante.

« A Santiago, nous avons dû un soir partager la même chambre, elle a eu une crise d'asthme très violente. Je lui massais les mains et les pieds comme je le faisais à ma fille quand elle était petite. Pour cette raison, peut-être, j'ai été particulièrement sensible à sa mort.

« J'étais allée à Cuba pour faire *Salut les Cubains*, un film de vingt minutes réalisé à partir d'environ quatre mille photos de Cuba. De retour à Paris, je les ai filmées selon le principe du *banc-titre*, et animées. Je voulais montrer, entre autres, les sources africaines, haïtiennes, françaises, catholiques de la musique cubaine. J'ai demandé à Sara et à de jeunes auteurs, techniciens, opérateurs de l'ICAIC, de venir danser un cha-cha dans les rues d'un quartier très populaire. Sara était en costume militaire, mais

d'une parfaite féminité. Sur tout cela régnait un mélange d'admiration pour Fidel et de liberté.

« Le Festival de Créteil a montré son efficacité. Il se trouve que les films réalisés par les femmes sont moins diffusés que ceux réalisés par des hommes — c'est une constatation statistique. J'ai personnellement les mêmes problèmes que Rivette, Rozier ou Rohmer à une certaine époque. C'est le cinéma d'auteur qui a des difficultés. Mais, comme dans toutes les situations de chômage, quand le travail manque, les femmes souffrent d'abord.

« Le Festival de Créteil est la vitrine d'un cinéma que l'on ne connaît pas, que l'on ne découvre ni à Cannes, ni à Venise, ni à Berlin. Il n'est pas plus artificiel, et ne constitue pas davantage un ghetto que les festivals du cinéma nordique ou américain. Dans le cinéma d'un pays, il y a autant de diversité, de constantes. On retrouve à Créteil une ambiance d'autrefois : échanges entre professionnels, libres débats.

« A Cuba, en 1962, les femmes avaient autant de chances que les hommes. Mais si l'on regarde l'histoire générale du cinéma dans l'île, Sara Gomez reste l'une des rares femmes réalisatrices. Je n'ai, personnellement, pas trop souffert de la misogynie : d'embête, *Cité de 5 à 7* a été reconnu, dès 1964, et m'a permis d'avancer. Ce n'est pas toujours le cas. »

V. M.

## VOTRE TABLE CE SOIR

L'ALSACE AUX RALLIES		RIVE DROITE	
16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup>	42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Chateaux, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage.	
JOHN JAMESON		AN 1 <sup>er</sup> Ét. : le premier restaurant irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu déj. à 95 F net. Au rez-de-cha. KITTY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », animations à la nuit et le week-end. Le plus gr. choix de vins du monde. Jour, 21 h de mat.	
10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup>	40-15-00-30/40-15-08-08	Jusqu'à 22 h 30. Cuisiniers renommés. Salle d'animations. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Glace du jour.	
RELAIS BELLMAN	47-23-54-42 F. sam. dim.	Le restaurant russe de TOIT-PARIS	
45, rue François-1 <sup>er</sup> , 9 <sup>e</sup>		Dîners, Soupers dans une ambiance russe avec LUDMILA et ses chanteurs-guitaristes.	
LUDMILA PAVILLON RUSSE	47-20-40-49 F. dim.	L'événement dans le 9 <sup>e</sup> . Dîner : menu à 130 F & carte, dans un décor art déco. Dîners-soupers : piano bar. Soirées Gospel et jazz, deux chanteurs et musiciens.	
PAULUS CAFÉ	40-16-47-87 F. sam. dim., midi, soir à dîners.		
AU PETIT RICHE	47-70-68-68/47-70-86-50	MENU COMMANDE 180 F VIN COMPRIS	
25, rue Le Pelletier, 9 <sup>e</sup>	F. dim.	FORAÎT THEATRE 290 F à 420 F. Service menu jusqu'à 8 h 15	
EL SOMBRERO NEGRO	43-07-60-20	Décor 1880. Salons particuliers-Banc d'œuvres & fruits de mer. Parking Drouot	
44, rue Claude-Decaen, 12 <sup>e</sup>		VIVEZ UNE EXPERIENCE MEXICAINE A PARIS	
M <sup>re</sup> Desmetil F. sam. midi, dim. midi		Cuisine, cadre, ambiance typiques. Mariachi tous les soirs. Plats originaux : Mole Poblano, Fajitas, Carne Tampiqueña, les Tacos. Vins et bières mexicaines.	
LE PRESBOURG	45-00-24-77	Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons (fms. Langoustes et homards du vivier. Terr. déj. d'aff. Menu à 98 F + carte	
3, av. de la Grande-Armée, 16 <sup>e</sup>	Ts les jrs		
LE COURMAND CANDIDE	43-80-01-41 (pl. Perrier)	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.	
6, pl. Maréchal-Juin, 17 <sup>e</sup>			

RIVE GAUCHE	
RESTAURANT THOUILLER 47-05-49-75	Spécialité de coq au vin et de cressonnet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.
79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	
SOUPERS APRÈS MINUIT	
LA TOUR D'ARGENT	
HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ	
Plats traditionnels - Vins à découvrir	
Décor : « Braserie de Luxe »	
JARDIN d'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille	
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin	
6, place de la Bastille, 43-42-90-32	
DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24	
CONGRÈS MAILLOT	
Porte Maillot, 80, av. de la Grande-Armée	
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année	
POISSONS, VIANDES à vos grilles	
45-74-17-24 - Ouvert 24h	



## CINÉMA

→ Le diable, c'est Roseanne Barr déchaînée contre son mari qui a préféré le châteaueux tout rose d'une Barbara Cartland - Meryl Streep dans son premier rôle comique - au pavillon de banlieue. Elle va braver les quatre piliers de la vie de son mari : la maison, la famille, la carrière et la liberté.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-62-36) ; U.G.C. Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Barrière, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; Mithras, handicapés, 14<sup>e</sup> (46-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (46-74-53-53) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 8<sup>e</sup> (45-74-34-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-94-96) ; Mithras, 14<sup>e</sup> (45-39-62-48) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-53-53) ; U.G.C. Odéon, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *Le Monde* du mardi (dans mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

## Brève Histoire d'amour

de Krzysztof Kieslowski, avec Grazyna Szapolowska, Chet Baker, Stefania Iwanska, Piotr Machalica, Pologne (1 h 27).

C'est la version longue du sixième commandement du *Décalogue* (lire page précédente, notre rubrique films nouveaux).

VO : Utopie Champollion, 5<sup>e</sup> (43-28-94-65).

## Chérie, j'ai révisé les gosses

de Joe Johnston, avec Rick Moranis, Matt Frewer, Marcia Strassman, Kristine Soderland, Thomas Brown, Jared Rushton, Américain (1 h 34).

En fait, c'est moins grave que ça en a l'air, les gamins reprennent leur croissance à la fin du film. Et de toute façon ça rassure la famille du chercheur fou, celle des spectateurs - parents émer-

veillés et enfants émus-tillés - aussi.

VO : U.G.C. Ermitage, 9<sup>e</sup> (45-63-16-16) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; U.G.C. Ermitage, 9<sup>e</sup> (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-94-96) ; Mithras, 14<sup>e</sup> (45-39-62-48) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-53-53) ; U.G.C. Odéon, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

## Chet Baker, let's get lost

de Bruce Weber, avec Chet Baker, Carol Baker, Vera Baker, Dick Rock, William Claxton, Film, Américain, noir et blanc (2 h).

Dans les années 50, Chet Baker défrayait la chronique, faisait craquer toutes



les jeunes filles avec sa voix feutrée et sa gueule d'amour. Fasciné par le personnage et par sa musique, Bruce Weber lui a demandé de se raconter. C'était quel temps avant son suicide. Le trompettiste était fatigué, raviné, pathétique. Derrière son sourire désabusé, il lui restait sa voix, douce, feutrée.

VO : 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-69-83) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46).

## Crimes et Délits

de Woody Allen, avec Martin Landau,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

Ce n'est pas permis d'être immoral à ce point. Les méchants se retrouvent autour d'un verre, les vertueux sont affligés de maux terribles, et les amoureux transis restent transis. Il y a tous les Woody Allen dans ce film, comme si c'était le dernier : les souvenirs, l'innocence et l'humour cailler de Manhattan.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-62-36) ; U.G.C. Rotonde, 8<sup>e</sup> (45-74-34-94) ; U.G.C. Odéon, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-06-12-15) ; U.G.C. Champe-Élysées, handicapés, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-34-94) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-67-90-81) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (47-07-23-04) ; Mithras, handicapés, 14<sup>e</sup> (46-33-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (46-74-53-53) ; U.G.C. Mithras, handicapés, 16<sup>e</sup> (40-68-00-16) ; VF : Pathé Français, 8<sup>e</sup> (47-07-23-04) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-34-94) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (46-22-46-01).

## La Guerre des Roses

De Danny De Vito, avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny De Vito, Marianna Sägebrecht, Sean Astin, Heather Fairfield, Américain (1 h 57).

Danny De Vito prouve, un peu lourdement parfois, qu'on peut être américain et réussir une comédie noire. En cadre supérieur auto-satisfait, Michael Douglas est ignoble à souhait.

VO : Forum Horizon, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-62-36) ; Studio des Ursulines, 9<sup>e</sup> (43-28-19-09).

## Music Box

de Costa-Gavras, avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest, Donald Moffat, Luke Haas, Cheryl Lynn Bruce, Américain (2 h 05).

Le style clair et démonstratif de Costa-Gavras s'accommode assez bien de la dramaturgie judiciaire américaine. Porté par deux acteurs extraordinaires, *Music Box* pose le débat sur la mémoire en termes simples et directs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Les Liaisons dangereuses

de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Malkovich, Michelle Pfeiffer,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

Ce n'est pas permis d'être immoral à ce point. Les méchants se retrouvent autour d'un verre, les vertueux sont affligés de maux terribles, et les amoureux transis restent transis. Il y a tous les Woody Allen dans ce film, comme si c'était le dernier : les souvenirs, l'innocence et l'humour cailler de Manhattan.

VO : 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-69-83) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46).

## Crimes et Délits

de Woody Allen, avec Martin Landau,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

## Music Box

de Costa-Gavras, avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest, Donald Moffat, Luke Haas, Cheryl Lynn Bruce, Américain (2 h 05).

Le style clair et démonstratif de Costa-Gavras s'accommode assez bien de la dramaturgie judiciaire américaine. Porté par deux acteurs extraordinaires, *Music Box* pose le débat sur la mémoire en termes simples et directs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Les Liaisons dangereuses

de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Malkovich, Michelle Pfeiffer,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

## Music Box

de Costa-Gavras, avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest, Donald Moffat, Luke Haas, Cheryl Lynn Bruce, Américain (2 h 05).

Le style clair et démonstratif de Costa-Gavras s'accommode assez bien de la dramaturgie judiciaire américaine. Porté par deux acteurs extraordinaires, *Music Box* pose le débat sur la mémoire en termes simples et directs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Les Liaisons dangereuses

de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Malkovich, Michelle Pfeiffer,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

## Music Box

de Costa-Gavras, avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest, Donald Moffat, Luke Haas, Cheryl Lynn Bruce, Américain (2 h 05).

Le style clair et démonstratif de Costa-Gavras s'accommode assez bien de la dramaturgie judiciaire américaine. Porté par deux acteurs extraordinaires, *Music Box* pose le débat sur la mémoire en termes simples et directs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Les Liaisons dangereuses

de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Malkovich, Michelle Pfeiffer,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

## Music Box

de Costa-Gavras, avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest, Donald Moffat, Luke Haas, Cheryl Lynn Bruce, Américain (2 h 05).

Le style clair et démonstratif de Costa-Gavras s'accommode assez bien de la dramaturgie judiciaire américaine. Porté par deux acteurs extraordinaires, *Music Box* pose le débat sur la mémoire en termes simples et directs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Les Liaisons dangereuses

de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Malkovich, Michelle Pfeiffer,

Woody Allen, Anjelica Huston, Mia Farrow, Claire Bloom, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 44).

## Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?

de Ron Young-Kyung, avec Yi Sine, Hwang, Corbin (2 h 18).

Le premier film d'un cinéaste sud-coréen. Une des surprises de la sélection « Un certain regard », l'un des derniers, à Cannes. Tellement beau, tellement en dehors de ce que l'on peut connaître ! Quelque part, dans un paysage de montagnes et de forêts, un vieux maître zen vit dans un ermitage avec un jeune moine et son petit gargon ; trois âges de la vie ; la pratique de l'ascèse dans une sorte de vide par rapport au monde (la ville d'où vient le moine est décrite comme un lieu de matérialisme qu'il faut abandonner), au sein d'une nature qui donne elle-même ses leçons de sagesse et de spiritualité. L'eau, la terre, le feu, à une mise en scène elle aussi réduite à l'essentiel.

VO : 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-69-83).

## Susie et les Baker Boys

de Steve Kloves, avec Michelle Pfeiffer, Jeff Bridges, Beau Bridges, Elle Macpherson, Jennifer Tilly, Xander Berkeley, Américain (1 h 53).

Depuis Jessica Rabbit dans *Qui veut la peau de Roger Rabbit* ? personne n'avait chanté aussi lascivement que Michelle Pfeiffer dans *Susie*, et son *Making Whoppers* restera dans l'éventail des années 80. Mais le film tout entier le mérite, hommage intelligent et oblique aux comédies romantiques d'antan.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1<sup>e</sup> (45-08-57-57) ; U.G.C. Rotonde, 8<sup>e</sup> (46-74-34-94).

## Les films de Shohei Imamura sortent peu à peu de l'indifférence.

Sachez-le, la *Ballade de Narayama*, palme d'or au Festival de Cannes 1983, qui lui valut d'acquiescer une célébrité plus que méritée, est que le quinzième film du réalisateur japonais. Après une dissection de la passion dans *Désir meurtrier* (*Le Monde du 3 août 1989*), voici une réflexion sur les sociétés primitives et sur les ravages de la modernisation. Dans l'île où se déroule ce *Profond désir des dieux*, les pêcheurs servent toujours vivance une culture dominée par la magie. Si l'île est imaginaire, les faits appartiennent à la réalité du Japon moderne.

VO : Les Trois Brelles, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; République Cinéma, 11<sup>e</sup> (49-05-51-33) ; Danfort, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01).

## Maman

de Roman Goupil, avec Andriana, Arthur H., William Lefon, Karin Massard, Sébastien Houcha, Français (1 h 28).

Maman devrait recevoir la médaille des mères de famille. Elle est bonne comme Anémone, elle s'occupe des siens et de ceux des autres. Elle file à toute allure à travers la France, dans l'espoir de tomber sur une gentille petite banque. Elle va vite, en s'amusant, suivez sa voiture.

George V, 8<sup>e</sup> (46-62-41-46).

## Mauvais Sang

de Léos Carax, avec Denis Lavant, Juliette Binoche, Michel Piccoli, Julie Delpy, Français (2 h 05).

En attendant que Léos Carax ait trouvé ce qu'il cherchait à la Samaritaine (*Le Monde* du 17 mars), pourquoi ne pas aller revoir Denis Lavant danser David Bowie, Juliette Binoche sourire à travers la vitre d'un bus et Julie Delpy déprimer d'amour ?

Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-62-36) ; Studio des Ursulines, 9<sup>e</sup> (43-28-19-09).

## Music Box

de Costa-Gavras, avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest, Donald Moffat, Luke Haas, Cheryl Lynn Bruce, Américain (2 h 05).

Le style clair et démonstratif de Costa-Gavras s'accommode assez bien de la dramaturgie judiciaire américaine. Porté par deux acteurs extraordinaires, *Music Box* pose le débat sur la mémoire en termes simples et directs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Mystery Train

de Jim Jarmush, avec Yousuf Kudooh, Meszoud Nagesse, Scaramita Jay Hawkins, Cinéma Les, Nicolette Braschi, Elizabeth Breco, Américain (1 h 50).

Jim Jarmush a choisi quelques archétypes de regards, un couple de fans d'Elvis Presley, quelques voyons et deux gamines en mal de confidences. Il les a jetés dans Memphis, la mansuète du King. Il a tiré un coup de revolver et les a regardés sursauter... Jim Jarmush est un observateur goguenard.

VO : Cinémas, handicapés, 8<sup>e</sup> (46-33-10-82).

## La Nuit de l'iguane

de John Huston, avec Richard Burton, Ava Gardner, Deborah Kerr, Sue Lyon, Américain, 1964 (2 h).

Adaptation du roman de Tennessee Williams à la mode Huston, moins morbide donc, mais caustique. Ava Gardner est sublime en tenniseuse levant le crâne, dans l'univers décadent d'un bouge mexicain.

VO : Cinémas, handicapés, 8<sup>e</sup> (46-33-10-82).

34-94) ; U.G.C. Odéon, 18<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Barrière, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; Mithras, handicapés, 14<sup>e</sup> (46-33-52-43) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (46-74-53-53) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-34-94) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Fauvisme, 12<sup>e</sup> (43-31-56-56) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

## Un héros comme tout d'autres

de Norman Jewison, avec Bruce Willis, Emily Lloyd, John Allen, Kevin Anderson, Richard Hermiton, Judith Levy, Américain (1 h 55).

Pour Emily Lloyd, aussi à l'aise dans son rôle de petite provinciale américaine à la recherche du passé de son père, mort au Vietnam, que dans sa composition de petite teigne dans *Too Much*. Touchante et pignante, cette comédie est un phénomène.

VO : Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (42-83-42-38) ; George V, 8<sup>e</sup> (46-62-41-46).

## Un monde sans pitié

d'Eric Rohmer, avec Hippolyte Girardot, Mirella Perrier, Yvan Attal, Jean-Marie Rollin, Chloé Mann, Alina Gout, Français (1 h 24).

Mais pas sans honneur. En d'autres temps, le film d'Eric Rohmer serait resté à l'affiche. Sous le tas de récompenses, on distingue toujours parfaitement un regard de cinéaste sur des acteurs qui travaillent pour le plaisir.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-62-36) ; La Saint-Germain-des-Près, Salle G, de Beaugrenelle, 8<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; U.G.C. Montparnasse, 8<sup>e</sup> (46-74-53-53) ; La Triomphe, handicapés, 14<sup>e</sup> (46-33-52-43) ; U.G.C. Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-53-53) ; U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-94-96) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-76-79-79).

## La Bande des quatre

de Jacques Rivette, avec Bulle Ogier, Benoît Régent, Laurence Cote, Féral Delbe, Bernard Giraud, Yves de Meviers, Français, 1988 (2 h 40).

L'apprentissage par cinq jeunes filles - toutes formidables - du théâtre, de l'amour et de la vie dans un polar indigne où une fille sentimentalement portée vers les femmes tombe éperdument amoureuse d'un homme dérangeant qui seul semble connaître la règle du jeu ; où Bulle Ogier incarne une grande prêtresse du théâtre, géniale d'intransigeance.

République Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-06-51-33).

## Mourir à Madrid

de Frédéric Rossif, avec les voix de Suzanne Flon, Pierre Vaneck, Jean Vilar, Français, 1963, noir et blanc (1 h 25).

Frédéric Rossif seconne l'oubli par le choc de documents étonnants et vrais. Comme de Nuremberg à Nuremberg, présenté l'an dernier à la télévision et disponible en cassettes vidéo, *Mourir à Madrid* devrait bien aboutir un jour dans les vidéothèques personnelles : pour retrouver une vérité.

VO : Les Trois Brelles, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Mourir à Madrid

de Frédéric Rossif, avec les voix de Suzanne Flon, Pierre Vaneck, Jean Vilar, Français, 1963, noir et blanc (1 h 25).

Frédéric Rossif seconne l'oubli par le choc de documents étonnants et vrais. Comme de Nuremberg à Nuremberg, présenté l'an dernier à la télévision et disponible en cassettes vidéo, *Mourir à Madrid* devrait bien aboutir un jour dans les vidéothèques personnelles : pour retrouver une vérité.

VO : Les Trois Brelles, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Trop belle pour toi

de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Joëlle Balasko, Carole Bouquet, Roland Blanche, François Chazot, Didier Bernheim, Français, 1989 (1 h 31).

Bertrand Blier inverse les rôles : Josiane Balasko prend sa revanche et Carole Bouquet se morfond, beauté devenue inutile.

Utopie Champollion, 5<sup>e</sup> (43-28-94-65) ; Publicis Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (47-26-78-23) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50).

## Violence et Passion

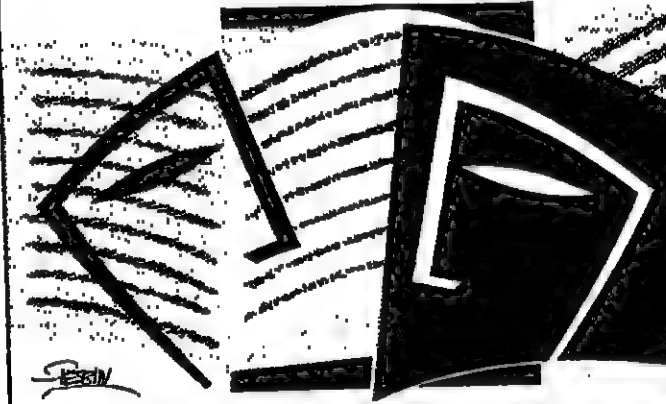
de Luciano Visconti, avec Burt Lancaster, Sherry Mangano, Helmut Berger, Claudia Martini, Stefano Patrizi, Elvira Cortese, Italien, 1974 (2 h).

Le testament de Visconti. Burt Lancaster, c'est lui, qui s'interroge sur la violence, la solitude et sur la création.

VO : Reflet Médias Logos, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-76-79-79).

## La sélection cinéma

a été établie par Bénédicte Mathies et Thomas Sottiel

10<sup>e</sup> SALON DU LIVRE 24-28 MARS 90

## PARIS GRAND-PALAIS

SAMEDI - DIMANCHE : 10 H - 20 H

MARDI 27 : NOCTURNE : 9 H - 23 H

MERCREDI 28 : 9 H - 19 H

LUNDI 26 : JOURNÉE PROFESSIONNELLE : 9 H - 19 H

O.I.P. 62, RUE DE MIROMESNIL 75008 PARIS

INFORMATIONS MINITEL : 3616 SALONS.



سكنى من الاعمال



# THÉÂTRE

«GREEK», DE STEVEN BERKOFF, A LA COLLINE

## L'aigle de la Tamise

L'enfant terrible de la scène anglaise retrouve Paris. Il y fut acteur, pour un *Hamlet* au Rond-Point en 1980, metteur en scène aussi, pour la *Métamorphose*, avec Polanski. C'est l'auteur qu'on découvre cette fois, familier de Mailer et de Céline, résolument anti-thatcherien, provocant, violent, animal. Rencontre, à Londres, avec ce rapace.

JUSTE avant la guerre, un tailleur juif londonien de l'East End, fils d'émigrés russe et roumain, décide de s'assurer une descendance. Neuf mois plus tard, Mr et Mrs Berkoff sont heureux, malgré les sinistres grondements qui vont s'amplifiant, de faire part de la naissance du petit Steven, brun, les yeux superbement bleus, plutôt costaud. Ça tombe bien : il faut être fort pour grandir dans les ruelles troubles de cette partie de Londres où le muscle et le bagout sont les meilleurs atouts pour ne pas se retrouver dans la Tamise.

A coups de poing, au rythme des trois accords du rock'n'roll, Steven grandit sans savoir très bien pourquoi. Un séjour d'un an en Amérique ne l'éclairera pas vraiment mais il aura pris conscience de la petitesse étiquée de la société anglaise. C'est en quittant l'école à dix-sept ans pour les bases américaines d'Europe continentale qu'il commence d'ouvrir les yeux. Une histoire d'amour conduit ses pas à Paris où il s'inscrit au cours de Jacques Lecoq avant de retrouver Londres où il continue son apprentissage du théâtre. En 1968, il crée sa propre compagnie et ajoute à ses talents d'acteur celui de metteur en scène et d'adaptateur : Kafka, Eschyle, Poe. Trois ans plus tard, il joue son premier rôle au cinéma, à l'invitation de Stanley Kubrick, pour *Orange mécanique*. Hollywood lui proposera plusieurs rôles mais pas vraiment intéressants, jusqu'à celui du général généreux appelé au secours du premier Rambo. En 1975, il met en scène sa première pièce, *East*, et commence à se faire éreinter par la critique anglaise dont il se vengera régulièrement aux États-Unis où on le comprend mieux.

*Greek*, la pièce que met en scène Jorge Lavelli au Théâtre de la Colline, est inspirée de l'*Édipe* de Sophocle et revue par un Aristophane qui ne pourrait pas supporter l'Angleterre thatcherienne. Ses amours incestueuses, sa violence crue, son lyrisme dans l'épouvante en font l'un de ses textes les plus clairs, voyants, et donc les plus scandaleux.

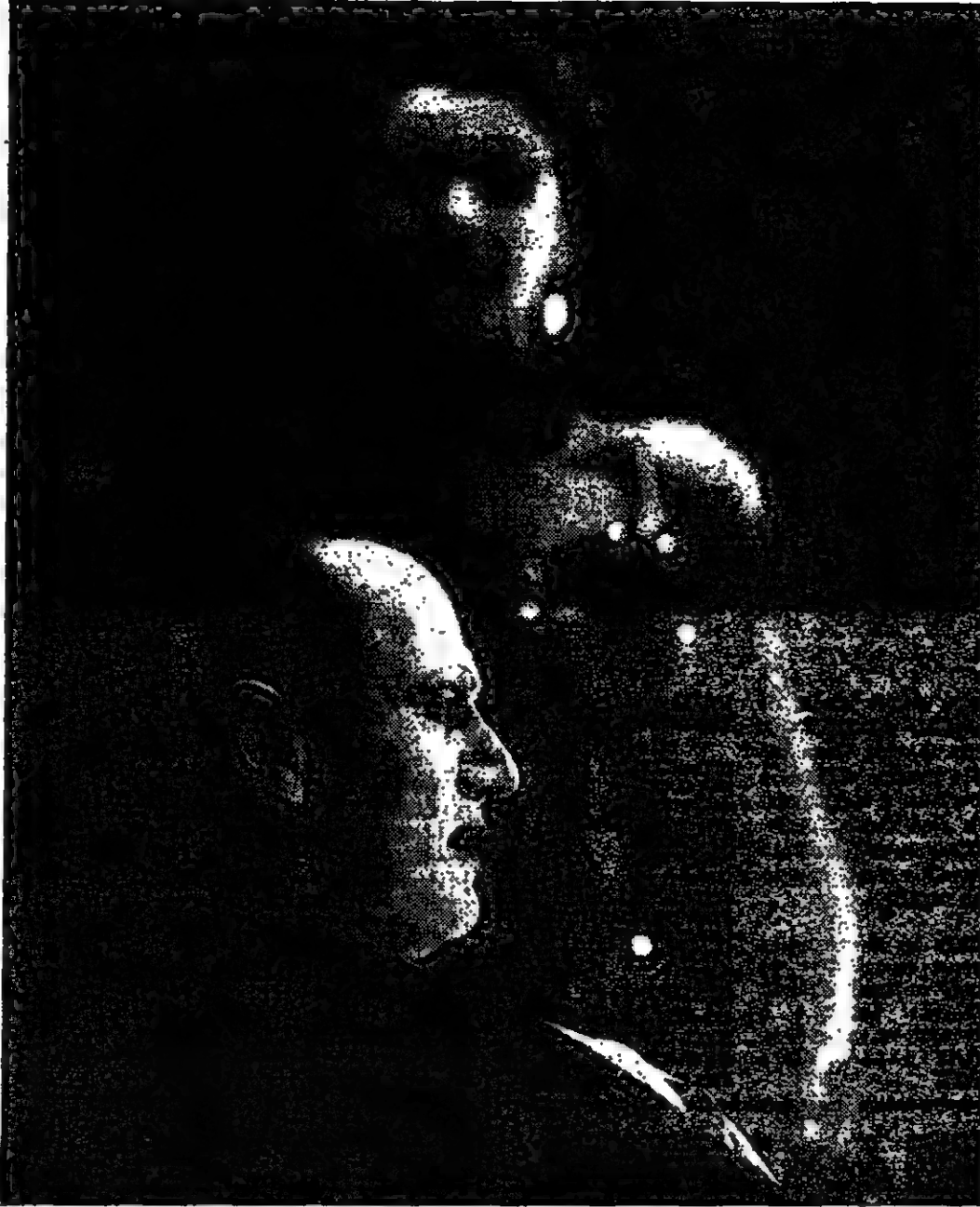
### UN COMBAT DE RUE, DES ASSAULTS DE CHAIRS À VIF

«Greek est une pièce plus pertinente aujourd'hui qu'à sa création, explique-t-il, dans la confiance relative d'un bar d'hôtel au pied de Tower Bridge, dans l'East End qui l'a vu grandir. Les événements, l'atmosphère, le climat politique l'ont rendu bien plus forte. J'ai voulu écrire une charge sur l'Angleterre du début des années 80, mon style était résolument celui de l'exagération, celui de la caricature. Aujourd'hui, on s'aperçoit que la pièce n'a rien d'exagéré. L'un des arguments essentiels de *Greek* est la peste : la pollution gigantesque de la planète est devenue un enjeu majeur quand, il y a dix ans, elle ne concernait que des groupes écologistes marginaux ; *Greek* s'attaque aussi aux maladies sexuelles quand on ne savait pas encore que la maladie la plus horrible du siècle, le sida, allait bientôt apparaître. Si le texte n'est pas daté, c'est parce que j'ai voulu traiter le thème de la peste dans son sens le plus ancien, le plus mythique, le plus terrifiant.»

Même si cela peut l'effrayer parfois, Steven Berkoff estime que «le rôle de l'écrivain est de pressentir. Il est un peu à la société ce que le canari était aux mineurs de fond. Il y a peu de temps encore, on descendait toujours un canari dans les galeries. Quand il sentait des odeurs de gaz, il s'arrêtait de chanter et les mineurs savaient qu'ils devaient remonter.»

Avec *Greek*, je désirais écrire une œuvre qui vienne de mon estomac, un ouvrage passionné. Je ne prétendais pas être visionnaire : je voulais jeter mes tripes sur la scène, comme dans un combat de rue, un combat physique donc ; proposer aux acteurs des assauts de chairs à vif, comme s'ils étaient mus par un carburant surchargé d'octane.

Beaucoup d'écrivains ont peur de ces enjeux physiques. La littérature est l'art de la confrontation et pas seulement un exercice intellectuel, ou pis, ce produit de ventres mous qu'est souvent le théâtre anglais. Le rôle du théâtre est de faire partager ce qui est considéré comme subversif, dangereux ou tabou. Quand j'ai commencé *Greek*, j'avais depuis longtemps le drame d'*Édipe* dans la tête. Mais j'étais aussi très amoureux d'une femme à ce moment-là. Elle a décidé de me laisser tomber parce que je refusais de casser mon mariage pour elle. Elle m'a laissé un mois pour réfléchir. Je me suis mis à écrire, et les mois sont venus comme s'ils étaient ceux d'une lettre d'amour. Plus j'écrivais, et plus j'étais amoureux, comme jamais auparavant.



Joué aujourd'hui à Paris. Steven Berkoff a triomphé cet hiver à Londres dans «Salomé».

«Greek est l'œuvre de ma maturité, ma maturité d'homme et ma maturité physique, de ma capacité d'expliquer et d'examiner qui j'étais en regard de mon passé ; c'est aussi le moment où j'ai pu commencer à affirmer ma conscience politique. Je viens de l'East End, j'ai un bagage de juif issu de l'immigration qui me donne une écriture plus éclatante, une fertilité qui doit s'exprimer. Je me suis beaucoup intéressé à l'histoire de ma famille, qui me paraît ressembler à l'*Odyssée*. J'ai entendu des anecdotes sur la Russie, la Roumanie, la Pologne, des histoires de cosaques, de tsars, cela m'a fasciné. Je me suis souvent demandé comment mes grands-parents avaient pu quitter la Roumanie la nuit – en train, en voiture, à cheval ? – avec l'aide d'organisations charitables anglaises... Il me reste de tout cela des coups de griffes, des éraflures.»

En dehors des écrivains élisabéthains, Steven Berkoff ne paraît avoir aucun lien avec les littérateurs anglais. Sauf peut-être un écrivain : «J'ai découvert récemment Dickens, sa simplicité, sa puissance, cette manière de raconter les petites histoires des temps noirs. Je me sens en revanche très proche de certains écrivains américains, Henry Miller, Mailer, Burroughs, dont la langue torrentielle et éclatée, mélangeant profane et sacré, mystique et obscénité, classicisme et modernité, m'ont réellement influencé.»

J'ai aussi beaucoup lu les romanciers français. J'aime la façon dont les Français parlent des femmes et du sexe. C'est souvent remarquable. Ils écrivent de manière très personnelle, très profonde, très intime ce qu'ils ressentent, et ne craignent pas de décrire les conventions de la civilisation. Je me souviens par exemple de l'*Enfer*, d'Henri Barbusse, un livre sensationnel, ou encore de *Voyage au bout de la nuit*. C'est par ce chemin que je suis arrivé à la pièce française d'Oscar Wilde, *Salomé*, dont j'achève cette semaine les représentations à Londres, dans le rôle d'Hérode.

Des trois métiers qu'il exerce au théâtre, c'est celui de l'acteur qui passionne le plus Berkoff : «Honnêtement, c'est le métier le plus difficile. Il faut y aller tous les soirs. Il vous faut jouer même si vous n'en avez pas l'envie, même si ça devient routinier. Mais quand ça marche, c'est formidable. J'ai l'impression d'avoir plus de pouvoir dans ce registre, le pouvoir de créer, comme un peintre. Cela dit, j'aimerais réussir à dessiner une ligne cohérente entre l'écriture, la mise en scène et le jeu.»

J'ai tout fait pour venir travailler en France, j'ai été invité un peu partout, dans des festivals, mais rarement en France. Pourtant, l'un de mes plus beaux souvenirs reste ma rencontre au Théâtre du Rond-Point

avec Jean-Louis Barrault, un géant, qui m'avait invité à jouer *Hamlet*. Il y a aussi ces matinées passées à arpenter le boulevard Montparnasse avant les répétitions de la *Métamorphose* dont j'ai signé la mise en scène au Théâtre du Gymnase. On se demande parfois comment le théâtre hexagonal a pu se passer d'un homme de cette trempe.

OLIVIER SCHMITT

★ *Greek*, mis en scène par Jorge Lavelli, Théâtre national de la Colline. Lire les renseignements pratiques dans la rubrique «Sélections», page suivante.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Albert

mise en scène de Paul Boujnah, avec Michel Boujenah.

Retour d'un one-man chaud sur les boulevards. Boujenah, ses racines juives tunisiennes, son sourire grand comme la Méditerranée, ses emportements éclatants comme le soleil du Sud, son bagout de camelot des planches.

Olympie, 28, bd des Capucines, 9. À partir du 27 mars. Du mardi au dimanche à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-26-48. De 140 F à 180 F.

### Le Petit Silence d'Elizabeth

de Philippe Faure, mise en scène de Faure, avec Joëlle Bruyas, Joséphine Caraballo, Chère Carry et Anne Favrot.

Le Théâtre de la Colline présente aujourd'hui un auteur, metteur en scène et comédien lyonnais, Philippe Faure, avec une œuvre créée en 1988 au Théâtre national de Strasbourg. Inventeur de «petites histoires presque vraies», artisan d'un théâtre du dialogue, il donne la parole à quatre femmes entre lesquelles s'insinue petit à petit un secret, un souvenir troublant. Simple comme un au revoir.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Bran, 20. À partir du 24 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-65-43-60. Durée : 1 h 10. 60 F et 130 F.

### La Question

d'Henri Alleg, mise en scène d'Abdel-Baki Boumazza, avec Stefan Ebsaum, Aziz Kaboucha et Eric Savin.

L'Irak, la semaine passée, nous rappelait que la barbarie demeure un mode de gouvernement. La voix d'Henri Alleg, telle qu'on l'entend dans cette œuvre magnifique, contemporaine de la guerre d'Algérie, n'en finit pas, malheureusement, de raisonner dans les consciences.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2. À partir du 22 mars. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 19 h 30. Tél. : 42-74-42-18. De 55 F à 75 F.

### La Traversée de l'hiver

de Yasmina Reza, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Pierre Vanock, Lucienne Hamon, Yasmine Reza, Michel Robit, Martine Sacoy, Michel Voita et Marcel Khalid.

Reprise au Rond-Point d'un grand succès public, à défaut d'être un grand succès critique, celui de la nouvelle pièce d'un jeune auteur, sûr – un peu trop ? – de son talent, Yasmina Reza, qui reprend, aux côtés des excellentes Lucienne Hamon et Martine Sacoy, le rôle abandonné par Marianne Epin. Mélodrame bourgeois sur les contreforts des Alpes.

Théâtre Ronsard-Barbault, av. Franklin-Roosevelt, 9. À partir du 27 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. De 120 F à 200 F.

### Une journée chez ma mère

de Charlotte de Turckheim, mise en scène de Jacques Decombe, avec Charlotte de Turckheim.

Seule en scène, auteur de ses propres mots, comme beaucoup des actrices de son âge, voici la Roxane de Cyrano-Weber, Charlotte de Turckheim, bien décidée, annonce-t-elle, à rendre fou son public. Fou d'elle ?

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2. À partir du 21 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-42-95-23. De 65 F à 180 F.

### La Vie de Galilée

de Bertolt Brecht, mise en scène d'Antoine Vitez, avec François Beaulieu, Dominique Rozan, Jacques Sereys, Roland Berlin, Claude Mathieu.

THÉÂTRE 71  
MALAKOFF  
20H45  
DIM. 25 ET LUN. 26 MARS  
FEU  
MATHIAS PASCAL  
UN FILM DE  
MARCEL L'HERBIER  
AVEC EN DIRECT  
MARTIAL SOLAL  
LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

THÉÂTRE 71  
MALAKOFF  
Une «bellissime» comédie italienne  
EMERGENZA  
Issue de secours  
de  
Manlio Santanelli  
mise en scène  
Pierre Ascaride  
mes  
Daniel Berlioux  
Serge Maggiani  
Du 7 mars au 8 avril  
Location : 46 55 43 45

théâtres  
ou  
cinéma  
CARTE BLANCHE A LA SEPT  
23-24-25 mars  
Minetti – L'Hypothèse – Sarah  
Pour un oui, pour un non – L'Indiade  
Electre – La bête dans la jungle  
Elvire Jouvett 40  
HOMMAGE A  
LAURENCE OLIVIER  
29 – 30 mars  
Henri V – Hamlet – Richard III  
Le Prince et la Danseuse  
TENNESSEE WILLIAMS  
21 – 28 mars (10 films)  
LES ADAPTATIONS  
Magic Cinéma : 48 30 32 87







# DANSE

L'ÉCOLE DE DANSE DE L'OPÉRA S'EXPOSE A GARNIER

## Panier de cracks

Quand on dirige une institution fondée sous Louis XIV, cela crée des obligations. Directrice de l'école de danse de l'Opéra de Paris, installée depuis trois ans à Nanterre, Claude Bessy n'a pas balayé la tradition. Simplement, tranquillement, discrètement, elle a fait de cette pépinière désormais décentralisée la meilleure école du monde. Elle énonce ici quelques-uns de ses commandements.

**SURRÉALISTE!** Quand vous descendez du RER à « Nanterre-Préfecture », parmi la multitude des pancartes qui indiquent des noms de sociétés, vous lisez : « Ecole du Ballet de l'Opéra, 20, allée de la Danse ». Très vite vous découvrez, malheureusement sans recul, le beau bâtiment conçu par l'architecte Christian de Portzamparc, mis en service à la rentrée de 1987. Là s'entraînent les meilleurs danseurs du monde, sous la houlette de Claude Bessy, ex-étoile de l'Opéra.

C'est Claude Bessy qui a voulu cette école. Elle permet aux enfants d'apprendre à danser sans renoncer à une scolarité normale. Le prix à payer a été lourd : il a fallu abandonner le palais Garnier, certes vétuste et malcommode, mais magique aux yeux des enfants. On pouvait, à tout moment, y croiser une idole ! Fines les excursions aux Galeries Lafayette. Maintenant, pour prendre l'air, il y a le jardin et sa vue imprenable sur une forêt d'immeubles. Mais rien n'aurait réussi à dissuader l'ex-star de construire son académie, fruit d'une expérience de près de vingt ans.

En 1972, après s'être relevée d'un grave accident, après être remontée sur les planches, Claude Bessy accepte, sans grande conviction, ce poste de directrice. Elle aurait préféré être maîtresse de ballet. Aujourd'hui, elle sait qu'elle a fait le bon choix.

La pièce où elle nous reçoit est tendue de velours grenat : préciosité inattendue dans ce lieu au luxe fonctionnel. M<sup>me</sup> Bessy allume une de ses interminables cigarettes avant de vous livrer les préceptes qui font les bons danseurs ; et d'une école, une pépinière où viennent puiser toutes les compagnies de renom international.

« J'ai agi avec humilité, dit-elle. Je n'ai rien touché à l'héritage de ceux qui m'ont précédée depuis 1713, dans la fondation de cette école sous Louis XIV. C'est la plus ancienne du monde occidental. Pourtant, j'ai été voir ce qui se faisait ailleurs. Tout particulièrement en Union soviétique et au Danemark, à Copenhague, où la formation chorégraphique dépend, comme ici, de l'État.

« Je suis également allée me promener dans les écoles privées, qui ont pour premier objectif d'alimenter un corps de ballet : en Angleterre, aux États-Unis. C'est que 80 % de nos effectifs entrent au corps de ballet de l'Opéra. Les autres vont chez Béjart, Roland Petit, John Neumeier, ou dans les compagnies américaines.

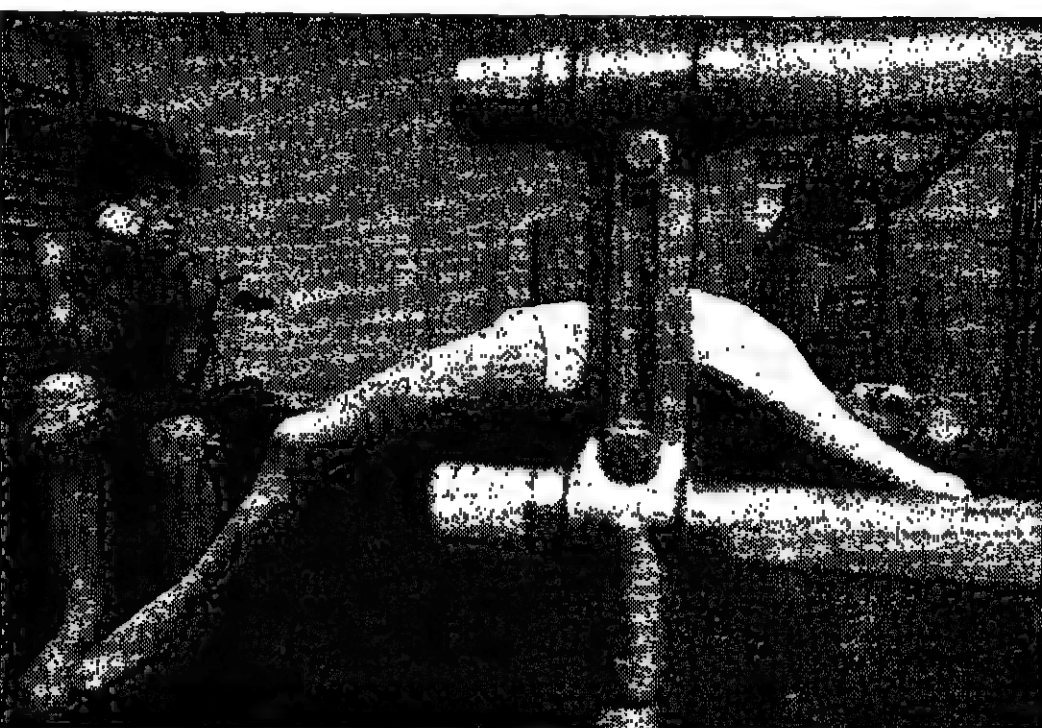
« Notre organisation est celle du Royal Ballet de Londres. La journée y est séparée en deux ; le matin est réservé à la scolarité, l'après-midi, à la danse. J'avais déjà obtenu cette séparation quand nous étions dans les locaux du palais Garnier, avec des horaires inversés. Mais on ne se concentre pas, intellectuellement, quand le corps est fatigué ! Il fallait que le système change pour que l'éducation nationale participe au projet.

« En parlant avec d'anciens maîtres, comme Serge Peretti, Lyette Darsonval ou M<sup>me</sup> Cesbron, j'ai beaucoup appris sur la technique, les exercices, la programmation. Il y a des règles, immuables, dans cet enseignement, notamment celle d'une discipline rigoureuse. Mais chacun a sa méthode, qu'il juge la plus appropriée.

« Sans gommer les différences entre les professeurs, j'ai compris qu'il fallait que chacun œuvre dans



On ne se concentre pas intellectuellement...



...quand le corps est fatigué.

le même sens, celui de la responsabilité collective face aux enfants. Il n'est pas facile de faire comprendre à des artistes français, par nature si individualistes, qu'ils composent une communauté dont le but est de donner le maximum aux élèves. J'ai instauré les réunions pédagogiques.

« Nous avons notre salle de spectacles dans l'école. Nous répétons dans de vrais décors. Le choix des programmes a évolué au fur et à mesure que l'école progressait. Les élèves acquièrent la technique de plus en plus vite : ils peuvent se lancer dans le répertoire. Ils prennent ainsi l'habitude de la scène, du maquillage, des costumes. De plus, ils s'agrippent lors de tournées à l'étranger.

« Quand j'apprenais à danser, j'étais choquée de la brutalité avec laquelle on nous mettait à l'écart, dès qu'on ne parvenait pas à reproduire un mouvement. J'ai donc pensé qu'il fallait prendre en compte le rythme d'évolution de chacun. Aujourd'hui, je reviens sur ma position : comparée à celle des Dupond, Platel, Guillem, Legris, la jeune génération vit dans l'attente. Nous lui avons maché le travail.

« L'année 1990 sera consacrée à corriger cette régression. On en voit déjà les effets : certains élèves viennent d'eux-mêmes chercher la nourriture dont ils ont besoin, manifestent une vraie curiosité pour leur corps, leur outil de travail.

« Ce qui n'a pas cessé de progresser, c'est la taille des danseurs que nous formons : les filles mesurent jusqu'à un mètre soixante-douze ; nous avons un garçon de plus d'un mètre quatre-vingt-cinq.

« Consacrant tout son temps à redonner à la danse française cette première place qui lui revient, Claude Bessy voit l'arrivée de Patrick Dupond à Garnier comme une consécration : « Il est le premier maître de ballet français à l'Opéra. Les Américains et les Russes ne sont pas meilleurs que nous. Il fallait enfin que cela se sache ».

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

★ L'École de Nanterre à Garnier : Jours d'été (musique de Bizet), Les Forains (musique de Saugnet), Daphnis et Chloé (musique de Ravel), les 24 et 27 mars à 19 h 30, le 25 à 14 heures et 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71 (location par téléphone) et 47-42-57-50 (renseignements).

## SÉLECTION PARIS

Mercredi 21 mars

Beethoven  
Concerto pour violon

Kochan

In Memoriam

Mendelssohn

Symphonie n° 5

Salvatore Accardo (violon),  
Orchestre de Paris,  
Claudio Abbado (direction).

Le grand retour de Salvatore Accardo sur la scène parisienne, dans le Concerto pour violon de Beethoven dirigé par Claudio Abbado. Il y a quelques années, ce violoniste jouait souvent à Paris, et puis il a disparu aussi rapidement qu'il était apparu. Mystère et boule de gomme. Le dimanche 25, il sera au théâtre Renaud-Barrault, à 11 heures, pour un récital entièrement consacré à des sonates pour piano et violon de Mozart (Bruno Canino tiendra le clavier).

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ les 22 et 23). Tél. : 45-63-88-73. De 48 F à 180 F.

Le 25 au Théâtre Renaud-Barrault à 11 h. 80 F. 42.56.60.70.

Beethoven

Sonata pour piano op. 28

Fauré

Nocturne n° 7

Chopin

Valses op. 70 n° 3, op. 64 n° 1 et op. 54 n° 2

Grande Valse brillante op. 34 n° 1

Andante spianato et grande Polonaise op. 22

Jean-Marc Lussada (piano).

Jean-Marc Lussada va jouer Chopin qui lui va si bien, Fauré qu'il joue de plus en plus souvent et Beethoven auquel il vient par une porte presque dérobée : la sonate qu'il a choisie n'est pas une des plus célèbres du compositeur, mais c'est la seule dont Chopin recommandait l'étude à ses élèves.

Théâtre de la Ville, 19 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 80 F.

Amphithéâtre de l'Institut d'Art, 12 h 20. De 18 F à 22 F.

Jeudi 22

Bruckner

Motets

Fauré

Requiem

Agnes Mellon (soprano),  
Fauré (harpe),  
La Chapelle royale,  
Ensemble Musique oblique,  
Philippe Herreweghe (direction).

Bruckner et Fauré ont en commun d'avoir été longtemps inconnus de leurs pairs et du public et d'avoir vu leur musique confinée dans leur pays respectif, longtemps après leur mort. Curieusement, ce concert dirigé par Philippe Herreweghe réunit l'œuvre la plus célèbre de Fauré aux motets de Bruckner, des œuvres qui sont loin d'être aussi souvent jouées que ses symphonies.

Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h 30. Tél. : 40-33-20-72.

Location Franc, Virgin Megastore. De 90 F à 120 F.

Vendredi 23

Schubert

Fantaisie D 940

Debussy

Six Epigrammes antiques

Fauré

Dolly

Ravel

Ma Mère l'Oye

Gaby Casadesu,  
Joanna Lavallée-Lagarde (piano).

Gaby Casadesu n'est plus toute jeune, ce n'est pas lui faire offense que de le rappeler. Elle a connu les plus grands compositeurs français d'avant et d'après guerre, entendu les plus grands pianistes, dont Robert Casadesu, son mari, avec lequel elle avait formé un duo fêté sur les scènes du monde entier. Elle a formé quantité de pianistes, dont Philippe Bianconi, qui, sans passer par le Conservatoire de Paris, a remporté le premier prix du Concours de Cleveland et même depuis une belle carrière aux États-Unis.

Théâtre de la Ville, 19 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 80 F.

Amphithéâtre de l'Institut d'Art, 12 h 20. De 18 F à 22 F.

## Cadences

Avec un budget de 18,2 millions, l'école de danse de Nanterre accueille, cette année, 114 élèves, tous internes, dont 44 garçons. 42 suivent le deuxième cycle d'enseignement général, 69 le premier, 3 suivent un enseignement primaire. On entre à l'école à partir de 9 ans. Il y a six classes de danse à franchir, confiées à 20 professeurs et à 12 pianistes. Certains cours sont mixtes : leçons de mime, d'adage, danse de caractère. En dix ans, l'école n'a connu que dix abandons : la sélection à l'entrée est sévère. Mais les débouchés assurent.

Au premier trimestre, après la remise en forme, les élèves montrent ce qu'ils savent faire lors de journées « portes ouvertes ». Au deuxième trimestre, tout le monde prépare le spectacle de l'école, qui a lieu au palais Garnier. Le troisième trimestre est entièrement consacré aux examens.

★ Ecole du Ballet de l'Opéra de Paris, 20, Allée de la Danse, 92000 Nanterre. Tél. : 47-29-09-33.

CASINO DE PARIS

Loc. : 49.95.98.98

DERNIERE

LE 25 MARS

LE SPECTACLE QUI A FAIT REVER L'AMÉRIQUE

**AFRICA OYE!**

50 DANSEURS, CHANTEURS ET MUSICIENS

TRIOMPHANT !

EXTRAORDINAIRES VISIONS ET SONORITÉS IRRÉFUTABLES DIVERSITÉS ET EXUBÉRANCE.

NEW YORK TIMES

Télérama

Le Monde

Le Figaro

Le Parisien

Le Pictorial

Le Quotidien

Le Républicain

Le Progrès

Le Travailleur

Le Journal

Le Courrier

Le Matin

Le Midi

Le Nord

Le Ouest

Le Sud

Le Centre

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

Le Plateau

Le Littoral

FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN ORCHESTRE DE PARIS

CONCERT A DEUX ORCHESTRES

SALLE PLEYEL

26 ET 28 MARS 1990 à 20H30

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

ORCHESTRE DE PARIS

Direction : Peter Eötvös et Semyon Bychkov

GYORGY KURTAG

MESSAGES DE FEU DEMOISELLE R.V.

TROUSOVA

CARLOS ROQUE ALSINA

APPROACH

LUCIANO BERIO

FORMAZIONI

Reservations : 45.63.07.96





## MUSIQUES

## Pergolèse

Stabat Mater  
Salve Regina

## Vivaldi

Motet

James Bowman  
(basse-contre),  
Emma Kirkby (soprano),  
Academy of Ancient Music.

L'Academy of Ancient Music est l'un de ces remarquables orchestres britanniques qui jouent la musique baroque, classique et pré-romantique selon des règles précises et sur des instruments adaptés. Hélas ! il semblerait que cet ensemble ait perdu ces belles qualités qui faisaient l'admiration de tous les amateurs, il y a une dizaine d'années. A trop enregistrer (et souvent de façon philologique mais peu convaincante musicalement), l'Academy of Ancient Music est restée dans le rang. Reste tout de même le savoir-faire et une grande habileté technique.

## Samedi 24

## Berlioz

Les Troyens, version intégrale  
Gracie Bembry (soprano),  
Collette Allott-Lazarus,  
Shirley Verrett,  
Madeline Dennis  
(mezzo-soprano),  
Gary Becklund,  
George Gray,  
Donald Knaech,  
Kjell Mogens Sandvold (ténor),  
Orchestre et chœurs  
de l'Opéra de Paris,  
Myung-Wun Chung  
(direction).

L'Opéra de Bastille ouvre avec ces Troyens si rarement donnés et espérés depuis si longtemps. Orchestre superbe, chanteurs dominés par les jeunes voix françaises, mise en scène indolore, beaux décors : tous dangers écartés, le grand vaisseau peut prendre sa route.

Opéra de la Bastille,  
18 heures. Tél. : 40-01-16-16.  
De 75 F à 540 F.  
Les 26, 28 mars et 3 avril à  
19 h 30 Berlioz (Les Troyens,  
actes I et II. Les 21, 27, 29  
mars et 4 avril à 19 h 30 Berlioz  
(Les Troyens, actes III, IV  
et V).

## Dimanche 25

## Bach

La Passion selon  
saint Matthieu  
Ruth Ziesak (soprano),  
Carolyn Watkinson  
(contralto),  
Peter Schreier (ténor),  
Kevin McKillop,  
Wolfgang Schöna (basse),  
Gächinger Kantorei  
de Stuttgart,  
Orchestre de chambre de  
Stuttgart,  
Heinrich Holliger (direction).

Rilling : on aime ou l'on  
déteste sa façon de diriger  
les passions et les cantates  
de Bach, et cette partition  
du public ne se fonde abso-  
lument pas sur la querelle  
des instruments. Surtout  
connu en France par ses

nombreux enregistrements,  
Helmut Rilling live va leur  
donner l'occasion de revenir  
ou de confirmer leur juge-  
ment.

Châtelet. Théâtre musical de  
Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-  
22-43. De 50 F à 335 F.

## Solal

Composition en direct sur le  
film de Marcel L'Herbier « Les  
Moulinets » (cinéma).

C'est fou ce que les pianistes  
classiques aiment, admirent  
Martial Solal : Alain  
Planès, Georges Pindemacher,  
Jean-François Heisser,  
Michel Dalberto et beau-  
coup d'autres encore lui  
envient son aisance, sa  
dextérité technique, la  
fiabilité d'une sonorité qui ne  
force jamais les limites du  
monstre toujours prêt à se  
rebiffer. Ils lui envient aussi  
un talent d'improvisateur  
qui semble inépuisable, une  
rapidité de réaction qui  
donne la sensation que ce  
diable d'homme a un cer-  
veau au bout de chaque  
doigt. Solal a aussi un autre  
admirateur : Sviatoslav  
Richter, qui voulait jouer  
avec lui la Sonate pour deux  
pianos et percussion de Bela  
Bartok. Que ce projet aboutisse un jour.

Théâtre de la Ville, 20 h 45  
(+ le 28). Tél. : 42-74-22-77.  
80 F.

## Lundi 26

## Beethoven

Sonata pour piano op. 108  
« Hammerklavier »  
Michael Levinas (piano).

Le grand saut pour Michael  
Levinas ! Nous ne faisons  
pas ici allusion à celui, terri-  
ble, qui ouvre, à la main  
gauche, la Hammerklavier,  
mais au fait que le pianiste-  
compositeur, qui a entrepris  
de jouer en concert et d'en-  
registrer l'intégrale des  
sonates de Beethoven, en  
arrive aujourd'hui à la sonate  
la plus intimidante pour les  
doigts et la tête de toute la  
littérature.

Châtelet. Théâtre musical de  
Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-  
22-43. De 28 F à 36 F.

## Mardi 27

## Mendelssohn

Prélude et fugue pour piano  
op. 35  
Variations sérieuses pour  
piano

## Prokofiev

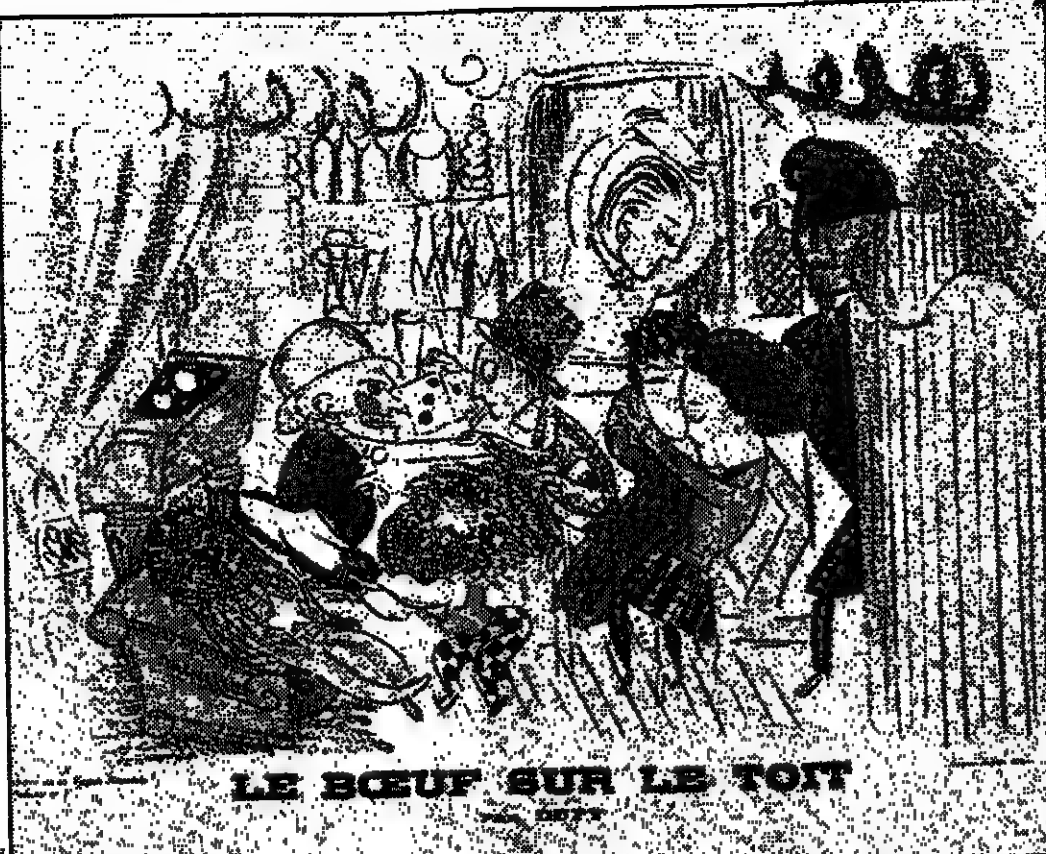
Sonata pour piano n° 7 op. 83

## Scriabine

Deux Études pour piano op. 8  
Nikita Malegoff (piano).

Un programme taillé sur  
mesure pour Nikita Maga-  
loff : des œuvres dans les-  
quelles il a peu de rivaux.  
Qui peut passer avec autant  
d'aisance que lui de l'imma-  
ble Mendelssohn au sauvage  
Prokofiev pour conclure  
avec le romantisme éton-  
nant de Scriabine des  
Études op. 12 ?

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :  
45-63-88-73. De 100 F à  
300 F.



## RÉGIONS

## Calais

## Haydn

Truandisme

## Zemlinsky

Symphonie lyrique en sept  
chœurs d'après des poèmes de  
Rabindranath Tagore, pour  
orchestre, soprano et baryton  
Teresa Zylke-Gara (soprano),  
Mark Doss (baryton),  
Orchestre symphonique de  
Lille,  
Peter Burck (direction).

Professeur et beau-frère  
d'Arnold Schoenberg,  
Alexandre Zemlinsky a été  
redécouvert il y a peu grâce  
à l'enregistrement de sa  
Symphonie lyrique (par  
Lorin Maazel dirigeant la  
Philharmonie de Berlin) et  
de ses quatuors à cordes  
(par le Quatuor LaSalle),  
chez Deutsche Grammophon.  
La musique de Zemlinsky  
est à la charnière de  
deux mondes : elle est  
tonale, certes, mais s'aventure  
déjà sur les chemins de  
l'atonalité. Hommage au  
Chant de la terre, la Sym-  
phonie lyrique comporte  
sept mouvements, met en  
musique des textes de  
Rabindranath Tagore  
(Mahler s'inspirait, lui, de  
poésies chinoises), dure  
environ quarante-cinq  
minutes et est un chef-  
d'œuvre.

Le 23. Théâtre municipal,  
20 h 30. Tél. : 21-36-57-14.  
100 F.

Les 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Strasbourg

## Mozart

Symphonie n° 33

Le 23. Théâtre municipal,  
20 h 30. Tél. : 21-36-57-14.  
100 F.

Les 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulouse

## Verdi

Le Trouvère

Françoise Pollet (soprano),  
Dolores Zajac,  
Jean Kiera (mezzo-soprano),  
Ernesto Grizolles (ténor),  
Alain Fondary (baryton),  
Henry Remy (basse),  
Nicolas Joli (mise en scène),  
Orchestre national  
du Capitole,  
Michel Plasson (direction).

Le 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulon

## Verdi

Le Trouvère

Françoise Pollet (soprano),  
Dolores Zajac,  
Jean Kiera (mezzo-soprano),  
Ernesto Grizolles (ténor),  
Alain Fondary (baryton),  
Henry Remy (basse),  
Nicolas Joli (mise en scène),  
Orchestre national  
du Capitole,  
Michel Plasson (direction).

Le 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulon

## Verdi

Le Trouvère

Françoise Pollet (soprano),  
Dolores Zajac,  
Jean Kiera (mezzo-soprano),  
Ernesto Grizolles (ténor),  
Alain Fondary (baryton),  
Henry Remy (basse),  
Nicolas Joli (mise en scène),  
Orchestre national  
du Capitole,  
Michel Plasson (direction).

Le 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulon

## Verdi

Le Trouvère

Françoise Pollet (soprano),  
Dolores Zajac,  
Jean Kiera (mezzo-soprano),  
Ernesto Grizolles (ténor),  
Alain Fondary (baryton),  
Henry Remy (basse),  
Nicolas Joli (mise en scène),  
Orchestre national  
du Capitole,  
Michel Plasson (direction).

Le 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulon

## Verdi

Le Trouvère

Françoise Pollet (soprano),  
Dolores Zajac,  
Jean Kiera (mezzo-soprano),  
Ernesto Grizolles (ténor),  
Alain Fondary (baryton),  
Henry Remy (basse),  
Nicolas Joli (mise en scène),  
Orchestre national  
du Capitole,  
Michel Plasson (direction).

Le 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulon

## Verdi

Le Trouvère

Françoise Pollet (soprano),  
Dolores Zajac,  
Jean Kiera (mezzo-soprano),  
Ernesto Grizolles (ténor),  
Alain Fondary (baryton),  
Henry Remy (basse),  
Nicolas Joli (mise en scène),  
Orchestre national  
du Capitole,  
Michel Plasson (direction).

Le 26 et 27 mars, Auditorium  
de Lille à 20 h 30.

## Toulon

## Verdi

Le Trouvère

Concerto pour piano  
et orchestre en ré mineur  
KV 468  
Symphonie n° 39

Christian Zacharias (piano),  
Orchestre du Mozarteum  
de Salzbourg,  
Hans Graf (direction).

Encadré par deux sympho-  
nies moins connues que  
d'autres (la Trentième  
Neuvième souffre d'être  
cassée par Prague et celle  
à soi même), le Concerto  
en ré mineur est l'un des  
seuls concertos de Mozart à  
ne pas avoir été au purga-  
toire du XIX<sup>e</sup> siècle. Ses  
accents préromantiques ne  
sont sans doute pas étran-  
gers à cet attachement du  
public et des virtuoses.

Zacharias ne le joue pas en  
dramatisant à outrance sa  
partie (comme Michael  
Levinas) dans un enregistre-  
ment public qui vient de paraître  
sur disque compact, chez  
Deutsche Grammophon).

mais, bien au contraire, en  
insistant sur le choc des  
rythmes, la vivacité abrupte  
de ses premiers et derniers  
mouvements.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le 22. Palais de la musique et  
des congrès, 20 h 30. Tél. :  
86-32-43-10. De 130 F à  
200 F.

Le groupe des Six  
n'est-il pas une  
fiction créée de  
l'imagination de  
Jean Cocteau ? En  
aucune façon,  
répond Ornela  
Volpe, instigatrice  
de la Fondation Erik  
Satie, spécialiste  
de notre musique  
au tournant de ce  
siècle ; elle étaye  
sa démonstration  
par une exposition  
de « Le groupe  
des Six et ses  
amis », réunissant  
une moisson de  
documents inédits  
d'un album, petit  
chef-d'œuvre de  
typographie et de  
mise en page, que  
les premiers  
dadaïstes n'auraient  
pas reniés (Hôtel  
Arturo Lopez, 12,  
rue du Centre, à  
Neuilly, tous les  
jours sauf mardis et  
jours fériés, de 14 à  
17 h).

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.

Le 26 et 30 mars, 3 avril et 5  
avril à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> avril à  
14 h 30.

Le 22, 20 h 30 : le 25,  
14 heures. Théâtre du Capi-  
tole. Tél. : 61-22-80-22. De  
55 F à 180 F.



# ARTS

VAN DONGEN AU MUSÉE D'ART MODERNE

## Un fauve impudique et mondain

Français d'origine hollandaise, à cheval entre l'expressionnisme et le fauvisme, Kees Van Dongen est le peintre de l'ambiguïté. Parce qu'il prenait ses sujets dans l'aristocratie et auprès des demi-mondaines, on le présentait comme un lascif. Oubliant la violence de son trait, l'audace de ses cadrages et certaines « hontes citadines » qui indignaient déjà Apollinaire.

« **M.** VAN DONGEN manifeste brutalement des appétits formidables. Il se plaît dans le tumulte et semble exposer ses opinions politiques. (...) [Il] nous transporte chez des géants qui résolvent la question sociale par l'impudeur. Il nous laisse toujours sous une impression pénible. Il prostitue ses plus nobles et ses plus belles couleurs à des hontes citadines qu'il remarque en étranger. Le séjour de Paris n'est pas favorable à M. Van Dongen. »

De qui ce jugement moralisateur, teinté de xénophobie et de dégoût pour les convictions anarchistes que professait alors l'artiste ? Du bon, du vertueux Guillaume Apollinaire, qui publia son sentiment en mai 1908. Le poète écrivait pour la première fois sur le peintre, qu'il connaissait d'autant mieux que Van Dongen était alors au Bateau-Lavoir le voisin de Picasso, dont Apollinaire visitait l'atelier régulièrement. Il le connaissait et ne l'aimait pas. Jusqu'à la guerre, il ne cessa de poursuivre de phrases désagréables et d'allusions suspectes, répétant sans cesse la même conviction : Van Dongen était trop immoral pour être grand.

Immoral, vraiment ? On doit l'admettre puisqu'en 1913 une toile fut décrochée du Salon d'automne sur ordre de la police. Elle offensait les bonnes mœurs républicaines. Un nabo y regardait par en dessous une femme nue, drapée d'un châle espagnol.

Dans les années 20, il y eut d'autres scandales, dont celui d'un portrait d'Anatole France qui passa pour une insulte à cette gloire nationale des lettres. Sous l'Occupation, un visiteur particulièrement zélé lacéra une œuvre qu'il jugeait nuisible à l'esprit de la révolution nationale. Apollinaire, en un sens, avait vu juste, comprenant dès 1908 ce que l'opinion publique penserait ensuite. Ce qu'il n'avait pu soupçonner, c'est qu'à cette accusation d'impudeur on ajouterait celle de mondanité, de manière à en finir avec cet artiste encombrant.

La manœuvre faillit réussir. Van Dongen, mort en mai 1968 — malheureuse coïncidence, — n'a eu droit depuis qu'à quelques livres de peu de rigueur et de science. Sa dernière exposition à Paris s'est tenue il y a vingt-trois ans.

Celle qu'a décidée le Musée d'art moderne de la Ville de Paris a donc toutes les vertus, à commencer par l'originalité. Elle a encore le nombre pour elle, réunissant plus d'une centaine de tableaux, des commencements néo-impressionnistes du début du siècle aux portraits de l'époque dite « mondaine », sans négliger œuvres scabreuses et allégoriques équivoques.

Deux évidences s'y manifestent, qu'il faut infiniment d'aveuglement pour ignorer : que Van Dongen a été l'un des protagonistes essentiels du fauvisme, le rival de Matisse bien plus que son disciple ; qu'il a été par la suite le plus véridique chroniqueur des vices du siècle, une sorte de Degas colérique et provocateur.

Van Dongen, anti-Matisse ? Il suffit de regarder les toiles, dont la violence se mesure à l'intensité des rouges et des oranges, à la vigueur cruelle des simplifications, aux découpages des compositions qui épinglent les corps sur un fond chamarré. Dans ces années-là, entre 1905 et 1907, le fauvisme matisien est au comble de son élégance postsymboliste. Les œuvres ont pour titre *la Joie de vivre* et *Luxe* ; des nymphes à la peau mauve, ou vieux rose, y gambadent dans des prairies émeraude.

Le Hollandais n'a que faire de ces éloges. La couleur pure, le cerne, les ombres vert pomme, les lumières blanches, il les emploie à d'autres sujets : filles publiques, demi-mondaines, travestis, actrices. Ces « hontes citadines » — selon le mot d'Apollinaire, — il ne croit pas devoir les négliger, ni que la peinture se veuille un « bon fauteuil » — la formule est de Matisse. Inventer des paradis champêtres ne l'intéresse pas, mais seulement l'ordinaire des rues. S'il pousse ses tons jusqu'au hurlement et à la dissonance, il a une raison d'agir de la sorte : la réalité a de



La danseuse indienne (1907).

quoi faire hurler, justement, et plus souvent de dégoût que de joie de vivre.

On voit l'équivoque. Enrolé par la critique dans la phalange des fauves, Van Dongen demeure cependant l'héritier de Lautrec et de Degas. Aussi n'a-t-il fait que frôler le mouvement, quelques années, pour s'en détacher vers 1908, n'en conservant qu'une règle : « fais ce que veux ».

Le devenir des avant-gardes, le cubisme de ses contemporains et l'abstraction l'indiffèrent. Ayant en brièvement Kahlo pour marchand, il s'en sépara dès que ce dernier épousa la cause de Braque. Et, au moment où l'angle droit et la triangulation prenaient force de loi dans les ateliers de Montmartre, il peignit des danseuses indiennes serpentine et nouées, des membres en boucles, enroulés de voiles. Il fait le contraire des autres, ce qui ne lui a pas été pardonné.

On ne peint plus guère de portraits ? Il s'en fait une spécialité. Portraits costumés, portraits intimes et d'apparat, ambassadeurs prenant la pose, femmes du monde jouant à Jupon ou à Vénus. Il les peint tous, impitoyablement. Les maquillages avaient leurs artifices, les regards leur fausseté. Complaisance, a-t-on cru, faute d'avoir scruté la galerie de spectres rassemblés par le peintre. L'affaire France n'est pas innocente : les visages auxquels Van Dongen touche se défont sous l'effet des couleurs et, sous le fard qui s'écaille, il n'y a rien qu'un peu de vanité et quelques vices. De temps en temps, pour se reposer de ce désespérant labeur de zoologiste, le mémorialiste compose des groupes symboliques, l'éternelle tentatrice, l'éternel butor, l'éternel couple mal accordé. Ils n'ont pas plus d'avenir au moment de leur exécution.

A la fin de sa vie, ce fauteur de troubles a illustré des livres. Il s'attacha successivement à *la Recherche du temps perdu*, à *la Princesse de Babylone* et aux *Fleurs du mal*. Proust, Voltaire, Baudelaire : un peintre qui a de telles fréquentations est forcément immoral. Et nécessairement intelligent. Serez-vous là le crime de Van Dongen ?

PHILIPPE DAGEN

\* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Du 22 mars au 17 juin. Tél. : 47-23-61-27.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

### Kees Van Dongen, le peintre

Lire notre article ci-contre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 22 mars 1990 au 17 juin 1990, 16 F.

### Cambrai

#### Geneviève Clois

Des points, des lignes, des formes fermées puis ouvertes : l'abstraction, toujours. Au fil d'une œuvre rigoureuse forgée à partir des années 60, sur le modèle des premiers maîtres d'Abstraction-Création.

Salle de la Menestration, 3, rue des Capucins, 59400. Tél. (musée de Cambrai) 27-81-78-88. Du 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Du 27 mars au 27 mai.

### Dunkerque

#### Pat Brudler

C'est l'un de nos représentants de ce courant de la jeune sculpture, qui fonde avec l'idée de meuble, pratique l'hybridation, mêle volontiers acier, pièces de mécanisme, fixages et photos, son sens esprit de rigueur, son sens sophistication.

Ecole régionale des Beaux-Arts, 45, rue du Jeu-de-Panne. Tél. : 28-66-15-00. Ex.

530, avenue Foch, Tél. : 28-63-72-83. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le dimanche. Du 24 mars au 22 avril.

### Gravelines

#### Philippe Favier

L'Arsenal de Gravelines est au lieu où l'on s'expose que des estampes : c'est donc aux gravures de l'artiste que l'exposition est consacrée. Des gravures faites depuis 1981, de très petites choses même, allant du format timbre-poste aux dimensions d'une boîte à sardines, qui ne manquent pas de qualité, ni de charme.

Arsenal. Du 14 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 juin.

### Meymac

#### Françoise Bonillon

« Depuis vingt ans j'ai fait des choses étonnantes, rassemblant les pièces de puzzle se mettent en place », constate François Bonillon, un artiste singulier en quête de langage original, qui peint et sculpte des formes incommensurables, et traite aussi les mots. L'exposition de Meymac propose un choix de ses œuvres depuis 1974.

Abbaye Saint-André, Centre d'art contemporain, 15200 Meymac. Du 14 heures à 18 heures. Le samedi et la dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Du 26 mars au 6 mai.

INSTITUT CURIE  
RECHERCHE - PREVENTION - TRAITEMENT DES CANCERS

# L'ART POUR LA VIE

300 OEUVRES D'ART  
POUR VAINCRE LE CANCER

3-16 AVRIL 1990

TOUTS LES JOURS DE 11H A 19H  
ENTREE LIBRE

EXPOSITION-VENTE  
D'OEUVRES D'ART  
CONTEMPORAIN  
OFFERTES A  
L'INSTITUT CURIE  
AU PROFIT  
DE LA RECHERCHE  
CONTRE LE CANCER

ACHAT DES OEUVRES  
45 33 80 80

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS  
11, QUAI MALAKAIS 75006 PARIS

7 MARS - 7 AVRIL 1990  
**MARINA KARELLA**  
SCULPTURES RECENTES  
JGME GALERIE  
11, rue de la Harpe, 75005 Paris

**GALERIE ARIEL**  
140, bd Haussmann, Paris 8<sup>e</sup>  
**ASGER JORN**  
de collages  
15 mars - 30 avril



## SÉLECTION PARIS

## Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixtèque, mis en scène avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Où les pièces venues du Mexique, en particulier du Musée ethnographique de Mexico, sont souvent splendides.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris, 8<sup>e</sup>, Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 30 juillet 1990. 33 F.

## Herbert Brandl, Ernst Caramello, Franz Wenz

Fidèle à ses principes d'exploration, l'ARC, tête chercheuse du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, offre leur première grande exposition parisienne à trois jeunes contemporains.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de W.-Churchill, Paris, 10<sup>e</sup>, Tél : 47-23-01-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visé, comment, grat. les jours de 15 h, les 1<sup>er</sup> et 16 avril à 11 h. Début jeudi 22 mars, 19 h. Jusqu'au 22 avril 1990. 15 F.

## Olivier Debré

Jamais montrées, jamais même reproduites, ce sont, datées des années 50, les premières œuvres d'Olivier Debré : les souvenirs de Picasso s'estompent, la construction abstraite se dégage des détails, un style se forme.

Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, 93000, Tél : 42-43-02-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 30, dimanche de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 mars 1990.

## César Domela

Si à quatre-vingt-dix ans Domela s'est depuis longtemps libéré de la géométrie stricte des constructions du Stijl, il court toujours après les lignes onduleuses et les rythmes colorés. Voir à l'Institut néerlandais le choix de peintures et de reliefs récents qui accompagnent la présentation de son œuvre gravé.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris, 7<sup>e</sup>, Tél : 47-06-86-99. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril 1990.

## Filonov

Pour avoir été censuré, pour n'avoir pas exposé à l'étranger avant que ne tombe le rideau de fer, pour n'avoir pas émigré, Pavel Filonov, l'un des protagonistes de l'avant-garde russe des années 20, est resté à la porte de l'histoire de l'art

moderne. Et son œuvre, dont nous découvrons, à peu près en même temps que les Soviétiques, l'étrange complexité, de devoir être lue, passée au peigne fin, longuement analysée, avant de trouver sa juste place.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 avril 1990.

## Tony Garnier

Un grand Lyonnais, qui, de sa bonne ville, lança les bases de l'architecture moderne en France. A ceux qui ne le sauraient pas ou l'auraient oublié, l'exposition du CCI le rappelle à travers une rétrospective complète, réunissant aussi des dessins et des esquisses inédits. D'où émerge une image complexe de l'architecte naviguant entre le classicisme et la modernité, le rêve et la réalité, l'utopie sociale et le béton armé.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 mai 1990.

## Le corps en morceaux

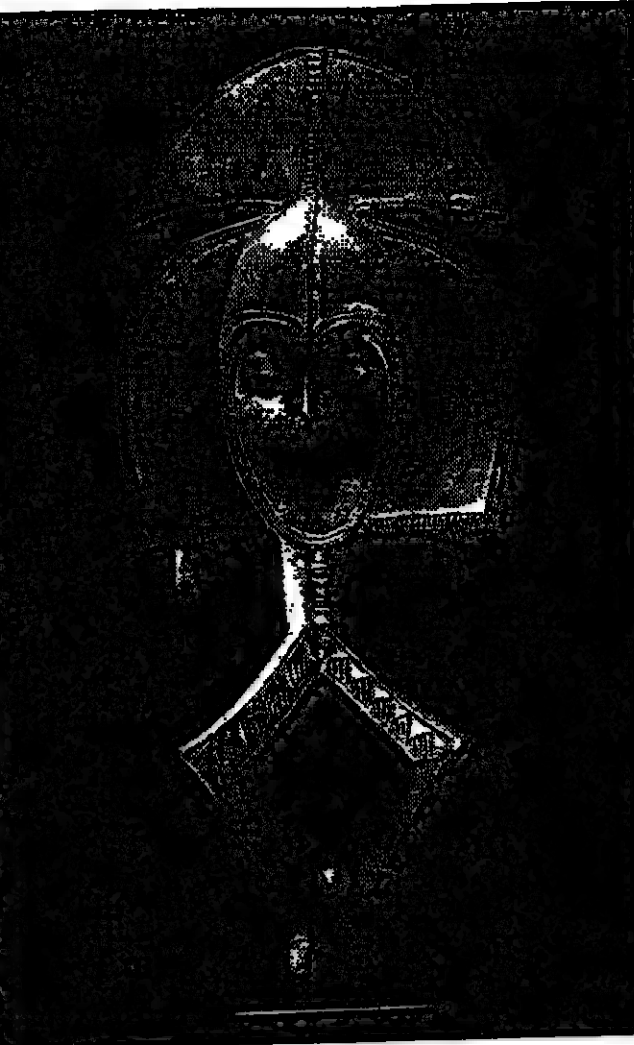
De la sculpture antique retrouvée sous forme de fragments, que le dix-neuvième siècle a aimé compléter et le vingtième siècle déconstruire, aux morceaux de corps délibérément donnés comme œuvres achevées : une exposition de têtes, de torsos, de mains, de jambes et de pieds coupés dans le vif du sujet, signés Rodin, Claudel, Degas, Bourdelle, Maillo, Garguin, Matisse...

Musée d'Orsay, entrée qui Anatole-France, pl. Henri-IV, Paris, 7<sup>e</sup>, Tél : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visites de groupes rens. au 45.49.48.48. Jusqu'au 3 juin 1990. 25 F (dimanche : 15 F). Billet jumelé exposition musée : 40 F.

## Maurice Marinot peintre et verrier

On connaissait le verrier, le meilleur en France de l'entre-deux-guerres, qui modelait à chaud et en force le bloc de verre, et le métamorphosait en coupes et en vases polychromes. On découvre ici le peintre qui exposa au Salon d'Automne avec les Fauves, dès 1905, avant de flirter avec le cubisme.

Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>, Tél : 47-23-38-38. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 mai 1990.



## Deuxième Salon de Mars

Voici notre photo légendée.

Espace de la Chapelle-de-Mars, place Joffre, face à l'Ecole militaire, Paris, 7<sup>e</sup>, Mercredi, vendredi de 12 h à 20 h, jeudi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 26 mars 1990. 45 F.

## Six peintures soviétiques d'aujourd'hui

Ils s'appellent Kolkoutine, Krymov ou Tichkov. On ne les connaît pas. Et pour cause : ces peintures soviétiques exposent pour la première fois en France. Les cinéastes parisiens ne sont pas égarés par le vent qui souffle de l'Est.

Fondation Moma Bénarck, 34, av. de New-York, Paris, 16<sup>e</sup>, Tél : 47-23-38-38. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 mai 1990.

## Solomon le Magnifique

Le Grand Turc est au Grand Palais. Et avec lui une partie des trésors du palais de Topkapı : pièces d'orfèvrerie, textiles, céramiques, miniatures, calligraphies, documents témoignant de l'art et de la culture ottomans à leur apogée.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai 1990.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris, 8<sup>e</sup>, Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 14 mai 1990. 33 F.

## Daniel Spoerri

Depuis trente ans, Daniel Spoerri cultive le « ready-made » à tendance sociologique. Il n'est ni peintre ni sculpteur, mais collectionneur bouillonnant des objets les plus banals de notre quotidien. En particulier de reliques de tables, avec lesquelles il s'est forgé la réputation de père incontesté du « Eat Art ».

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai 1990.

## Tendances multiples des années 80

Pour décrire le développement de l'art vidéo depuis dix ans, 50 cassettes ont été sélectionnées. Elles seront diffusées en continu au rez-de-chaussée du Centre Pompidou. Au programme, entre autres : Jean-Luc Godard, Jenny Holzer, Thierry Kuntzel et le vénérable Nam June Paik.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai 1990.

MNAM, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai 1990.

## William De Kooning

Depuis combien de temps n'avait-on pas vu de toiles de De Kooning dans une galerie parisienne ? Il y en a une vingtaine, et on doit aller les voir, l'âme d'autant plus sereine qu'elles seront, forcément, inaccessibles au commun des mortels.

Galerie Karsten Grobe, 5, rue Diderot, Paris, 5<sup>e</sup>, Tél : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 avril 1990.

## Fausto Melotti

Dans le genre sculpture puriste, on n'a pas tellement mieux fait que le Milanais Fausto Melotti dans l'entre-deux-guerres, qui vous balance des courbes d'une élégance et d'une musicalité rares. Aussi est-ce une excellente idée de l'exposer à Paris, où l'on ne sait rien de lui.

Galerie Di Moa, 5, rue des Beaux-Arts, Paris, 6<sup>e</sup>, Tél : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 avril 1990.

## Kacem Noua

On aime bien Lucien Durand, découvreur de jeunes talents. On aime bien Kacem Noua et ses constructions poétiques à mi-chemin entre l'abstrait et le paysage.

Galerie Lucien Durand, 17, rue Mazurine, Paris, 6<sup>e</sup>, Tél : 43-26-26-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1990.

## Jeanne Plensa

An sein de la jeune sculpture espagnole, Plensa occupe une place prépondérante. Déjà très présent sur le marché international, il obtient aujourd'hui sa première grande exposition parisienne. Son sens du monumental et sa dextérité de manier de fer devraient impressionner.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris, 4<sup>e</sup>, Tél : 42-74-39-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 avril 1990.

## Antoni Tapies

Autour de deux œuvres monumentales, une suite de peintures de 1989. On y retrouve les laqueurs, les encroûtements, les couleurs ocre et brunes et les croix chères au plus illustre des peintres catalans.

Galerie Ariol, 140, bd Haussmann, Paris, 8<sup>e</sup>, Tél : 45-62-13-09. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 19 h.

## 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 avril 1990.

## RÉGIONS

## Angers

## Cent dessins des musées d'Angers

De quinzème au dix-neuvième siècle, des Pays-Bas à l'Italie, une évocation des collections de dessins des musées angevins, qui en possèdent plusieurs milliers, signés de Jean Cousin, de David, de Géricault, et, bien sûr, de David d'Angers.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue de la Harpe, 49100, Tél : 41-81-04-95. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 13 mai.

## Lyon

## Pat Stahr

On connaît peu en France cette femme peintre dont le travail pictural se développe à partir de fragments de tableaux célèbres démembrés, agrandis. Aux antipodes de l'expressionnisme contemporain, elle analyse la création artistique, le pin-cé à la main.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Eduard-Herriot, 69001, Tél : 78-30-50-86. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 avril 1990.

## Marseille

## D'en art l'autre

Cette première biennale réunit 69 artistes plasticiens utilisateurs de la photographie. Des ensembles thématiques, des rétrospectives, des créations et la présence de 13 galeries privées confirment la place de la photographie dans le marché de l'art.

Centre de la Vieille Charité, Musée Cantini, Musée des beaux-arts, Espace d'art Escudé et autres lieux, 13000, Tél : 91-58-22-38. Jusqu'au 23 avril.

## Nantes

## Daniel Dezeuze

De ses premiers travaux ascétiques, dans l'esprit de Support/Surface, à ses récents assemblages, ludiques et baroques, l'itinéraire d'un artiste français souvent trop discret. Chez Dezeuze, esprit de recherche, ironie et élégance font bon ménage.

Galerie Lejong, 13-14, rue de Téhéran, Paris, 8<sup>e</sup>, Tél : 45-63-13-19. Tous les jours sauf

## Tél : 40-74-53-34. Jusqu'au 6 mai.

## Rennes

Dessins italiens du XVI<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles

Le Musée de Rennes accueille, en exclusivité et pour la première fois en France, les dessins italiens de la Galleria Estense de Modène. Celle-ci a hérité des prestigieuses collections des princes d'Este, mécènes et humanistes de l'Italie renais-sante et baroque, dans lesquelles Parmesan, Tintoret, Palma le Jeune, J. Bassano et Corrége sont particulièrement bien représentés.

Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile Zola, 35000, Tél : 99-28-55-35. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 avril.

## Saint-Etienne et Saint-Paul-de-Vence

## Une fondation en musée : échange

Echange (provisoire) de collections : le Musée d'art moderne de Saint-Etienne accueille des œuvres de la Fondation Maeght, la Fondation Maeght accueille des œuvres de musée stéphanois.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000, Tél : 77-93-55-55. De 10 heures à 19 heures. Rétroactive le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 avril. Fondation Maeght, 06570, Tél : 93-82-81-63. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 4 avril.

## Villeneuve-d'Azacq

## Fernand Léger

Des peintures naturelles, des gouaches, des dessins, mais encore des esquisses de décors et des films. C'est toute l'œuvre de Fernand Léger qui fait l'objet de cette rétrospective très importante organisée par le musée de Villeneuve-d'Azacq, où les collections permanentes sont riches d'un bel ensemble d'œuvres de l'artiste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 65000, Tél : 30-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 juin.

La collection « Arts » a été établie par : Geneviève Breccette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

**VALLOIS**  
SCULPTURES XX<sup>e</sup> SIECLE

**CLYDE CONNELL**  
Sculptures

21 mars - 20 avril 1990

**SALON DE MARS**  
20 - 26 MARS  
STAND A 32

41 RUE DE SEINE  
75006 PARIS  
Tél 43 29 50 84  
Fax 43 29 90 73

Galerie Beaubourg

**Spoerri**

co

**Arianne & Pierre Nahon**

3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS  
42 71 20 50

**ESPACE J.F. GUYOT**  
du 9 mars au 8 avril  
exposition  
**PATRICK ALBERT**

Des tableaux  
épais et poudrés,  
des bleus intenses  
et des jaunes lumineux

9, rue de Mézières, 75006 Paris  
45 44 97 41

**ANDRÉ PLANSON**  
1892 - 1991

Aquarelles  
du 22 mars au 5 mai 1990

**GALERIE COLETTE DUBOIS**  
42, rue Saint-Hippolyte 75008 Paris  
Tél : 42 62 13 44

**THEATRE DE LYON**  
LE SORANO  
THEATRE NATIONAL DE  
TOULOUSE-MIDI-PYRENEES

**LA MAMAN ET LA PUTAIN**  
de Jean EUSTACHE

Mise en scène :  
Jean-Louis MARTINELLI  
Avec Catherine Anne,  
Gérard Barreaux, Charles Berling,  
Anouk Grinberg, Sylvie Milhaud

TOULOUSE - 21 mars - 19 mai  
51 25 88 57  
LYON - 15 mars - 31 mai  
78 36 07 87

سكنا من الاعمال



33 Économie et monnaie en Europe  
34 L'Union européenne et l'Est

39 Ile de France : Province des Disneyland  
44 M. Tapis s'intéresse aux couches-culottes

44 Marchés financiers  
45 Bourse de Paris

BILLET

L'argent plastique

Mince consolation pour les banquiers : même si le nombre de chèques émis ne régresse pas, les paiements par carte bancaire augmentent. Cette évolution favorable des moyens de paiement ne doit pas masquer la dégradation de la puissance de conviction déployée par les patrons des grandes banques de dépôts, mais tout au fait que le nombre des porteurs de cartes s'accroît sensiblement chaque année. Ils étaient 18,7 millions en 1989, au lieu de 14,8 millions en 1988. Le nombre moyen de paiements par carte effectués l'année dernière par chaque Français a été, en 1989, de... 66. Soit 12 % d'augmentation par rapport à 1988. Autre évolution favorable : le montant moyen de chacun de ces paiements est en hausse. Les commerçants français ont accepté 320 milliards de francs payés par carte, soit 26 % de plus qu'en 1988.

Les progrès de l'argent plastique par rapport au chèque ou à l'argent liquide n'ont rien de foudroyant, mais ils existent. Bien entendu, les Français se servent aussi de leur carte pour retirer des espèces dans les distributeurs automatiques de billets. Ne plus se soucier de passer à la banque avant la fermeture des guichets, là est peut-être la vraie révolution. Sur les 13 000 automates bancaires installés sur le territoire national, les Français ont retiré 192 milliards de francs l'an passé, soit une hausse de 20,8 % par rapport à 1988. Les responsables du groupement des cartes bancaires ont cependant remarqué que les Français n'utilisent qu'une fois sur deux les distributeurs appartenant à leur banque. Ce qui ne va pas sans poser de redoutables problèmes financiers. Les banques les plus pressées (la Société générale notamment) perçoivent pour chaque paiement effectué à une personne étrangère à leurs comptes une rémunération inférieure au coût réel de la transaction. Les distributeurs les plus pressés sont donc les plus déficataires. Sans parler du coût de gestion des paiements par carte qui excède la rémunération versée par les commerçants. Au total, les Français paient le service de l'argent en France est un véritable service public. Mais y a-t-il vraiment des services complètement gratuits ?

Y. M.

INSOLITE

Rio sans boursiers

Pour la première fois en plus de cent ans d'existence, la Bourse des valeurs de Rio-de-Janeiro n'a enregistré aucune transaction, lundi 19 mars, après cinq jours de fermeture des banques et des marchés financiers. Huit offres de vente d'actions n'ont trouvé aucun preneur tandis qu'une opération était annulée, l'acheteur ayant refusé de payer le nouvel impôt décidé la semaine dernière par le gouvernement brésilien.

Les transactions réalisées quotidiennement avant la fermeture de la Bourse s'élevaient à quelque 200 millions de dollars (1,14 milliard de francs) quotidiennement. La Banque centrale du Brésil avait ordonné la fermeture des banques et marchés financiers du 14 au 18 mars dans l'attente des mesures économiques nouvelles annoncées le 16 mars par le nouveau président brésilien, M. Fernando Collor.

Le budget britannique pour 1990-1991

Le chancelier de l'Echiquier veut « ressusciter l'esprit d'épargne »

Le nouveau chancelier de l'Echiquier, M. John Major, a cherché, à l'occasion de son premier budget, à faire renaitre chez ses concitoyens les vertus victorienne de frugalité et d'épargne que M<sup>me</sup> Margaret Thatcher elle-même a jadis héritées de son père, épicière à Grantham (Lincolnshire). Les Britanniques mettent en effet très peu d'argent de côté. Tout est fait, dans le budget révélé mardi 20 mars aux Communes, pour les inciter au contraire à ouvrir des plans d'épargne et à acquiescer des actions.

LONDRES

de notre correspondant

Il n'est pas question pour autant de toucher à la considérable réforme de l'impôt sur le revenu à laquelle a procédé il y a deux ans M. Nigel Lawson, le prédécesseur de M. Major, et qui est en grande partie à l'origine d'une vague déclinante de consommation qui commence à peine à se retirer. Il n'y a plus, depuis 1988 que deux taux d'imposition, en Grande-Bretagne, de 25 % et 40 %, qui sont parmi les plus bas du monde occidental. Ceux-ci ne servent pas modifiés. Au nom du dogme libéral. La présentation annuelle du budget est une grande affaire, qui passionne le grand public. Dans le climat délétère provoqué par la révolte contre le nouvel impôt local (la « Poll Tax ») et la chute consécutive de M<sup>me</sup> Thatcher dans les sondages, l'investissement était encore plus attendu. Pour la première fois, il était télévisé. Après les vœux de bienvenue de ces derniers jours, les membres de ce club très particulier que sont les Communes se sont fort bien tenus. M. Major a pu prononcer son discours presque sans interruption.

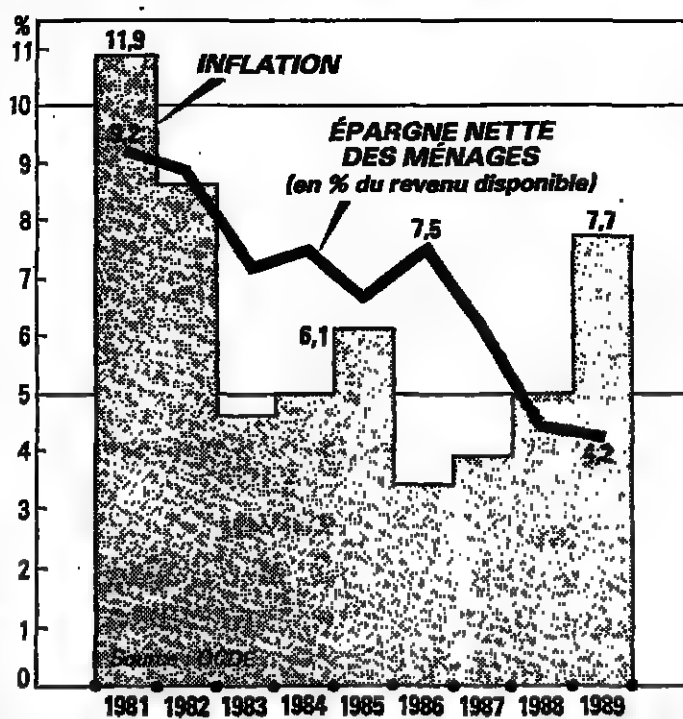
« Un expert-comptable gentil »

Il est vrai que les travailleurs ne pouvaient guère s'indigner des mesures prises en faveur de l'épargne populaire ou des mesures de famille saluées qui ont des enfants en bas âge. Pour son premier exercice, M. Major a été d'une très grande prudence. Il a évité les généralisations et les promesses de modeste qui contrastait avec l'arrogance intellectuelle de son prédécesseur. Assise à ses côtés, en tailleur bleu roi, M<sup>me</sup> Thatcher couvait religieusement son poulain, qui aura quarante-sept ans dans neuf jours. Devant cette absence marquée d'envie, un vétéran de la vie politique britannique a eu ce mot cruel : « Le chancelier se comporte comme un expert-comptable gentil et capable, mais pas comme un homme d'Etat ».

M. Major attend beaucoup de la création de plans d'épargne spéciaux, appelés TESSA (1), pour « ressusciter l'esprit d'épargne ». Ceux-ci sont complètement exempts d'impôts. Ouverts dans des banques ou des sociétés de prêts hypothécaires, ils ne peuvent être utilisés qu'au bout de cinq ans et ont un plafond de 9 000 livres (13 000 francs). Cet avantage fiscal a pour but évident de détourner de la consommation immédiate les citoyens disposant de petits revenus. Les intéressés perdent en effet le bénéfice de l'exemption s'ils touchent à leur pécule avant les cinq ans écoulés. La retenue à la source de 22 % sur les dépôts bancaires qui frappe les petits épargnants qui ne paient pas par ailleurs d'impôt sur le revenu sera abolie en avril 1991.

Dans le même esprit, le plafond d'épargne au-dessus duquel il n'est plus possible de bénéficier de diverses aides sociales et d'une forte réduction du nouvel impôt local est multiplié par deux, passant de 8 000 à 16 000 livres. Très bien accueillie par les travailleurs, cette décision a aussitôt suscité une interpellation violente d'un député nationaliste écossais. L'Ecosse a en effet joué le rôle de cobaye pour la Poll Tax. Elle y a été soumise dès avril 1989, alors qu'elle n'a été instaurée que cette année en Angleterre et au Pays de Galles. Il ne serait que justice, selon ce parlementaire, que cet avantage soit rétroactif pour les Ecossais.

M. Major a annoncé plusieurs mesures en faveur de l'actionnariat populaire, un des « grands desirs » de M<sup>me</sup> Thatcher. Les droits de timbre sur les transactions boursières seront supprimés à la fin de l'exercice 1991-1992 (l'année fiscale



court du 1<sup>er</sup> avril à la fin mars). La limite annuelle d'acquisition de parts dans des fonds communs de placement qui n'est pas soumise à impôt est portée de 4 800 à 6 000 livres.

L'impôt sur les sociétés ne change pas. Il reste de 25 % pour les petites entreprises et de 35 % pour les grandes. La vignette automobile demeure également identique, fixée à 100 livres. Les taxes sur l'essence ordinaire et sur celle sans plomb augmentent dans une proportion égale. On insiste au Trésor sur le fait que l'essence sans plomb est désormais nettement moins chère que l'autre, mais il en faudrait davantage pour convaincre les écologistes. L'un de leur porte-parole affirmait mardi soir que, « s'il y avait un budget vert, c'est que M. Major n'a pas la vision des couleurs ».

La taxe sur le vin s'accroît de 7 pence (63 centimes) par bouteille, et celle sur la bière de 2 pence (18 centimes) par pinte. Les cigarettes augmentent aussi, mais pas le tabac à pipe. L'atmosphère était décidément détendue, mardi après-midi aux Communes, puisque M. Major a souligné ostensiblement cette bonne nouvelle à l'attention du leader de l'opposition, M. Neil Kinnock, lequel est un fumeur de pipe invétéré.

Un contexte incertain

L'utilisation permanente d'une voiture de fonction sera davantage prise en compte dans le calcul du revenu imposable. Ce ne sera plus le cas, en revanche, pour l'usage d'une crèche d'entreprise, qui était bizarrement considérée jusqu'ici comme un avantage en nature et imposé comme tel.

Au total, ce saupoudrage n'a pas convaincu la City, où l'on estime que ce budget est décidément bien « gentil », mais pas à la mesure d'une situation économique préoccupante, marquée par une inflation à 7,7 %, une des plus élevées des pays développés, et un déficit de la balance des paiements de 20 mil-

Vers la séparation de la Poste et de France Télécom

La réforme des PTT au conseil des ministres

Le ministre des PTT, M. Paul Quilès, a présenté mercredi 21 mars au conseil des ministres son avant-projet de loi réformant le statut des PTT : deux exploitants de droit public autonomes vont être créés : l'un pour la poste, l'autre pour les télécommunications. Ils seront assujettis à des cahiers des charges, signeront des contrats de plan et seront soumis à une fiscalité proche du droit commun. En revanche, il n'y aura pas de « banque postale ».

On aurait pu croire que l'échec du congrès de Rennes lui ferait prendre du retard, ou même pire. Il n'en est rien : respectant son calendrier, la réforme des postes et des télécommunications a franchi un pas de plus, mercredi 21 mars, avec la communication faite en conseil des ministres par M. Paul Quilès sur l'état de ses travaux.

Le « bleu », l'avant-projet de loi modifiant le statut juridique de cette administration d'Etat (450 000 salariés), vient d'être envoyé en Conseil d'Etat. D'ici à son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale pour son vote à la session de printemps, il suivra un parcours du combattant : examen par le comité technique paritaire ministériel, le 30 mars, et le conseil supérieur des PTT, le 2 avril, avant son examen en conseil d'Etat et son adoption en conseil des ministres.

Il s'agit de la plus importante mutation jamais vécue par une administration mais elle ne constitue pourtant que le premier volet d'un triptyque composé d'une loi sur la réglementation des télécommunications (qui devrait normalement être déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale pendant la session de printemps) et d'une grande négociation sociale sur la réforme des qualifications et classifications des agents des PTT. Au tempo plus lent, cette négociation - à laquelle participent tous les syndicats - vient de faire l'objet d'un « document d'étape ».

A elle toute seule, la réforme juridique a soulevé une multitude de problèmes (le Monde du 1<sup>er</sup> février) dont certains ont fait l'objet de discussions interministérielles jusqu'au dernier moment, en raison des intérêts en jeu. La trame du travail avait été fixée en novembre : les PTT devaient être transformés en deux « exploitants autonomes de droit public » disposant d'un statut juridique leur permettant de se battre à armes égales avec les grands concurrents internationaux. Pour calmer les craintes des syndicats, deux préalables étaient établis : les agents conserveront leur statut de fonctionnaire ; on ne créera pas d'établissement public industriel et commercial, genre EDF, formule refusée par les syndicats.

Le travail a été plus facile chez France Télécom, qui appelle la réforme de ses vœux depuis des années, qu'à la Poste. Avec ses 300 000 agents, la situation de cette maison est en effet beaucoup plus difficile que celle des télécommunications. D'abord, car elle a deux grandes casquettes : à côté de son métier traditionnel d'acheminement du courrier, elle propose des services financiers dont l'expansion heurterait les intérêts des banques.

Ensuite, parce qu'elle est dans une situation financière fragile : jusqu'en 1985, la Poste a perdu de l'argent et a accumulé une dette de 37,5 milliards de francs (pour un chiffre d'affaires de 65 milliards).

L'avant-projet de loi, de 41 articles, ne règle pas tout, une partie des problèmes étant renvoyés au domaine réglementaire, aux cahiers des charges ou aux contrats de plans. Sur le plan institutionnel, les grands principes sont fixés : deux exploitants de droit public, dotés d'une personnalité morale, sont créés. Ils seront soumis à des cahiers des charges et signeront des contrats de plan qui fixeront leurs objectifs généraux et « préciseront le cadre financier global des tarifs, investissements, charges et les principes d'affectation des résultats ».

Soumis aux règles du droit commercial et non plus administratif, chaque exploitant se voit reconnaître une autonomie financière : il fixera, notamment, ses recettes et dépenses (en clair, le fameux « budget annexe » disparaît dès cette année) ainsi que « le niveau et la structure de ses effectifs ». Une commission d'évaluation chiffrera leur patrimoine, attribué « en pleine propriété » aux deux entités qui ne seront plus soumises aux procédures des Domaines que pour des opérations d'aliénation (vente).

La loi de démocratisation du secteur public leur sera appliquée : deux conseils d'administration, composés de vingt et un membres (un tiers de représentants de l'Etat, un tiers de représentants des salariés, un tiers de personnalités qualifiées). Leurs présidents seront nommés en conseil des ministres, mais, contrairement à maintenant, ils choisiront leurs directeurs.

Pas de banque postale

Enfin, une commission parlementaire sera placée auprès du ministre des PTT pour examiner les conditions d'exercice des missions des exploitants, ainsi qu'une commission sociale, veillant à l'unité de l'action sociale, et un conseil national des postes et télécoms (composé d'élus, de salariés et d'usagers), qui donnera son avis.

Reste qu'une série de décisions ne sont pas incluses dans ce texte, en particulier le niveau de rémunération des fonds de la Caisse nationale d'épargne ou des CCP, bien que le principe d'une rémunération incitant à la collecte soit acquis pour les comptes chèques postaux. En revanche, les espoirs caressés par certains de profiter de la réforme pour créer une « banque postale » sont déçus : la Poste n'aura pas la possibilité d'accorder des prêts à sa clientèle. Mais « elle prend de l'assurance », c'est-à-dire qu'elle pourra compléter son offre actuelle de produits d'assurance.

Les questions tarifaires sont renvoyées aux contrats de plans (la question du transport de la presse, notamment, n'est pas réglée), mais le principe de la liberté pour leurs activités soumises à concurrence est acquis. Enfin, les deux établissements s'approcheront d'une fiscalité de droit commun, qui mettra fin à la pratique actuelle des prélèvements autoritaires dont souffre France Télécom. Néanmoins, une période transitoire est prévue jusqu'en 1994 (un an de plus qu'initialement envisagé). Et, à l'inverse des télécoms, la Poste ne sera pas assujettie à la TVA (Bruxelles ne le demande pas). En ce qui concerne les impôts locaux, les deux établissements paieront la taxe professionnelle et la taxe foncière, étant entendu que, pour la première, la procédure déjà existante du fonds de compensation sera utilisée afin de gommer les disparités entre les communes disposant d'un bureau de poste ou d'un central et les autres.

Il reste donc du pain sur la planche avant que la situation des deux exploitants soit totalement stabilisée (notamment à la Poste, dont la dette est lourde). Il restera à faire dans les prochaines semaines des arbitrages serrés pour doter la Poste et France Télécom du maximum de cartes, malgré les conservatismes de toutes natures.

FRANÇOISE VAYSSÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIER

EPARGNE OBLIGATIONS - SICAV  
NATIO PARTICIPATION - SICAV

Les Conseils d'administration des deux Sicav ont approuvé lors de leurs réunions du 31 janvier 1990 un projet de fusion-absorption de Natio Participation par Epargne Obligations. Cette opération répond à un souci de rationalisation de la gamme des Sicav de la Banque Nationale de Paris.

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle sur ce projet, les assemblées générales extraordinaires des deux sociétés seront convoquées le même jour soit le 25 avril 1990 et, dans le cas probable où le quorum ne pourrait être obtenu ce jour-là, le 9 mai 1990, à l'effet de statuer sur la fusion qui devrait être réalisée le 11 mai 1990.

A titre indicatif si l'opération avait été effectuée le 31 janvier 1990, la parité d'échange résultant des valeurs liquidatives de chaque Sicav ce jour-là (Epargne Obligations : F 190,93 et Natio Participation : F 852,67), aurait été de 4 actions Epargne Obligations pour 1 action Natio Participation et la somme maximum aurait donc été de F 190,92.

Les actionnaires disposeront d'un délai de 3 mois à compter du 22 mars 1990, date de la publication au B.A.L.O. du projet de fusion, pour obtenir sans frais le rachat de leurs actions.



## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

Selon une enquête de l'INSEE

## Les ménages sont de nouveau plus confiants dans l'avenir

Les Français ont de nouveau davantage confiance dans l'avenir, indique la dernière enquête de l'INSEE réalisée en janvier dernier auprès de 6 758 ménages. Les inquiétudes qu'ils manifestaient il y a trois mois ont disparu, sauf peut-être en ce qui concerne l'évolution des prix. Mais ils portent des jugements nettement meilleurs sur l'emploi et le niveau de vie, retrouvant parfois les hauts niveaux d'optimisme atteints il y a quelques années.

Les inquiétudes exprimées au milieu de l'année dernière concernant l'inflation se sont estompées sans chez les indépendants. Mais chez les salariés, la proportion des réponses pessimistes a beaucoup diminué. Pour l'avenir, les Français restent dans l'ensemble assez réservés.

En ce qui concerne l'évolution du chômage, les inquiétudes exprimées à la fin de l'année dernière ont, semble-t-il, totalement disparu. Les réponses faites à l'INSEE montrent que l'opinion générale retrouve presque l'optimisme de mai 1989 qui apparaissait, note l'INSEE, comme le plus élevé jamais observé depuis la fin de l'année 1973. Quant à l'évolution future du chômage, si près de 41 % des ménages redoutent encore son aggravation, cette proportion baisse de quatre points par rapport à la fin de l'année dernière. L'évo-

lution du niveau de vie est également jugée favorablement. Les réponses faites à l'INSEE sur ce qui s'est passé au cours des derniers mois sont parmi les meilleures faites depuis une dizaine d'années.

En ce qui concerne les mois à venir, l'optimisme est également assez grand. La crainte d'une dégradation n'est plus exprimée que par 36 % des ménages contre 38,5 % à la fin de l'année dernière. Toutes les catégories socioprofessionnelles participent à cet optimisme naissant, et plus particulièrement les salariés et les agriculteurs.

## INDUSTRIE

Un nouveau commissaire pour l'industrialisation de la Lorraine. Par un décret publié au Journal officiel du 20 mars, M. Michel Viger a été nommé commissaire à la reconversion industrielle de la Lorraine, en remplacement de M. André Deschryver. Il prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 1990. M. Viger avait occupé des fonctions analogues en Basse-Normandie et en Haute-Normandie. Agé de quarante-quatre ans M. Viger est ingénieur commercial.

## ECHANGES

## Déficit commercial de 9,25 milliards en janvier aux Etats-Unis

En janvier, le déficit commercial des Etats-Unis a atteint 9,25 milliards de dollars (55 milliards de francs environ), contre 7,68 milliards en décembre, a indiqué le département du commerce le mardi 20 mars. Les exportations ont augmenté de 4 %, atteignant 23,07 milliards, mais les importations ont subi une progression encore plus rapide et se sont élevées à 41,32 milliards (+ 7,3 %). Le résultat de janvier se caractérise en particulier par une augmentation de 44 % des importations de pétrole (291 298 barils ont été achetés) en réponse à la nécessaire reconstitution des stocks après la forte consommation

## SOCIAL

Au conseil des ministres

## Le gouvernement propose une réforme de l'inspection générale des affaires sociales

M. Jean-Pierre Soisson devait présenter une communication en conseil des ministres, le 21 mars, portant sur une réforme de l'IGAS, le corps d'inspection générale des affaires sociales. Un décret devrait être signé et publié rapidement au Journal officiel.

Jusqu'à présent, trois corps d'inspection étaient juxtaposés, celui de la santé, celui de la sécurité sociale et celui du travail, qui travaillaient dans une situation de quasi-fusion depuis 1977. Mais il fallait les rapprocher davantage et les rendre communs aux différents ministères, celui de la santé et de

la solidarité nationale ainsi que celui du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le nouveau décret rendra la chose possible qui définit la nouvelle inspection générale des affaires sociales et précise son mode d'accès pour des administrateurs civils, des fonctionnaires issus des services techniques, dont six postes qui seront réservés à des inspecteurs du travail et 15 % à des médecins et des pharmaciens. Actuellement, l'IGAS comprend 86 personnes, dont 46 inspecteurs de la sécurité sociale, 29 des services de la santé et huit du travail.

## REPÈRES

de décembre (des aux très faibles températures).

## INFLATION

Hausse de 0,5 % des prix de détail américains en février

En février, les prix à la consommation ont augmenté aux Etats-Unis de 0,5 %, a indiqué le département du travail le mardi 20 mars. Ce résultat fait suite à une augmentation de 1,1 % en janvier, la plus forte depuis sept ans. Malgré la modération de l'indice en février, de nombreux analystes estiment que l'inflation reste importante aux Etats-Unis. Si l'on exclut la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, les deux postes qui pèsent habituellement le plus lourd dans l'indice, la hausse des prix en février a tout de même atteint 0,5 %. Une chute

de 18,7 % du prix du carburant a été enregistrée.

## EMPLOI

Baisse du chômage en janvier dans la CEE

Au cours du mois de janvier, selon les statistiques publiées par Eurostat, l'office statistique de la CEE, les taux de chômage ont baissé dans presque tous les Etats membres de la Communauté ou sont restés inchangés. Globalement, pour les douze pays, le taux estimé par rapport à la population active serait de 8,6 % en janvier 1990, contre 8,7 % le mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières. En données brutes, on comptait 14,3 millions de demandeurs d'emploi en décembre, les chiffres plus récents ne pouvant être publiés en raison de la méthode employée par les autorités des Pays-Bas.

## Négociations salariales

Renault prévoit une augmentation de 2,5 % pour 1990

Alors qu'elle avait précédemment proposé une augmentation des salaires de 2 % pour 1990, la direction de la Régie Renault a annoncé, le 20 mars, lors d'une nouvelle réunion avec les syndicats, qu'elle était disposée à accorder 2,5 % de hausse générale.

Celle-ci se répartirait entre des revalorisations de 0,5 % en mars, de 1 % en juin, de 0,5 % en octobre et décembre, étant entendu qu'un rendez-vous au cours du second semestre permettrait de prendre en compte « une éventuelle modification significative des conditions économiques ». Les prévisions gouvernementales tablent pour 1990 sur une inflation de l'ordre de 2,5 %.

Le syndicat FO a estimé que ces nouvelles propositions allaient « dans le sens de nos revendications » et précise qu'un « coup de pouce » est en outre prévu sur le complément mensuel uniforme favorisant les bas salaires.

Nouveau bureau de l'AJIS : Christophe Bonlay est élu président. Lors de son assemblée générale annuelle, le 17 mars, l'AJIS (Association des journalistes d'information sociale) a procédé au renouvellement de son comité directeur. Christophe Bonlay, rédacteur en chef de la lettre hebdomadaire *Gestion sociale* a été élu président. Le bureau est composé de Claire Guélaud (*Les Echos*), secrétaire général, Jean-Michel Normand (*Le Monde*), secrétaire général adjoint, Frédéric Lemaître (*Pigiste*) a été réélu trésorier et Jean Martinez (*La Semaine sociale Lamy*), trésorier adjoint.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

## ETRANGER

Malgré le relèvement des taux japonais

## La faiblesse du yen persiste

En dépit du relèvement des taux directeurs nippons décidé le 20 mars par la Banque du Japon, le yen reste très faible sur les marchés des changes. Mercredi 21 mars, le dollar s'échangeait à 153,90 yens, contre 153,65 la veille. Il a même dépassé 154 yens mardi soir à New-York. La fermeture de la place de Tokyo, en raison de la fête du printemps, a cependant permis au certain retour au calme, mercredi.

Mardi 20 mars, le département américain au Trésor a confirmé la tenue d'une rencontre, au cours des prochains jours, entre le secrétaire américain, M. Nicholas Brady, et le ministre japonais des Finances, M. Ryutaro Hashimoto. Les remous financiers subis par le Japon depuis plusieurs semaines figuraient sans nul doute au cœur des discussions.

Pour l'instant, la faiblesse de la devise nipponne permet au dollar de se raffermir contre la plupart des devises, puisque celui-ci a gagné près de sept centimes à Paris en une journée, s'échangeant à 5,76 francs mercredi contre 5,6985 francs mardi à la cotation officielle.

Lire nos autres informations page 46

L'Européenne de banque revient à niveau. L'Européenne de banque, filiale du CCF, spécialisée dans la gestion de patrimoine, a annoncé un bénéfice net consolidé de 62,9 millions de francs en 1989 contre 44,1 millions en 1988. Selon M. Prain, président de l'Européenne, c'est le travail d'assainissement mené sur les risques pays et le provisionnement des créances douteuses du secteur entreprises qui a porté ses fruits.

Le service global offert aux particuliers fortunés représente une part appréciable des résultats de la banque.

## ENQUÊTE

## LES RYTHMES SCOLAIRES DES ENFANTS

Nos enfants travaillent trop ! La preuve : leur journée d'école est la plus longue d'Europe. En accusation, l'organisation du temps de travail : des emplois du temps monotones, des cadences infernales, une surcharge de devoirs à la maison... Le Monde de l'éducation retrace les expériences menées dans de nombreuses écoles pour aménager la vie des élèves du primaire et du secondaire et pose les bases d'une réflexion de fond sur le fonctionnement du système scolaire français.

## LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPAS

Comment s'inscrire dans une classe préparatoire aux grandes écoles scientifiques, littéraires, commerciales ainsi qu'à l'IEP de Paris ? Où et comment déposer sa candidature. Concours par concours, le classement des prépas. Un dossier pratique et complet. A ne pas manquer.

## UNIVERSITÉ : LE COUT DES ÉTUDES EN EUROPE

Avec la reconnaissance des diplômes de niveau licence entre les différents pays de la Communauté européenne, les étudiants peuvent désormais poursuivre leurs études dans le pays de leur choix. Sélection à l'entrée, frais d'inscription, coût de la vie, conditions de séjour : Le Monde de l'éducation compare les atouts et les handicaps de chaque pays et donne toutes les adresses utiles pour devenir un « euro-étudiant ».

## LES MUSÉES S'OUVRENT AU PUBLIC SCOLAIRE

Dans toute la France, les musées organisent des ateliers et des activités pédagogiques avec les établissements scolaires. Une manière originale d'initier les enfants à l'art.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Rythmes scolaires : les cadences infernales

Le palmarès 89 des classes prépas

UNIVERSITÉS : la France

NUMÉRO DE MARS 1990 - 20 F  
En vente chez votre marchand de journaux

صوتنا من الامم



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La mise en œuvre de l'union économique et monétaire

### Eurofed, la banque centrale européenne, pourrait voir le jour en 1995 ou 1996

BRUXELLES

(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Cette première étape sera brève - une ou deux années au plus - si bien que c'est début 1995 ou 1996 que s'engagera la troisième étape, la plus importante, puisqu'elle marquera l'achèvement du processus. Dans cinq ou six ans donc, la vie de la Communauté sera caractérisée par une politique monétaire unique, une institution correspondante à structures fédérales (désormais dénommée Eurofed), une étroite coopération dans la conduite des autres domaines de la politique économi-

que et, finalement, une monnaie unique.

Tel est le calendrier esquisé par M. Henning Christophersen, le vice-président de la Commission européenne, chargé de la politique monétaire, en préambule mardi 20 mars le document soumis aux Douze en vue de la conférence intergouvernementale qui débutera en décembre 1990, sous la présidence italienne. Les ministres des finances vont réagir à ce texte lors de leur réunion du 31 mars à Ashford Castle en Irlande. Après avoir balayé les autres formules, et en particulier celle fondée sur une concurrence entre les politiques monétaires préconisées par M. Nigel Lawson, le président chan-

La première étape du programme d'union économique et monétaire (UEM) de la Communauté débutera le 1<sup>er</sup> juillet 1990. La deuxième pourra commencer lorsque la conférence intergouvernementale chargée de définir son contenu, celle de la troisième étape, ainsi que les arrangements institutionnels que l'une et l'autre supposent, aura achevé ses travaux et que le traité, alors mis au point, aura été ratifié par les Parlements nationaux, c'est-à-dire autour du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

celier de l'Échiquier, la Commission s'en tient pour l'instant à une option économique et monétaire au scénario proposé en avril par le comité présidé par M. Jacques Delors. L'esprit de ce rapport, sinon la lettre, se retrouve intact, même si la Commission,

tenant compte du débat qui s'est instauré depuis un an, a arrondi quelques angles préservant davantage l'autonomie des autorités nationales, notamment en matière budgétaire.

La politique monétaire commune et la nouvelle institution communau-

taire appelée à la conduire - l'Eurofed - devront explicitement, juridiquement, s'engager sur un objectif de stabilité des prix. Voilà pour rassurer les Allemands. Pour que cet engagement soit crédible, il est demandé qu'Eurofed jouisse d'un degré élevé d'indépendance par rapport aux autorités nationales et communautaires. Le modèle d'Eurofed, ce n'est pas une surprise, sera davantage celui de la Bundesbank que de la Banque de France. La mise en œuvre des directives de politique monétaire qui pourraient être différenciées d'un État membre à l'autre serait confiée aux douze banques centrales nationales. Pour conduire la politique commune, Eurofed disposerait de

toute la gamme des instruments de la politique monétaire.

L'écu deviendra la monnaie unique du système afin de tirer pleinement profit du marché unique et de l'union monétaire (au dire des experts bruxellois, le simple coût des transactions ainsi supprimées dépasserait 15 milliards d'eus !); cela veut dire qu'à un moment donné, après le début de la troisième étape, la composition de l'écu (actuellement un panier de monnaies) sera gérée. L'Eurofed se verra attribuer le contrôle exclusif de l'émission d'écus, de même qu'elle sera investie de la responsabilité ultime du régime des paiements.

La Commission considère, de la même manière que le rapport du comité Delors, qu'il n'existe pas de stabilité monétaire, de politique monétaire commune viable, sans une étroite convergence de politiques budgétaires. Faut-il pour autant imposer aux États membres des engagements contraignants portant sur le niveau des déficits budgétaires nationaux ? C'était la formule, idéale il est vrai pour un club de gouverneurs de banques centrales, préconisée par le rapport du comité Delors.

La Commission, instruite par la controverse qui s'est développée depuis lors, s'en écarte, au moins dans la lettre, et préconise deux règles de base. 1) Les Douze excluent le financement monétaire (la planche à billets) des déficits publics et interdiraient également un accès privilégié des autorités publiques au marché. 2) La Communauté n'aura pas l'obligation de se porter au secours d'un État membre épuisé, en raison des erreurs commises, des difficultés budgétaires. Quant aux contraintes volontaires prévues, elles seraient de deux natures. 1) Pendant la période de transition, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la deuxième étape, les États membres seraient tenus de présenter des stratégies financières à moyen terme avec des objectifs quantifiés concernant l'endettement et les déficits. Ces programmes d'action seraient discutés et éventuellement amendés par les Douze. 2) Dans le système définitif, les États membres seraient tenus de présenter des règles, destinées à assurer la discipline budgétaire, qu'ils accepteraient d'introduire dans leur législation nationale.

PHILIPPE LEMAITRE

### Un pour un et le deutschemark pour tous

Suite de la première page.

« L'union économique et monétaire de la CDU et de ses alliés va créer dans le pays un climat de confiance », estime l'un d'entre eux. Les épargnants accepteraient donc de laisser volontairement sur leurs comptes des sommes importantes : ils savent qu'ils ne seront pas volés ou privés de cette épargne.

Second aspect : la monnaie prévisible du chômage et la crainte d'une dégradation de la protection sociale devraient favoriser un comportement d'épargne volontaire dans la population allemande. « Craignant de perdre leur travail, explique ce même expert, les Allemands de l'Est conserveront leur livres d'épargne bien remplis, même si dans les viridés des magasins apparaissent des biens de consommation auxquels ils ont pendant longtemps rêvé ».

Les nouvelles conditions politiques et économiques devraient donc favoriser une propension à épargner chez les Allemands de l'Est. Malgré cela, le principe d'un gel provisoire d'une partie des dépôts envisagé par la commission d'experts créée en février par MM. Kohl et Modrow pourrait être repoussé par la commission renouvelée.

M. Kohl a en effet toujours précisé, dans ses discours électoraux, qu'il promettait un échange de « un à un » pour « la petite épargne ». Seule une partie des dépôts pourrait ainsi être autorisée à être transformée immédiatement : on parlait, en RDA, d'un seuil qui pourrait se situer à 3 000 ou 5 000 marks. Des dispositions seraient envisagées pour inciter les épargnants à utiliser leurs

économies gelées provisoirement pour l'achat d'actions de sociétés privatisées ou pour l'acquisition de leur logement. L'Est-allemand possède actuellement 2,8 millions d'appartements. S'ils étaient tous vendus à un prix moyen de 30 000 marks de l'Est, cela représenterait une dépense de 84 milliards de marks.

Le « un pour un » pour la petite épargne ne devrait donc pas provoquer une transformation des 177 milliards de marks-est de dépôts en une demande de consommation immédiate de 177 milliards de deutschemarks. Même si la moitié seulement de cette épargne était consommée, cela ne constituerait qu'une très faible proportion de la demande globale allemande, à peine 7 % de l'offre monétaire. Une situation tout à fait gérable, donc, selon les alliés de M. Kohl.

L'introduction du deutschemark en RDA ne va-elle pas alors conduire à un effondrement de l'industrie locale, avec des fermetures d'usines non compétitives et l'allocation des files de chômage ? A la Foire de Leipzig, à la veille des élections, les dirigeants des combinats n'auraient pas de faire part de leurs inquiétudes à ce sujet (le Monde daté 18-19 mars). Là encore, les dirigeants de la CDU de l'Est et de l'Ouest sont convaincus que, sous réserve de certaines dispositions transitoires, l'union monétaire ne provoquera pas le cataclysme annoncé.

Certes, le taux de « un pour un » serait insupportable pour de nombreuses usines. Obligées de payer leurs salariés en deutschemark, elles n'arriveraient plus à vendre leur pro-

duction, devenue non compétitive sur le marché occidental, à l'Est (le Comecon représentait encore il y a un an plus des deux tiers des ventes de la RDA) et même sur le marché est-allemand, ouvert désormais à la concurrence internationale. L'arrêt des subventions et des crédits sans fin conduirait certaines entreprises à une crise de liquidité, puis à la faillite et à la fermeture.

#### Une protection provisoire de l'industrie

Face à ce scénario catastrophe, les amis de M. Kohl font valoir trois éléments : la nécessité d'un choc salutaire, une rapide renaissance et des dispositions provisoires. Selon les experts de la CDU, l'assainissement de l'économie passe par une cure brutale que l'union monétaire favorisera. « Des fermetures d'usines sont nécessaires par centaines, estime l'un d'entre eux, mieux vaut les faire immédiatement ».

L'union monétaire doit dans l'esprit des nouveaux dirigeants être simultanée avec l'instauration d'une économie de marché. La CDU de la RDA - aidée par celle de la RFA - s'engage de procéder très rapidement à de nombreuses réformes visant à aligner, schématiquement, l'ensemble du droit économique est-allemand sur celui de la RFA. Mettre fin aux monopoles (notamment sur le commerce extérieur), supprimer tous les contrôles (en particulier sur les prix), généraliser la propriété privée, réformer la fiscalité et le droit du travail, créer un véritable système bancaire et financier : toutes ces transformations, rapidement menées, permettront, dans le cadre de l'union monétaire, d'attirer dans les cinq Länder, les capitaux étrangers.

#### Une osmose rapide

Les Allemands de l'Est comptent ainsi sur les capitaux étrangers (de la RFA) ou étrangers pour reconstruire

une nouvelle économie. D'ores et déjà, lorsque Volkswagen annonce un investissement de 5 milliards de deutschemarks (près de 20 milliards de francs) à Zwickau pour y installer une usine de fabrication de Polo, l'entreprise ouest-allemande a fait tous ses plans en DM. La firme de RFA ne cherche pas d'abord à profiter des bas salaires locaux - d'ici à 1993, elle envisage de payer ses salariés « est-allemands » aux mêmes niveaux que ceux de l'Ouest ». Elle s'en tient à la ligne de mire le nouveau marché est-allemand, et, au-delà, est-européen.

A observer, à Leipzig, les comportements des dirigeants économiques est et ouest-allemands, on peut être convaincu que l'osmose sera rapide. Au niveau des grands groupes comme entre les moyennes et petites entreprises. Le tissu des PMI, qui avait complètement disparu, est en train de se reconstituer à grande vitesse. Les grandes banques ouest-allemandes proposent, dans leurs stands, des conseils aux créateurs d'entreprises. Ils ont connu une affluente monstre pendant toute la semaine.

Malgré l'accélération des réformes de libéralisation et l'aide du capital privé ouest-allemand, l'économie de la RDA pourrait cependant ne pas supporter le « un pour un » promis par M. Kohl. Un salarié qui gagne en moyenne 1 290 marks-est en RDA gagnera 1 290 DM demain. Ne restera-t-il pas tenté de passer à l'Ouest, où le salaire moyen s'élève à 3 876 DM ? Le résultat, avec ses 420 DM, ne rejoindra-t-il pas la RFA, où la rente moyenne est de 1 094 DM ? Malgré des coûts encore faibles, les entreprises perdront de leur compétitivité.

Des dispositions provisoires vont ainsi être débattues au sein du comité des experts. D'après un économiste de la CDU de l'Est, un taux de change différent de celui accordé aux particuliers pourrait être instauré pour une période déterminée. Un deutschemark s'échangerait contre

2,4 marks de l'Est - ou éventuellement 3 - dans le cadre des transactions commerciales entre entreprises. Si les subventions devaient être supprimées, des aides ponctuelles, sous la forme par exemple de crédits de trésorerie à des conditions avantageuses, pourraient être accordées à certaines entreprises.

L'union monétaire, quelles qu'en soient les modalités, aura en tout état de cause un coût pour la RFA. Comment, en période électorale, M. Kohl pourra-t-il le faire supporter par ses électeurs ? La suppression des avantages accordés aux arrivants en RFA au 1<sup>er</sup> juillet, décidée mardi par le gouvernement fédéral, va alléger le fardeau et sans doute freiner l'exode.

A Paris et à Bruxelles, on va suivre avec intérêt le processus d'unification monétaire entre les deux États allemands. S'opposant à l'accélération de l'union monétaire européenne, le chancelier Kohl avait toujours expliqué qu'une convergence totale des systèmes économiques était un préalable à une union monétaire complète. Peut-on imaginer plus grande divergence qu'entre les systèmes économiques actuels de la RFA et de la RDA. Et pourtant M. Kohl va réaliser l'union monétaire entre les deux. Joli paradoxe !

ERIK IZRAELWICZ

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### La BNP augmente son capital de 5,3 Milliards de Francs

La BNP va procéder à une augmentation de capital d'un montant de 5,3 milliards de Francs par l'émission de 9.146.341 actions nouvelles, jouissance du 1er janvier 1990, au prix unitaire de F 574.

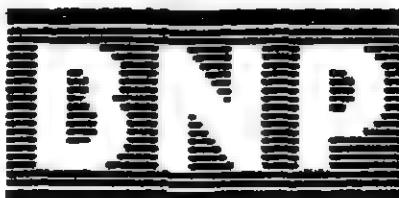
Cette émission, entièrement réservée à l'Etat, sera réalisée au mois d'avril dès que l'Assemblée Générale des actionnaires et l'Assemblée Spéciale des titulaires de certificats d'investissement en auront approuvé les modalités.

En permettant à la BNP d'acquiescer 10 % du capital augmenté de l'UAP, cette opération parachèvera le processus de rapprochement et de prise de participations réciproques entre les deux établissements.

Parallèlement, il sera procédé en faveur des titulaires de certificats d'investissement à une attribution gratuite de bons de souscription de certificats d'investissement à raison d'un bon pour un certificat.

Cette attribution gratuite sera réalisée au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre après la réunion des assemblées d'actionnaires et de titulaires de certificats d'investissement.

Les bons de souscription ainsi attribués permettront à leurs détenteurs de souscrire de nouveaux certificats d'investissement, au prix unitaire de F 500 et à raison d'un certificat d'investissement pour deux bons de souscription jusqu'au 31 octobre 1993.



TOUT CE QU'UNE BANQUE  
PEUT VOUS APPORTER.

#### REPUBLIQUE FRANÇAISE AVIS D'ENQUÊTE

Communes de CHAMONIX-MONT-BLANC et DES BOUCHES  
Aménagement de la section LES BOUCHES - CHAMONIX-MONT-BLANC  
sur les routes nationales n° 205 et 504

Le public est informé que par arrêté préfectoral n° 43/90 en date du 7 mars 1990 est prescrite sur le territoire des communes de CHAMONIX-MONT-BLANC et DES BOUCHES une enquête portant sur :

- l'avis public du projet d'aménagement de la section LES BOUCHES - CHAMONIX-MONT-BLANC sur les routes n° 205 et 504 ;
- l'urgence de réaliser les acquisitions foncières nécessaires à l'exécution de ces travaux ;
- la mise en compatibilité du P.O.S. de CHAMONIX-MONT-BLANC et DES BOUCHES ;
- et sur l'attribution de caractères de route express aux routes nationales n° 205 et 504.

L'enquête se déroulera en mairie de CHAMONIX-MONT-BLANC (dans une salle de l'immeuble « Le Majestic ») du 11 avril 1990 au 11 mai 1990 inclus où le public pourra prendre connaissance du dossier pendant les heures d'ouverture de la mairie.

- du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures et exceptionnellement les samedis 20 avril 1990 et 5 mai 1990 de 9 heures à 12 heures (pour les autres samedis, dimanches et jours fériés).

Pendant le même délai, un double du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie DES BOUCHES.

toute personne pourra en prendre connaissance : du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures et les samedis de 9 heures à 12 heures (pour les dimanches et jours fériés).

Monsieur Thirion, président du tribunal administratif en retraite, domicilié 4, impasse des Pêcheurs - chât. Charles Clerc - 74200 Veyrier-du-Lac.

Monsieur Maurice Bourgeois, expert près la cour d'appel et le tribunal - géomètre expert DPLG - ingénieur conseil, domicilié 1, place Alexandre-Moret 74100, Annecy.

Monsieur Charles-Bernard Pire, ingénieur géologue, domicilié 90, descente des Pêcheurs 74400, CHAMONIX-MONT-BLANC ont été désignés en qualité de membres de la commission d'enquête par monsieur le président du tribunal administratif.

La commission d'enquête sera présidée par monsieur Thirion.

Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés aux mairies de CHAMONIX-MONT-BLANC et DES BOUCHES ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la mairie de CHAMONIX-MONT-BLANC.

Le président et les membres de la commission d'enquête recevront le public aux deux heures ci-dessous mentionnées :

- Monsieur Thirion :

- à la mairie de CHAMONIX-MONT-BLANC :

le 20 avril 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

- à la mairie DES BOUCHES :

les 20 avril et 2 mai 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

- Monsieur Charles-Bernard Pire :

- à la mairie de CHAMONIX-MONT-BLANC :

le 20 avril 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

les 4 et 5 mai 1990 de 9 heures à 12 heures.

- à la mairie DES BOUCHES :

les 13 et 27 avril 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

- Monsieur Maurice Bourgeois :

- à la mairie de CHAMONIX-MONT-BLANC :

le 13 avril 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

le 28 avril 1990 de 9 heures à 12 heures.

- à la mairie DES BOUCHES :

le 11 mai 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Déposition du présent avis, le dossier d'enquête sera accessible à quiconque en fera la demande à la direction départementale de l'équipement, Subdivision de Chamonix, place du Mont-Ronc, 74400, CHAMONIX-MONT-BLANC, pendant les heures d'ouverture au public et le restera sans limitation de durée.

Après enquête, une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée au tribunal administratif, aux mairies de CHAMONIX-MONT-BLANC et DES BOUCHES et à la sous-préfecture de BONNEVILLE où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La commission du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur pourra être lue à toute personne qui en fera la demande à monsieur le préfet de la Haute-Savoie (direction des collectivités locales - 2<sup>e</sup> bureau).

LE SOUS-PRÉFET  
Philippe PIRAUD.



## AFFAIRES

L'ouverture économique à l'Est

## Les juristes londoniens s'intéressent aussi à la RDA

Nouvelle première dans le processus de déréglementation à l'Est : un cabinet d'avocats londonien a obtenu l'autorisation des autorités est-allemandes d'ouvrir un bureau de représentation à Berlin-Est. Cette implantation souligne le dynamisme de la City et des entreprises britanniques du secteur tertiaire dans l'exportation des services à l'Est.

« C'est à la suite de demandes de clients américains et japonais désireux de se lancer dans des joint-ventures avec les pays de l'Est que nous avons décidé d'ouvrir à Berlin-Est un bureau pour couvrir les pays de l'Est. Nous avons négocié non seulement avec le gouvernement actuellement au pouvoir en RDA mais aussi avec les membres de l'opposition. Tous sont conscients de l'importance du conseil juridique dans la réussite de la dérégulation de l'économie », explique Bruce Brodie, le directeur général de Frere Cholmeley, un vénérable bureau d'avocats londonien niché dans une bâtisse victorienne de Lincoln's Inn Fields, dans le centre de la capitale. Le nouveau bureau berlinois, qui doit entrer en activité début avril, emploiera dans un premier temps trois avocats est-allemands expérimentés, qui s'occupaient de la rédaction des contrats entre les combinats industriels de RDA et les firmes étrangères. La tâche de ces nouveaux « lawyers » : épauler

les clients internationaux de cette maison, fondée en 1750 et spécialisée dans les relations économiques anglo-allemandes, les questions d'aviation, d'emploi, de brevets artistiques et de protection de l'environnement. « Les bouleversements politiques ont légèrement retardé l'issue des pourparlers. Je puis vous assurer qu'il existe moins de barrières protectionnistes à l'encontre des avocats étrangers en RDA qu'en RFA et il n'y a aucun problème de rapatriement de bénéfices », ajoute le patron de ce gros cabinet déjà présent à Paris, Milan, Bruxelles et Monte-Carlo. Comme l'explique un banquier londonien, spécialiste des relations Est-Ouest : « Ces avocats, marqués par la formation très particulière du service de l'Etat communiste, s'adapteront facilement aux méthodes des cabinets anglo-saxons, croyant d'ailleurs aux vertus du compromis qu'à celles de la confrontation. Les milieux d'affaires de l'Est ont toujours été très soucieux de l'aspect légal des choses. »

## Fierté régionale

Pourtant, le légendaire flegme de l'établissement britannique n'a pas craqué d'un brin à l'annonce de cette implantation. Car la City de Londres, la plus ancienne et la plus importante place financière d'Europe, est partie à l'assaut de l'Est, encore tout chaud de ses révolutions et de ses projets de sortir les économies d'Etat de l'ornière où elles sont embourbées. La

City, qui a toujours su s'accommoder des richesses d'ailleurs, table sur son savoir-faire en matière de services, héritage d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais.

Banques d'affaires, gestionnaires de patrimoine et fonds communs de placement déclinent ces jours-ci comme à plaisir toute une gamme de placements orientés vers la « Mittel Europa » en pleine mutation. Le nouveau German Investment Trust, de la Lloyd's Merchant Bank, se spécialise dans les petites compagnies ouest-allemandes ayant des liens avec des firmes de RDA dans les créneaux jugés porteurs : la santé, la mode, la protection de l'environnement. « Avec la Tchétchovska, la RDA est le seul pays de l'Est à disposer d'une bonne infrastructure industrielle, d'une main-d'œuvre bon marché et de sites disponibles. Même après la réunification, nous pensons qu'il restera quelque chose de cette identité est-allemande, une sorte de fierté régionale », explique Bruce Ackerman, responsable du nouveau fonds.

Le courtier John Govett, lui, a lancé une Hungarian Investment Company qui table sur le développement de la Bourse de Budapest. Les consultants Ernst and Young conseillent les premiers efforts du gouvernement hongrois dans le domaine des privatisations, dont la Grande-Bretagne est considérée comme le pionnier. Le « square mile » est un peu la meque pour hommes politiques, banquiers, économistes toujours à la recherche de modèles grandeur nature. Les Lloyd's, le numéro un mondial de l'assurance maritime, vient d'assurer — une première — une partie de la flotte marchande soviétique. La London School of Economics, l'équivalent insulaire d'HEC, forme en ce moment des universitaires polonais aux arcanes de la comptabilité industrielle, de la création d'un marché financier, des mécanismes de prix. Goli Shveta, une société de loisirs a été chargée par le Kremlin de construire un « green » de dix-huit trous à une trentaine de kilomètres de Moscou, qui devrait être terminé en 1992.

Les écoles de langue vendent des programmes de formation accélérée de professeurs d'anglais : en Hongrie et en RDA, la langue de Shakespeare est en train de supplanter le russe comme deuxième langue. Collins, premier éditeur de bibles, s'apprête à exporter quelque 100.000 ouvrages religieux, un marché créé par le renouveau de la foi en Europe orientale.

Signe des temps, alors que sous le coup des difficultés économiques le mécénat artistique marque le pas, les gents au chapeau melon

et au costume sombre se disputent le privilège de financer les tournées à l'Est des compagnies de théâtre, d'opéra et de ballet. Ce dynamisme du secteur tertiaire contraste avec la place peu importante qu'occupe l'Est dans les échanges commerciaux du Royaume-Uni : moins de 2 % du commerce extérieur.

## Essor des services

Les rapports économiques entre l'Est et Londres ont beaucoup souffert des mauvaises relations politiques (affaires d'espionnage, alignement sur Washington en matière de sanctions). C'est ainsi que peu de firmes britanniques ont participé aux grands projets réalisés en Pologne ou en Hongrie par les Occidentaux, préférant agir plutôt en sous-traitants d'entreprises ouest-allemandes ou américaines.

Le gouvernement Thatcher voit d'un bon œil cet essor des services. La mise en place d'un *know how fund*, un fonds d'assistance au savoir-faire, au profit de la Pologne et de la Hongrie, s'inscrit dans le grand dessein conservateur de vendre le « modèle » néo-libéral : formation de la main-d'œuvre, encouragement à la privatisation, aide à la démocratisation, surtout au profit des autorités locales. Ensuite, ces ventes de savoir-faire contribuent à amplifier le poste des services — les « invisibles » — en termes de balance des paiements courants.

MARCO ROZEN

## Scènes de chasse de têtes en Hongrie

« Les événements nous ont donné raison », s'exclame Daniel Grenon, vice-président du cabinet Helmut Neumann International, le premier et aujourd'hui toujours le seul à s'être installé à Budapest pour y pratiquer la chasse aux têtes. « Quand nous sommes arrivés, en avril 1989, on ne pouvait pas savoir que tout irait si vite ! ».

Pratiquement un an plus tard, la nouvelle filiale du groupe, autrichien d'origine et très multinationale de culture, est déjà profitable et emploie quatre consultants, tous hongrois. Un tel succès amène Neumann à jurer vers Prague — pour bientôt — Moscou et à coup sûr Berlin. « On laisse de côté la Pologne, la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie... », explique Daniel Grenon, émerveillé par les avantages de « l'Austrian connection », à l'aise dans les pays de l'Est, au centre d'une Europe qui ne se réduit plus aux Douze. Or, contrairement à beaucoup de ses concurrents, Neumann s'est exclusivement développé en Europe, où il est important, et est encore à la recherche d'une bonne extension américaine. Ce qui lui sert aujourd'hui d'atout dans le maquis historique.

A Budapest, Tamas Toth, ancien dirigeant d'IBM en Europe de l'Est, a dû réinventer le métier du recrutement et l'adapter à la situation. « Il faut faire de la pédagogie et offrir des services plus larges qu'on ne le faisait à l'époque d'implantation », raconte Daniel Grenon, qui suit le dossier. « Compte tenu de

l'urgence, nous réalisons des audits d'équipes dirigeantes. » Les clients, surtout industriels, les plus souvent allemands, autrichiens ou italiens vérifient ainsi les capacités des managers hongrois, en cas de joint-venture. Ils recrutent aussi leurs cadres pour leurs nouvelles implantations, « tous hongrois, car on trouve sur place des gens très bien qui connaissent parfaitement les lieux ».

De surcroît, notent les responsables de Neumann, ces nouveaux « chasseurs » demandent « des rémunérations naturellement basses, deux fois inférieures à ce qui se pratique en France » et il n'y a pas encore de pénurie. « Le réservoir est suffisant ». Certes ces nouvelles recrues ne possèdent « pas trop de formation », au sens occidental des affaires s'entend, « mais s'adaptent vite » et leur profil correspond bien à cette période économique qui hésite entre deux mondes.

Fort de son avance, Neumann pense maintenant à la deuxième étape qui conduirait le cabinet à recruter des Hongrois pour des entreprises hongroises. Ensuite viendra le temps où la chasse aux têtes s'organisera en Hongrie pour des postes à l'étranger. Des premiers contacts montrent que des entreprises occidentales embaucheraient facilement des ingénieurs et des spécialistes hongrois du logiciel.

ALAIN LEBAUDE

## Un capitaliste lituanien à Leipzig

Frêle, la moustache en bataille, le costume gris et triste, Mikhail Berba n'a rien d'un militant indépendantiste ni même d'un capitaliste farouche. Et pourtant. Participant pour la première fois à la Foire de Leipzig pour y présenter dans le stand lituanien la production de « son » entreprise, la Standa, Mikhail Berba n'est pas peu fier de l'attitude de « sa » République, la République de Lituanie.

« Les Allemands mais aussi les Soviétiques sont venus nous féliciter », raconte-t-il avec satisfaction. L'attitude de Gorbatchev ? « Mais c'est grâce à lui que nous sommes indépendants », s'exclame-t-il.

En fait, Mikhail Berba se préoccupe surtout de son « business ». Jeune ingénieur, il a quitté il y a

trois ans son poste de chercheur dans un institut d'Etat pour créer sa propre société.

Aujourd'hui, à trente-deux ans, il préside, à Vilnius, l'une des principales firmes privées de Lituanie. Une centaine de personnes, des jeunes pour la plupart, y fabriquent les éléments pour matériel optique et technique laser.

Abrité cette année dans le pavillon de l'Union soviétique, ne craint-il pas de devoir le quitter l'an prochain ? Cela ne l'inquiète pas. Ne risque-t-il pas de perdre des marchés à Moscou ? Il vient de conclure son premier contrat avec la RFA. L'Ouest, voilà son nouveau marché. Un changement d'orientation qui ne sera peut-être pas seulement celui de son entreprise mais aussi de sa République ?

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## INSTITUT MÉRIEUX International

Le Conseil d'Administration de l'Institut Mérieux International s'est réuni le 5 mars 1990 sous la Présidence de Monsieur Alain Mérieux, pour arrêter les comptes de l'exercice 1989 et convoquer l'Assemblée Générale Ordinaire pour le 18 juin prochain.

L'année 1989 a été marquée par la consolidation de la position mondiale en Santé Humaine et en Santé Animale, l'intensification des efforts de Recherche et Développement, et la clarification des structures.

■ En Santé Humaine, l'Institut Mérieux a, outre le renforcement de sa position en Amérique du Nord par l'acquisition des Laboratoires CONNAUGHT, participé à la création d'un laboratoire de virologie en Inde, et créé de nouvelles filiales en Autriche et en Turquie. En Santé Animale, Rhône Mérieux a inauguré ses nouveaux laboratoires de production en Georgie aux Etats-Unis, et implanté de nouvelles filiales au Venezuela et à Singapour.

■ En Recherche et Développement, l'Institut Mérieux a renforcé sa coopération en France avec l'Institut Pasteur, créé avec la Transfusion Sanguine, une Joint Venture en recherche sur des protéines plasmatiques de substitution, et inauguré les nouveaux laboratoires de Virogénéthique en association avec l'Etat de New York. Dans le domaine du SIDA, l'Institut Mérieux a enregistré des résultats cliniques favorables avec l'immunité, conclu un accord concernant le vaccin immunothérapeutique du Docteur Jonas SALK avec Immune Response Corporation, poursuivi le développement de gammaglobulines spécifiques anti-HIV ainsi que la recherche d'un vaccin préventif de recombinaison génétique avec l'Institut Pasteur et Transgène.

■ Au plan des structures, l'Institut Mérieux International décline actuellement 100 % de Pasteur Vaccins, de Rhône Mérieux, et, depuis le 14 décembre 1989, des Laboratoires CONNAUGHT dont les résultats ne seront consolidés qu'à partir de l'exercice 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de 3796,5 millions

de francs, a enregistré une progression satisfaisante en croissance de 13,3 % par rapport à 1988 (10,4 % de structure comparable). La marge d'exploitation avant impôts de Recherche et Développement s'est également améliorée pour atteindre 25,3 % du chiffre d'affaires (24,4 % en 1988).

L'accroissement des frais de Recherche et Développement de 25 % par rapport à 1988 représentant 532,7 millions de francs, soit 14,0 % du chiffre d'affaires (12,7 % en 1988), l'incidence comptable de la restructuration et des acquisitions, ainsi que les trois financiers liés à la croissance externe ont conduit à un résultat net par groupe de 1211 millions de francs (180,4 millions de francs en 1988).

La société Institut Mérieux International a réalisé en 1989 des plus vifs excès exceptionnels correspondant à la filialisation de sa branche d'activité médecine humaine, et à la cession de sa participation de 12,6 % dans Connaught BioSciences Inc. qui se sont traduites par un résultat net social de 185,1 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a, par ailleurs, autorisé la société à participer à hauteur de 500 millions de francs, à une augmentation de capital de sa filiale Institut Mérieux de 3.200 millions de francs, le solde étant assuré par Rhône Poulenc qui détiendra à l'issue de cette opération une participation de 44 % dans Institut Mérieux. Le Conseil d'Administration proposait, à l'Assemblée Générale, la distribution d'un dividende de 21,00 francs net par action, qui sera mis en paiement à compter du 3 septembre 1990.

Au cours de l'exercice 1990, la priorité sera accordée à la poursuite de l'effort de Recherche et Développement en vue de l'introduction de nouveaux produits sur le marché mondial et à l'intégration des Laboratoires CONNAUGHT. Cette intégration ne pouvant porter ses fruits qu'à moyen terme, le résultat de 1990 intégrera évidemment l'incidence de l'amortissement des surcoûts, alors même que l'activité devrait continuer la progression enregistrée au cours des exercices précédents.

## Ostrava : le coeur d'acier de la Tchétchovska

L'hiver 1990 restera dans les mémoires à Vitkovice. La clémence du climat a empêché jusqu'à ces derniers jours la neige de camoufler la tristesse et le noirceur du paysage industriel de la région d'Ostrava. Les habitants de la région n'ont pu s'adonner aux joies du ski : les quelques flocons qui auraient pu donner le coup d'envoi de la saison de sports d'hiver sont passés bien inaperçus. C'était en novembre, à l'époque de la « révolution de velours », et personne ne songeait alors à partir skier.

Gloire industrielle du dix-neuvième siècle, la région d'Ostrava est aujourd'hui presque réduite à l'état de zone sinistrée. Si, symboliquement, les aciéries Klement Gottwald de Vitkovice se sont récemment débarrassées du nom de l'ancien leader communiste pour ne conserver que celui, plus sobre, de celui d'un quartier d'Ostrava, la révolution reste ici entièrement à faire. Dans les structures et dans les esprits.

Dix heures du soir. Le TJ Vitkovice, l'équipe de hockey sur glace de l'entreprise, vient de perdre le match disputé contre le célèbre Sparta de Prague. Dans le laminoir de l'usine numéro 2, l'équipe de nuit s'apprête à se mettre à l'ouvrage. L'un des ouvriers, blond moustachu d'une cinquantaine d'années, se bâte. Il s'appelle Jean, il est né à Avignon et habite la Tchétchovska depuis 1945. Son léger accent du Midi sonne étrangement dans cette énorme cathédrale d'acier. Oui, Jean est satisfait de sa situation à Vitkovice, mais il se méfie de tous ces changements politiques qui pour lui ne signifient rien de bon pour les travailleurs. Pour un grand nombre de « cadres » de Vitkovice également, la région vit une triste époque. Un responsable commercial de Vitkovice se souvient avec amertume des hivers enneigés, de la gloire de l'équipe de hockey... et de 1968. Lorsque, selon lui, toute la nation

regardait dans la même direction. « C'est peut-être parce que j'étais plus jeune, mais je préfère la révolution de 1968 à celle d'aujourd'hui », lance-t-il.

Les deux hommes n'ont pas l'air d'être inquiets et leur attachement aux traditions communistes s'explique aisément. A 300 kilomètres à l'est de Prague, le retour au modernisme économique et la transition vers l'économie de marché paraissent beaucoup plus difficiles à réaliser que dans les bureaux des ministères. La Tchétchovska produit actuellement 15 millions de tonnes d'acier par an — 1 tonne par habitant — qui sont écoulées bon gré mal gré auprès de l'Union soviétique et de l'industrie locale de machines-outils. Comme le dit joliment le nouveau président de la commission du plan, M. Vladimir Dlouhy : « Chaque habitant doit ici avoir 1 tonne d'acier sous son lit ».

## Le spectre du chômage

Dans la région d'Ostrava, la majorité de la population vit entièrement des mines et de la production d'acier, et le pouvoir, ce n'est pas tant celui de Prague que celui du groupe sidérurgique local. Hopitaux, stades, hôtels, centres de vacances, journaux, tout lui appartient. A Vitkovice, le salaire moyen est plus élevé que dans le reste du pays, jusqu'à 7 000 couronnes pour un mineur, contre 2 500. Ainsi, quand le vice-président chargé de l'économie, M. Valtr Komarek, a annoncé il y a quelque temps que la production d'acier de la Tchétchovska devrait tomber à 7 ou 8 millions de tonnes par an, la nouvelle a jeté l'effroi parmi les habitants d'Ostrava. A tel point que le président de la République, M. Vaclav Havel, a dû se rendre sur place pour rassurer la population et expliquer que cette mutation ne s'effectuerait que très progressivement.

Dans les laminoirs de Vitkovice, on sait que le chômage se saurait tarder à apparaître et, quarante années d'endoctrinement aidant, cette perspective soutient la popularité du Parti communiste. Selon les estimations, entre 25 % et 40 % des effectifs — 40 000 personnes — sont superflus et devront donc être requalifiés. Mais où donc pourront travailler les ouvriers de Vitkovice ? Pour quels salaires ? Toutes ces questions, auxquelles le gouvernement n'a pu répondre pour l'instant, agitent les esprits. Un représentant du Forum civique, M. Pavel Holub, estime que l'emploi pourrait être redéployé dans les secteurs de la construction ou des services. Mais, même si la plupart des ouvriers sont pour l'instant très mal lotis, dans les villes satellites où s'alignent des blocs d'immeubles vieillissants, il n'est pas sûr que de nouvelles constructions soient prioritaires dans une région amenée à perdre au moins une partie de ses habitants. Quant aux services, leurs perspectives de développement sont, pour l'instant, limitées.

Reste également à savoir ce que deviendra le groupe lui-même, lorsque les abondantes subventions gouvernementales seront supprimées et que la réforme de la propriété sera entrée en vigueur. Même restructuré, Vitkovice n'est pas près de dégager des bénéfices. Le processus, en cours depuis l'an dernier, d'élection par l'ensemble des employés de nouveaux dirigeants ne favorise pas l'accélération des réformes.

En attendant, en pleine nuit, dans le laminoir de Vitkovice, des ouvriers, au seuil de peinture blanche à la main, inscrivent consciencieusement des codes sur chacune des plaques d'acier géantes qui sortent du four. Les dirigeants de l'usine garantissent que d'ici quelques mois une nouvelle machine sera chargée de cette tâche. Un petit pas vers la modernisation... FRANÇOISE LAZARE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Republic National Bank of New York (France)

Le Conseil d'Administration de la Banque, réuni le 15 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989.

Le total du bilan ressort à 4.261 millions de Francs. Après amortissements, provisions et impôts, le bénéfice net de l'exercice 1989 atteint 8.812.000 Francs, résultat en progression de 13 % sur l'exercice précédent.

Les comptes seront soumis à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée pour le 29 mai 1990.



R.N.B.  
Siège Social : 20, place Vendôme  
75001 PARIS  
Tél. : 47.60.38.64



# ILE-DE-FRANCE

Comment profiter de l'« effet Mickey » ?

## Provins-lès-Disneyland

Un ambitieux projet de réaménagement est à l'étude pour faire d'une cité oubliée une vitrine du monde médiéval.

« Visitez Provins, cité d'histoire », prévient l'acronyme, au beau milieu de la plaine de Brie, deux petits rectangles blancs filés de noir, dévorés de rouille que d'enthousiasme. Depuis Lagry, la route n'avait pas croisé un seul village, et voilà que, sans prévenir, de l'autre côté de la départementale, se profilent les deux points d'un donjon et d'une collégiale. On file sur la route rectiligne. La tourneur brumeuse qui enveloppe la cité médiévale semble avoir gagné définitivement toute la Brie.

C'est pourtant tout près d'ici, « à vingt minutes sans bomber », dit-on dans la ville basse, que l'incroyable secret se trame. Dans un an, l'aménagement de la bretelle de desserte de l'autoroute A 4 permettra à la D 231 de redier directement Provins à Marne-la-Vallée... 50 kilomètres à peine, avaient alors soupé les Provinois. Jusqu'à ce que le sang du maître ne fasse qu'un tour. Et si la ville n'attendait que « ce bon coup de fouet » ?

A la mairie, on dresse un constat simple. « On attend, bientôt, 11 millions de visiteurs à Marne-la-Vallée. » Là-bas, entre le Magic Kingdom et le complexe hôtelier, le centre de divertissement abritera une Maison du tourisme qui, promet-on chez Disney, « jouera la synergie totale et complète ». « Il suffit qu'un petit pourcentage de ces touristes poursuive sa route jusqu'à Provins, et nous doublerons le nombre de nos visiteurs annuels », dit-on à la mairie. En septembre dernier, après que les méthodes à la mode (voir ci-dessous), l'agence de valorisation du patrimoine Culture « espaces eut bouclé l'étude de faisabilité d'un projet de développement culturel et touristique de la ville, un appel d'offres est lancé. Sélectionnée, la Société française d'étude, de réalisation et de gestion (SFERG), filiale d'Accor-loisirs, tente aujourd'hui de donner à Provins les visiteurs qui lui reviennent.

### Célébration à contre-courant

Les Provinois eux-mêmes le disent : le vingtième siècle a un peu oublié Provins. Embarqué dans ses remparts, l'histoire sur son promontoire, la ville n'est toujours complu dans une espèce de splendide isolement. Aux temps de la révolution industrielle, elle a refusé le train. Cet été encore, Provins a fait la tête. Boudée par les touristes



Tous les Provinois ont joué dans les remparts

pour obtenir une seconde enveloppe budgétaire du conseil régional, présentera avec la SFERG avant le mois de juin, sera vraisemblablement d'envergure. Il s'agit, dit-on, de « démonter l'univers de carton-pâte de Disney et d'offrir l'envers de son décor, c'est-à-dire de l'authentique ». Aujourd'hui, même si les grandes lignes du projet ne sont pas encore publiées, tout laisse à penser que c'est l'accroche « Provins, monde médiéval » qui sera retenue.

« Provins à la chance incroyable de pouvoir donner une vision in situ d'une ville médiévale au douzième siècle », commente Jacques Mou-

La Dormition, une des figures en bronze réalisées par le sculpteur Georges Jeandros pour le tympan de Saint-Ayoul

révolutionnaires, elle a tenu à célébrer, à contre-courant de la liesse nationale, « la mémoire oubliée, ou les destructions occasionnées par la Révolution sur les monuments religieux ». De tout ce vingtième siècle bryant, la seule consolation de l'ancienne étape des routes de foire fut peut-être de se trouver, au temps des escapades à Colombey, sur la route du général.

Le chômage, lui, n'a pas oublié Provins. La capitale de la Brie champenoise compte l'un des taux les plus élevés de toute l'Ile-de-France : 12,5 % des Provinois sont à la recherche d'un emploi, alors que le taux n'atteint pas 9 % dans l'ensemble de la Seine-et-Marne. « Paumée » au cœur de terres extrêmement fertiles, Provins digère une gloire vieille de huit siècles, quand au moment des foires elle comptait 80 000 habitants et s'élevait au rang de quatrième ville de France.

Il faut que la ville vive. Il faut créer des emplois. A la mairie, on cite Péroges et le Mont-Saint-Michel comme exemples repoussoirs. Disney est, sinon le détonateur, du moins le « coup de pouce » du projet que compte se donner la ville. « Provins est le cas typique de ces sites — comme Vaux-le-Vicomte ou Pierrefonds — qui, à la fois effrayés et dopés par ce chantier gigantesque et tout projet, tentent de créer des produits alternatifs attractifs », juge un ingénieur du patrimoine. Mais Provins est, en plus, une vraie ville de province, et une de celles qui, en France, concentrent le plus grand nombre de

monuments historiques : cinquante-sept, quand l'Ile-de-France entière n'en compte que trois mille.

Avec l'aide de l'Etat, de la région et du département, la ville de Provins — qui a l'immense privilège d'être la propriétaire de tous ses monuments ou presque — entame il y a six ans ses premières restaurations. Sur les remparts, de part et d'autre de la porte Saint-Jean, trois courtines et deux tours ont déjà été remises en état dans le cadre de la loi Lang (1987) sur le patrimoine monumental. En ville haute, la somptueuse Grange aux dîmes est en voie d'achèvement. Le 10 mars dernier, Mgr Lustiger est venu inaugurer les sculptures que Georges Jeandros a réalisées pour le portail du prieuré de Saint-Ayoul (le Monde du 13 mars). Au total, ce sont 40 millions de francs qui, depuis 1984, ont été consacrés à ces divers travaux.

Mais les restaurations ne suffisent pas. Provins ne parvient pas à faire le plein de visiteurs. Avec 70 000 visites par an, elle figure en queue de peloton des sites historiques. Vaux-le-Vicomte (tout près)

et Bayeux reçoivent plus de 400 000 visiteurs annuels. Carcassonne — seule cité médiévale de l'époque féodale, avec Aigues-Mortes, qui soit dans un état de conservation comparable — en accueille chaque année, et pour les seuls beaux yeux de ses remparts, près de 1,5 million.

### L'envers du carton-pâte

C'est qu'à Provins, de la tour César aux rives du Durteint, en passant par la collégiale Sainte-Quirace, la Tour au bourreau, l'Hôtel de Vauluisant, la roseraie ou l'église Saint-Croix, la visite s'égare sur 2 kilomètres et n'offre guère de repère historique au promeneur un peu curieux. « C'est toute une organisation qui est à repenser », souligne Emmanuel de la Masselière à la mairie de la ville. « Où commencer ? Où finir ? Comment inciter les visiteurs à s'arrêter plus d'une journée ? Comment éviter qu'avec 800 malheureux touristes le donjon ne sature ? »

La tâche est immense. Le projet, que le maire, M. Alain Peyrefitte,

lin, l'architecte des Monuments historiques de Seine-et-Marne chargé du projet, La ville concourt à la fois une architecture militaire (le donjon), religieuse (le prieuré, les chapelles) et, ce qui est plus rare, civile. A Provins, les maisons bourgeoises voisinent avec les maisons de foire, les maisons de chanoines avec l'Hôtel-Dieu.

« Autant de monuments que, en notre état de connaissances, il s'agit d'abord de faire revivre. » A Provins, on apprendra comment travaillaient et vivaient les drapiers. L'éminent médiéviste Jacques Le Goff, qui fut condisciple d'Alain Peyrefitte à l'Ecole normale supérieure, a accepté de venir donner quelques conseils. L'équipe de l'Ecole pratique des hautes études, qui avait travaillé pour l'adaptation au cinéma du Nom de la rose, sera officiellement de la

partie. A Provins, en attendant les travaux, les rumeurs vont évidemment bon train. La société d'histoire et d'archéologie locale, qui compte près de 500 membres, mène un dialogue critique mais constructif.

L'association des Amis du Vieux Provins, qui s'est constituée cet été en opposition farouche au projet, marie les meilleurs arguments aux pires. A juste titre, une agriculture de la ville haute s'inquiète des embarras que créeront pour ses tracteurs et moissonneuses les savenes reliant la porte de Jouy à la ville basse. M. Michel Bonnet, le président de l'association, s'inquiète, lui, d'un « parc de stationnement de 2 hectares planté devant la porte de Jouy — la seule qui n'ait pas été saccagée par des usines ou des lotissements ». Consulté, l'architecte des monuments historiques assure que, si cet emplacement était retenu, ce parking serait distant d'au moins deux kilomètres.

### Pas de nonos dans les souterrains

Mais les plus chaudes discussions concernent les remparts. Devant les créneaux restaurés, M. Bonnet dénonce « une entreprise de faux ». En réalité, les créneaux ont été oubliés par les Provinois (qui, enfants, ont tous joué sur les remparts) pour la simple et bonne raison que les quatre cinquièmes d'entre eux ont été détruits sous Henri-IV. Fallait-il préférer la restauration simple au travail de restitution ? La querelle anime encore aujourd'hui les clochers de la ville.

Avec sagesse, Jacques Moulin tente d'apaiser les esprits. En ville haute, ils sont nombreux à s'inquiéter de la présence, derrière l'agence de retenue, du groupe hôtelier Accor, l'opérateur du parc Astérix. Il suit en effet de près le projet Provins pour « éventuellement » le racheter tout bouclé. L'architecte doit aussi freiner l'ardeur de ceux qui, à la mairie, rêvent déjà de panneaux en gothique d'histoire de Templiers, de « nonos semés au fil des souterrains »... ou plus simplement d'un Pendule de Foucault que, malgré tous les démentis d'Umberto Eco, ils comptent bien voir un jour tourné à Provins.

ARIANE CHEMIN

DÉBAT : quel avenir pour la région parisienne ?

## Au-dessus des clochers

par Georges Sarre

EN présentant le Livre blanc sur l'Ile-de-France, le premier ministre Michel Rocard a lancé un débat sur l'avenir d'une agglomération particulière. Elle regroupe le cinquième de la population française. Elle est la capitale d'un pays centralisé de l'Ouest européen.

Le moteur du développement de Paris fut la centralisation millénaire de la nation. Il était conforté par des courants commerciaux orientés sur l'Atlantique. La décentralisation et le glissement économique de l'Europe vers l'Est induisent de définir une nouvelle vocation mondiale de l'agglomération capitale.

Cette nouvelle vocation peut prendre ses racines dans le rayonnement culturel de Paris. Une culture qui s'entend dans ses formes les plus traditionnelles comme dans ses aspects les plus modernistes. L'avenir de Paris repose sur ce que certains économistes nomment le « quaternaire », la synergie entre la communication et la haute technologie. De l'artisanat d'art à l'informatique, une continuité économique et historique doit vivre en un même lieu. Mais cette vocation ne peut pas surgir d'incantations. Seule une politique volontariste dans un cadre approprié peut l'impulser. Les grands chantiers du président de la République en sont le fondement.

Elle requiert aussi la solution des problèmes quotidiens des habitants. Et d'abord ceux du logement, des déplacements et de l'environnement. Une stratégie cohérente et continue s'impose.

La maîtrise des sols conditionne toute politique du loge-

ment et tout urbanisme. Un terme doit être mis au règne de la spéculation. L'élaboration du schéma directeur répond à cet objectif. Comme le prévoit la loi prenant en compte la spécificité de l'Ile-de-France, il sera arrêté par l'Etat à l'issue d'une large concertation. L'entente entre la région et celui-ci relève de la nécessité. Pour que ce document ne reste pas une coquille vide, les plans d'occupation des sols des communes doivent lui être conformes.

Ce schéma directeur doit traiter des déplacements. Des transports en commun fréquents et confortables sont indispensables. Une circulation automobile fluide en est le complément. La qualité de vie passe par le gain de temps. Elle est aussi un facteur déterminant de la compétitivité économique.

La spéculation, depuis au moins Haussmann, a dégradé le cadre de vie, particulièrement dans l'Est parisien. Là aussi, il faut définir des orientations pour améliorer l'environnement de quelque dix millions de personnes. Les espaces verts sont aussi nécessaires qu'insuffisants. Toute une nouvelle conception de la ville est à mettre en œuvre.

La place mondiale de Paris dépend de la cohésion de l'agglomération, d'un effort collectif de tous les partenaires. L'avenir de la région capitale ne doit pas être entravé par des rivalités, fussent-elles démocratiques. Que les égoïsmes de clocher et les calculs politiques l'emportent et, inéluctablement, se poserait la question des institutions de l'agglomération parisienne.

Georges Sarre est secrétaire d'Etat aux transports et président du groupe socialiste au Conseil de Paris.

## Les managers du patrimoine

Leur histoire ? C'est à peu près celle de la pub, à une ou deux décennies d'intervalle. Avant que Claude Mollard, transfuge du Centre Georges-Pompidou et de la délégation aux arts plastiques, n'embarque le privé et ne commercialise le terme, il n'y avait guère que Jean Saint-Bris, en sa demeure familiale du clos Lucé, à faire de l'« ingénierie culturelle » sans le savoir. Une agence (ABCD, qui digère aujourd'hui l'écho de « Tuileries 89 »), une école (l'Institut supérieur de management culturel), un livre enfin, pour populariser ce nom barbare (1) : voilà la profession lancée. L'art et l'industrie semblent enfin réconciliés.

Parc à thème à créer, route à baliser, musée à imaginer, vieilles pierres à ressusciter, ville à « revitaliser »... Lorsqu'un avis paraît aujourd'hui au Moniteur ou au Bulletin officiel des marchés, ce sont parfois vingt agences qui concourent pour un même appel d'offre. « Attention ! », précise, vaguement agacé, un architecte en chef des monuments historiques. « Nous n'avons pas attendu ces boîtes d'ingénierie pour faire de la programmation. Reste que, par leur pluridisciplinarité (les agences prennent en charge le dossier depuis l'étude de faisabilité jusqu'au montage financier), parce qu'on y trouve à la fois des professionnels de la gestion, de l'équipement, du financement, elles sont pour tous les partenaires un atout précieux. »

Parmi les spécialités, la filière « patrimoine » a le vent en poupe. Les efforts déployés depuis quelques années par le

ministère de la culture n'y sont sans doute pas étrangers. « Cette démarche ministérielle était surtout destinée aux élus », se souvient Denis Verret, de l'agence Prospective et patrimoine. « Il fallait développer l'idée qu'un patrimoine tout juste entretenu coûte plus cher qu'un patrimoine valorisé. » « C'est aussi un vaste marché, ajoute, en ancien promoteur immobilier lucide, le président de la SFERG, Patricia Tournier. Il fallait bien trouver un moyen de la rentabiliser. »

### Le marketing paie

Prise dans ce tourbillon, la région Ile-de-France accroît son budget culture cette année. Si le contrat particulier de 500 millions de francs conclu fin 1989 pour cinq ans avec l'Etat concerne en principe la musique autant que le patrimoine, elle n'en juge pas moins le second poste « prioritaire ». A l'instar d'autres partenaires publics, le conseil régional ne souhaite plus, en outre, engager ses fonds dans les mêmes conditions qu'autrefois. « Le propriétaire du patrimoine et son opérateur doivent présenter un schéma cohérent d'animation touristique », note le conseiller technique chargé de la culture, Denis Gancel. « Aujourd'hui, nous ne voulons plus rénover pour rénover. »

Comme pour convaincre les plus réticents, l'étude sur la valorisation touristique du patrimoine culturel, commandée par deux ministères dans le cadre de la

convention tourisme/culture (2), insiste sur « l'influence quantitative forte » induite par les seules « actions de marketing » sur quelques monuments ou sites. Grâce à elles, la fréquentation du château de Commarin, en Saône-et-Loire, aurait grimpé de 32 000 visites en 1985 à 44 000 deux ans plus tard. A Murrol, dans le Puy-de-Dôme, les visiteurs du château seraient passés dans le même temps de 50 000 à 120 000...

Portés par l'engouement du grand public (40 % des Français visitent aujourd'hui des monuments et des sites, contre 32 % il y a seulement dix ans), les entrepreneurs du patrimoine vont également devoir se mettre à l'écoute de ses préférences. L'étude citée révèle que les châteaux, les villages anciens, les sites préhistoriques et les jardins historiques ont aujourd'hui conquis les faveurs dont jouissaient naguère les cathédrales et les églises. Elle met aussi en avant, parmi les attentes des visiteurs, « la possibilité d'imaginer ce qu'a pu être la vie quotidienne des gens dans le passé ».

### Une approche séduisante

« Tout cela confirme l'attachement des Français à la restitution de décors et d'atmosphères. Les sondages confortent notre démarche, qui consiste à isoler le site et à créer, à l'extérieur, un lieu préservé capable d'accueillir toutes les commodités et les artifices modernes d'information du public », explique Bruno Monnier, le directeur de Culture espaces —

une des plus grosses agences de valorisation de patrimoine, très inspirée par les méthodes américaines d'organisations de visites de sites historiques (3).

Une approche séduisante, mais qui ne fait pas encore l'unanimité. Les années « chef-d'œuvre en péril » semblent aujourd'hui définitivement dépassées. Après l'approche muséologique, froide et austère, de Versailles, après l'installation de centres culturels et de rencontres (l'abbaye de Fontevault), on a un temps choisi, raconte Bruno Monnier, « une troisième voie un peu plus vivante : des mannequins costumés, comme à Vaux-le-Vicomte ou à la Conciergerie, des audiovisuels, des salons de thé ». Aujourd'hui, « malgré les enseignements livrés par les études, la Caisse nationale des monuments historiques et certains partenaires publics semblent de plus en plus s'orienter vers une approche « parc à thème ». Pierre Tchernia, consultant d'Accor Loisirs pour l'animation du parc Astérix, s'occupe aujourd'hui de celle du château de Pierrefonds.

A.C.

(1) Profession : ingénieur culturel, La Différance, 1987.

(2) Les résultats de cette étude ont été publiés dans Développement culturel (bulletin du département des études et de la prospective de la direction de l'environnement culturel), n° 3, décembre 1989. Tél. : 42-33-99-84.

(3) Culture espaces compte pour principaux actionnaires Havas Tourisme, le Crédit National, La SODEXO, La Lyonnaise des eaux.





# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Paris, London, Brussels, Milan, Barcelona, Heidelberg, Helsinki, Stockholm, ...

## Coordinate our European Communication

### GRACE

is a worldwide American industrial group with 50,000 employees. One of its European divisions, with its head office near Paris has 4,000 employees and 40 locations spread over the majority of EEC countries. The division deals with 5 major product ranges for extremely diversified industrial markets and multiple brands.

In the newly-created post of **COMMUNICATIONS MANAGER**, you will report directly to the Division President. You will develop and propose a comprehensive communications policy in keeping with the strategy for each product range.

In this context, you will act as internal consultant to the Vice Presidents and Area or Product Managers in order to:

- Analyze existing communications: house style, the image of the products, product ranges and of the group; media and corporate relations, advertising, trade exhibitions, PR events, ...
- Define and assure an overall communications policy corresponding to the Group image and coordinating the different product strategies,
- Assist the operations executives with implementation.

With a European and multicultural market soon upon us, you will demonstrate your ability to adapt and your first-rate communication skills gained from at least five years of experience in an international structure.

You are 30/35 years old, hold a Business School/Grande Ecole degree and are willing to travel frequently. Whatever your nationality, you are totally fluent in English, German and one other European language.

Please send your CV and salary requirements, quoting reference 1035M to our consultants:

Anne Paillet, ALGOE, 24 rue Banaparte, 75006 Paris, France.

**ALGOE**  
CONSEIL EN MANAGEMENT

## Assurer l'avenir grâce à l'innovation.

Dans nos centres technologiques européens de Nancy et Strasbourg travaillent des scientifiques et des ingénieurs hautement qualifiés aux tâches et à la solution des problèmes de demain et après-demain. Grâce à leur engagement, à leur esprit d'équipe et à leur dynamisme, ils assurent les objectifs à long terme des entreprises du groupe Interchim. Un potentiel humain qui, de fait, est de nos jours le véritable atout, le véritable savoir-faire d'une entreprise.

### Ingénieurs diplômés en technique d'impression.

**Votre fonction**  
• coordination de l'aspect technique pour l'introduction des nouveaux produits et des nouvelles technologies en Europe ainsi que la consultation en matière de produits dans le cadre de nos produits standards.

**Pour cela il faut**  
• reconnaître les nouvelles perspectives sur le marché,  
• effectuer des études de faisabilité et de rentabilité pour les produits nouveaux,  
• améliorer les gammes de produits existantes et élaboration de solutions pour les problèmes de nos clients,  
• conseiller nos clients européens,  
• assurer nos relations industrielles grâce à une consultation sur le plan technique.

**Votre formation:**  
• Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau supérieur dans le domaine de l'imprimerie ou une formation équivalente de technique d'impression, de conception d'imprimerie avec quelques années d'expérience professionnelle.  
• Vous êtes capable de travailler de façon autonome avec des contacts dans toute l'Europe. Vous êtes également capable de faire rapport de vos idées au sein d'une équipe technique qualifiée.  
• Vos connaissances de l'anglais peuvent être développées.

**Notre offre** • possibilités d'amélioration exceptionnelles au sein d'une entreprise multinationale et recrutement personnalisé ainsi que formation technique et un développement des revenus dépassant le moyen, en fonction du travail effectué (13 sal) • avantages sociaux d'une grande entreprise.

**3M Laboratories (Europe) GmbH**

A l'attention de Madame K. Lucas - Hammerdeich 11 - 4040 Neuss 1 - FRG

**3M**

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES NEW-YORK INTERPRÈTES-STAGIAIRES DE LANGUE FRANÇAISE

Un concours de recrutement d'interprètes-stagiaires de langue française se tiendra en juin 1990 à New-York et à Genève, ainsi que dans d'autres centres en fonction du nombre de candidats sélectionnés et du matériel disponible. L'Organisation des Nations Unies cherche des interprètes-stagiaires de langue française travaillant à partir de l'anglais et du russe pour suivre un stage au siège de l'Organisation à New-York.

Les candidats doivent:

1. Avoir le français comme langue principale.
2. Avoir une parfaite maîtrise du français et une connaissance approfondie de l'anglais et du russe.
3. Être titulaire d'un diplôme (droit, économie, langues, etc.) délivré par une université ou un autre établissement d'enseignement supérieur où la langue d'enseignement est le français.

Le traitement de base brut pour les interprètes-stagiaires est au départ de 22 175 dollars par an, plus une indemnité de poste (dont le montant net est actuellement de 10 687 dollars par an mais qui peut changer), et des indemnités pour charges de famille. Pour obtenir de plus amples renseignements et recevoir la formule de candidature:

Pour les candidats résidant en Europe, prière d'écrire à:

Concours de recrutement  
des interprètes-stagiaires de langue française  
Section de recrutement du Secrétariat  
Bureau 266  
Office des Nations Unies à Genève  
CH-1211 Genève 10, Suisse

Pour tous les autres candidats, prière d'écrire à:

Concours de recrutement  
des interprètes-stagiaires de langue française  
Division du recrutement et des affectations  
Bureau S-2535 M  
Organisation des Nations Unies  
New-York, N.Y. 10017

La date limite pour la réception des formules de candidature dûment remplies est le 27 avril 1990

## Le Monde International



**EUROPEAN ORGANISATION**  
for the Safety of Air Navigation Eurocontrol  
Headquarters based in Brussels, is recruiting  
for its European services:

- 1) **A Project Leader for Simulation of Air Traffic Control Systems using Computer Models** (Post AO/16)
- 2) **A Software Engineer for Quality Assurance, Verification and Validation** (Post AT/4)
- 3) **A Research and Development Engineer for common Navigation and Surveillance Projects** (Post AT/15)
- 4) **A Technical Officer for Analysis/Programming of Real-Time Systems in UNIX/ADA** (Post BT/85)

### MINIMUM SALARY

For Expatriate: AO and AT Post 21,600 FRF/month  
BT Post 18,200 FRF/month  
For non Expatriate: 17,500 FRF/month  
15,100 FRF/month  
Tax deducted, plus family and education allowances if applicable.  
Curriculum Vitae and request for further information to:  
EUROCONTROL EXPERIMENTAL CENTRE - BP 15  
91220 BREIGNY-SUR-ORGE CEDEX, Tel: 33 1 69 88 75 18  
for any person interested in sending application forms  
Only candidates from Organisation Member States can apply:  
FR/BE/LUX/GRG/LUX/NU/GRG/LUX/MA/TA/PORT/UK  
Closing date: May 02 1990

## Société Ingénierie portuaire pour contrat 3 ans Afrique francophone UN EXPERT EN PLANIFICATION PORTUAIRE

Ingénieur ou économiste diplômé  
spécialisé en gestion administration portuaire  
10 ans expérience

Salaires motivants - avantages expatriation  
Adressez CV sous n° 8848, LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Pays d'Afrique

## Projet humanitaire: Responsable de programme

Vous gerez dans son intégralité un projet d'aide au développement scolaire: mise en place et suivi, gestion humaine et administrative, relations avec les autorités locales et les familles.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez quelques années d'expatriation et des compétences d'organisateur, de gestionnaire, de négociateur. Vous parlez anglais couramment.

Dynamique association loi 1901, créée en 1981, 53 MF de budget, 75 personnes, notre rigueur et notre efficacité nous ont permis d'intervenir dans plus de 750 écoles en Afrique, en Inde, à Haïti.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, merci d'envoyer votre CV sous la référence 20.059 à notre conseil:

**ONOMA**

26 rue de Beiri - 75008 Paris.  
Pour plus d'informations,  
consultez le 3616, code UGE/ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

## R & D Engineer Liquid Cristal Projection Systems

Our Client, the THOMSON CONSUMER ELECTRONICS LABORATORIES, is a division of the internationally acclaimed THOMSON GROUP. They seek a senior optical engineer to join their technical staff to contribute to research & development of light valve projection systems.

Your brief is to take a leading role in the concept, definition and design of specifications for the optical components of projection systems, dedicated to and based on light valve technology. You will have the opportunity to work with colleagues both in THOMSON'S R & D and manufacturing groups.

A Ph. D. or Engineer ESO is essential together with demonstrable high-level experience in Geometrical Optics. Additionally prior experience in electro-optic and/or TV systems would be a major asset. Junior Engineers are welcome as well.

The worldwide environment at THOMSON CONSUMER ELECTRONICS requires individuals who are able to show technical leadership in an interdependent, multidiscipline organization. THOMSON places great emphasis on team work and therefore strong communication skills are vital. The R & D Headquarters are located in Germany in a delightful area near the Black Forest. The locality offers an excellent lifestyle for the family with excellent school facilities. The remuneration package is competitive and a comprehensive benefits package is offered.

Please send your resume detailing your qualifications to:  
MR Management Research Personalberatung GmbH, Kieselstrasse 10, 6380 Bad Homburg (Frankfurt). If you need further information please call 1949/6172 - 23061. (Ref. FLN 2124).

**MR**

MANAGEMENT RESEARCH  
PERSONALBERATUNG GMBH  
HAMBURG - BREMEN - DÜSSELDORF - BAD HOMBURG

## Le FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL recherche pour son siège à Washington

### TRADUCTEUR (M/F)

Spécialisé dans la traduction d'anglais en français de textes économiques. Les candidats devront être de langue maternelle française et avoir une connaissance approfondie de l'anglais. Ils devront posséder un diplôme universitaire, de préférence en économie ou en droit, et avoir plusieurs années d'expérience professionnelle de la traduction dans les domaines économique ou juridique. Les candidats devront en outre être capables de se servir d'ordinateurs personnels et être disposés à participer à un processus de traduction de plus en plus informatisé.

Un concours sera organisé pour les candidats réunissant les conditions requises.

Le traitement sera fonction du niveau de formation et d'expérience. Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur curriculum vitae avant le 15 avril 1990 à:

Mr. Luis Tassara  
Recruitment Division  
International Monetary Fund  
700 19th Street, N.W.  
Washington, D.C. 20431

مركز الأمل



Le Monde International

PRESTIGIOUS INTERNATIONAL CONSULTING FIRM

# Management Consultancy Careers

We are one of the most highly recognized and successful management consultancy companies in the world. Our clients include major companies in the manufacturing and service industries in twenty-five countries and on five continents. Continued growth and expansion has us seeking outstanding individuals to join our Spanish consultancy team. We seek individuals from various professional business disciplines, who possess excellent technical and communication skills with manufacturing or service experience. We are also seeking specialists with backgrounds in engineering training and computer science.

The ideal candidate must have a University Degree, plus a minimum of 4 years prior professional experience in their related disciplines. Candidates must also demonstrate an ability to effectively interface with people at all levels within an organization. Fluency in English, French or Spanish or German is required. Knowledge of additional European languages is an asset. Extensive travel on a weekly basis is also required.

We reward talent, dedication and commitment with an excellent compensation package, along with opportunities for rapid advancement in both earnings and responsibilities.

Following a formal training program, you will work with our clients planning, developing and implementing proven management techniques for improving performance and profitability within diverse business areas.

Local interviews will be conducted.

Candidates who meet the qualifications, should send their application, complete cv in English, day-time telephone number and salary history to: Universal Communication, chaussée de Waterloo 122



## L'OTAN

ORGANISATION DU TRAVAIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
A BRUXELLES  
RECHERCHE  
TRADUCTEURS  
HAUTEMENT QUALIFIES

d'anglais en français, en vue de constituer une réserve de recrutement pour des postes permanents ou temporaires.

Plusieurs années d'expérience professionnelle appropriée sont exigées. Seuls les candidats ressortissants d'un pays membre de l'OTAN et remplissant les conditions requises seront invités à participer au concours qui sera organisé prochainement.

LES CANDIDATURES AVEC C.V. DOIVENT ETRE  
ADRESSEES AVANT LE 13 AVRIL 1990 AU:  
CHEF DU SERVICE DU RECRUTEMENT  
OTAN  
B-1110 BRUXELLES

Le Département des sciences politiques et sociales souhaite recruter, à compter de septembre 1990, un (m/f)

### SOCIOLOGUE ou POLITOLOGUE

dont les travaux porteront à la fois sur l'Europe occidentale et sur l'Europe orientale. Ses recherches spécifiques peuvent concerner aussi bien la dimension politique, sociale, culturelle, stratégique ou économique de la région.

La nomination sera faite au niveau A7/AB (équivalent à maître de conférences en 3<sup>e</sup> année de carrière). Le concours initial est de quatre années et peut être renouvelé une fois.

Les candidatures doivent comprendre un cv, détaillé, un échantillon des principales publications, une description des recherches entreprises à l'Institut (5-10 pages), les noms et adresses de deux références, des indications sur les connaissances des langues.

Elles doivent parvenir pour le 30 avril 1990 à: Conseil pour les Affaires européennes, Institut Universitaire Européen, C.P.2230, 1-50100 FRENZEE (Italie), auprès duquel des informations complémentaires peuvent être obtenues. Tél.: (05) 5092230. Téléc.: 571528 R.N.E. Téléc.: (05) 599887.

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN

## TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN BATIMENT

NANCY. Cet important organisme immobilier assure la construction, la gestion locative, la vente et la maintenance d'un très important parc immobilier. Renforçant ses structures, la direction technique du siège RECHERCHE

DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS pour suivi des chantiers de construction, de réhabilitation et de maintenance du parc. Ce poste s'adresse à des techniciens expérimentés dans le suivi des travaux TCE.

Ecrire sous n° 8845  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## Aménagement urbain

Société privée en développement urbain, aménagement et promotion, appartenant à un groupe de premier plan, recherche pour renforcer son implantation à Aix en Provence un

## CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Sous la responsabilité du délégué régional, vous assurerez la maîtrise d'ouvrage quotidienne des opérations d'aménagement et de construction et participerez également aux montages techniques et financiers des opérations.

Vous avez une formation ingénieur ou équivalente avec une expérience de 10 ans environ dans le domaine de l'aménagement ou la conduite de projets complexes (maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre VRD). Une expérience en montage d'affaires est souhaitable.

De nombreux déplacements sont à prévoir en Provence Côte d'Azur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV, prétentions) à G.I.E. RESSOURCES, Tour Neptune - La Défense 1 - 92086 Paris La Défense Cedex.

Note important Groupe de Formation, recherche pour Paris un

## DIRECTEUR PEDAGOGIQUE H/F

Agé de 30 ans minimum et de formation BAC + 4, il aura pour mission de gérer un établissement d'enseignement supérieur. Une large autonomie d'action nécessitera de lui une grande clarté et une forte aptitude du développement.

Cette fonction lui permettra de mettre en valeur sa créativité, son sens aigu des relations sociales et son goût pour la communication, qualités indispensables pour faire de lui l'homme de la situation. Salaire attractif pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 6012 M à l'Agence AFFLUENTS - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

## MANAGER NOS FLUX DE A à Z

HILTI, N°1 dans les systèmes de fixation  
700 personnes et 70 agences en France

RESPONSABLE LOGISTIQUE. Rattaché au Directeur MARKETING SERVICES, vous assurez avec un effectif de 45 personnes, la prévision et la gestion des achats et de l'entrepôt, ainsi que la distribution et le transport des produits.

Agé d'au moins 30 ans, vous avez une formation supérieure de type ESC, ingénieur ou logistique. Vous avez prouvé déjà une bonne expérience du management dans ce domaine d'activité. Vos qualités de communication vous permettront d'intégrer une équipe motivée.

Ce poste, pour lequel nous proposons une rémunération motivante, est basé en banlieue Sud/Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MRL (lettre man., CV, photo et prétentions) à notre conseil: GROUPE PANISSOD 109 rue de Turenne 75003 Paris.

GROUPE PANISSOD S.A. RECRUTEMENT

## ANIMATEUR TOURISME-HOTELLERIE

CCI grande ville thermale en développement recherche son A.T.H.

Formation supérieure, connaissance et expérience des milieux du tourisme et de l'hôtellerie.

Sa mission, au sein d'une équipe: le conseil, l'animation, la participation aux actions locales de développement touristique.

Adresser candidature manuscrite + C.V. + photo sous n° 8837 Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy - 75007 PARIS

## LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

organise un concours sur épreuves en vue du recrutement de

## 4 INSPECTEURS

députés des agences de service social de l'Aide sociale à l'enfance.

Le nombre de postes à pourvoir se répartit comme suit:

3 postes: - concours externe: 3 postes. Les dates des épreuves sont les suivantes:

- épreuves écrites d'admission: les 17 et 18 MAI 1990;

- épreuves orales d'admission: les 18 et 19 JUIN 1990. La date limite d'inscription est fixée au 17 avril 1990 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats devront: - être titulaires de l'un des diplômes admissibles pour la participation au 1<sup>er</sup> concours externe d'entrée à l'école nationale d'administration;

- être âgés de 40 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours;

- posséder la nationalité française. Les demandes de participation peuvent être reçues au: DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS CONSEIL GÉNÉRAL

Service du personnel, Bureau de la formation permanente et des concours, Cité administrative n° 2, Bâtiment G.G. rez-de-chaussée, bureau n° 11 93000 BOBIGNY

Tél.: 49-56-59-23 49-56-50-00 poste 55.510.

Entreprises de travail temporaire recherche pour son développement sur banlieue sud

## JEUNE DIPLOMÉ H/F

Ecole de commerce, Env. CV photo et prét. G.I.E. RESSOURCES, 27, rue Ledru-Rollin, 75012 PARIS.

## MENSUEL ÉCONOMIQUE

recherche

## JOURNALISTE MOTIVÉ

Libre journaliste, déplacements fréquents. Salaires à débiter. Envoyer CV + lettre manuscrite à: M. Lefebvre (qui transmet), 11, rue Langle, 75017 Paris

## A MONTPELLIER

habitué économique recherche

## JOURNALISTE

Expérience exigée. Ecr. avec C.V. à: M. J. 13, place de la Comédie 34000 MONTPELLIER

## GRAS SAVOYE

l'un des tout premiers courtiers d'Europe recherche pour son dépt. SAOULÉ (Jura) une mission d'attaché au sein d'une équipe pluridisciplinaire, organisation conseil de gestion, communication interne.

- Cartographie, topographie. L'ingénieur devra notamment assurer les missions de mise en place d'une banque de données urbaines. Mise en œuvre d'un système d'un relevé photographique de l'ensemble de la ville; - mise en place et gestion du système informatique de la banque de données urbaines.

Les recrutements s'effectueront par voie de mutation, de détachement ou en qualité d'auxiliaire.

Si vous êtes intéressé(e), vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur moi: 35-41-44-46, école public, n° d'annonces.

Les lettres manuscrites de candidature devront être adressées à:

M. le Député-Maire du Havre Bureau question des emplois et des pensions, BP 51, 76004 LE HAVRE CEDEX, accompagnées d'un CV

## DEMANDES D'EMPLOIS

Chef de projet Conseiller technique Ing. hydraulique INF/BIH + Ing. Info ESE/SI/PEIC recherche poste D.M. 51 ans, 20 ans exp. O.M., ap. hydro/électro., avec société pers.-écon., org. international, exp. priv. françaises et étrangères. Tél.: (16) 57-23-44-16 ou écrit sous réf. 8525 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy 75007 Paris

M. d'action et de réflexion, 45 ans, cadre sup. nationale de la vente à dom. cherche poste DIRECTION DES VENTES ou COMMERCIALE

Toutes entreprises ou groupes intéressés par une approche nouvelle et dynamique du marché de l'art. Ecrire sous n° 8842 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy 75007 PARIS

## capitax propositions commerciales

A VENDRE SOCIÉTÉ DE BUREAUTIQUE avec service maintenance, secteur en expansion (Marne-la-Vallée) 10 ans existence. TRES BON RAPPORT Pour tous renseignements Tél.: 55-45-54-44

## LA VILLE DU HAVRE

200 000 habitants 200 km de PARIS 10<sup>e</sup> ville de France 2<sup>e</sup> port européen

## recherche

DES INGENIEURS POUR DES SERVICES:

- Déplacement urbain secteur circulation, signalisation lumineuse, GI 1

- L'ingénieur devra notamment assurer les missions suivantes: - réalisation, entretien et gestion des équipements de signalisation lumineuse au sol, et verticale;

- établissement et mise à jour du cadastre des équipements publics; - instruction des arrêtés de police;

- organisation de campagne de comptage de circulation et de stationnement; - encadrement d'une quarantaine de personnes: la plupart des interventions étant réalisées en règle stricte.

- Déplacement urbain, secteur études transports urbains, études routières, GI 2

L'ingénieur devra notamment assurer les missions suivantes: - direction du bureau d'études techniques et économiques des équipements urbains; - étude de circulation générale tout mode;

- enquête de circulation, étude de stationnement tout mode, transports urbains des voyageurs suivi de la gestion du réseau délégué à un exploitant privé;

- Sécurité routière: - établissement et analyse du recueil statistique permanent des accidents corporels de la circulation;

- encadrement d'agents. - Eau et assainissement bureau études techniques, GI 3

L'ingénieur devra notamment assurer les missions suivantes: - réalisation des études générales et de détail qui touchent les domaines de l'eau ou de l'assainissement;

- calcul hydraulique des réseaux; - élaboration des dossiers de consultation des entreprises.

- Gestion du domaine public, relations population, GI 4

L'ingénieur devra notamment assurer les missions suivantes: - conservation du domaine public et gestion et contrôle des demandes d'occupation;

- coordination des travaux de contrôle de la qualité technique des interventions; - gestion des implantations de mobilier urbain.

- Organisation conseil de gestion, GI 5

L'ingénieur devra notamment assurer les missions suivantes: - mise en œuvre d'un conseil pluridisciplinaire, organisation conseil de gestion, communication interne.

- Cartographie, topographie. L'ingénieur devra notamment assurer les missions de mise en place d'une banque de données urbaines.

Mise en œuvre d'un système d'un relevé photographique de l'ensemble de la ville; - mise en place et gestion du système informatique de la banque de données urbaines.

Les recrutements s'effectueront par voie de mutation, de détachement ou en qualité d'auxiliaire.

Si vous êtes intéressé(e), vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur moi: 35-41-44-46, école public, n° d'annonces.

Les lettres manuscrites de candidature devront être adressées à:

M. le Député-Maire du Havre Bureau question des emplois et des pensions, BP 51, 76004 LE HAVRE CEDEX, accompagnées d'un CV

## DEMANDES D'EMPLOIS

Chef de projet Conseiller technique Ing. hydraulique INF/BIH + Ing. Info ESE/SI/PEIC recherche poste D.M. 51 ans, 20 ans exp. O.M., ap. hydro/électro., avec société pers.-écon., org. international, exp. priv. françaises et étrangères. Tél.: (16) 57-23-44-16 ou écrit sous réf. 8525 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy 75007 Paris

M. d'action et de réflexion, 45 ans, cadre sup. nationale de la vente à dom. cherche poste DIRECTION DES VENTES ou COMMERCIALE

Toutes entreprises ou groupes intéressés par une approche nouvelle et dynamique du marché de l'art. Ecrire sous n° 8842 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy 75007 PARIS

## capitax propositions commerciales

A VENDRE SOCIÉTÉ DE BUREAUTIQUE avec service maintenance, secteur en expansion (Marne-la-Vallée) 10 ans existence. TRES BON RAPPORT Pour tous renseignements Tél.: 55-45-54-44

## automobiles

### ventes

#### de 5 à 7 C.V.

205 XT diesel, août 89, 8 500 km. Blanche, vitres teintées, car novateur, bux-plage électrique, fermeture des portes centralisée. Prix: 75 000 F. Tél.: 43-40-61-62 bar, 43-43-55-55 domicile

#### de 8 à 11 C.V.

Vos Golf GTI 16 S Dettinger 1985, Gris anthracite, 98 000 km (moteur, peinture, amortisseurs, suspension, pneus: NEULFI). 70 000 F est convenable. Tél.: 46-44-41-50 ap. 50 h

#### de 12 à 16 C.V.

### Particulier vend

#### BMW 528 i automatique

Modèle 87, 77 000 km, beige métallisé, entièrement rénovée. Eux 85 000 F. Argus 85 000 F (à débattre). Tél.: 47-44-70-07 soir: 46-54-06-26

### L'AGENDA

#### Cours

CET ETÉ! Étudier l'anglais en Angleterre, cours d'été pour les jeunes (10-15 ans) 14-28 juillet. Hébergement: 4 Antiochène, 1 Persée Street, Sunderland SP2 7AS, G.A. Tél.: (16-44) 91-5140084

#### Décoration

TENTURES MURALES, doublures, réflexion alignes ANTIKUTTES, FAÏENCES A LA BOULIQUE 39, r. Faidherbe 43-56-76-30

#### Minéraux

#### RENNES

St Bourne expo-vente MINÉRAUX ET FOSSILES Samedi 24 et dimanche 25 mars 1990, de 9 h à 19 h. Salle Rennes Congrès 27, boulevard Soffertine 35000 RENNES

#### Matériel

#### de bureau

CASH-BUREAU Mobilier de bureau et accessoires pris inextinguible; matériel livré et monté; catalogue 40 pages sur demande 800 m<sup>2</sup> d'exposition 24, r. Desvout 93500 Pantin, sortie Porte de la Vierge. Tél.: 48-48-09-71 Dyon 80-51-35-62 Marseille 91-43-23-43

#### Vacances

#### Tourisme

#### Loisirs

#### VACANCES DE PAQUES

Jour de départ: 3 h. de Paris par TGV. Agitateur: Jeanne et Sports, Yves et Liane accueillent vos enfants dans une ferme XVII<sup>e</sup>, confort, rénov. au milieu des forêts et, pourques. Accueil limité à 14 enfants, max. 2 ans et 4 ans, ch. 2 ou 3 ans, de 6 h. à 18 h. Achetez avec modération: 24, r. Desvout 93500 Pantin, sortie Porte de la Vierge. Tél.: 48-48-09-71 Dyon 80-51-35-62 Marseille 91-43-23-43

#### DRISCOLL HOUSE-HOTEL

200 chambres simples 110 F par sem. Rés.: 172 New Kent Road LONDON SE 1 4YT-08 19-44-1-703-41-76

Ver. 5 km de Fréjus, part. toute maison calme 6/8 personnes, dans parc avec piscine, tennis, animations. 3 000 F par semaine à partir d'avril. Tél. soir: (1) 64-21-06-06

A louer Corne du sud, Portofino, golfe d'Alajaccio, exp. 2 pièces + grande terrasse, vue sur la golfe, Tennis, piscine, 1 200 km de la page. La mois. 400 F. juillet: 8 800 F. Téléphone après 20 h: (16-1) 49-49-30-24.

#### CARROZ-D'ARACHES

(Hauts-Savoie) Relais Finim-Samons (250 km de Paris). Studio 4 pers., tt conf., à louer à la semaine. Tél.: 43-04-42-41

#### Vélos

Part. vd Vélococ: réf. 3800, très bon état, ex 6 000 F. 37-45-54-54 ap. 18 h







REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Studio neuf 33 m <sup>2</sup> , balc. 15 m <sup>2</sup>	Angle rue Manin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	3.410 + 301	2 pièces, parking 250 F/mois 49 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	4.300 + 500
3 pièces 121 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	7, bd des Capucines AGF - 42-44-00-44	12.000 + 400	2 pièces, neuf 50 m <sup>2</sup> , box	Angle rue Manin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 453	3 pièces, park. 250 F/mois 64 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	5.400 + 500
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces neuf 66 m <sup>2</sup> , box balcon 5 m <sup>2</sup>	Angle rue Manin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 590	4 pièces, parking 250 F/mois 77 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	6.300 + 500
3 pièces (disp. 06.90) 80 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	43/45 rue Vauve-de-Temple CIGIMO - 48-24-50-00	8.580 + 800	3 pièces neuf 91 m <sup>2</sup> , duplex terr. 30 m <sup>2</sup> , balc. 10 m <sup>2</sup> , box	Angle rue Manin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	8.050 + 816	2 pièces, parking 50 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	Clichy 9, impasse Barbier SAGGEL - 42-66-61-05	3.250 + 1.061
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces neuf 91 m <sup>2</sup> , duplex terr. 35 m <sup>2</sup> balc. 10 m <sup>2</sup> , box	Angle rue Manin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	8.220 + 823	3 pièces, parking 67 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Clichy 7/8, rue Foucault SAGGEL - 42-66-61-05	3.865 + 954
Studio, parking 62 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	31, rue Claude-Bernard SGI-CNP - 47-42-17-61	6.200 + 825	<b>78 - YVELINES</b>			3 pièces, parking (disp. 06.90) 75 m <sup>2</sup> , RC, terrasse	Garçhes 72, rue du Dr-Dabot CIGIMO - 48-24-50-00	4.930 + 390
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison 5 pièces 122 m <sup>2</sup> , garage	Chambourcy Le Mur du Parc SAGGEL - 47-78-15-85	5.700 + 308	2/3 pièces, parking 72 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Garçhes Rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	3.800 + 1.120
6 pièces 205 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	2, square du Roule AGF - 42-44-00-44	20.000 + 850	Maison 5 pièces 112 m <sup>2</sup> , garage	Guyencourt 14, allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	5.900 + 340	2/3 pièces, parking 78 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Garçhes Rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	4.190 + 1.160
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking 93 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Le Pecq 50, av. du Gal-Lacour SAGGEL - 47-78-15-85	5.500 + 1.261	2 pièces, parking 53 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 22, bd du Général Ledere CGI - 40-16-28-68	4.822 + 560
6 pièces 173 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	34, rue Pierre-Sémard AGF - 42-44-00-44	15.000 + 1.120	Maison 5 pièces 111 m <sup>2</sup> , jardin garage	Noisy-le-Roi 87, av. S.-de-Jussieu SGI/CNP - 30-44-01-13	7.602 + 418	3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Neuilly 8, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	7.236 + 598
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison 4 pièces 101 m <sup>2</sup> + 480 m <sup>2</sup> jardin	Villepreux 56, av. de la C.-du-Moyne SGI/CNP - 30-44-01-13	5.318 + 321	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
2 pièces, park. 53 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	6/8, rue des Buis AGF - 42-44-00-44	4.500 + 400	3 pièces, park. 95 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Viroflay 2, rue Joseph-Bernard CIGIMO - 48-24-50-00	6.790 + 930	3 pièces, parking 89 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Cachan 4, av. C.-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	4.325 + 863
3 pièces, park. 65 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	5.113 + 833	4 pièces, park. duplex, 85 m <sup>2</sup> , RC	Voisins-le-Bretonneux 23, rue des Minettes SGI/CNP - 30-57-94-57	3.100 + 641	5 pièces, parking 107 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Cachan 4, av. C.-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	5.536 + 953
5 pièces, park. 94 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	7.925 + 898	<b>91 - ESSONNE</b>			3 pièces, parking 82 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Fontenay-s/Bois Av. du Mal-Joffre SAGGEL - 42-66-61-05	3.410 + 779
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison 5/6 pièces 143 m <sup>2</sup>	Gif-sur-Yvette 82, allée de Charleraine SAGGEL - 46-03-80-36	6.550 + 350	3 pièces, parking 72 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.650 + 547
2 pièces, park. 56 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	66/68, cours de Vincennes AGF - 42-44-00-44	5.000 + 660	4 pièces, park. 76 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Rés. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.344 + 750	3 pièces, parking 75 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.900 + 574
5 pièces, parking 87 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	7/15, rue St-J-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	7.247 + 958	4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Rés. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.290 + 750	4 pièces, parking 108 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	6.450 + 812
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			5 pièces, parking 121 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	8.850 + 950
2 pièces, park. 57 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	4.050 + 778	3 pièces, park. 64 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	4.640 + 812	3 pièces, parking 75 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Saint-Mandé 25/29, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6.300 + 794
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	6.150 + 720	<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
2 pièces, parking 49 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	198, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	5.580 + 390	3 pièces, parking 73 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	6.370 + 757	Maison 4 pièces 105 m <sup>2</sup> , jardin garage	Cergy 7, allée de Chantecocq SGI/CNP - 34-42-30-82	5.630 + 368
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, neuf 88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Boulogne 197, rue du Gal-Gallien KAUFMAN & BROAD 46-04-92-84	8.867 + 850	2 pièces, parking (disp. 06.90) 50 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage balcon	Montmorency 125, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3.010 + 950
2 pièces 43 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	7, rue A.-Cabanel AGF - 42-44-00-44	4.085 + 530						
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
2 pièces 60 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	23, bd Flanin AGF - 42-44-00-44	5.000 + 400						
3 pièces 153 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	4, rue A.-Colledobout AGF - 42-44-00-44	13.000 + 1.210						
4 pièces 81 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	60, rue Michel-Ange AGF - 42-44-00-44	8.500 + 750						
4 pièces, park. 133 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	60/62, av. Henri-Martin GCI - 40-16-28-68	19.112 + 3.330						
3 pièces 86 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	19, rue Raynouard SAGGEL - 47-42-44-44	10.000 + 1.848						
4/5 pièces, park. 122 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	50/52, rue du Ranelagh SAGGEL - 47-42-44-44	15.700 + 2.259						
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
4 pièces 111 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	155, rue de Courcelles AGF - 42-44-00-44	11.500 + 1.800						
5 pièces 186 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	118, bd Malherbes AGF - 42-44-00-44	23.000 + 2.540						
6 pièces 205 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	7/9, place des Terres AGF - 42-44-00-44	21.000 + 790						

**Le Monde**  
CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

**RENDEZ-VOUS**

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHÉNIX GESTION



GROUPE GTF





## Vent de rébellion autour des élections au Conseil des Bourses des valeurs

## Bernard Tapie s'intéresse aux couches-culottes

## La SGB revend 6 % du capital de Bouygues

Outre la famille Bouygues, le groupe des actionnaires « amis » comprend le Crédit lyonnais (12,5 %), le personnel (plus de 5 %), l'UAP (2 %), le japonais Nippon Life (2 %) et Fininvest, du groupe Berlusconi (2 %).

\_\_\_\_\_



# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 20 MARS

Cours relevés  
à 18 h 17

[illegible]

## Comptant (selection)

**SICAV** (sélection)

## 20/3

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Fraie Incl.	Rachet net
Obligations																				
Exp. 5,50 % 77	117 70	7 257	A.L. Meillon	280	280	Magnan Unipar	196	196	Vies	187 50	187 50	A.A.A.	1 165 40	5 078 48	France-Obligations	461	462 44	St-Henri Financ.	180 85	177 34
5,50 % 78/79/80	90 88	8 728	Clarex (B)	2340	2340	Magnan S.A.	340 50	340 50	Wanamans S.A.	830	830	Actiob	238 40	222 30	Financ. Invest.	468 88	476 88	Financ. Invest.	640 88	641 88
5,25 % 80/80/80	100 38	10 427	Clarex	891	891	Madison Part.	176	176	St. de Mico	187 50	187 50	Actiob France	594 42	552 52	Financ. Invest.	118 76	118 76	Financ. Invest.	271 78	268 08
16 % juin 82	100 93	10 648	Clarex (L)	372	372	Metal Display	342	342				Actiob Allocation	891 12	865 14	Financ. Invest.	1329 82	1300 80	Financ. Invest.	767 28	758 78
14,50 % oct. 83	100 30	1 080	Cogit	372	372	Metall	176	176				Andalcan	695 88	651 88	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
13,40 % oct. 83	100 31	3 257	Compt. Indus.	1010	1010	Metall	342	342				A.G.E. Action Inc. CP	1202 20	1173 85	Financ. Invest.	29 28	28 57	Financ. Invest.	759 82	740 82
12,20 % oct. 84	100 68	5 448	Comp. Lux-Alex	650	650	Opting	430	430	A.S.G.	1090	1090	A.G.E. 5000	694 81	694 81	Financ. Invest.	33 88	33 38	Financ. Invest.	33 88	33 38
11 % oct. 85	104 56	5 614	C.S.P.	1347	1347	Ordy (C) I.C.L.	2230	2230	Alcan	947	947	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	11 014 84	10 814 84	Financ. Invest.	15 038 85	14 529 85
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	122	122	A.G.E. 5000	1059 88	1049 18	Financ. Invest.	23 27	23 27	Financ. Invest.	1226 88	1204 79
10,25 % oct. 86	100 30	2 225	C.S.P. (L)	63	63	Ordy-Dominion	1220	1220	Alcan Alcan	12										

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



## Aux journées parlementaires d'Arles

## Studiense rentrée de classe pour le RPR

La première des deux journées parlementaires du RPR, ouverte à Arles, mercredi 21 mars, a été marquée par une atmosphère loin des querelles de vacances parlementaires.

## ARLES

## de notre envoyée spéciale

An RPR on travaille. Nul aparté vengeur, nul propos de couloir assésin n'aura marqué la première journée parlementaire, mercredi 21 mars. La tribune de fortune un peu érigée à l'extérieur du palais de la mairie, sous la présidence de M. Michel Rocard, neuf des dix ministres concernés par le plan de santé publique de M. Claude Evin, M. Pierre Bérégovoy s'étaient pour sa part fait représenter.

Ce plan, qui sera présenté mercredi 28 mars en conseil des ministres devrait comporter par ailleurs une série de mesures inspirées du rapport présenté à M. Evin par cinq spécialistes de santé publique (*Le Monde* des 14 et 15 novembre 1989). Parmi ces mesures figure en particulier la réduction progressive, sur une période de trois ans, de toutes les publicités incitant à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. Sur cette question de la publicité, le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position, indiquant-on jeudi dans l'entourage de M. Rocard.

La décision d'augmenter de 15 % le prix du tabac — ce qui entraînerait une augmentation de 0,3 % de l'indice actuel des prix — ne correspond pas au souhait formulé dans leur rapport par les professeurs Got, Tubiana, Hirsch, Dubois et Grémy. Dans leur rapport, ces cinq spécialistes demandaient « un doublement des taxes additionnelles (droits d'accises) réparti sur les budgets de 1990, 1991 et 1992 pour atteindre les valeurs que la France a l'obligation d'atteindre dans le cadre communautaire de 1993 », ce qui correspondait à des augmentations de 30 % chaque année pendant trois ans.

Le ministre chargé du budget ayant fait savoir qu'il souhaitait pour sa part une augmentation de 3 % seulement, le chiffre retenu correspond donc à un compromis qui ne devrait sur le fond satisfaire aucune des deux parties.

J.-V. N.

## Augmentation des prix et limitation de la publicité

## Offensive contre le tabagisme et l'alcoolisme

La décision d'augmenter prochainement de 15 % le prix du tabac vient d'être prise au terme d'un comité interministériel auquel ont participé, le mardi 20 mars, sous la présidence de M. Michel Rocard, neuf des dix ministres concernés par le plan de santé publique de M. Claude Evin, M. Pierre Bérégovoy s'étaient pour sa part fait représenter.

Ce plan, qui sera présenté mercredi 28 mars en conseil des ministres devrait comporter par ailleurs une série de mesures inspirées du rapport présenté à M. Evin par cinq spécialistes de santé publique (*Le Monde* des 14 et 15 novembre 1989). Parmi ces mesures figure en particulier la réduction progressive, sur une période de trois ans, de toutes les publicités incitant à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. Sur cette question de la publicité, le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position, indiquant-on jeudi dans l'entourage de M. Rocard.

La décision d'augmenter de 15 % le prix du tabac — ce qui entraînerait une augmentation de 0,3 % de l'indice actuel des prix — ne correspond pas au souhait formulé dans leur rapport par les professeurs Got, Tubiana, Hirsch, Dubois et Grémy. Dans leur rapport, ces cinq spécialistes demandaient « un doublement des taxes additionnelles (droits d'accises) réparti sur les budgets de 1990, 1991 et 1992 pour atteindre les valeurs que la France a l'obligation d'atteindre dans le cadre communautaire de 1993 », ce qui correspondait à des augmentations de 30 % chaque année pendant trois ans.

Le ministre chargé du budget ayant fait savoir qu'il souhaitait pour sa part une augmentation de 3 % seulement, le chiffre retenu correspond donc à un compromis qui ne devrait sur le fond satisfaire aucune des deux parties.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Le débat sur la réunification de l'Allemagne ..... 2

## Les fêtes de l'indépendance de la Namibie

M. De Klerk recueille les fruits de sa politique de réforme ..... 6

## Le comité directeur du PS

La balance de l'OFEP est de nouveau excédentaire ..... 7 et 8

## SECTION B

## Les psychologues en grève

Pour la première fois, quatre syndicats de psychologues ont décidé une grève, vendredi 23 mars ..... 11

## Ben Barka, vingt-cinq ans après

Pour la première fois, M. Louis Zolinger, le juge chargé de l'affaire Ben Barka, a fait quelques confidences, mardi sur M 5 ..... 10

## Football : Marseille européen

L'OM participera aux demi-finales de la Coupe des clubs champions ..... 14

## Menaces pour M. Berlusconi

Le Sénat italien vient d'adopter à une forte majorité un amendement supprimant les coupures publicitaires à la télévision. Il en coûterait 400 millions de francs aux chaînes de Silvio Berlusconi ..... 20

## SECTION C

## LIVRES • IDÉES

Alex Corbin et l'étrange meurtre de Hauteville • La mélancolie pré-

## BOURSE DE PARIS

## Matiée du 22 mars

## Petite baisse

La place parisienne réagissait peu au nouveau choc de faiblesse au cours duquel la Bourse de Tokyo s'est dépréciée de plus de 3 % (*lire page 33*). A Paris, l'indice CAC-40 après avoir ouvert en baisse de 0,95 % ramenait ses pertes à 0,77 %. Le dernier jour du terme boursier de mars se soldait en fin de matinée sur une liquidation gagnante de 4,2 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient Skis Rossignol (+3,4 %), Sogerap (+4,3 %) et Esso (+2,4 %).

## SECTION D

## Le retour des pétrodollars

La balance de l'OFEP est de nouveau excédentaire ..... 36

## L'emploi en 1989

215 000 postes supplémentaires l'année dernière ..... 38

## AFFAIRES

## Histoire et entreprises

..... 39 à 42

## Services

Abonnements	14
Annonces classées	36
Bulletin d'enseignement	19
Carnet	18
Loto	19
Météorologie	18
Mots croisés	19
Radio-Télévision	19

La téléphonie du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 mars 1990 a été tiré à 545 343 exemplaires.

lance ». Ces textes sont d'inspiration typiquement socialiste », a indiqué M. Delalande, en évoquant certains « relents idéologiques » contenus, selon lui, dans les projets de loi. Au nom du groupe RPR du Sénat, M. Hélène Missotte s'est à son tour interrogé sur la nécessité d'une nouvelle législation en la matière, alors que « celle-ci existe, mais pas ou mal appliquée ».

Sans vouloir a priori rejeter en bloc les textes en préparation, qui ne sont pas « extrêmement nocifs », selon M. Hélène Missotte, les orateurs RPR ont toutefois prévenu qu'ils ne suivraient pas le groupe socialiste dans une trop forte limitation des recours aux contrats à durée déterminée. « Ils permettent de donner du travail à ceux qui n'ont aucune qualification », a souligné M. Missotte tandis que M. Catala observait que les CDD « restaient une forme traditionnelle de l'embauche ». Même conviction chez M. Delalande, au nom de l'UDF, qui a mis en garde les parlementaires de l'opposition sur un « texte éminemment politique face auquel on essaiera encore de nous faire jouer le mauvais rôle ».

La même prudence sans agressivité a été préconisée par M. Jean-Yves Charnat qui proposa du projet de loi relatif au financement des retraites. Pas question, a prévenu M. Charnat, de cautionner un nouveau projet « bouche-trou » permettant de continuer une politique en trompe-l'œil. Et l'opposition devra se montrer « ouverte » si le texte proposé est « un élément d'un plan global à long terme permettant réellement la mise à plat du problème du financement de la Sécurité

## Promesses de reconquête

Les disputes des socialistes dont le RPR s'est tant gaussé ont retenu celui-ci à l'été des divergences internes au grand jour. Les parlementaires réunis en Arles ont donc voulu d'abord marquer leur différence avec les socialistes de Rennes. La sérénité dans les travaux, au risque même de les faire apparaître un peu ternes et sans réel objet, a été obtenue sans contrainte. Après les tempêtes qui ont accompagné et suivi les assises du 11 février, la bonace s'est établie à la satisfaction et même au soulagement de tous. Rien, il est vrai, ne s'est produit en Arles qui pouvait déchaîner les passions ou révéler les antagonismes. Aucune barrière n'a même été plantée sur l'échiquier de la politique dans cette capitale de la saumonerie où, tous réunis pour un banquet collectif, les élus se sont contentés de déguster un saumon rôti d'une remarquable tendreté. Voilà une illustration nouvelle de la symbolique gaulliste.

Profitant de ce climat rasséréné, M. Chirac a pu lancer son appel à l'offensive contre la gauche au pouvoir de façon à réaliser sans peine l'unité contre l'adversaire commun. Le président du RPR, sentant son public réceptif, a même souligné, par des formules redondantes, la sévérité de ses attaques contre le PS, contre le gouvernement et surtout contre M. Mitterrand. Par ce moyen, M. Chirac a trouvé l'occasion de se placer en ligne dans l'offensive contre le majorité en place dans l'espoir de se donner un rôle entraînant aux yeux de l'ensemble de l'opposition et surtout du corps électoral. Certes, M. Chirac a insisté sur la nécessité de l'union et de la désignation de candidats communs.

M. Chirac a surtout, à la grande satisfaction de tous ses amis, insisté sur le renforcement du RPR promettant même aux cent trente députés actuels d'en faire faire cent soixante-dix au cours de la législature 1993. La volonté de conforter le rôle prééminent du RPR dans l'opposition a été ainsi hautement proclamée sans souci des susceptibilités qu'elle pourrait réveiller chez ses alliés. Les parlementaires espéraient enfin que cet acte de fermeté, d'esprit offensif et d'optimisme de leur chef ne retomberait pas trop vite et que, par une action soutenue et concrète de communication en martelant leurs solutions alternatives, ils réussiraient à révéler l'opinion dont ils déplaçaient tous l'indifférence prolongée.

ANDRÉ PASSERON

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## C'est où, l'Acropole ?

VOUS avez vu un peu, ce toupet, cet incroyable culot ! Il se fichent de notre gueule dans la presse britannique sous prétexte qu'on sait pas où c'est, l'Acropole. Et vous, bande de nullards, vous l'avez passé peut-être le test de l'Observer dont s'inspire *Marie Claire* ? Non, mais faut voir le niveau des questions. Le grand oral de l'ENA, c'est rien à côté. Qui était le père de Cain et d'Adam... Non, pas Adam, l'autre, là, voyez qui je veux dire.

La sacre de Charlemagne, c'était en quelle année ? Ben... Heu... Déjà que je me rappelle pas la date de naissance de mes propres enfants, comment voulez-vous que je me souviens ? Avant mon Rocky, c'était qui le premier ministre ? On est 40 % à donner notre langue au chat. Et ces conneries de British ont échoué encore plus lamentablement quand on leur a demandé qui occupait la 10 Downing Street avant M<sup>rs</sup> Thatcher. Faut reconnaître, elle est là depuis si longtemps !

La Tempête, le Misanthrope, c'est de qui ? Eux, Shakespeare, connaît pas (66 %). Nous, on a quand même parié sur Molière à 41 %. Faut le

faire. Et attendez, on est 66 % à penser que la Soledad ne tourne pas autour de la Terre. Vous étiez au courant, peut-être, messieurs les Anglois ? Tu parles ! 6 x 7 ? Non, pas 2 x 2, 6 x 7, dans la table de multiplication, c'est ce qu'il y a de plus coton. Alors, 6 x 7 ? Ben, répondez, puisque vous êtes si forts ! Voilà, c'est bien ce que je pensais : 26 % de zéro pointé. Et l'eau, ça bout à combien ? Ils sont même pas la moitié à le savoir que c'est à 90 degrés, pardon à 100 degrés, ces minables.

Où Bernadette a-t-elle vu la Vierge ? Cette colle-là, on l'a pas posée aux English, pas la peine. Bernadette, là, le prêtre pour Bernadette, et Lorraine, eux ils s'obstinent à dire London, ils croient que ça s'écrit Lourdes en français.

Et de se gausser, et de s'écouffer parce que 60 % des frogs sont pas cap de désigner l'auteur de la Joconde. Là, permettez que je me mette à mon tour. Que ça soit Michel-Ange ou le Tintoret, on s'en fout. L'important, c'est pas de qui elle est, mais à qui. Pas à vous, toujours, espèces de jaloux !

## Vingt-cinq kilos de dynamite et des détonateurs volés en Corse

Six hommes masqués de cagoules et armés se sont rendus en avion privé le 20 mars, sur une barge de la COMEX (compagnie maritime spécialisée dans la plongée industrielle) ancrée dans le golfe d'Ajaccio pour dérober 25 kilos de dynamite et une cinquantaine de détonateurs. Le commando a neutralisé les deux ingénieurs présents à bord en les enfermant dans un caisson avant de prendre la fuite.

L'opération n'avait pas été revendiquée jeudi 22 mars en fin de matinée. Les enquêteurs n'excluaient cependant pas qu'elle soit l'œuvre de l'ex-FIAC, compte tenu de son déroulement et de l'objectif visé. La COMEX travaille, en effet, à l'installation d'un ensemble de rejet en mer destiné à une nouvelle station d'épuration sur la rive sud du golfe d'Ajaccio. Les riverains de la presqu'île de l'Isola, où doit passer le tuyau de rejet, s'opposent, depuis des années, à ce projet du SIVOM (Syndicat intercommunal à vocation multiples) de la rive sud, qu'ils considèrent comme le prétexte à une urbanisation forcée de cette partie du golfe. Les nationalistes, qui sont hostiles à toute tentative de « baléarisation » de la Corse, avaient pris contact avec eux il y a quelques mois.

L'été dernier, des barrages avaient été mis en place par les riverains pour empêcher le passage

des véhicules de la COMEX. Début mars, secrétaire général de l'association de défense de la rive sud, M. André Orsini, avait été violemment pris à partie par le maire de l'une des quatre communes du SIVOM, M. Simon Neri, lors d'une action similaire. « La loi s'arrête à Marseille », protestait alors M. Orsini.

Rien ne dit que l'action de mardi soir résorrait uniquement de la défense de l'environnement. Ses auteurs auraient pu, autrement dit, faire d'une pierre deux coups : retarder les travaux d'un projet contesté par les écologistes et se procurer des explosifs pour un nouvel objectif.

C. L.

## Le mensuel PASSAGES

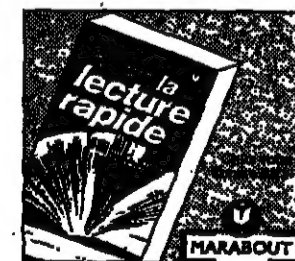
Mars 1990

## LES CONFESSIONS DE RUDOLF HESS A SON PASTEUR

30 F VENDU EN KIOSQUE



HARABOUD



HARABOUD

**Promotion**  
sur la 309 SR DIESEL TURBO  
Votre 309 SRDT au prix de la 309 SRD\*  
du 15 au 30 mars

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

MINITEL 3615 NEUBAUER

\*Offre valable dans la limite du stock et des cotés disponibles, sur présentation de cette annonce.